

**MÉTROPOLE
D'AIX-MARSEILLE
PROVENCE**

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication 05/01/2017

N° : 2017/01

SOMMAIRE

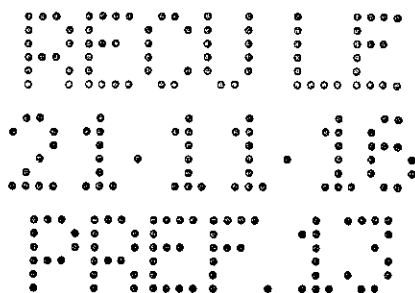
 **Arrêtés**

Page 3/137

 **Décisions**

Page 138/659

ARRÊTÉS



VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- Le règlement général des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;

CONSIDÉRANT

- La demande présentée par Monsieur Issam HEMISSI, en date du 14 septembre 2016, domicilié 21 rue Curiol 13001 Marseille, en vue d'exploiter un kiosque à journaux A.A.P. sur le domaine public.

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Issam HEMISSI est autorisé à exploiter un kiosque à journaux d'une dimension de 16 m2 sur le domaine public, sis 5 place Castellane 13006 Marseille, en vue d'y vendre des journaux et publications de presse.

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous-location entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. La Métropole d'Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

RENULE

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, voté par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 6 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente autorisation, il devra immédiatement en avertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole d'Aix-Marseille-Provence abrogera la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le Règlement Général des Emplacements de la Ville de Marseille visé ci-dessus.

Article 11 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 12 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera l'abrogation de l'autorisation.

RECU

21.11.15

RECU

Article 13 :

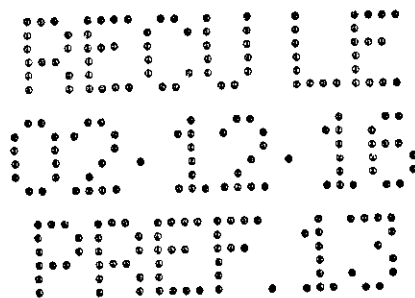
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 17 OCT. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 mars 2016 ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique,
- La délibération AGER 004-607/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service public de l'assainissement Est ;
- La délibération AGER 003-607/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service public de l'assainissement Ouest ;
- La délibération AGER 002-607/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service public de l'assainissement centre,
- La délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service public de l'eau potable ;

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient de définir la composition du comité de gouvernance interne des contrats de Délégation de Service Public de l'Eau et de l'Assainissement et d'en désigner les membres.
- Que Roland GIBERTI est Vice-Président délégué à l'eau et l'assainissement de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

ARRETE

Article 1 :

La composition du comité de gouvernance interne des contrats de Délégation de Service Public de l'Eau et de l'Assainissement, s'établit ainsi :

ÉLUS MÉTROPOLITAINS

- Roland GIBERTI,
Vice-président de la Métropole délégué à l'Eau et à l'Assainissement.
- Carine ROGER,
Conseillère métropolitaine, Vice-présidente du Territoire Marseille Provence déléguée à l'Eau et à l'Assainissement.

RECUE

02.12.16

08h13

ADMINISTRATION

- Philippe BLANQUEFORT
Directeur Général Adjoint de la Métropole à l'Eau et à l'Assainissement.
- Jean-Marc MERTZ
Directeur Général Adjoint Eau et Domaine Public du Territoire Marseille Provence.
- Nathalie PERRIN
Directrice Adjointe Direction Gestion Environnementale et des Contrats de l'Eau du Territoire Marseille Provence.
- Anne-Marie QUEYREL
Directrice des Affaires Juridiques et Assemblées du Territoire Marseille Provence
- Etienne BRUN –ROVET
Directeur Général Adjoint de la Métropole en charge de l'Evaluation des Politiques Publiques - Inspection Générale des Services

Article 2

Roland GIBERTI assure la présidence du comité de gouvernance interne des contrats de Délégation de Service Public de l'Eau et de l'Assainissement.


En cas d'absence ou d'empêchement, Carine ROGER assure la présidence de ce comité.

Article 3

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le

01 DEC. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 mars 2016 ;
- La loi n° 2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique,
- La délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service public de l'eau potable
- L'article 51.2 .du contrat de DSP de l'Eau,

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient de définir la composition du jury relatif au programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement et d'en désigner les membres.

ARRETE

Article 1 :

La composition du jury relatif au programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement s'établit ainsi :

ÉLUS MÉTROPOLITAINS

- Roland GIBERTI, Vice-président de la Métropole délégué à l'eau et l'assainissement
- Carine ROGER, Conseillère métropolitaine, Vice-présidente du Territoire Marseille Provence déléguée à l'eau et l'assainissement
- Philippe GINOUX, Conseiller métropolitain, Président de la Commission cadre de vie au Conseil de Métropole, Maire de Sénas.

ADMINISTRATION

- Philippe BLANQUEFORT
Directeur Général Adjoint de la Métropole à l'Eau et à l'Assainissement
- Jean-Marc MERTZ
Directeur Général Adjoint Eau et Domaine Public du Territoire Marseille Provence.
- Nathalie PERRIN
Directrice Adjointe Direction Gestion Environnementale et des Contrats de l'Eau du Territoire Marseille Provence.
- Etienne BRUN-ROVET
Directeur Général Adjoint de la Métropole en charge de l'Evaluation des Politiques Publiques - Inspection Générale des Services.

REPRÉSENTANT DE LA SOCIÉTÉ EAU DE MARSEILLE PROVENCE

- Loïc FAUCHON
Président Directeur Général de la Société Eau de Marseille Métropole.
- Marie-France BARBIER
Directrice Générale de la Société Eau de Marseille Métropole

Article 2

Monsieur Le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

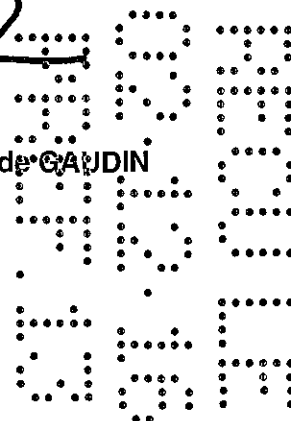
Fait à Marseille, le

01 DEC. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 mars 2016 ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération de la Communauté urbaine de Marseille du 20 novembre 2015 n° PEDD 006-1470/15/CC approuvant le Contrat protection et Économie de la Ressource en Eau avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et l'État (CONPERE).

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient de désigner les représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Comité de pilotage du contrat Protection et Économie de la Ressource en Eau (CONPERE).

ARRETE

Article 1 :

Sont désignés pour représenter la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au comité de pilotage du contrat CONPERE:

ELUS METROPOLITAINS

- Roland GIBERTI,
Vice-président de la Métropole délégué à l'Eau et à l'Assainissement et Président;
- Carine ROGER,
Conseillère métropolitaine, Vice-présidente du Territoire Marseille Provence déléguée à l'Eau et à l'Assainissement.

ADMINISTRATION

- Philippe BLANQUEFORT
Directeur Général Adjoint de la Métropole à l'Eau et à l'Assainissement.
- Jean-Marc MERTZ
Directeur Général Adjoint Eau et Domaine Public du Territoire Marseille Provence.

- Nathalie PERRIN
Directrice Adjointe Direction Gestion Environnementale et des Contrats de l'Eau du
Territoire Marseille Provence.
- Jean-Yves GUIVARCH
Directeur de l'eau de l'Assainissement et du Pluvial du Territoire Marseille Provence.
- Etienne BRUN-ROVET
Directeur Général Adjoint de la Métropole en charge de l'Evaluation des Politiques
Publiques - Inspection Générale des Services.

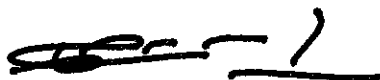
Article 2 :

Roland GIBERTI assure la présidence du comité de pilotage du contrat CONPERE.

Article 3 :

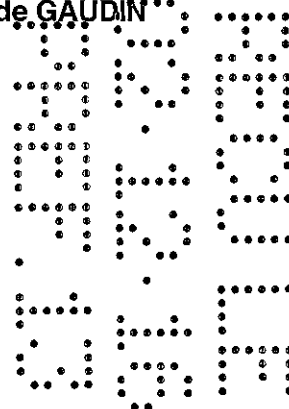
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du
présent arrêté.

Fait à Marseille, le 01 DEC. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 mars 2016
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique,
- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° AGER 005-808/13/CC du 13 décembre 2013 approuvant la signature du contrat d'agglomération relatif au système d'assainissement de l'agglomération de Marseille avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse et L'État ;
- L'article 7 du contrat qui prévoit la mise en place du comité de pilotage du contrat d'agglomération.

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient de désigner les représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Comité de pilotage du contrat d'agglomération

ARRETE

Article 1 :

Sont désignés pour représenter la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au comité de pilotage du contrat d'agglomération :

ELUS METROPOLITAINS

- Roland GIBERTI
Vice-président de la Métropole délégué à l'Eau et à l'Assainissement.
- Carine ROGER
Conseillère métropolitaine, Vice-présidente du Territoire Marseille Provence déléguée à l'Eau et à l'Assainissement

ADMINISTRATION

- Philippe BLANQUEFORT
Directeur Général Adjoint de la Métropole à l'Eau et à l'Assainissement.
- Jean-Marc MERTZ
Directeur Général Adjoint Eau et Domaine Public du Territoire Marseille Provence.
- Nathalie PERRIN
Directrice Adjointe Direction Gestion Environnementale et des Contrats de l'Eau du Territoire Marseille Provence.
- Jean-Yves GUIVARCH
Directeur de l'eau de l'Assainissement et du Pluvial Territoire Marseille Provence.
- Etienne BRUN-ROVET
Directeur Général Adjoint de la Métropole en charge de l'Evaluation des Politiques Publiques - Inspection Générale des Services.

Article 2 :

Roland GIBERTI assure la présidence du comité de pilotage du contrat d'agglomération.

Article 3:

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 01 DEC. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- Le procès-verbal d'installation du Conseil de la Métropole du 9 novembre 2015,
- La délibération AGER 002-607/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service public de l'assainissement centre,
- L'article 105.4 du contrat de DSP de l'assainissement centre,

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient de définir la composition du Comité de Pilotage de la Délégation de Service Public Assainissement Centre et d'en désigner les membres.
- Que Monsieur Roland GIBERTI est Vice-président délégué à l'eau et l'assainissement de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

ARRETE

Article 1 :

La composition du Comité de Pilotage du contrat de Délégation de Service Public de l'Assainissement Centre, s'établit ainsi :

ÉLUS MÉTROPOLITAINS

- Roland GIBERTI
Vice-président de la Métropole délégué à l'Eau et à l'Assainissement
- Carine ROGER
Conseillère métropolitaine, Vice-présidente du Territoire Marseille-Provence déléguée à l'Eau et à l'Assainissement.
- Philippe GINOUX
Conseiller métropolitain, Président de la Commission cadre de vie de la Métropole, Maire de Sénas.
- Roland MOUREN
Conseiller métropolitain, membre du Bureau de la Métropole délégué à la propreté et aux déchets, Maire de Châteauneuf-les-Martigues.

- Jean-Pierre GIORGI
Conseiller métropolitain, Vice-président du Territoire Marseille Provence délégué aux finances et état spécial, Maire de Carnoux-en-Provence.
- Jean-Pierre BERTRAND
Conseiller métropolitain, Vice-président du Territoire Marseille Provence délégué aux ressources humaines, Maire de Plan-de-Cuques.

ADMINISTRATION

- Philippe BLANQUEFORT
Directeur Général Adjoint de la Métropole à l'Eau et à l'Assainissement.
- Jean-Marc MERTZ
Directeur Général Adjoint Eau et Domaine Public du Territoire Marseille Provence.
- Nathalie PERRIN
Directrice Adjointe Direction Gestion Environnementale et des Contrats de l'Eau du Territoire Marseille Provence.
- Etienne BRUN-ROVET
Directeur Général Adjoint de la Métropole en charge de l'Evaluation des Politiques Publiques Inspection Générale des Services

REPRÉSENTANTS DE LA SOCIÉTÉ DÉDIÉE DE L'ASSAINISSEMENT CENTRE

- Yves FAGHERAZI
Directeur Général du Service d'Assainissement Marseille Métropole (SERAMM)
- Hervé MADIEC
Président du Service d'Assainissement Marseille Métropole (SERAMM)

REPRÉSENTANT DE LA SOCIÉTÉ DÉDIÉE DE L'EAU

- Marie-France BARBIER
Directrice Générale de la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM)
- Loïc FAUCHON
Président Directeur Général de la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM)

Article 2

Roland GIBERTI assure la présidence du Comité de Pilotage du contrat de Délégation de Service Public de l'Assainissement Centre.

Article 3

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le

01 DEC. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 mars 2016 ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique,
- La délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service public de l'eau potable ;
- L'article 53.3.1 du contrat de délégation de service public de l'Eau,

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient de définir la composition du Comité de pilotage du contrat de délégation du service public de l'eau et d'en désigner les membres.
- Que Monsieur Roland Giberti est Vice-Président délégué à l'eau et à l'assainissement de la métropole d'Aix-Marseille-Provence.

ARRETE

Article 1 :

La composition du Comité de Pilotage du contrat de Délégation de Service Public de l'Eau, s'établit ainsi :

ÉLUS MÉTROPOLITAINS

- Roland GIBERTI
Vice-président de la Métropole délégué à l'Eau et à l'Assainissement.
- Carine ROGER
Conseillère métropolitaine, Vice-présidente du Territoire Marseille Provence déléguée à l'Eau et à l'Assainissement.

- Philippe GINOUX
Conseiller métropolitain, Président de la Commission cadre de vie de la Métropole, Maire de Sénas.
- Roland MOUREN
Conseiller métropolitain; membre du Bureau de la Métropole délégué à la propreté et aux déchets, Maire de Châteauneuf-les-Martigues.
- Patrick BORE
Vice-président de la Métropole délégué aux ports et infrastructures portuaires, Maire de La Ciotat.
- Eric Le DISSES
Vice-président de la Métropole délégué aux sports et équipements sportifs, Maire de Marignane.

ADMINISTRATION

- Philippe BLANQUEFORT
Directeur Général Adjoint de la Métropole à l'Eau et à l'Assainissement.
- Jean-Marc MERTZ
Directeur Général Adjoint Eau et Domaine Public du Territoire Marseille Provence.
- Nathalie PERRIN
Directrice Adjointe Direction Gestion Environnementale et des Contrats de l'Eau du Territoire Marseille Provence.
- Etienne BRUN-ROVET
Directeur Général Adjoint de la Métropole en charge de l'Evaluation des Politiques Publiques - Inspection Générale des Services

REPRÉSENTANT DE LA SOCIÉTÉ DEDIEE DE L'EAU

- Marie-France BARBIER
Directrice Générale de la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM).
- Loïc FAUCHON
Président Directeur Général de la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM).

REPRESENTANTS DES SOCIETES DEDIEES DE L'ASSAINISSEMENT

- Yves FAGHERAZZI
Directeur Général du Service d'Assainissement Marseille Métropole (SERAMM)
- Hervé MADIEC
Président du Service Assainissement Marseille Métropole (SERAMM)
- Gérard LECLERC
Directeur Société Assainissement Ouest Métropole (SAOM)
- Fabien PINNA
Directeur Société Assainissement Est Métropole (SAEM)

- Loïc FAUCHON
Président Directeur Général de la Société Eaux de Marseille (SEM), gérante de la Société d'Assainissement Ouest Métropole (SAOM) et gérante de la Société d'Assainissement Est Métropole (SAEM).

Article 2

Roland GIBERTI assure la présidence du Comité de Pilotage du Service public de l'eau.

Article 3

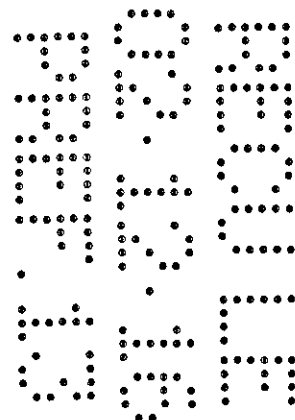
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 01 DEC. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales.
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 mars 2016.
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique.
- La délibération AGER 003-607/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service public de l'assainissement Ouest.
- L'article 97.4 du contrat de délégation de service public de l'Assainissement Ouest.

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient de définir la composition du Comité de Pilotage du contrat de délégation de service public de l'Assainissement Ouest et d'en désigner les membres.
- Que Roland GIBERTI est Vice-président délégué à l'eau et à l'assainissement de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

ARRETE

Article 1 :

La composition du Comité de Pilotage du contrat de Délégation de Service Public de l'Assainissement Ouest, s'établit ainsi :

ÉLUS MÉTROPOLITAINS

- Roland GIBERTI Vice-président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence délégué à l'Eau et à l'Assainissement.
- Carine ROGER
Conseillère métropolitaine, Vice-présidente du Territoire Marseille Provence déléguée à l'Eau et à l'Assainissement.

- Philippe GINOUX
Conseiller métropolitain, Président de la Commission cadre de vie au Conseil de Métropole,
Maire de Sénas.
- Roland MOUREN
Conseiller métropolitain membre du Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
délégué à la propreté et aux déchets, Maire de Châteauneuf-les-Martigues.
- Eric Le DISSES
Vice-président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence délégué aux sports et
équipements sportifs, Maire de Marignane.
- Michel ILLAC
Conseiller métropolitain, Maire d'Ensuès-la-Redonne.

ADMINISTRATION

- Philippe BLANQUEFORT
Directeur Général Adjoint de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Eau et à
l'Assainissement.
- Jean-Marc MERTZ
Directeur Général Adjoint Eau et Domaine Public du Territoire Marseille Provence.
- Nathalie PERRIN
Directrice Adjointe Direction Gestion Environnementale et des Contrats de l'Eau du
Territoire Marseille Provence.
- Etienne BRUN-ROVET
Directeur Général Adjoint de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en charge de
l'Evaluation des Politiques Publiques - Inspection Générale des Services.

REPRÉSENTANTS DE LA SOCIÉTÉ DEDIEE DE L'ASSAINISSEMENT OUEST (SAOM)

- Gérard LECLERC
Directeur de la Société d'Assainissement Ouest Métropole (SAOM).
- Loïc FAUCHON
Président Directeur Général de la Société Eaux de Marseille (SEM) gérante de la Société
d'assainissement Ouest Métropole (SAOM).

REPRESENTANTS DE LA SOCIETE DEDIEE DE L'EAU

- Marie-France BARBIER
Directrice Générale de la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM).
- Loïc FAUCHON
Président Directeur Général de la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM).

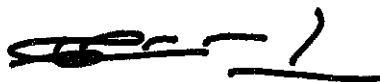
Article 2

Roland GIBERTI assure la présidence du Comité de Pilotage du contrat de délégation de service public de l'Assainissement Ouest.

Article 3

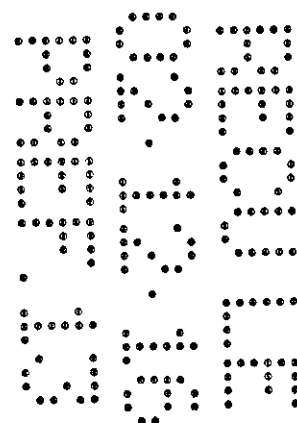
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 01 DEC. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 mars 2016 ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique,
- La délibération AGER 004-607/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service public de l'assainissement Est.
- L'article 97.4 du contrat de délégation de service public de l'Assainissement Est.

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient de définir la composition du Comité de Pilotage du contrat de délégation de service public de l'assainissement Est et d'en désigner les membres ;
- Que Roland GIBERTI est Vice-président délégué à l'eau et à l'assainissement de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

ARRETE

Article 1 :

La composition du Comité de Pilotage du contrat de Délégation de Service Public de l'Assainissement Est, s'établit ainsi :

ÉLUS METROPOLITAINS

- Roland GIBERTI
Vice-président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence délégué à l'Eau et à l'Assainissement.
- Carine ROGER
Conseillère métropolitaine, Vice-présidente du Territoire Marseille Provence déléguée à l'Eau et à l'Assainissement.

- Philippe GINOUX
Conseiller métropolitain, Président de la commission cadre de vie au Conseil de Métropole,
Maire de Sénas.
- Danielle MILON
Vice-présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence déléguée à la promotion et au
développement du tourisme, Maire de Cassis.
- Patrick BORÉ
Vice-président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence délégué aux ports et
infrastructures portuaires, Maire de La Ciotat.
- Jérôme ORGEAS
Conseiller métropolitain, Vice-président du Territoire Marseille Provence délégué au
numérique et technopoles, Maire de Roquefort-la-Bédoule.

ADMINISTRATION

- Philippe BLANQUEFORT
Directeur Général Adjoint de la Métropole à l'Eau et à l'Assainissement.
- Jean-Marc MERTZ
Directeur Général Adjoint Eau et Domaine Public du Territoire Marseille Provence.
- Nathalie PERRIN
Directrice Adjointe Direction Gestion Environnementale et des Contrats de l'Eau du
Territoire Marseille Provence.
- Etienne BRUN-ROVET
Directeur Général Adjoint de la Métropole en charge de l'Evaluation des Politiques
Publiques - Inspection Générale des Services.

REPRÉSENTANTS DE LA SOCIÉTÉ DÉDIÉE DE L'ASSAINISSEMENT EST (SAEM)

- Fabien PINNA
Directeur de la Société d'Assainissement Est Métropole (SAEM).
- Loïc FAUCHON
Président Directeur Général de la Société Eaux de Marseille (SEM) gérante de la Société
d'assainissement Est Métropole (SAEM).

REPRESENTANTS DE LA SOCIÉTÉ DÉDIÉE DE L'EAU

- Marie-France BARBIER
Directrice Générale de la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM).
- Loïc FAUCHON
Président Directeur Général de la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM)

Article 2

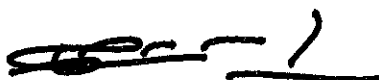
Roland GIBERTI assure la présidence du Comité de Pilotage du contrat de délégation de service public de l'assainissement Est.

Article 3

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

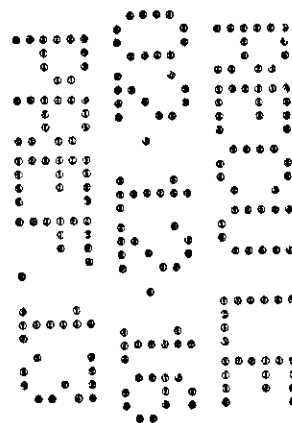
01 DEC. 2016

Fait à Marseille, le



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



**MÉTROPOLE
AIX-MARSEILLE
PROVENCE**

16 / 522 / C M

Le Président
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

N° .../16

Objet de l'arrêté :

Délégation de signature à Monsieur Christian BOUCHERIE, Chargé de l'administration métropolitaine pour le territoire du Pays d'Aix .

Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

VU

Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9, L5218-8-8 et suivants ;

L'article 56 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

L'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;

Le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 17 mars 2016 ;

L'arrêté portant nomination de Monsieur Christian BOUCHERIE en qualité de Directeur Général des Services au sein de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix en date du 12 octobre 2015 ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'arrêté n° 16/497/CM du 11 octobre 2016 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Délégation est donnée, pour le territoire du Pays d'Aix, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Monsieur Christian BOUCHERIE, chargé de l'administration métropolitaine pour le territoire des communes d'Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets,

Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

En matière d'administration générale concernant exclusivement le territoire :

- tous les extraits des actes pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et délivrés en copie aux différents organismes extérieurs et services de l'État,
- les courriers adressés aux membres des juridictions judiciaires ou administratives, aux membres des instances de conciliation, aux autres représentants d'institutions, aux administrés, avocats et tous courriers relevant de l'administration courante, hormis les correspondances adressées aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat,
- la mise à jour des informations cadastrales,
- les documents hypothécaires relatifs au territoire,
- les imprimés des services fiscaux relatifs au territoire,
- les constats amiables,
- les convocations d'expertise,
- les courriers divers aux assureurs,
- les déclarations de sinistres,
- les demandes d'attestations d'assurance,
- les accords sur évaluation (paiement du réparateur suite à un sinistre),
- la transmission des pièces aux tribunaux,
- les certificats d'affichage des actes administratifs,
- les cessions de véhicules, les immatriculations et changements d'immatriculations,
- les formulaires d'autorisation de remisage de véhicule de service,
- les décisions autorisant les agents à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service
- les demandes d'exonération liées aux contraventions des agents rattachés directement à la direction générale des services.
- les bordereaux de suivi des déchets d'amiante

En matière de ressources humaines :

Pour la gestion des contrats unique d'insertion (CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

- courriers divers aux intéressés et institutions (courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courriers d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs),
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, Attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité),
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail et des avenants aux contrats de travail et R.I.B passés avant le 01/01/2016,
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, Certificat de travail, Attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...),

En matière d'évaluation des agents :

la signature des comptes rendus des entretiens professionnels, courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation),

Pour la gestion des ressources humaines :

- les courriers d'affectation du personnel pour tout mouvement effectué avant le 01/01/2016,
- les expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des

- les arrêtés de reclassement, les arrêtés de reclassement et d'intégration, les arrêtés d'intégration inhérents aux nouvelles dispositions réglementaires (type grade Ingénieurs et Ingénieurs chefs),
- les courriers en relations avec les Caisses Primaires d'Assurance Maladie accordés actuellement aux CAE et CUI et à élargir aux titulaires et contractuels,
- les courriers de notifications de fin de contrat,
- les arrêtés de congés de maternité et de paternité,
- les arrêtés d'allocation enfant handicapé,
- les courriers aux représentants du personnel relatif au droit social,
- Réponses négatives aux candidats,
- Lettre de mise en demeure de reprise de fonction.

En matière de santé et de protection sociale des agents :

- tous bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la santé et à la protection sociale,
- courriers de convocation à une visite médicale (aux agents mis à disposition du Conseil de territoire) et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations,
- déclarations d'accidents de travail,
- courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie...,
- courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité),
- bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales,
- courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux,
- courriers de notification des conclusions du contrôle médical,
- courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances...),
- courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes,
- courriers aux mutuelles relatifs à la mise en place de permanences et plans de communication,

En matière financière :

- les correspondances courantes,
- courriers de notification d'irrégularités aux fournisseurs et prestataires (facturation/prestation/fourniture),
- les certificats de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,
- les titres de recettes,
- les courriers de main levée
- la signature des autorisations de prélèvement automatique pour les contrats existants,
- les engagements, bons de commande relatifs aux dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget du territoire, et dans la limite de 25.000,00 € HT,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en dépenses, conformément à l'état arrêté, signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en recettes conformément à l'état arrêté et signé au 31 décembre

comités médicaux,

- courriers relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires,
- courriers relatifs au congé bonifié, aux congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.),
- courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires),
- courriers aux agents relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement,
- procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures,
- tous les bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la radiation des effectifs,
- les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, rappels à l'ordre,
- dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M., demande de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T. (rentes, réversion, pension),
- tous les documents qui sont joints aux mandats des cotisations (déclaration de versement de la contribution solidarité, bordereaux des cotisations CAREL, FONPEL, PREFON, avis d'appel à cotisation CNFPT et pour les Elus, la retenue à la source, les états liquidatifs de l'impôt prélevé sur l'indemnité de fonction d'Elus),
- les dossiers Préfecture relatifs aux médailles du travail,
- les accusés de réception envoyés aux agents suite à la demande d'avancement de grade ou de promotion interne lors d'une prochaine CAP (aucune information sur le résultat de la CAP),
- dossiers de validation de services,
- correspondances afférentes à la gestion des ressources humaines,
- les états d'heures supplémentaires des agents,
- les états d'indemnités horaires des agents,
- les états d'astreintes des agents,
- les états de vacations des agents,
- les états et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain,
- les arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification,
- les arrêtés de demi-traitement, de temps partiel, de congé parental, de réintégration suite à une disponibilité,....
- les arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle:.....
- les arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes,
- les arrêtés de radiation pour mutation, retraite ou décès
- les arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire,
- les arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL,
- les arrêtés de congés individuels de formation,
- les arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, ...),
- les arrêtés de mise en disponibilité d'office,
- la signature des contrats de saisonniers et vacataires pour une durée maximale de 15 jours,
- l'attribution ou la suppression de la NBI
- les arrêtés de validation des heures supplémentaires,

2015 et transmis au Trésorier Public,

- validation et mandatement des reconstitutions d'avances d'un montant maximum de 2000€,

En matière de commande publique :

- les courriers de renseignements dans le cadre d'une procédure en cours (demandes de précisions, documents complémentaires,...),
- les courriers de précisions aux candidats évincés d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre de l'article 83 du code des marchés publics,
- les actes de sous-traitance (acceptation et agrément des conditions de paiement),
- les certificats de conformité des pièces,
- les bons de commandes de moins de 25 000 € dans le cadre de l'exécution d'un marché,
- tout acte à caractère coercitif en exécution d'un marché public afin de préserver les droits et intérêts de l'EPCI : application de pénalités, réfaction, mise en demeure, exécution aux frais et risques, ...
- les certificats administratifs,
- réception avec ou sans réserves de travaux et décisions d'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services,
- Les courriers d'information aux candidats dans le cadre de la consultation (questions/réponses/renseignements complémentaires ou modification de DCE)
- approbation des factures et/ou décisions relatives à l'approbation, à la modification ou au rejet des décomptes.

ARTICLE 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian BOUCHERIE, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- à Monsieur Thierry PENNEC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian BOUCHERIE et de Monsieur Thierry PENNEC, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

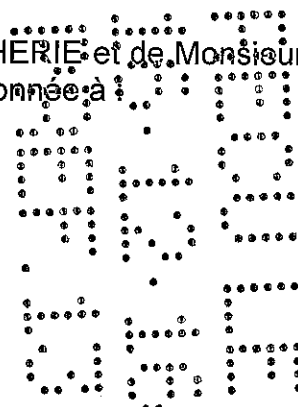
- à Monsieur Guy JANUEL.

ARTICLE 4:

Le présent arrêté prendra fin le 31 mars 2017

ARTICLE 5 :

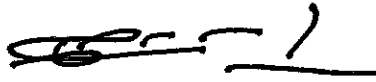
La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.



ARTICLE 6 :

Monsieur le Président de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

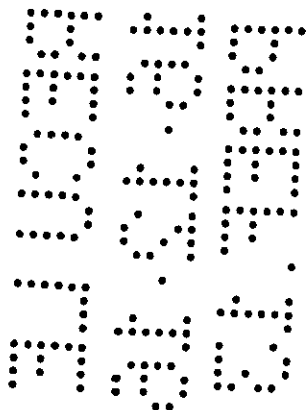
Fait à Marseille, le 15 DEC. 2016 2016



**Le Président de la Métropole Aix-Marseille-
Provence**

M. Jean-Claude GAUDIN

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification.



MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Le Président
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

N° .../16

Objet de l'arrêté :

Délégation de signature à Monsieur Michel GACON, Chargé de l'administration métropolitaine du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;

Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

VU

Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9, L5218-8-8 et suivants ;

L'article 56 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

L'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;

Le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 17 mars 2016;

L'arrêté du 9 mai 2016 portant nomination de Monsieur Michel GACON dans les fonctions de Directeur Général des Services du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

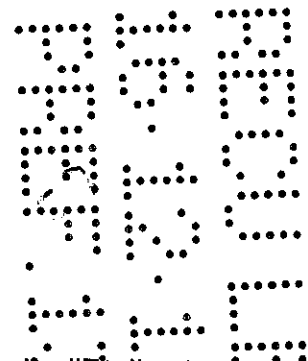
ARRETE

ARTICLE 1 :

L'arrêté n°16/501/CM du 11 octobre 2016 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Délégation est donnée, pour le territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile sous ma surveillance et ma responsabilité, à Monsieur Michel GACON, chargé de l'administration métropolitaine pour le territoire des communes d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :



En matière d'administration générale concernant exclusivement le territoire :

- tous les extraits des actes pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et délivrés en copie aux différents organismes extérieurs et services de l'État,
- les courriers adressés aux membres des juridictions judiciaires ou administratives, aux membres des instances de conciliation, aux autres représentants d'institutions, aux administrés, avocats et tous courriers relevant de l'administration courante, hormis les correspondances adressées aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat,
- la mise à jour des informations cadastrales,
- les documents hypothécaires relatifs au territoire,
- les imprimés des services fiscaux relatifs au territoire,
- les constats amiables,
- les convocations d'expertise,
- les courriers divers aux assureurs,
- les déclarations de sinistres,
- les demandes d'attestations d'assurance,
- les accords sur évaluation (paiement du réparateur suite à un sinistre),
- la transmission des pièces aux tribunaux,
- les certificats d'affichage des actes administratifs,
- les cessions de véhicules, les immatriculations et changements d'immatriculations,
- les formulaires d'autorisation de remisage de véhicule de service,
- les décisions autorisant les agents à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service,
- les bordereaux de suivi des déchets d'amiante
- les demandes d'exonération liées aux contraventions des agents rattachés directement à la direction générale des services.

En matière de ressources humaines :

Pour la gestion des contrats unique d'insertion (CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

- courriers divers aux intéressés et institutions (courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courriers d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs),
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, Attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité),
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail et des avenants aux contrats de travail et R.I.B passés avant le 01/01/2016,
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, Certificat de travail, Attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...),

En matière d'évaluation des agents :

la signature des comptes rendus des entretiens professionnels, courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation),

Pour la gestion des ressources humaines :

- les courriers d'affectation du personnel pour tout mouvement effectué avant le 01/01/2016,
- les expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux,

- les arrêtés de reclassement, les arrêtés de reclassement et d'intégration, les arrêtés d'intégration inhérents aux nouvelles dispositions réglementaires (type grade Ingénieurs et Ingénieurs chefs),
- les courriers en relations avec les Caisses Primaires d'Assurance Maladie accordés actuellement aux CAE et CUI et à élargir aux titulaires et contractuels,
- les courriers de notifications de fin de contrat,
- les arrêtés de congés de maternité et de paternité,
- les arrêtés d'allocation enfant handicapé,
- les courriers aux représentants du personnel relatif au droit social,
- Réponses négatives aux candidats,
- Lettre de mise en demeure de reprise de fonction.

En matière de santé et de protection sociale des agents :

- tous bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la santé et à la protection sociale,
- courriers de convocation à une visite médicale (aux agents mis à disposition du Conseil de territoire) et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations,
- déclarations d'accidents de travail,
- courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie...,
- courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité),
- bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales,
- courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux,
- courriers de notification des conclusions du contrôle médical,
- courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances...),
- courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes,
- courriers aux mutuelles relatifs à la mise en place de permanences et plans de communication,

En matière financière :

- les correspondances courantes,
- courriers de notification d'irrégularités aux fournisseurs et prestataires (facturation/prestation/fourniture),
- les certificats de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,
- les titres de recettes,
- les courriers de main levée
- la signature des autorisations de prélèvement automatique pour les contrats existants,
- les engagements, bons de commande relatifs aux dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget du territoire, et dans la limite de 25.000,00 € HT,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en dépenses, conformément à l'état arrêté, signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en recettes conformément à l'état arrêté et signé au 31 décembre

- courriers relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires,
- courriers relatifs au congé bonifié, aux congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.),
- courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires),
- courriers aux agents relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement,
- procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures,
- tous les bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la radiation des effectifs,
- les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, rappels à l'ordre,
- dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M., demande de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T. (rentes, réversion, pension),
- tous les documents qui sont joints aux mandats des cotisations (déclaration de versement de la contribution solidarité, bordereaux des cotisations CAREL, FONPEL, PREFON, avis d'appel à cotisation CNFPT et pour les Elus, la retenue à la source, les états liquidatifs de l'impôt prélevé sur l'indemnité de fonction d'Elus),
- les dossiers Préfecture relatifs aux médailles du travail,
- Les accusés de réception envoyés aux agents suite à la demande d'avancement de grade ou de promotion interne lors d'une prochaine CAP (aucune information sur le résultat de la CAP),
- dossiers de validation de services,
- correspondances afférentes à la gestion des ressources humaines,
- es états d'heures supplémentaires des agents,
- les états d'indemnités horaires des agents,
- les états d'astreintes des agents,
- les états de vacations des agents,
- les états et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain,
- les arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification,
- les arrêtés de demi-traitement, de temps partiel, de congé parental, de réintégration suite à une disponibilité,
- les arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle,
- les arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes,
- les arrêtés de radiation pour mutation, retraite ou décès
- les arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire,
- les arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL,
- les arrêtés de congés individuels de formation,
- les arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, ...),
- les arrêtés de mise en disponibilité d'office,
- la signature des contrats de saisonniers et vacataires pour une durée maximale de 15 jours,
- l'attribution ou la suppression de la NBI.
- les arrêtés de validation des heures supplémentaires,

2015 et transmis au Trésorier Public,

- validation et mandatement des reconstitutions d'avances d'un montant maximum de 2000€,

En matière de commande publique :

- les courriers de renseignements dans le cadre d'une procédure en cours (demandes de précisions, documents complémentaires,...),
- les courriers de précisions aux candidats évincés d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre de l'article 83 du code des marchés publics,
- les actes de sous-traitance (acceptation et agrément des conditions de paiement),
- les certificats de conformité des pièces,
- les bons de commandes de moins de 25 000 € dans le cadre de l'exécution d'un marché,
- tout acte à caractère coercitif en exécution d'un marché public afin de préserver les droits et intérêts de l'EPCI : application de pénalités, réfaction, mise en demeure, exécution aux frais et risques, ...
- les certificats administratifs,
- réception avec ou sans réserves de travaux et décisions d'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services,
- Les courriers d'information aux candidats dans le cadre de la consultation (questions/réponses/renseignements complémentaires ou modification de DCE)
- approbation des factures et/ou décisions relatives à l'approbation, à la modification ou au rejet des décomptes.

ARTICLE 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel GACON, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Daniel ROUSSEAU,

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel GACON et de Monsieur Daniel ROUSSEAU, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Nelly NANNERO.

ARTICLE 4:

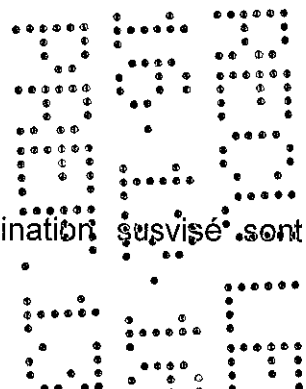
Le présent arrêté prendra fin le 31 mars 2017.

ARTICLE 5 :

Les conditions de titularisation évoquées dans l'arrêté de nomination susvisé sont maintenues

ARTICLE 6 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.



ARTICLE 7 :

Monsieur le Président de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

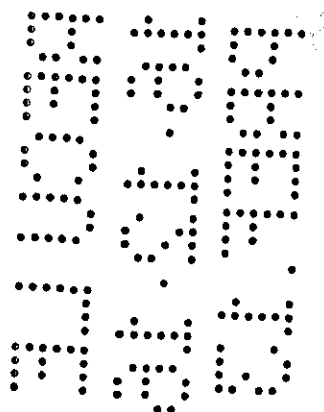
Fait à Marseille, le 15 DEC. 2016 2016



**Le Président de la Métropole Aix-Marseille-
Provence**

M. Jean-Claude GAUDIN

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification.



MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Le Président
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

N° .../16

Objet de l'arrêté :

Délégation de signature à Madame Sophie CONTE, Chargée de l'administration métropolitaine pour le Territoire du Pays Salonais.

Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

VU

- ☐ Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9, L5218-8-8 et suivants ;
- ☐ L'article 56 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- ☐ L'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- ☐ Le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- ☐ L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 17 mars 2016 ;
- ☐ L'arrêté portant nomination de Madame Sophie CONTE en qualité de Directrice Générale des Services par intérim au sein de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre - Durance en date du 30 septembre 2015.

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'arrêté n° 16/498/CM du 11 octobre 2016 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Délégation est donnée, et pour le territoire du Pays Salonais composé des communes d'Alleins, Aurons, Berre-l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues, sous ma surveillance et ma responsabilité, à

Madame Sophie CONTE, chargée de l'administration métropolitaine du territoire du Pays Salonais, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

En matière d'administration générale concernant exclusivement le territoire :

- tous les extraits des actes pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et délivrés en copie aux différents organismes extérieurs et services de l'État,
- les courriers adressés aux membres des juridictions judiciaires ou administratives, aux membres des instances de conciliation, aux autres représentants d'institutions, aux administrés, avocats et tous courriers relevant de l'administration courante, hormis les correspondances adressées aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat,
- la mise à jour des informations cadastrales,
- les documents hypothécaires relatifs au territoire,
- les imprimés des services fiscaux relatifs au territoire,
- les constats amiables,
- les convocations d'expertise,
- les courriers divers aux assureurs,
- les déclarations de sinistres,
- les demandes d'attestations d'assurance,
- les accords sur évaluation (paiement du réparateur suite à un sinistre),
- la transmission des pièces aux tribunaux,
- les certificats d'affichage des actes administratifs,
- les cessions de véhicules, les immatriculations et changements d'immatriculations,
- les formulaires d'autorisation de remisage de véhicule de service,
- les décisions autorisant les agents à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service,
- les demandes d'exonération liées aux contraventions des agents rattachés directement à la direction générale des services,
- les bordereaux de suivi des déchets d'amiante

En matière de ressources humaines :

Pour la gestion des contrats unique d'insertion (CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

- courriers divers aux intéressés et institutions (courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courriers d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs),
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, Attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité),
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail et des avenants aux contrats de travail et R.I.B passés avant le 01/01/2016,
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, Certificat de travail, Attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...),

En matière d'évaluation des agents :

la signature des comptes rendus des entretiens professionnels, courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation),

Pour la gestion des ressources humaines :

- les courriers d'affectation du personnel pour tout mouvement effectué avant le 01/01/2016,
- les expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des

- les arrêtés de reclassement, les arrêtés de reclassement et d'intégration, les arrêtés d'intégration inhérents aux nouvelles dispositions réglementaires (type grade Ingénieurs et Ingénieurs chefs),
- les courriers en relations avec les Caisses Primaires d'Assurance Maladie accordés actuellement aux CAE et CUI et à élargir aux titulaires et contractuels,
- les courriers de notifications de fin de contrat,
- les arrêtés de congés de maternité et de paternité,
- les arrêtés d'allocation enfant handicapé,
- les courriers aux représentants du personnel relatif au droit social,
- Réponses négatives aux candidats,
- Lettre de mise en demeures de reprise de fonction.

En matière de santé et de protection sociale des agents :

- tous bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la santé et à la protection sociale,
- courriers de convocation à une visite médicale (aux agents mis à disposition du Conseil de territoire) et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations,
- déclarations d'accidents de travail,
- courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie...,
- courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité),
- bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales,
- courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux,
- courriers de notification des conclusions du contrôle médical,
- courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances...),
- courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes,
- courriers aux mutuelles relatifs à la mise en place de permanences et plans de communication,

En matière financière :

- les correspondances courantes,
- les courriers de main levée
- courriers de notification d'irrégularités aux fournisseurs et prestataires (facturation/prestation/fourniture),
- les certificats de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,
- les titres de recettes,
- la signature des autorisations de prélèvement automatique pour les contrats existants,
- les engagements, bons de commande relatifs aux dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget du territoire, et dans la limite de 25.000,00 € HT,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en dépenses, conformément à l'état arrêté, signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en recettes conformément à l'état arrêté et signé au 31 décembre 2015 et

comités médicaux,

- courriers relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires,
- courriers relatifs au congé bonifié, aux congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.),
- courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires),
- courriers aux agents relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement,
- procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures,
- tous les bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la radiation des effectifs,
- les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, rappels à l'ordre,
- dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M., demande de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T. (rentes, réversion, pension),
- tous les documents qui sont joints aux mandats des cotisations (déclaration de versement de la contribution solidarité, bordereaux des cotisations CAREL, FONPEL, PREFON, avis d'appel à cotisation CNFPT et pour les Elus, la retenue à la source, les états liquidatifs de l'impôt prélevé sur l'indemnité de fonction d'Elus),
- les dossiers Préfecture relatifs aux médailles du travail,
- les accusés de réception envoyés aux agents suite à la demande d'avancement de grade ou de promotion interne lors d'une prochaine CAP (aucune information sur le résultat de la CAP),
- dossiers de validation de services,
- correspondances afférentes à la gestion des ressources humaines,
- es états d'heures supplémentaires des agents,
- les états d'indemnités horaires des agents,
- les états d'astreintes des agents,
- les états de vacations des agents,
- les états et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain,
- les arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification,
- les arrêtés de demi-traitement, de temps partiel, de congé parental, de réintégration suite à une disponibilité,
- les arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle,
- les arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes,
- les arrêtés de radiation pour mutation, retraite ou décès
- les arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire,
- les arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL,
- les arrêtés de congés individuels de formation,
- les arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, ...),
- les arrêtés de mise en disponibilité d'office,
- la signature des contrats de saisonniers et vacataires pour une durée maximale de 15 jours,
- l'attribution ou la suppression de la NBI
- les arrêtés de validation des heures supplémentaires,

transmis au Trésorier Public,

- validation et mandatement des reconstitutions d'avances d'un montant maximum de 2000€,
- les bons d'engagements correspondants à la traduction comptable de l'engagement juridique (marchés, conventions, lettre de commandes ...) dûment validés par le Président ou son représentant, et notifiés, permettant de réserver les crédits nécessaires au paiement des dettes ainsi générées,

En matière de commande publique :

- les courriers de renseignements dans le cadre d'une procédure en cours (demandes de précisions, documents complémentaires,...),
- les courriers de précisions aux candidats évincés d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre de l'article 83 du code des marchés publics,
- les actes de sous-traitance (acceptation et agrément des conditions de paiement),
- les certificats de conformité des pièces,
- les bons de commandes de moins de 25 000 € dans le cadre de l'exécution d'un marché,
- tout acte à caractère coercitif en exécution d'un marché public afin de préserver les droits et intérêts de l'EPCI : application de pénalités, réfaction, mise en demeure, exécution aux frais et risques, ...
- les certificats administratifs,
- réception avec ou sans réserves de travaux et décisions d'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services,
- approbation des factures et/ou décisions relatives à l'approbation, à la modification ou au rejet des décomptes.
- Les courriers d'information aux candidats dans le cadre de la consultation (questions/réponses/renseignements complémentaires ou modification de DCE)

ARTICLE 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie CONTE, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Laetitia ZUGNA.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie CONTE et de Madame Laetitia ZUGNA, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Pascal MORA,

ARTICLE 4:

Le présent arrêté prendra fin le 31 mars 2017.

ARTICLE 5 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.



ARTICLE 6 :

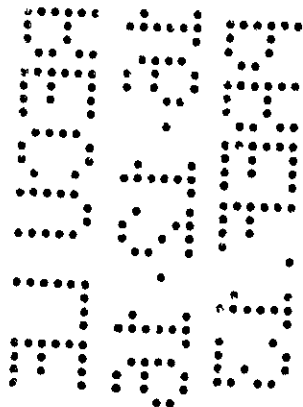
Monsieur le Président de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 15 DEC. 2016 2016



Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
M. Jean-Claude GAUDIN

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification.



**MÉTROPOLE
AIX-MARSEILLE
PROVENCE**

16 / 525 / CM

Le Président
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

N° .../16

Objet de l'arrêté :

Délégation de signature à Monsieur Jean-Claude GUILLOU, Chargé de l'administration métropolitaine du territoire du Pays de Martigues ;

Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

VU

Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9, L5218-8-8 et suivants ;

L'article 56 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

L'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;

Le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 17 mars 2016;

L'arrêté portant nomination de Monsieur Jean-Claude GUILLOU en qualité de Directeur Général des Services au sein de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues ;

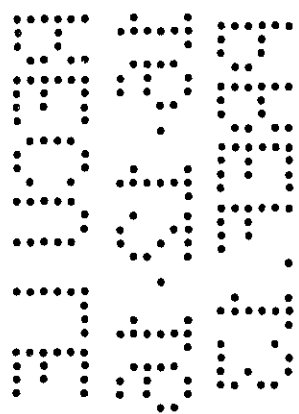
ARRETE

ARTICLE 1 :

L'arrêté n° 16/502/CM du 11 octobre 2016 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Délégation est donnée, et pour le territoire du Pays de Martigues, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Monsieur Jean-Claude GUILLOU, chargé de l'administration métropolitaine pour le territoire des communes de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :



En matière d'administration générale concernant exclusivement le territoire :

- tous les extraits des actes pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et délivrés en copie aux différents organismes extérieurs et services de l'État,
- les courriers adressés aux membres des juridictions judiciaires ou administratives, aux membres des instances de conciliation, aux autres représentants d'institutions, aux administrés, avocats et tous courriers relevant de l'administration courante, hormis les correspondances adressées aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat,
- la mise à jour des informations cadastrales,
- les documents hypothécaires relatifs au territoire,
- les imprimés des services fiscaux relatifs au territoire,
- les constats amiables,
- les convocations d'expertise,
- les courriers divers aux assureurs,
- les déclarations de sinistres,
- les demandes d'attestations d'assurance,
- les accords sur évaluation (paiement du réparateur suite à un sinistre),
- la transmission des pièces aux tribunaux,
- les certificats d'affichage des actes administratifs,
- les cessions de véhicules, les immatriculations et changements d'immatriculations,
- les formulaires d'autorisation de remisage de véhicule de service,
- les décisions autorisant les agents à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service,
- les bordereaux de suivi des déchets d'amiante
- les demandes d'exonération liées aux contraventions des agents rattachés directement à la direction générale des services.



En matière de ressources humaines :

Pour la gestion des contrats unique d'insertion (CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

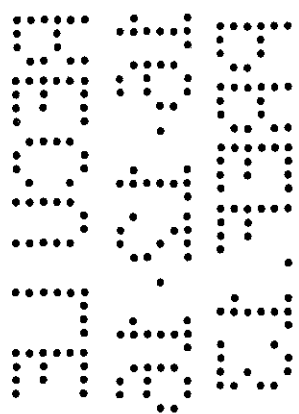
- courriers divers aux intéressés et institutions (courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courriers d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs),
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, Attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité),
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail et des avenants aux contrats de travail et R.I.B passés avant le 01/01/2016,
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, Certificat de travail, Attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...),

En matière d'évaluation des agents :

la signature des comptes rendus des entretiens professionnels, courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation),

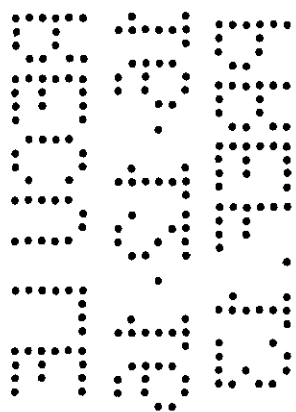
Pour la gestion des ressources humaines :

- les courriers d'affectation du personnel pour tout mouvement effectué avant le 01/01/2016,
- les expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux,
- courriers relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires,
- courriers relatifs au congé bonifié, aux congés annuels et congés exceptionnels, au



Compte Epargne Temps (C.E.T.),

- courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires),
- courriers aux agents relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement,
- procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures,
- tous les bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la radiation des effectifs,
- les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, rappels à l'ordre,
- dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M., demande de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T. (rentes, réversion, pension),
- tous les documents qui sont joints aux mandats des cotisations (déclaration de versement de la contribution solidarité, bordereaux des cotisations CAREL, FONPEL, PREFON, avis d'appel à cotisation CNFPT et pour les Elus, la retenue à la source, les états liquidatifs de l'impôt prélevé sur l'indemnité de fonction d'Elus),
- les dossiers Préfecture relatifs aux médailles du travail,
- les accusés de réception envoyés aux agents suite à la demande d'avancement de grade ou de promotion interne lors d'une prochaine CAP (aucune information sur le résultat de la CAP),
- dossiers de validation de services,
- correspondances afférentes à la gestion des ressources humaines,
- les états d'heures supplémentaires des agents,
- les états d'indemnités horaires des agents,
- les états d'astreintes des agents,
- les états de vacations des agents,
- les états et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain,
- les arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification,
- les arrêtés de demi-traitement, de temps partiel, de congé parental, de réintégration suite à une disponibilité,
- les arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle,
- les arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes,
- les arrêtés de radiation pour mutation, retraite ou décès
- les arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire,
- les arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL,
- les arrêtés de congés individuels de formation,
- les arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, ...),
- les arrêtés de mise en disponibilité d'office,
- la signature des contrats de saisonniers et vacataires pour une durée maximale de 15 jours,
- l'attribution ou la suppression de la NBI.
- les arrêtés de validation des heures supplémentaires,
- les arrêtés de reclassement, les arrêtés de reclassement et d'intégration, les arrêtés d'intégration inhérents aux nouvelles dispositions réglementaires (type grade Ingénieurs et Ingénieurs chefs),



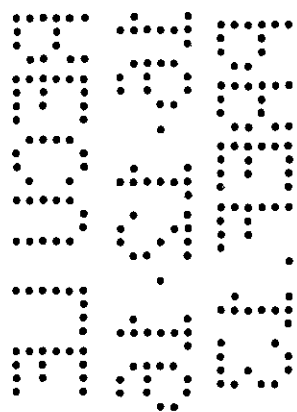
- les courriers en relations avec les Caisses Primaires d'Assurance Maladie accordés actuellement aux CAE et CUI et à élargir aux titulaires et contractuels,
- les courriers de notifications de fin de contrat,
- les arrêtés de congés de maternité et de paternité,
- les arrêtés d'allocation enfant handicapé,
- les courriers aux représentants du personnel relatif au droit social,
- Réponses négatives aux candidats,
- Lettre de mise en demeures de reprise de fonction.

En matière de santé et de protection sociale des agents :

- tous bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la santé et à la protection sociale,
- courriers de convocation à une visite médicale (aux agents mis à disposition du Conseil de territoire) et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations,
- déclarations d'accidents de travail,
- courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie...
- courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité),
- bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales,
- courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux,
- courriers de notification des conclusions du contrôle médical,
- courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances...),
- courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes,
- courriers aux mutuelles relatifs à la mise en place de permanences et plans de communication,

En matière financière :

- les correspondances courantes,
- courriers de notification d'irrégularités aux fournisseurs et prestataires (facturation/prestation/fourniture),
- les certificats de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,
- les titres de recettes,
- les courriers de main levée
- la signature des autorisations de prélèvement automatique pour les contrats existants,
- les engagements, bons de commande relatifs aux dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget du territoire, et dans la limite de 25.000,00 € HT,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en dépenses, conformément à l'état arrêté, signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en recettes conformément à l'état arrêté et signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- validation et mandatement des reconstitutions d'avances d'un montant maximum de 2000€,



En matière de commande publique :

- les courriers de renseignements dans le cadre d'une procédure en cours (demandes de précisions, documents complémentaires,...),
- les courriers de précisions aux candidats évincés d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre de l'article 83 du code des marchés publics,
- les actes de sous-traitance (acceptation et agrément des conditions de paiement),
- les certificats de conformité des pièces,
- les bons de commandes de moins de 25 000 € dans le cadre de l'exécution d'un marché,
- tout acte à caractère coercitif en exécution d'un marché public afin de préserver les droits et intérêts de l'EPCI : application de pénalités, réfaction, mise en demeure, exécution aux frais et risques, ...
- les certificats administratifs,
- réception avec ou sans réserves de travaux et décisions d'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services,
- Les courriers d'information aux candidats dans le cadre de la consultation (questions/réponses/renseignements complémentaires ou modification de DCE) :
- approbation des factures et/ou décisions relatives à l'approbation, à la modification ou au rejet des décomptes.

En matière d'eau et d'assainissement :

- Tous les courriers, documents et arrêtés relatifs au SPANC
- Tous les actes relatifs au raccordement du réseau d'eau
- Formulaire d'attestation de qualité
- Les correspondances courantes des régies de l'eau et de l'assainissement
- Avis sur les autorisations d'urbanisme
- Les certificats de conformité sur le raccordement au réseau d'eau
- Les déclarations d'Intention de Commencement de Travaux (DICT)
- Les Déclarations de Travaux (DT) et les Autorisations de Travaux d'Urgence

ARTICLE 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude GUILLOU, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

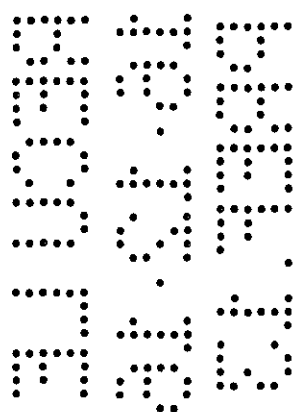
- Monsieur Jean-Edouard DUTECHE.

ARTICLE 4:

Le présent arrêté prendra fin le 31 mars 2017.

ARTICLE 5 :

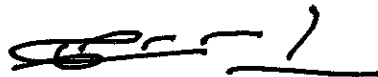
La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.



ARTICLE 6 :

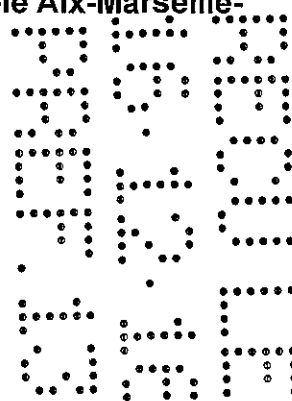
Monsieur le Président de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 15 DEC. 2016

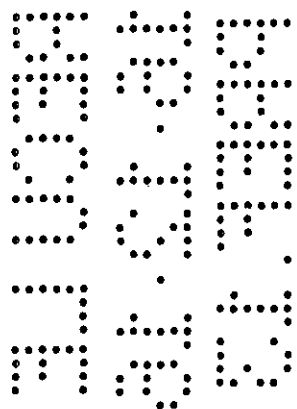


**Le Président de la Métropole Aix-Marseille-
Provence**

M. Jean-Claude GAUDIN



Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification.



MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Le Président
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

N°..../16

Objet de l'arrêté :

Délégation de signature à Monsieur Patrick CANILLADE , Chargé de la gestion et de l'exploitation des services publics en lien avec la mobilité sur la totalité des territoires des communes de Cornillon-Confoux, Fos-sur-Mer, Grans, Istres, Martigues, Miramas, Port de Bouc, Port-Saint-Louis-du-Rhône et Saint-Mitre les Remparts.

Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

VU les articles L.5210-1-1 A, L. 5211-9, L.5211-1 et L. 2122-23, L.5217-1 et suivants, L5218-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,

VU l'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique,

VU le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole en date du 17 mars 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu l'arrêté du 8 novembre 2011 portant nomination de Monsieur Patrick Canillade en qualité de Directeur général des Services du SMGETU,

Vu la délibération n°2011-051 en date du 17 novembre 2011 désignant Monsieur Patrick Canillade en qualité de Directeur de la Régie des transports urbains du SMGETU,

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'arrêté n° 16/499/CM du 11 octobre 2016 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Délégation de signature est donnée sous ma surveillance et ma responsabilité, à Monsieur Patrick Canillade à l'effet de signer les documents pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, concernant exclusivement la gestion et de l'exploitation des services publics en lien avec la mobilité sur la totalité des territoires des communes de Cornillon-Confoux, Fos-sur-Mer, Grans, Istres, Martigues, Miramas, Port de Bouc, Port-Saint-Louis-du-Rhône et Saint Mitre les Remparts, dans les domaines suivants :

En matière d'administration générale concernant exclusivement le territoire :

- tous les extraits des actes pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et délivrés en copie aux différents organismes extérieurs et services de l'État,
- les courriers adressés aux membres des juridictions judiciaires ou administratives, aux membres des instances de conciliation, aux autres représentants d'institutions, aux administrés, avocats et tous courriers relevant de l'administration courante,
- hormis les correspondances adressées aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat,
- la mise à jour des informations cadastrales,
- les documents hypothécaires relatifs au territoire,
- les imprimés des services fiscaux relatifs au territoire,
- les constats amiables,
- les convocations d'expertise,
- les courriers divers aux assureurs,
- les déclarations de sinistres,
- les demandes d'attestations d'assurance,
- les accords sur évaluation (paiement du réparateur suite à un sinistre),
- la transmission des pièces aux tribunaux,
- les certificats d'affichage des actes administratifs,
- les cessions de véhicules, les immatriculations et changements d'immatriculations,
- les formulaires d'autorisation de remisage de véhicule de service,
- les décisions autorisant les agents à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service,
- les requêtes en demande d'exonération
- les bordereaux de suivi des déchets d'amiante

En matière de ressources humaines :

Pour la gestion des contrats unique d'insertion (CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

- courriers divers aux intéressés et institutions (courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courriers d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs),
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, Attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité),
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail et des avenants aux contrats de travail et R.I.B passés avant le 01/01/2016,
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, Certificat de travail, Attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...),

En matière d'évaluation des agents :

la signature des comptes rendus des entretiens professionnels, courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation),

Pour la gestion des ressources humaines :

- les courriers d'affectation du personnel pour tout mouvement effectué avant le 01/01/2016,
- les expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux,
- courriers relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires,
- courriers relatifs au congé bonifié, aux congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.),
- courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires),
- courriers aux agents relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement,
- procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures,
- tous les bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférents à la radiation des effectifs,
- les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, rappels à l'ordre,
- dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M., demande de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T. (rentes, réversion, pension),
- tous les documents qui sont joints aux mandats des cotisations (déclaration de versement de la contribution solidarité, bordereaux des cotisations CAREL, FONPEL, PREFON, avis d'appel à cotisation CNFPT et pour les Elus, la retenue à la source, les états liquidatifs de l'impôt prélevé sur l'indemnité de fonction d'Elus),
- les dossiers Préfecture relatifs aux médailles du travail,
- les accusés de réception envoyés aux agents suite à la demande d'avancement de grade ou de promotion interne lors d'une prochaine CAP (aucune information sur le résultat de la CAP),
- dossiers de validation de services,
- correspondances afférentes à la gestion des ressources humaines,
- les états d'heures supplémentaires des agents,
- les états d'indemnités horaires des agents,
- les états d'astreintes des agents,
- les états de vacations des agents,
- les états et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain,
- les arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification,
- les arrêtés de demi-traitement, de temps partiel, de congé parental, de réintégration suite à une disponibilité,
- les arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle,
- les arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984

- modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes,
- les arrêtés de radiation pour mutation, retraite ou décès
- les arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire,
- les arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL,
- les arrêtés de congés individuels de formation,
- les arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, ...),
- les arrêtés de mise en disponibilité d'office,
- la signature des contrats de saisonniers et vacataires pour une durée maximale de 15 jours,
- l'attribution ou la suppression de la NBI.
- les arrêtés de validation des heures supplémentaires,
- les arrêtés de reclassement, les arrêtés de reclassement et d'intégration, les arrêtés d'intégration inhérents aux nouvelles dispositions réglementaires (type grade Ingénieurs et Ingénieurs chefs),
- les courriers en relations avec les Caisses Primaires d'Assurance Maladie accordés actuellement aux CAE et CUI et à élargir aux titulaires et contractuels,
- les courriers de notifications de fin de contrat,
- les arrêtés de congés de maternité et de paternité,
- les arrêtés d'allocation enfant handicapé,
- les courriers aux représentants du personnel relatif au droit social,
- Réponses négatives aux candidats,
- Lettre de mise en demeure de reprise de fonction.

En matière de santé et de protection sociale des agents :

- tous bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la santé et à la protection sociale,
- courriers de convocation à une visite médicale (aux agents mis à disposition du Conseil de territoire) et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations,
- déclarations d'accidents de travail,
- courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie...,
- courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité),
- bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales,
- courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux,
- courriers de notification des conclusions du contrôle médical,
- courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances...),
- courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes,
- courriers aux mutuelles relatifs à la mise en place de permanences et plans de communication,

En matière financière :

les correspondances courantes,

courriers de notification d'irrégularités aux fournisseurs et prestataires (facturation/prestation/fourniture),
 les certificats de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,
 les titres de recettes,
 les courriers de main levée
 la signature des autorisations de prélèvement automatique pour les contrats existants,
 les engagements, bons de commande relatifs aux dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget du territoire, et dans la limite de 25.000,00 € HT,
 les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en dépenses, conformément à l'état arrêté, signé au 31 décembre 2015, et transmis au Trésorier Public,
 les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en recettes conformément à l'état arrêté et signé au 31 décembre 2015, et transmis au Trésorier Public,
 validation et mandatement des reconstitution d'avances d'un montant maximum de 2000€,

En matière de commande publique :

les courriers de renseignements dans le cadre d'une procédure en cours (demandes de précisions, documents complémentaires,...),
 les courriers de précisions aux candidats évincés d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre de l'article 83 du code des marchés publics,
 les actes de sous-traitance (acceptation et agrément des conditions de paiement),
 les certificats de conformité des pièces,
 les bons de commandes de moins de 25 000 € dans le cadre de l'exécution d'un marché,
 tout acte à caractère coercitif en exécution d'un marché public afin de préserver les droits et intérêts de l'EPCI : application de pénalités, réfaction, mise en demeure, exécution aux frais et risques, ...
 les certificats administratifs,
 réception avec ou sans réserves de travaux et décisions d'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services,
 approbation des factures et/ou décisions relatives à l'approbation, à la modification ou au rejet des décomptes.
 Les courriers d'information aux candidats dans le cadre de la consultation (questions/réponses/renseignements complémentaires ou modification de DCE).

ARTICLE 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick CANILLADE, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Olivier CALANDO.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté prend fin le 31 mars 2017.


ARTICLE 5 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

ARTICLE 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 15 DEC. 2016



Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence

M. Jean-Claude GAUDIN

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification.

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

—
Le Président
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

N°..../16

Objet de l'arrêté :

Délégation de signature à Madame Laurence DARDALHON, chargée de l'administration métropolitaine du territoire d'Istres Ouest Provence.

Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

VU les articles L.5210-1-1 A, L. 5211-9, L.5211-1 et L. 2122-23, L.5217-1 et suivants, L5218-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,

VU l'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique,

VU le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

VU l'article 56 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole en date du 17 mars 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu le contrat à durée indéterminée, inscrit au registre des actes n°DRH-2015-772, en date du 23 avril 2015 portant Madame Laurence DARDALHON Directrice Générale des Services du S.A.N. Ouest Provence,

Vu l'arrêté du Président du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence n°DRH-2015-1355 en date du 1^{er} juillet 2015 portant nomination de Madame Valérie TERSEUL, Directrice Générale Adjointe du S.A.N. Ouest Provence,

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'arrêté n° 16/500/CM du 11 octobre 2016 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Délégation est donnée à Madame Laurence DARDALHON, Chargée de l'administration métropolitaine du territoire d'Istres Ouest Provence, composé des communes de Cornillon-Confoux, Fos-sur-Mer, Grans, Istres, Miramas et Port-Saint-Louis-du-Rhône, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

En matière d'administration générale concernant exclusivement le territoire :

- tous les extraits des actes pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et délivrés en copie aux différents organismes extérieurs et services de l'État,
- les courriers adressés aux membres des juridictions judiciaires ou administratives, aux membres des instances de conciliation, aux autres représentants d'institutions, aux administrés, avocats et tous courriers relevant de l'administration courante, hormis les correspondances adressées aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat,
- la mise à jour des informations cadastrales,
- les documents hypothécaires relatifs au territoire,
- les imprimés des services fiscaux relatifs au territoire,
- les constats amiables,
- les convocations d'expertise,
- les courriers divers aux assureurs,
- les déclarations de sinistres,
- les demandes d'attestations d'assurance,
- les accords sur évaluation (paiement du réparateur suite à un sinistre),
- la transmission des pièces aux tribunaux,
- les certificats d'affichage des actes administratifs,
- les cessions de véhicules
- les immatriculations et changements d'immatriculations,
- les formulaires d'autorisation de remisage de véhicule de service,
- les décisions autorisant les agents à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service
- les demandes d'exonération liées aux contraventions des agents rattachés directement à la direction générale des services.
- les bordereaux de suivi des déchets d'amiante

En matière de ressources humaines :

Pour la gestion des contrats unique d'insertion (CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

- courriers divers aux intéressés et institutions (courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courriers d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs),

- les arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification,
- les arrêtés de demi-traitement, de temps partiel, de congé parental, de réintégration suite à une disponibilité,
- les arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle,
- les arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes,
- les arrêtés de radiation pour mutation, retraite ou décès
- les arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire,
- les arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL,
- les arrêtés de congés individuels de formation,
- les arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, ...),
- les arrêtés de mise en disponibilité d'office,
- la signature des contrats de saisonniers et vacataires pour une durée maximale de 15 jours,
- l'attribution ou la suppression de la NBI.
- les arrêtés de validation des heures supplémentaires,
- les arrêtés de reclassement, les arrêtés de reclassement et d'intégration, les arrêtés d'intégration inhérents aux nouvelles dispositions réglementaires (type grade Ingénieurs et Ingénieurs chefs),
- les courriers en relations avec les Caisses Primaires d'Assurance Maladie accordés actuellement aux CAE et CUI et à élargir aux titulaires et contractuels,
- les courriers de notifications de fin de contrat,
- les arrêtés de congés de maternité et de paternité,
- les arrêtés d'allocation enfant handicapé,
- les courriers aux représentants du personnel relatif au droit social,
- Réponses négatives aux candidats,
- Lettre de mise en demeures de reprise de fonction.

En matière de santé et de protection sociale des agents :

- tous bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la santé et à la protection sociale,
- courriers de convocation à une visite médicale (aux agents mis à disposition du Conseil de territoire) et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations,
- déclarations d'accidents de travail,
- courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie...,
- courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité),
- bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales,
- courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux,
- courriers de notification des conclusions du contrôle médical,
- courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances...),

- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, Attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité),
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail et des avenants aux contrats de travail et R.I.B passés avant le 01/01/2016,
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, Certificat de travail, Attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...),

En matière d'évaluation des agents :

- la signature des comptes rendus des entretiens professionnels, courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation);

Pour la gestion des ressources humaines :

- les courriers d'affectation du personnel pour tout mouvement effectué avant le 01/01/2016,
- les expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux,
- courriers relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires,
- courriers relatifs au congé bonifié, aux congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Épargne Temps (C.E.T.),
- courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires),
- courriers aux agents relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement,
- procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures,
- tous les bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la radiation des effectifs,
- les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, rappels à l'ordre,
- dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M., demande de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T. (rentes, réversion, pension),
- tous les documents qui sont joints aux mandats des cotisations (déclaration de versement de la contribution solidarité, bordereaux des cotisations CAREL, FONPEL, PREFON, avis d'appel à cotisation CNFPT et pour les Elus, la retenue à la source, les états liquidatifs de l'impôt prélevé sur l'indemnité de fonction d'Elus),
- les dossiers Préfecture relatifs aux médailles du travail,
- les accusés de réception envoyés aux agents suite à la demande d'avancement de grade ou de promotion interne lors d'une prochaine CAP (aucune information sur le résultat de la CAP),
- dossiers de validation de services,
- correspondances afférentes à la gestion des ressources humaines,
- es états d'heures supplémentaires des agents,
- les états d'indemnités horaires des agents,
- les états d'astreintes des agents,
- les états de vacations des agents,
- les états et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain,

En matière de prestations d'actions sociales suivies par la Régie d'action sociale (RAS) du Conseil de territoire Istres Ouest Provence :

- les formulaires de demande de participation des différentes villes pour les séjours organisés par la RAS (bons de prise en charge RAVI, Fos sur Mer, Port-Saint-Louis-du-Rhône, ...),
- les courriers d'invitation aux réunions d'information organisées avant chaque séjour,

En matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire :

Tous les courriers et les documents relatifs aux :

- documents d'arpentage,
- fiches de demandes de renseignements auprès des hypothèques,
- états des risques naturels et technologiques,
- certificats d'affichage,
- demandes d'avis des domaines,
- demandes de documents complémentaires dans le cadre de l'instruction des autorisations d'urbanisme,
- plans de bornage et de division,
- arrêtés portant approbation des cahiers des charges de cessions de terrains,
- arrêtés relatifs aux permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir, déclarations préalables ainsi que les documents nécessaires à l'instruction des dossiers,
- lettre de non opposition à déclaration préalable,
- certificats d'urbanisme,
- certificats de conformité des permis d'aménager, des permis de construire et des déclarations préalables ,
- lettre de renonciation aux DIA,
- attestations de non contestation de l'achèvement et de la conformité des travaux des permis de construire, des permis d'aménager, de démolir et des déclarations préalables.

En matière culturelle :

- les bordereaux relatifs aux déclarations et versements de cotisation effectuée auprès de l'AGESSA.
- les documents à teneur pédagogique du conservatoire de musique et de danse à rayonnement intercommunal, dans les domaines suivants :

RENTREE SCOLAIRE

- RENTREE SCOLAIRE / RENCONTRE PARENTS-PROFESSEURS : courrier invitant l'élève à rencontrer les professeurs pour fixer le créneau horaire de la nouvelle année scolaire dans les différentes disciplines ;

- courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes,
- courriers aux mutuelles relatifs à la mise en place de permanences et plans de communication,

En matière financière :

- les correspondances courantes,
- courriers de notification d'irrégularités aux fournisseurs et prestataires (facturation/prestation/fourniture),
- les certificats de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,
- les courriers de main levée
- les titres de recettes,
- la signature des autorisations de prélèvement automatique pour les contrats existants,
- les engagements, bons de commande relatifs aux dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget du territoire, et dans la limite de 25.000,00 € HT,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en dépenses, conformément à l'état arrêté, signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en recettes conformément à l'état arrêté et signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- validation et mandatement des reconstitutions d'avances d'un montant maximum de 2000€,

En matière de commande publique :

- les courriers de renseignements dans le cadre d'une procédure en cours (demandes de précisions, documents complémentaires,...),
- les courriers de précisions aux candidats évincés d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre de l'article 83 du code des marchés publics,
- les actes de sous-traitance (acceptation et agrément des conditions de paiement),
- les certificats de conformité des pièces,
- les bons de commandes de moins de 25 000 € dans le cadre de l'exécution d'un marché,
- tout acte à caractère coercitif en exécution d'un marché public afin de préserver les droits et intérêts de l'EPCI : application de pénalités, réfaction, mise en demeure, exécution aux frais et risques, ...
- les certificats administratifs,
- réception avec ou sans réserves de travaux et décisions d'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services,
- approbation des factures et/ou décisions relatives à l'approbation, à la modification ou au rejet des décomptes.
- Les courriers d'information aux candidats dans le cadre de la consultation (questions/réponses/renseignements complémentaires ou modification de DCE)

- RENTREE SCOLAIRE / ENTRETIEN D'ADMISSION : courrier invitant les nouveaux élèves à se présenter aux entretiens d'admission dans les différentes disciplines ;
- RENTREE SCOLAIRE - premier COURS : courrier invitant l'élève à se présenter au premier cours dans les différentes disciplines.

SCOLARITE

- CONGE PARTIEL : courrier confirmant la demande de congé dans une discipline ;
- CONGE GLOBAL : courrier confirmant la demande de congé dans toutes les disciplines ;
- DEMISSION : courrier confirmant à l'élève l'arrêt des activités au conservatoire de musique et de danse ;
- ANNEE SUPPLEMENTAIRE DANS LE CYCLE : courrier confirmant à l'élève l'attribution d'une année supplémentaire dans un cycle ;
- REGULARISATION DE SCOLARITE : courrier rappelant à l'élève l'obligation de suivre toutes les disciplines liées à son cursus ;
- ATTESTATION DE RECOMPENSE : courrier précisant à l'élève les résultats obtenus dans les disciplines suivies ;
- ATTESTATION DE NIVEAUX : courrier précisant à l'élève les disciplines suivies avec les niveaux respectifs ;
- CONVOCATIONS EXAMENS : courrier précisant aux élèves et aux jurys la date, l'horaire et le lieu des examens.

COURRIERS DIVERS

- REMPLACEMENT D'UN ENSEIGNANT : courrier informant les parents de l'absence d'un professeur et/ou de son remplacement ;
- DECLARATION SACEM : tableau dans lequel sont répertoriées toutes les manifestations (danse et musique) pour le calcul des droits d'auteur ;
- FICHE DECLARATIVE SEAM : imprimé complété pour l'achat annuel de timbres utilisés pour la validation de photocopies de partitions ;
- DEMANDE DE PHOTOCOPIES DE PARTITIONS : imprimé que les enseignants complètent lorsqu'ils sollicitent des photocopies de partitions ;
- ATTESTATION D'ACTIVITES : imprimé fourni par les familles pour un éventuel remboursement des droits forfaitaires par leur comité d'entreprise.

ARTICLE 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence DARDALHON, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Valérie TERSEUL.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté prend fin le 31 mars 2017.

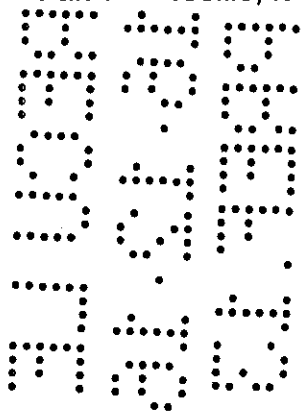
ARTICLE 5 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

ARTICLE 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 15 DEC. 2016 2016



Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence

M. Jean-Claude GAUDIN

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification.

Le Président
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

N° .../16

Objet de l'arrêté :

Délégation de signature à Monsieur Philippe BLANQUEFORT, Chargé de l'administration métropolitaine pour le Territoire de Marseille Provence.

Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

VU

- ☐ Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9, L5218-8-8 et suivants ;
- ☐ L'article 56 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- ☐ L'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- ☐ Le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- ☐ L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 17 mars 2016;
- ☐ L'arrêté portant nomination de Monsieur Philippe BLANQUEFORT en qualité de Directeur Général des Services au sein de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 1er avril 2015 ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'arrêté n° 16/496/CM du 11 octobre 2016 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le territoire de Marseille Provence composé des communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-

Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, à Monsieur Philippe BLANQUEFORT, chargé de l'administration métropolitaine pour le territoire de Marseille Provence à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

En matière d'administration générale concernant exclusivement le territoire :

- tous les extraits des actes pris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et délivrés en copie aux différents organismes extérieurs et services de l'Etat,
- les courriers adressés aux membres des juridictions judiciaires ou administratives, aux membres des instances de conciliation, aux autres représentants d'institutions, aux administrés, avocats et tous courriers relevant de l'administration courante, hormis les correspondances adressées aux Préfets, Ministres et Chef de l'Etat,
- la mise à jour des informations cadastrales,
- les documents hypothécaires relatifs au territoire,
- les imprimés des services fiscaux relatifs au territoire,
- les constats amiables,
- les convocations d'expertise,
- les courriers divers aux assureurs,
- les déclarations de sinistres,
- les demandes d'attestations d'assurance,
- les accords sur évaluation (paiement du réparateur suite à un sinistre),
- la transmission des pièces aux tribunaux,
- les certificats d'affichage des actes administratifs,
- les cessions de véhicules, les immatriculations et changements d'immatriculations,
- les formulaires d'autorisation de remisage de véhicule de service,
- les décisions autorisant les agents à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service,
- les demandes d'exonération liées aux contraventions des agents rattachés directement à la direction générale des services.
- les bordereaux de suivi des déchets d'amiante

En matière de ressources humaines :

Pour la gestion des contrats unique d'insertion (CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

- courriers divers aux intéressés et institutions (courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courriers d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs),
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, Attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité),
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail et des avenants aux contrats de travail et R.I.B passés avant le 01/01/2016,
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, Certificat de travail, Attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...),

En matière d'évaluation des agents :

la signature des comptes rendus des entretiens professionnels, courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation),

Pour la gestion des ressources humaines :

- les courriers d'affectation du personnel pour tout mouvement effectué avant le 01/01/2016,
- les expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux,
- courriers relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires,
- courriers relatifs au congé bonifié, aux congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.),
- courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires),
- courriers aux agents relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement,
- procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures,
- tous les bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférents à la radiation des effectifs,
- les mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, rappels à l'ordre,
- dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M., demande de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T. (rentes, réversion, pension),
- tous les documents qui sont joints aux mandats des cotisations (déclaration de versement de la contribution solidarité, bordereaux des cotisations CAREL, FONPEL, PREFON, avis d'appel à cotisation CNFPT et pour les Elus, la retenue à la source, les états liquidatifs de l'impôt prélevé sur l'indemnité de fonction d'Elus),
- les dossiers Préfecture relatifs aux médailles du travail,
- les accusés de réception envoyés aux agents suite à la demande d'avancement de grade ou de promotion interne lors d'une prochaine CAP (aucune information sur le résultat de la CAP),
- dossiers de validation de services,
- correspondances afférentes à la gestion des ressources humaines,
- les états d'heures supplémentaires des agents,
- les états d'indemnités horaires des agents,
- les états d'astreintes des agents,
- les états de vacations des agents,
- les états et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain,
- les arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification,
- les arrêtés de demi-traitement, de temps partiel, de congé parental, de réintégration suite à une disponibilité,
- les arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle,
- les arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes,
- les arrêtés de radiation pour mutation, retraite ou décès
- les arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire,
- les arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL,
- les arrêtés de congés individuels de formation,
- les arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, ...),

- les arrêtés de mise en disponibilité d'office,
- la signature des contrats de saisonniers et vacataires pour une durée maximale de 15 jours,
- l'attribution ou la suppression de la NBI.
- les arrêtés de validation des heures supplémentaires,
- les arrêtés de reclassement, les arrêtés de reclassement et d'intégration, les arrêtés d'intégration inhérents aux nouvelles dispositions réglementaires (type grade Ingénieurs et Ingénieurs chefs),
- les courriers en relations avec les Caisses Primaires d'Assurance Maladie accordés actuellement aux CAE et CUI et à élargir aux titulaires et contractuels,
- les courriers de notifications de fin de contrat,
- les arrêtés de congés de maternité et de paternité,
- les arrêtés d'allocation enfant handicapé,
- les courriers aux représentants du personnel relatif au droit social,
- Réponses négatives aux candidats,
- Lettre de mise en demeure de reprise de fonction.

En matière de santé et de protection sociale des agents :

- tous bureaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la santé et à la protection sociale,
- courriers de convocation à une visite médicale (aux agents mis à disposition du Conseil de territoire) et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations,
- déclarations d'accidents de travail,
- courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie...,
- courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité),
- bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales,
- courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux,
- courriers de notification des conclusions du contrôle médical,
- courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances...),
- courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes,
- courriers aux mutuelles relatifs à la mise en place de permanences et plans de communication,

En matière financière :

- les correspondances courantes,
- courriers de notification d'irrégularités aux fournisseurs et prestataires (facturation/prestation/fourniture),
- les certificats de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,
- les titres de recettes,
- les courriers de main levée
- la signature des autorisations de prélèvement automatique pour les contrats existants,
- les engagements, bons de commande relatifs aux dépenses de la section de

fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget du territoire, et dans la limite de 25.000,00 € HT,

- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en dépenses, conformément à l'état arrêté, signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- les mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser 2015 en recettes conformément à l'état arrêté et signé au 31 décembre 2015 et transmis au Trésorier Public,
- validation et mandatement des reconstitutions d'avances d'un montant maximum de 2000€,

En matière de commande publique :

- les courriers de renseignements dans le cadre d'une procédure en cours (demandes de précisions, documents complémentaires,...),
- les courriers de précisions aux candidats évincés d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre de l'article 83 du code des marchés publics,
- les actes de sous-traitance (acceptation et agrément des conditions de paiement),
- les certificats de conformité des pièces,
- les bons de commandes de moins de 25 000 € dans le cadre de l'exécution d'un marché,
- tout acte à caractère coercitif en exécution d'un marché public afin de préserver les droits et intérêts de l'EPCI : application de pénalités, réfaction, mise en demeure, exécution aux frais et risques, ...
- les certificats administratifs,
- réception avec ou sans réserves de travaux et décisions d'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services,
- Les courriers d'information aux candidats dans le cadre de la consultation (questions/réponses/renseignements complémentaires ou modification de DCE),
- approbation des factures et/ou décisions relatives à l'approbation, à la modification ou au rejet des décomptes.

ARTICLE 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe BLANQUEFORT, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Vincent BONNAFOUX.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté prendra fin le 31 mars 2017 .

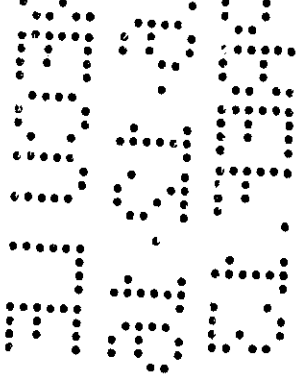
ARTICLE 5 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

ARTICLE 6 :

Monsieur le Président de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

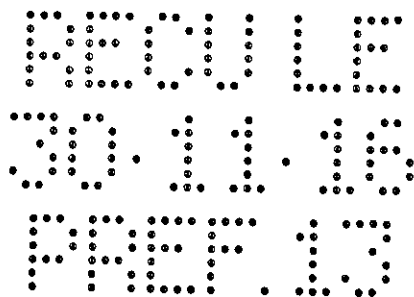
Fait à Marseille, le 15 DEC. 2016



Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence

M. Jean-Claude GAUDIN

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification.



VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- Le Code de l'Environnement, notamment ses articles L.122-1, L126-1 et R.126-1 d'une part, et ses articles L.123-1 à L.123-19, R.123-1 à R.123-27 relatifs aux enquêtes publiques inhérentes aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement, d'autre part ;
- La concertation élaborée au titre de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme et son bilan ;
- La délibération du 24 juin 2010 par laquelle le conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix a approuvé le programme général et l'enveloppe prévisionnelle de l'opération ;
- La délibération de 10 octobre 2013 par laquelle le conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix a défini les modalités de la concertation publique ;
- La délibération du 14 octobre 2014 par laquelle le conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix a ajusté et approuvé le programme et l'estimation du coût de l'opération ;
- La délibération du 8 octobre 2015 par laquelle le conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix a tiré le bilan de la concertation ;
- La délibération du 8 octobre 2015 par laquelle le conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix a approuvé le programme global de l'opération BHNS et le budget global de l'opération ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 mars 2016.
- L'information relative à l'absence d'observation de l'Autorité Environnementale émise dans le délai imparti de 2 mois pour le projet concernant le Bus à Haut Niveau de Service « L'Aixpress » sur la commune d'Aix-en-Provence (13) et publiée le 27 octobre 2016 ;
- La délibération du Conseil de Métropole TRA 019-1073/16/CM du 17 octobre 2016 qui autorise son président à signer les arrêtés d'ouverture et de fermeture d'enquête publique;

REDAIRE

- La décision du tribunal administratif de Marseille n° E16000126/13 du 10 octobre 2016, désignant le commissaire enquêteur titulaire et le commissaire enquêteur suppléant ;

- Les pièces du dossier soumises à l'enquête publique ;

PROPOS

CONSIDERANT

- Que les conditions d'ouverture et de déroulement de l'enquête publique ont été arrêtées après consultation du commissaire enquêteur titulaire ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

il sera procédé du **3 janvier au 2 février 2017 inclus**, soit 31 jours consécutifs, à une enquête publique environnementale pour le projet de réalisation de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service du pays d'Aix « l'Aixpress ».

Cet aménagement offrira une nouvelle liaison entre les quartiers ouest et le parking Krypton, localisé au sud-est de la ville. La ligne s'étend sur 7,2 km et comprend 19 stations. Son parcours est constitué à plus de 80% en site propre (voie réservée au BHNS). Le projet assurera un haut niveau de service en termes de : fréquence, fiabilité, connexion avec les autres modes de déplacements. Le projet comprend également l'insertion de voies cyclables et piétonnes sur le tracé et la requalification des voiries et espaces publics traversés. La commune concernée par ce projet est Aix en Provence.

ARTICLE 2 :

Le tribunal administratif de Marseille a désigné Monsieur Bernard Moureu, commissaire enquêteur titulaire et Monsieur Jean-Pierre Perrin, commissaire enquêteur suppléant.

ARTICLE 3 :

Le dossier d'enquête sera consultable par le public :

à la DGA Mobilité, Infrastructures et Transport (Métropole Aix-Marseille-Provence / Territoire du Pays d'Aix) à l'adresse suivante : 25, rue Paul LANGEVIN, ZA la Robole, 13090 Aix les Milles.

- au siège de l'enquêteur à l'Hôtel Boadès (Conseil de territoire du Pays d'Aix de la Métropole) à l'adresse suivante : Hôtel Boadès, 8 place Jeanne d'Arc, 13100 Aix-en-Provence.

Le dossier d'enquête sera consultable aux jours et heures habituels d'ouverture.

Il pourra également être consulté sur le site de la Métropole – Conseil de Territoire du Pays d'Aix : <http://www.agglo-paysdaix.fr/transports/bhns.html>.

Les registres d'enquête seront préalablement paraphés par le commissaire enquêteur. Toute personne intéressée pourra consigner directement ses observations, propositions et contre-propositions sur l'un des registres ouverts à cet effet au siège de l'enquête, à l'Hôtel de Boadès.

REJOUE

Les observations, propositions ou contre-propositions pourront également être adressées par écrit à M. le commissaire enquêteur au siège de l'enquête (Hôtel Boadès, 8 place Jeanne d'Arc, 13100 Aix-en-Provence) pour y être annexées aux registres d'enquête.

Le public pourra demander des informations complémentaires relatives au projet à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, auprès de Monsieur Michael Olmos, chef de projet, à l'adresse mail suivante : aixpress2019.paysdaix@ampmetropole.fr.

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

ARTICLE 4 :

Le commissaire enquêteur titulaire se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations aux lieux, jours et heures suivants :

Lieux des permanences	Jours	Heures
Hôtel Boadès	3 janvier 2017	14h00 – 17h00
Hôtel Boadès	12 janvier 2017	09h00 – 12h00
Hôtel Boadès	17 janvier 2016	12h00 – 15h00
Hôtel Boadès	26 janvier 2017	16h00 – 19h00
Hôtel Boadès	2 février 2017	14h00 – 17h00

ARTICLE 5 :

A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront transmis, sans délai, au commissaire enquêteur et clos par lui. Il procédera à l'examen des observations qui auront été consignées sur les registres ou annexées à ceux-ci et entendra toute personne qu'il lui paraîtra utile de consulter.

Dès réception des registres et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera dans la huitaine, le responsable du projet afin de lui communiquer la synthèse des observations écrites et orales formulées pendant l'enquête. Le responsable du projet disposera alors de quinze jours pour répondre aux questions et observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établira un rapport relatant le déroulement de l'enquête, l'examen des observations formulées et consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en indiquant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet. Il adressera, dans un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête, le dossier d'enquête accompagné des registres, avec son rapport et de ses conclusions au préfet de la Loire - bureau du contrôle de légalité.

Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif.

ARTICLE 6 :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence transmettra une copie du rapport et des conclusions à la mairie d'Aix-en-Provence, pour y être tenue sans délai à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, soit jusqu'au 2 février 2018.

Le rapport et les conclusions seront également consultables sur le site de la Métropole Aix-Marseille Provence – Conseil de Territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr/transports/bhns.html>).

RECULE

Les personnes intéressées pourront, à leurs frais, obtenir communication du rapport et des conclusions auprès de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

ARTICLE 7 :

PROF 13

Etude d'impact et avis de l'autorité compétente :

Le projet de réalisation de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service du pays d'Aix « l'Aixpress » a fait l'objet d'une étude d'impact. Cette étude d'impact est intégrée dans le dossier d'enquête. Elle peut donc être consultée dans les conditions de la consultation de l'ensemble du dossier soumis à enquête, fixées par le présent arrêté.

L'autorité environnementale a été consultée et n'a pas émis d'observation dans le délai de 2 mois qui lui était imparti ; l'information sur l'absence d'observation (ou avis tacite) a été publiée sur le site de l'autorité environnementale (Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur) conformément aux dispositions de l'article R 122-7 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 8 :

Un avis d'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, par voie d'affichage et éventuellement par tout autre procédé en usage dans la commune d'Aix en Provence et dans la Métropole Aix-Marseille Provence. L'accomplissement de cette mesure de publicité sera certifié respectivement par le maire de la commune et par le président de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Le président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence procédera à l'affichage du même avis sur les lieux ou à proximité immédiate des aménagements, sauf impossibilité matérielle justifiée.

Cet avis sera inséré en caractères apparents, dans deux journaux publiés dans le département des Bouches-du-Rhône, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci.

Cet avis sera également publié sur le site internet de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Conseil de territoire du Pays d'Aix à l'adresse suivante : <http://www.agglo-paysdaix.fr/transport/bhns.html>.

ARTICLE 9 :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence devra, dans un délai d'un an à compter de la clôture de l'enquête publique se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée, faute de quoi l'opération ne pourra être réalisée sans une nouvelle enquête. En l'absence de déclaration de projet, aucune autorisation de travaux ne pourra être délivrée.


La déclaration de projet mentionne l'objet de l'opération tel qu'il figure dans le dossier soumis à l'enquête et comporte les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général. La déclaration de projet prend en considération l'étude d'impact, les avis de l'autorité environnementale et des collectivités territoriales et de leurs groupements consultés en application du V de l'article L. 122-1 et le résultat de la consultation du public. Elle indique, le cas échéant, la nature et les motifs des principales modifications qui, sans en altérer l'économie générale, sont apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique. En outre, elle comporte les éléments mentionnés au I de l'article L. 122-1-1 du code de l'environnement.

RECUE
30.11.16
15h30

ARTICLE 10 :

Le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le Maire d'Aix-en-Provence, le directeur départemental du territoire des Bouches-du-Rhône et le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

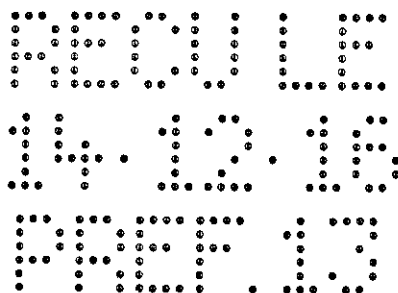
Fait à Marseille, le 30 NOV. 2016



Le Président :

Signé : Jean Claude Gaudin

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat



Arrêté n° 16/530/CCM

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 mars 2016 ;
- La délibération n° VOI 014-741/12/BC du 14 décembre 2012 portant approbation d'une convention avec les restaurateurs pour la réalisation des terrasses couvertes des restaurants dans le cadre de l'aménagement du Littoral à La Ciotat ;
- La délibération n° VOI 014-781/15/CC du 19 février 2015 portant approbation du tarif de la redevance d'occupation du domaine public pour les terrasses couvertes des restaurants situés sur le littoral de la commune de La Ciotat, entre le Casino des Flots Bleus et l'Office du Tourisme ;
- Le Règlement sanitaire départemental ;
- Le règlement de voirie du territoire composé des communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons ;
- La charte architecturale des terrasses de La Ciotat ;
- La convention pour la réalisation de la terrasse couverte du restaurant « LE SUD » - 18 Boulevard Anatole France à LA CIOTAT 13600 – conclue avec la SARL FBH, représentée par Monsieur Fabien BELLEVILLE, Gérant en date du 16 janvier 2013 ;

CONSIDÉRANT

La demande de la SARL « FBH », domiciliée 18 Boulevard Anatole France 13600 La Ciotat, représentée par Monsieur Fabien BELLEVILLE en tant que Gérant,
Né le 29/04/1966 à MARSEILLE (13)

En vue d'occuper un emplacement public à l'adresse suivante :
18 Boulevard Anatole France 13600 La Ciotat
RCS Marseille n° 535 006 894
N° SIRET : 535 006 894 00013



Article 1 :

La SARL FBH représentée par Monsieur Fabien BELLEVILLE, Gérant, domicilié 09 Rue Voltaire 13600 LA CIOTAT - est autorisée à occuper le domaine public au droit de l'établissement dénommé « LE SUD » – 18 boulevard Anatole France à LA CIOTAT 13600.
La terrasse couverte représentée par vélum une superficie totale de 50.65 mètres.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. L'Administration pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté et pourra prétendre à remboursement de la redevance versée, au prorata temporis.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

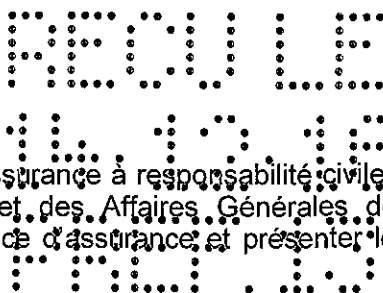
Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.



Article 10 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement, dans la limite de 5 ans, sauf abrogation, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

Article 12 :

Seront considérées comme infractions, toutes occupations du domaine public sans autorisation ou contraires aux lois ou règlements en vigueur.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera l'abrogation de l'autorisation, après mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 14 :

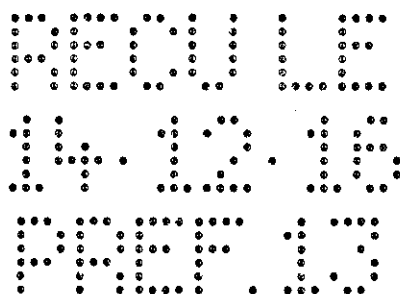
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le

13 DEC. 2016

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en date du 17 mars 2016 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 juin 2016 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter du Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme du Rove.
- La délibération du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 sollicitant du Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme du Rove.

CONSIDÉRANT

- La nécessité d'adapter le Plan Local d'Urbanisme de la commune du Rove afin de permettre l'ouverture à l'urbanisation, sous forme d'opération d'ensemble, le secteur du Douard, en le reclassant en zone à vocation économique.
- Que ce projet nécessite une modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune du Rove.
- Arrêté d'engagement relatif à la modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme du Rove.



Article 1 :

Est engagée la cinquième procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune du Rove.

Article 2 :

Le projet de modification sera notifié aux personnes publiques associées et soumis à enquête publique selon les dispositions légales et réglementaires.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 13 DEC. 2016

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

RECUEIL
01.12.16
PRÉF. 13

Arrêté n° 16/532/D

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance d'expropriation du 17 septembre 2015 n° RG/00048 en cours de publication ;
- Le jugement du 30 décembre 2015 fixant l'indemnité de dépossession de 38 190 euros due à l'expropriée Madame Eliane ROLLANDIN veuve DAURES ;
- L'arrêté de consignation n° 16/385/CM du 19 juillet 2016.

CONSIDÉRANT

- L'expropriation des propriétaires de la zone d'aménagement concerté Empallières,
- L'obstacle au paiement caractérisé par le refus de recevoir le paiement pour l'exproprié en l'absence des pièces requises à cet effet.
- Le montant incomplet de l'arrêté de consignation n° 16/385/CM du 19 juillet 2016

ARRETE

Article 1 :

Le jugement du 30 septembre 2015 a fixé l'indemnité de dépossession pour la parcelle cadastrée AR n° 228 à 38 190 euros, soit 33 800 euros au titre de l'indemnité principale et 4 390 euros au titre de l'indemnité de emploi.

L'arrêté de consignation du 19 juillet 2016 n° 16/385/CM a permis la consignation de seulement l'indemnité principale.

En complément, la somme de 4 390 euros représentant l'indemnité de emploi rendue par le jugement du 30 décembre 2015 par le Tribunal de Grande Instance de Marseille pour la parcelle cadastrée AR n° 228 sise sur la commune de Saint Victoret, sera versée auprès de la Caisse des Dépôts et consignation au profit de :

Madame Eliane ROLLANDIN veuve DAURES

161 BOULEVARD Paul Raphael

Les Rollandins

13730 Saint Victoret

Article 2 :

La déconsignation de cette somme, interviendra lors de la production des pièces nécessaires et justificatives à la levée de la somme susvisée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté ;

Fait à Marseille, le 30 NOV. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 12/139/CC du 30 mai 2012 portant nomination du Conseil Portuaire de la Pointe Rouge à Marseille
- L'arrêté n° 16/306/CM du 27 Mai 2016 désignant Monsieur Claude PICCIRILLO en qualité de représentant du Président de la Métropole d'Aix-Marseille, Président des 8 Conseils Portuaires.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (AMP) assure la gestion des Ports de Plaisance,
- Qu'en qualité d'autorité portuaire elle constitue les Conseils Portuaires.

ARRETE

Article 1 :

L'article 1 de l'arrêté 12/139/CC du 30 mai 2012 est abrogé et est remplacé comme ci-après.

Sont désignés membres du Conseil Portuaire du **Port de la Pointe Rouge à Marseille** :

Représentant de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

Monsieur Claude PICCIRILLO, représentant le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Président

Membres appartenant au Service du Port de la Pointe Rouge
Titulaire : Monsieur Pierre André D'AMICO, Maître de Port de la Pointe Rouge
Suppléant : Monsieur William JULIEN, Agent Portuaire de la Pointe Rouge

Représentants des Concessionnaires (les Délégués) :

Titulaire : Monsieur Christian TOMMASINI
Suppléant : Monsieur Thomas D'ANTONI

Représentants du personnel des délégataires :

Titulaire : Madame Anne ALLEGRINI

Suppléant : Monsieur Jean-Pierre PIGNOL

Représentants des usagers :

Représentants des Navigateurs de Plaisance :

Titulaires : Monsieur Pierre NIEDEROEST, Monsieur Christian RAFFY (APIPR), Monsieur Jean-Michel GIACCONE (SNCVC),

Suppléants : Monsieur Jean-Claude DUSSERE (APIPR), Monsieur Michel SEMERIVA (CNPRS)

Représentants des Services Nautiques, Construction, Réparation et des Associations Sportives et Touristiques liées à la plaisance :

Titulaires : Monsieur Serge MALMANCHE (Société Carènes Services), Monsieur Jean MORICELLY (ASPTT),

Suppléants : Monsieur Bernard DI NACERA (Atelier de la Mer), Monsieur Patrick BIAGGINI (Sud Plaisance), Monsieur Jean-Luc PIERSON (Léo Lagrange).

Représentants des Pêcheurs :

Sans objet.

Représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence :

Titulaire : Monsieur Jean-François SUHAS

Suppléant : Monsieur Christian GROS

Représentants de la Commune de Marseille :

Titulaire : Madame Anne CLAUDIUS PETIT

Suppléante : Madame Marie MARTINOD

Représentants du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône :

Titulaire : Madame Solange BIAGGI

Suppléante : Madame Laure Agnès CARADEC

Article 2 :

La durée du mandat des membres du Conseil Portuaire est de cinq ans (5) à compter du 30 mai 2012, date fixant la composition du Conseil Portuaire – Arrêté n° 12/139/CC. L'échéance du mandat interviendra donc le 29 mai 2017.

Article 3:

Un membre du Conseil Portuaire peut se faire représenter soit par un suppléant désigné dans les mêmes conditions et en même temps que les membres titulaires, soit, à défaut, par un autre membre du Conseil appartenant à la même catégorie. Chacun ne peut recevoir qu'un seul mandat.

Article 4 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire décède, démissionne ou perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par un membre désigné par voie d'arrêté.

Article 5 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire s'abstient sans motif légitime de se rendre à trois réunions consécutives, il peut être déclaré démissionnaire par le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant. Il est remplacé pour la durée du mandat à courir, par un membre désigné par voie d'arrêté.

Article 6 :

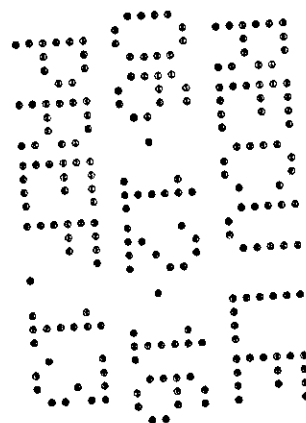
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 02 DEC. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- L'arrêté n° 12/133/CC du 30 mai 2012 portant nomination du Conseil Portuaire du Vieux Port de Marseille
- L'arrêté n° 16/306/CM du 27 mai 2016 désignant Monsieur Claude PICCIRILLO en qualité de représentant du Président de la Métropole d'Aix-Marseille, Président des 8 Conseils Portuaires.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille Provence (AMP) assure la gestion des Ports de Plaisance,
- Qu'en qualité d'autorité portuaire elle constitue les Conseils Portuaires.

ARRETE

Article 1 :

L'article 1 de l'arrêté n° 12/133/CC du 30 mai 2012 et abrogé et est remplacé comme ci-après.

Sont désignés membres du Conseil Portuaire du Vieux Port de Marseille :

Représentant de la Métropole Aix-Marseille Provence :

Monsieur Claude PICCIRILLO, représentant le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Président

Membres appartenant au Service du Vieux Port de Marseille

Titulaire : Monsieur Loïc KERDUEL, Maître de Port du Vieux Port de Marseille

Suppléante : Madame Carole PANTAZIS, Régisseur du Vieux Port de Marseille

Représentants des Concessionnaires (les Déléataires)

Titulaires : Monsieur Bernard FLORY (DSP1 – Cercle Nautique et Touristique du Lacydon),
Raymond LAMBERTI (DSP2 – Société Nautique de Marseille),
Suppléants : Monsieur Christian ALLEMAND (DSP1 – Société Nautique Marseille)

Représentants du personnel des déléataires :

Titulaire : Monsieur Pascal MAGUERES

Représentants des usagers :

Représentants des Navigateurs de Plaisance :

Titulaires : Monsieur Christian CEREZO (Nautic Club du Vieux Port), Monsieur Jean-Marie MOUREN (SNPPP), Monsieur Alain RAVOT (UNP).

Suppléants : Monsieur Pascal PASSARO (UNCD), Monsieur Dominique DI LEONARDO (APPSJ), Monsieur Louis QUADRI (GPPP).

Représentants des Services Nautiques, Construction, Réparation et des Associations Sportives et Touristiques liées à la plaisance

Titulaires : Monsieur Jean-Michel ICARD (Icard Maritime), Monsieur Philippe CHEVALIER (Chambre Syndicale du Nautisme – Société Blue Touch), Monsieur Michel LAMBERTI (FSN13)

Suppléants : Monsieur Eric NOTIN (Rowing Club), Monsieur Guy DAHER (Conseil Supérieur de la Navigation de Plaisance)

Représentants des Pêcheurs :

Titulaire : Monsieur Thierry GELLI (CRPMEM),
Suppléant : Monsieur Louis SPERDUTO (CRPMEM).

Représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille-Provence

Titulaire : Monsieur Jean-François SUHAS
Suppléant : Monsieur Christian GROS

Représentants de la Commune de Marseille

Titulaire : Monsieur Paul Jean CRISTOFARI
Suppléant : Monsieur Christian COUTON

Représentants du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Titulaire : Madame Solange BIAGGI
Suppléante : Madame Laure Agnès CARADEC

Article 2 :

La durée du mandat des membres du Conseil Portuaire est de cinq ans (5) à compter du 30 Mai 2012, date fixant la composition du Conseil Portuaire – Arrêté n° 12/133/CC. L'échéance du mandat interviendra donc le 29 mai 2017.

Article 3 :

Un membre du Conseil Portuaire peut se faire représenter soit par un suppléant désigné dans les mêmes conditions et en même temps que les membres titulaires, soit, à défaut, par un autre membre du Conseil appartenant à la même catégorie. Chacun ne peut recevoir qu'un seul mandat.

Article 4:

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire décède, démissionne ou perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par un membre désigné par voie d'arrêté.


Article 5 :

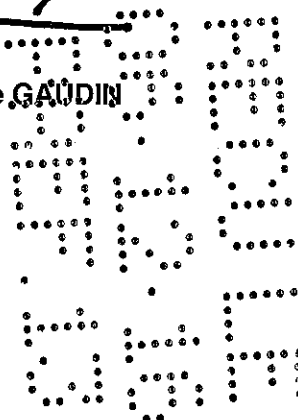
Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire s'abstient sans motif légitime de se rendre à trois réunions consécutives, il peut être déclaré démissionnaire par le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant. Il est remplacé pour la durée du mandat à courir, par un membre désigné par voie d'arrêté.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 02 DEC. 2016


Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 12/135/CC du 30 mai 2012 portant nomination du Conseil Portuaire des Petits Ports de Marseille.
- L'arrêté n° 16/306/CM du 27 Mai 2016 désignant Monsieur Claude PICCIRILLO en qualité de représentant du Président de la Métropole d'Aix-Marseille, Président des 8 Conseils Portuaires.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille Provence (AMP) assure la gestion des Ports de Plaisance,
- Qu'en qualité d'autorité portuaire elle constitue les Conseils Portuaires.

ARRETE

Article 1 :

L'article 1 de l'arrêté n° 12/135/CC du 30 mai 2012 est abrogé et est remplacé comme ci-après.

Sont désignés membres du Conseil Portuaire des Petits Ports de Marseille* :

Représentant la Métropole Aix-Marseille Provence

Monsieur Claude PICCIRILLO, représentant le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Président,

Membres appartenant au Service des Petits Ports de Marseille :

Titulaire : Monsieur Loïc KERDUEL, Maître de Port du Vieux Port de Marseille

Suppléant : Monsieur Pierre André D'AMICO, Maître de port de la Pointe Rouge à Marseille

Représentants des Concessionnaires (les Délégués)

Sans objet

Représentants des usagers :

Représentants des Navigateurs de Plaisance :

Titulaires : Monsieur Yves RIVA, Monsieur Charles CIEUSSA

Suppléants : Monsieur Philippe BATISTONI, Monsieur Serge MANCINI, Monsieur Edmond ANGELI

Représentants des Services Nautiques, Construction, Réparation et des Associations Sportives et Touristiques liées à la plaisance

Titulaires : Monsieur Nicolas CHARDIN (Parc National des Calanques), Monsieur Jean-Marc CRACOLICI (Société Nautique de la Madrague de Montredon), Monsieur Robert GARNIER (La Rascasse des Goudes).

Suppléants : Monsieur Michel LAMBERTI (FSN13), Monsieur Charles GAGNIEUR (UCPA), Monsieur Richard THOMAS (Fédération Française d'Etudes et de Sports sous-marins – FFESSM).

Représentants des Pêcheurs :

Titulaire : Monsieur Thierry GELLI

Suppléant : Monsieur Louis SPERDUTO

Représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence

Titulaire : Monsieur Jean-François SUHAS

Suppléant : Monsieur Christian GROS

Représentants de la Commune de Marseille

Titulaires : Monsieur Paul Jean CRISTOFARI – Madame Anne CLAUDIUS PETIT

Suppléants : Monsieur Christian COUTON - Madame Marie MARTINOD

Représentants du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône :

Titulaire : Madame Sabine BERNASCONI

Suppléant : Monsieur Yve MORAINÉ

Article 2 :

La durée du mandat des membres du Conseil Portuaire est de cinq ans (5) à compter du 30 Mai 2012, date fixant la composition du Conseil Portuaire – Arrêté n° 12/135/CC. L'échéance du mandat interviendra le 29 Mai 2017.

Article 3 :

Un membre du Conseil Portuaire peut se faire représenter soit par un suppléant désigné dans les mêmes conditions et en même temps que les membres titulaires, soit, à défaut, par un autre membre du Conseil appartenant à la même catégorie. Chacun ne peut recevoir qu'un seul mandat.

Article 4 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire décède, démissionne ou perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par un membre désigné par voie d'arrêté.

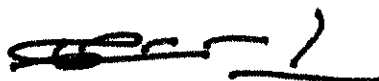
Article 5 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire s'abstient sans motif légitime de se rendre à trois réunions consécutives, il peut être déclaré démissionnaire par le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant. Il est remplacé pour la durée du mandat à courir, par un membre désigné par voie d'arrêté.

Article 6 :

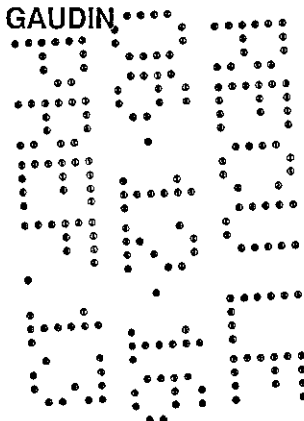
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 02 DEC. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN,



Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 12/134/CC du 30 mai 2012 portant nomination du Conseil Portuaire des ports de La Ciotat.
- L'arrêté n° 16/306/CM du 27 Mai 2016 désignant Monsieur Claude PICCIRILLO en qualité de représentant du Président de la Métropole d'Aix-Marseille, Président des 8 Conseils Portuaires.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille Provence (AMP) assure la gestion des Ports de Plaisance,
- Qu'en qualité d'autorité portuaire elle constitue les Conseils Portuaires.

ARRETE

Article 1 :

L'article de l'arrêté n° 12/134/CC du 30 Mai 2012 est abrogé et est remplacé comme ci-après.
Sont désignés membres du Conseil Portuaire des ports de La Ciotat :

Représentant la Métropole Aix-Marseille Provence

Monsieur Claude PICCIRILLO, représentant le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Président.

Membres appartenant au Service des ports de La Ciotat

Titulaire : Monsieur Marc CAMUS, Coordonnateur des ports de La Ciotat

Suppléant : Monsieur Michel CAMPOS, Maître de Port de La Ciotat

Représentants des Concessionnaires (les Délégués)

Sans objet

Représentants des usagers :

Représentants des Navigateurs de Plaisance :

Titulaires : Monsieur Gérard COLLET, Monsieur René COUTIN, Madame Martine DURAND

Suppléants : Monsieur Roland BRUN, Monsieur Hervé CANO Y GIL, Monsieur Jacques STOFFEL MUNCK

Représentants des Services Nautiques, Construction, Réparation et des Associations Sportives et Touristiques liées à la plaisance

Titulaires : Monsieur Christophe BERENGUIER (Sud Navigation), Monsieur Alain HETRU (Société Nautique de Saint-Jean), Monsieur François LAURENT (Société Nautique du port de plaisance des Capucins).

Suppléants : Monsieur Philippe PEYRUSSE (Plongée Passion), Monsieur Jean-Michel DUCHON DORIS (Neptune Club), Monsieur Georges CASLARIS (Société Nautique du port de plaisance des Capucins).

Représentants des Pêcheurs :

Sans objet.

Représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence

Titulaire : Monsieur Philippe SALDUCCI

Suppléant : Monsieur Christian GROS

Représentants de la Commune de Marseille

Titulaires : Monsieur Patrick BORE

Suppléants : Monsieur Guy PATZLAFF

Représentants du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Titulaire : Monsieur Eric LE DISSES

Suppléante : Madame Valérie GUARINO.

Article 2 :

La durée du mandat des membres du Conseil Portuaire est de cinq ans ⁽⁵⁾ à compter du 30 mai 2012, date fixant la composition du Conseil Portuaire – Arrêté n° 12/134/CC. L'échéance du mandat interviendra le 29 mai 2017.

Article 3 :

Un membre du Conseil Portuaire peut se faire représenter soit par un suppléant désigné dans les mêmes conditions et en même temps que les membres titulaires, soit, à défaut, par un autre membre du Conseil appartenant à la même catégorie. Chacun ne peut recevoir qu'un seul mandat.

Article 4 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire décède, démissionne ou perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par un membre désigné par voie d'arrêté.

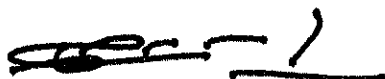
Article 5 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire s'abstient sans motif légitime de se rendre à trois réunions consécutives, il peut être déclaré démissionnaire par le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant. Il est remplacé pour la durée du mandat à courir, par un membre désigné par voie d'arrêté.

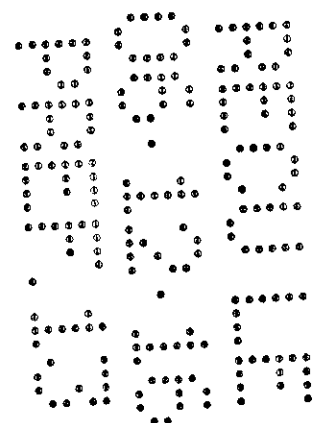
Article 6 :

Monsieur le président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 02 DEC. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 12/138/CC du 30 mai 2012 portant nomination du Conseil Portuaire du port du Frioul à Marseille
- L'arrêté n° 16/306/CM du 27 Mai 2016 désignant Monsieur Claude PICCIRILLO en qualité de représentant du Président de la Métropole d'Aix-Marseille, Président des 8 Conseils Portuaires.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille Provence (AMP) assure la gestion des Ports de Plaisance,
- Qu'en qualité d'autorité portuaire elle constitue les Conseils Portuaires.

ARRETE

Article 1 :

L'article 1 de l'arrêté 12/138/CC du 30 mai 2012 est abrogé et est remplacé comme ci-après.

Sont désignés membres du Conseil Portuaire du port du Frioul à Marseille :

Représentant la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Monsieur Claude PICCIRILLO, représentant le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Président.

Membres appartenant au Service du port du Frioul à Marseille

Titulaire : Monsieur Stéphane PRATE, Maître de Port du Frioul

Suppléant : Monsieur Rudy ALLARD, Agent Portuaire du Frioul

Représentants des Concessionnaires (les Délégués)

Sans objet

Représentants des usagers :

Représentants des Navigateurs de Plaisance :

Titulaires : Monsieur Michel BARROT, Monsieur Serge RAMBOT, Monsieur Jean-Pierre RAVEU

Suppléants : Monsieur Donald SUZZONI, Monsieur Daniel MANDINEAU

Représentants des Services Nautiques, Construction, Réparation et des Associations Sportives et Touristiques liées à la plaisance

Titulaires : Monsieur Charles GAGNIEUR (UCPA), Monsieur Augustin VIEILLARD BARON (Team Winds), Monsieur Daniel IMBERT (ATM).

Suppléants : Monsieur Paul ROUSSANGE (Fédération Française de Voile), Monsieur Hicham TORKMANI (UCPA).

Représentants des Pêcheurs :

Sans objet.

Représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence

Titulaire : Monsieur Jean-François SUHAS

Suppléant : Monsieur Christian GROS

Représentants de la Commune de Marseille

Titulaires : Monsieur Paul Jean CRISTOFARI

Suppléants : Monsieur Christian COUTON

Représentants du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône :

Titulaire : Madame Solange BIAGGI

Suppléante : Madame Laure Agnès CARADEC

Article 2 :

La durée du mandat des membres du Conseil Portuaire est de cinq ans (5) à compter du 30 mai 2012, date fixant la composition du Conseil Portuaire – Arrêté n° 12/138/CC. L'échéance du mandat interviendra le 29 mai 2017.

Article 3 :

Un membre du Conseil Portuaire peut se faire représenter soit par un suppléant désigné dans les mêmes conditions et en même temps que les membres titulaires, soit, à défaut, par un autre membre du Conseil appartenant à la même catégorie. Chacun ne peut recevoir qu'un seul mandat.

Article 4 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire décède, démissionne ou perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par un membre désigné par voie d'arrêté.

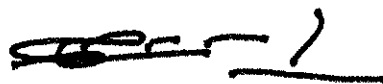
Article 5 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire s'abstient sans motif légitime de se rendre à trois réunions consécutives, il peut être déclaré démissionnaire par le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant. Il est remplacé pour la durée du mandat à courir, par un membre désigné par voie d'arrêté.

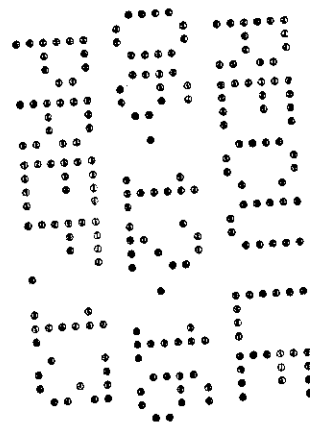
Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 02 DEC. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des transports,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 12/136/CC du 30 mai 2012 portant nomination du Conseil Portuaire du port de Carry le Rouet
- L'arrêté n° 16/306/CM du 27 mai 2016 désignant Monsieur Claude PICCIRILLO en qualité de représentant du Président de la Métropole d'Aix-Marseille, Président des 8 Conseils Portuaires.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille Provence (AMP) assure la gestion des Ports de Plaisance,
- Qu'en qualité d'autorité portuaire elle constitue les Conseils Portuaires.

ARRETE

Article 1 :

L'Article 1 de l'arrêté n° 12/136/CC du 30 mai 2012 est abrogé et est remplacé comme ci-après.

Sont désignés membres du Conseil Portuaire du port de **Carry le Rouet**

Représentant la Métropole Aix-Marseille-Provence

Monsieur Claude PICCIRILLO, représentant le Président de la Métropole Aix Marseille Provence, Président.

Membres appartenant au Service du port du Frioul

Titulaire : Monsieur Francis CARPENTIER, Coordonnateur des ports de la Côte Bleue

Suppléant : Monsieur Henri SALATI, Maître de Port du Port de Carry le Rouet

Représentants des Concessionnaires (les Délégués)

Sans objet

Représentants des usagers :

Représentants des Navigateurs de Plaisance :

Titulaires : Monsieur Bernard LUBIN, Monsieur Pierre BAUDOT, Monsieur Jean-Paul VERNET
Suppléants : Monsieur Jacques MARION, Monsieur Claude FRANCHINI, Monsieur Michel ITIER

Représentants des Services Nautiques, Construction, Réparation et des Associations Sportives et Touristiques liées à la plaisance

Titulaires : Monsieur Guy DELAHAYE (DG Services), Monsieur Max TURINA (SN Carry le Rouet), Monsieur Maurice GUIGON (AVCR),
Suppléants : Madame Maryvonne BRISCIANO (Zef Marine), Monsieur Henri IGOUNENC (SNC)

Représentants des Pêcheurs :

Titulaire : Monsieur Félix BARRERI
Suppléant : Monsieur Serge PIRO

Représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence

Titulaire : Monsieur Luc FRISON
Suppléant : Monsieur Christian GROS

Représentants de la Commune de Marseille

Titulaire : Monsieur Denis GALLICE
Suppléant : Monsieur Dominique LOUIS

Représentants du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône :

Titulaire : Monsieur Eric LE DISSES
Suppléante : Madame Valérie GUARINO

Article 2 :

La durée du mandat des membres du Conseil Portuaire est de cinq ans (5) à compter du 30 mai 2012, date fixant la composition du Conseil Portuaire – Arrêté n° 12/136/GC. L'échéance du mandat interviendra le 29 mai 2017.

Article 3 :

Un membre du Conseil Portuaire peut se faire représenter soit par un suppléant désigné dans les mêmes conditions et en même temps que les membres titulaires, soit, à défaut, par un autre membre du Conseil appartenant à la même catégorie. Chacun ne peut recevoir qu'un seul mandat.

Article 4 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire décède, démissionne ou perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par un membre désigné par voie d'arrêté.

Article 5 :

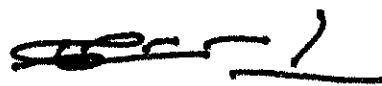
Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire s'abstient sans motif légitime de se rendre à trois réunions consécutives, il peut être déclaré démissionnaire par le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant. Il est remplacé pour la durée du mandat à courir, par un membre désigné par voie d'arrêté.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

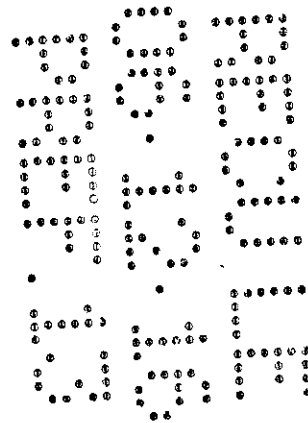
Fait à Marseille, le

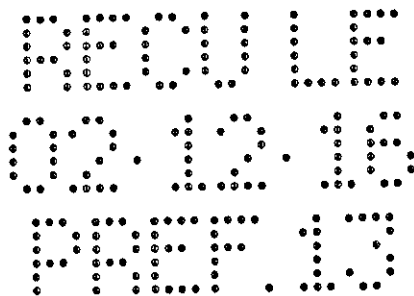
01 DEC. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN





VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 12/137/CC du 30 mai 2012 portant nomination du Conseil Portuaire des Petits Ports de la Côte Bleue.
- L'arrêté n° 16/306/CM du 27 Mai 2016 désignant Monsieur Claude PICCIRILLO en qualité de représentant du Président de la Métropole d'Aix-Marseille, Président des 8 Conseils Portuaires.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (AMP) assure la gestion des Ports de Plaisance,
- Qu'en qualité d'autorité portuaire elle constitue les Conseils Portuaires.

ARRETE

Article 1 :

L'Article 1 de l'arrêté n° 12/137/CC du 30 mai 2012 est abrogé et est remplacé comme ci-après.

Sont désignés membres du Conseil Portuaire des **Petits Ports de la Côte Bleue** :

Représentant la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Monsieur Claude PICCIRILLO, représentant le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Président.

Membres appartenant au Service des Petits Ports de la Côte Bleue

Titulaire : Monsieur Francis CARPENTIER, Coordonnateur des ports de la Côte Bleue

Suppléant : Monsieur Henri SALATI, Maître de Port du Port de Carry le Rouet

Représentants des Concessionnaires (les Délégués)

Sans objet

RECUE

Représentants des usagers :

Représentants des Navigateurs de Plaisance :

Titulaires : Monsieur Roger COTI, Monsieur Louis GUERRA, Monsieur Jean-Louis VITIELLO,
Suppléants : Monsieur Bruno MARSERO, Monsieur Alain BOUQUET, Monsieur Jean-Yves LOUARN.

Représentants des Services Nautiques, Construction, Réparation et des Associations Sportives et Touristiques liées à la plaisance :

Titulaires : Monsieur Alain PINEDA (Société Nautique de Figuières), Monsieur Henri PETITI (Société Nautique de La Vesse)
Suppléants : Monsieur Frédéric BACHET (Marc Marin Côte Bleue), Monsieur Jean BLANQUAERT (Côte Bleue Plongée).

Représentants des Pêcheurs :

Titulaire : Monsieur Georges TRIBOLO
Suppléant : Monsieur Alex BASSI

Représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence

Titulaire : Monsieur Philippe BERUTTI
Suppléant : Monsieur Christian GROS

Représentants de la Commune de Marseille

Titulaires : Monsieur Denis GALLICE (Commune de Carry le Rouet), Monsieur Michel ILLAC (Commune d'Ensues la Redonne), Monsieur Georges ROSSO (Commune du Rove),

Suppléants : Monsieur Dominique LOUIS (Commune de Carry le Rouet), Monsieur Frédéric OUNANIAN (Commune d'Ensues la Redonne),

Représentants du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône :

Titulaire : Monsieur Eric LE DISSES
Suppléante : Madame Valérie GUARINO

Article 2 :

La durée du mandat des membres du Conseil Portuaire est de cinq ans (5) à compter du 30 mai 2012, date fixant la composition du Conseil Portuaire – Arrêté n° 12/137/CC. L'échéance du mandat interviendra le 29 mai 2017.

Article 3 :

Un membre du Conseil Portuaire peut se faire représenter soit par un suppléant désigné dans les mêmes conditions et en même temps que les membres titulaires, soit, à défaut, par un autre membre du Conseil appartenant à la même catégorie. Chacun ne peut recevoir qu'un seul mandat.

RECUE

Article 4 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire décède, démissionne ou perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par un membre désigné par voie d'arrêté.

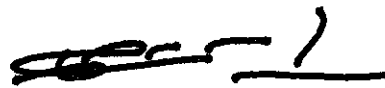
Article 5 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire s'abstient sans motif légitime de se rendre à trois réunions consécutives, il peut être déclaré démissionnaire par le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant. Il est remplacé pour la durée du mandat à courir, par un membre désigné par voie d'arrêté.

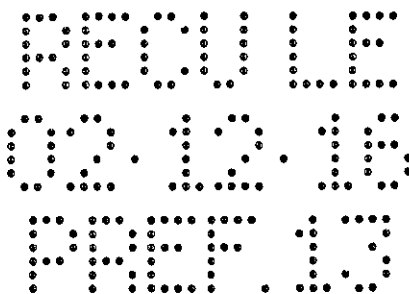
Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 01 DEC. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 12/132/CC du 30 mai 2012 portant nomination du Conseil Portuaire du port de Sausset-les-Pins.
- L'arrêté n° 16/306/CM du 27 Mai 2016 désignant Monsieur Claude PICCIRILLO en qualité de représentant du Président de la Métropole d'Aix-Marseille, Président des 8 Conseils Portuaires.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (AMP) assure la gestion des Ports de Plaisance,
- Qu'en qualité d'autorité portuaire elle constitue les Conseils Portuaires.

ARRETE

Article 1 :

L'article 1 de l'arrêté n° 12/132/CC du 30 mai 2012 est abrogé et est remplacé comme ci-après.

Sont désignés membres du Conseil Portuaire du port de **Sausset-les-Pins** :

Représentant la Métropole Aix-Marseille Provence

Monsieur Claude PICCIRILLO, représentant le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Président.

Membres appartenant au Service du port de Sausset-les-Pins

Titulaire : Monsieur Patrick QUIRICONI, Maître de Port de Sausset-les-Pins

Suppléant : Monsieur Francis CARPENTIER, Coordonnateur des Ports de la Côte Bleue

Représentants des Concessionnaires (les Délégués)

Sans objet

REGLÉ

Représentants des usagers :

Représentants des Navigateurs de Plaisance :

Titulaires : Monsieur Marcel DE JÜNNEMANN, Monsieur Christian GOVAERE, Monsieur Mickaël KUDSZUS,

Suppléants : Monsieur Alain LEVINSPHUL, Monsieur Claude CAUVARD, Monsieur Roland HANSER.

Représentants des Services Nautiques, Construction, Réparation et des Associations Sportives et Touristiques liées à la plaisance

Titulaires : Monsieur Robert DI DOMENICO (Société AMS), Monsieur Claude CHABERT (Association des Plaisanciers), Monsieur Jean-Claude DE BATTISTA (Association des Usagers du port de Sausset-les-Pins).

Suppléants : Monsieur Thierry PERA (Côte Bleue Plongée), Monsieur Laurent DI DOMENICO (Société AMS).

Représentants des Pêcheurs :

Titulaire : Monsieur Richard RAFFINI

Représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence

Titulaire : Monsieur Bruno SCARDIGLI

Suppléant : Monsieur Christian GROS

Représentants de la Commune de Marseille

Titulaire : Monsieur Eric DIARD

Représentants du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône :

Titulaire : Monsieur Eric LE DISSES

Suppléante : Madame Valérie GUARINO

Article 2 :

La durée du mandat des membres du Conseil Portuaire est de cinq ans (5) à compter du 30 mai 2012, date fixant la composition du Conseil Portuaire – Arrêté n° 12/132/CC. L'échéance du mandat interviendra le 29 mai 2017.

Article 3 :

Un membre du Conseil Portuaire peut se faire représenter soit par un suppléant désigné dans les mêmes conditions et en même temps que les membres titulaires, soit, à défaut, par un autre membre du Conseil appartenant à la même catégorie. Chacun ne peut recevoir qu'un seul mandat.

Article 4 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire décède, démissionne ou perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par un membre désigné par voie d'arrêté.

REQUÊTE
02.12.16

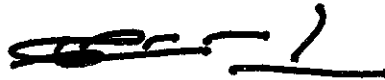
Article 5 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire s'abstient sans motif légitime de se rendre à trois réunions consécutives, il peut être déclaré démissionnaire par le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant. Il est remplacé pour la durée du mandat à courir, par un membre désigné par voie d'arrêté.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 01 DEC. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

RECUE
01.10.16
PRÉF. 13

Arrêté n°16/541/CM

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

La demande de la SAS La Suite représentée par Monsieur Dirradji KERBADOU en tant que Président,
Né le 07 août 1982 à Marseille
Domiciliée 226 Quai du Port 13002 Marseille.

En vue d'occuper un emplacement public à l'adresse suivante :
226 Quai du Port 13002 Marseille
RCS Marseille n° 812 227 932.

ARRETE

Article 1 :

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n°16/344/CM du 21/06/2016

Article 2 :

La SAS La Suite représentée par Monsieur Dirradji KERBADOU, en qualité de Président, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé « La Suite» sis 226 Quai du Port 13002 Marseille et d'y installer :

Une terrasse, sous velum, détachée du commerce, dont les dimensions sont :
Façade : 12,2 m, Saillie/largeur : 6.5 m, Surface totale du velum: 79.30 m²

Et une terrasse délimitée sans scellement de 18.30 m²

Soit une surface totale de 97.60 m².

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité conformément à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

REOUVERTURE 01.12.15 PREF 13

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. L'Administration pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Article 4 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 6 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 7 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 8 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 9 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Article 11 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Cette autorisation est consentie pour une période d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement, dans la limite de 3 ans, sauf abrogation, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

Article 13 :

Seront considérées comme infractions, toutes occupations du domaine public sans autorisation ou contraires aux lois ou règlements en vigueur.

REQU LE

01.12.16
PAR 10

Article 14 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera l'abrogation de l'autorisation, après mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 15 :

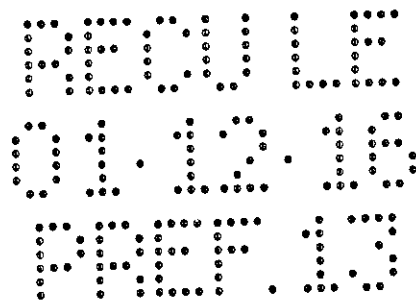
Monsieur le Président de la Métropole d' Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le

30 NOV. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° VOI 014-741/12/BC du 14 décembre 2012 portant approbation d'une convention avec les restaurateurs pour la réalisation des terrasses couvertes des restaurants dans le cadre de l'aménagement du Littoral à La Ciotat ;
- La délibération n° VOI 014-781/15/CC du 19 février 2015 portant approbation du tarif de la redevance d'occupation du domaine public pour les terrasses couvertes des restaurants situés sur le littoral de la commune de La Ciotat, entre le Casino des Flots Bleus et l'Office du Tourisme ;
- Le Règlement sanitaire départemental ;
- Le règlement de voirie du territoire composé des communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons ;
- La charte architecturale des terrasses de La Ciotat ;
- La convention pour la réalisation de la terrasse couverte du restaurant « L'OUSTAOU » - 12 Boulevard Anatole France à LA CIOTAT 13600 – conclue avec la SARL RESTAURANT L'OUSTAOU, représentée par Monsieur André GHIRARDELLI, Gérant en date du 22 février 2013 ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

La demande de la SARL « Restaurant L'Oustaou », domiciliée 12 Boulevard Anatole France 13600 La Ciotat, représentée par Monsieur André GHIRARDELLI en tant que Gérant-Associé et Madame Cécile Nicole GHIRARDELLI en tant que Gérant-Associé, Respectivement né le 29 octobre 1956 à La Ciotat (13) et née le 26 octobre 1965 à la Ciotat (13)

En vue d'occuper un emplacement public à l'adresse suivante :
12 Boulevard Anatole France 13600 La Ciotat
RCS Marseille n° 393 477 898
N° SIRET : 393 477 898 00018

RECULE 01.10.16 ARRÊTÉ PRÉF. 13

Article 1 :

La SARL RESTAURANT L'OUSTAOU représentée par Monsieur André GHIRARDELLI, Gérant-Associé, et Madame Cécile Nicole GHIRARDELLI, Gérant-Associé, tous deux domiciliés Chemin des Poissonniers – Clos Fernand 13600 LA CIOTAT - est autorisée à occuper le domaine public au droit de l'établissement dénommé « L'OUSTAOU » – 12 boulevard Anatole France à LA CIOTAT 13600.

La terrasse couverte représentée par vélum une superficie totale de 46.36 mètres carrés (6.10 x 7.6).

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. L'Administration pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté et pourra prétendre à remboursement de la redevance versée, au prorata temporis.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

REOUVERTURE

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Article 10 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement, dans la limite de 5 ans, sauf abrogation, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

Article 12 :

Seront considérées comme infractions, toutes occupations du domaine public sans autorisation ou contraires aux lois ou règlements en vigueur.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera l'abrogation de l'autorisation, après mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 14 :

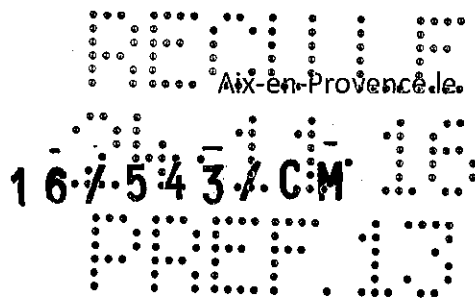
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 30 NOV. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



ARRETE DE NOMINATION D'UN REGISSEUR DE RECETTES ET DE MANDATAIRES SUPPLEANTS

ARRETE N°16/ /

VU

- La décision N°16/164/D en date du 8 août 2016 instituant auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix Marseille Provence, une régie de recettes prolongée pour recouvrer les recettes auprès de la Direction des Transports anciennement dénommée régie de recettes qui était ouverte auprès de la Direction des Transports de la Communauté du Pays d'Aix avant 2016,
- La délibération 2033A310 du 12 décembre 2003 fixant le régime indemnitaire global des régisseurs de recettes, d'avances, et de recettes et d'avances,
- L'avis conforme de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix Marseille Provence en date du 6 juillet 2016,
- L'avis conforme du régisseur titulaire en date du 30 août 2016,
- L'avis conforme des mandataires suppléants en date du

Les mandataires suppléants

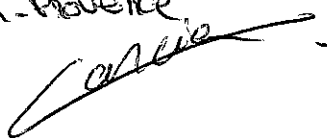
(signature précédée de la mention manuscrite

« vu pour acceptation », date et lieu)

BOULE
24.11.16
Aix-en-Provence

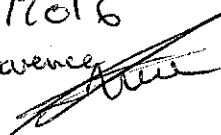
GARCIA Vincent

Vu pour acceptation
le 18/10/2016
à Aix-en-Provence



MARIN Anthony

Vu par acceptation
04/11/2016
Aix-en-Provence



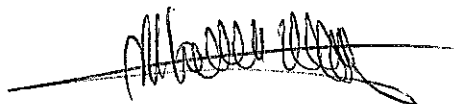
LETEISSIER Johan

Vu pour acceptation
le 20/10/16
A Aix-en-Provence



NGOM Mamadou

Vu pour acceptation
le 20/10/2016
à Aix-en-Provence



Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 23 NOV. 2016

RECEVU
N° 1116
PREF 13

Monsieur le Président
de la Métropole
Aix-Marseille
Provence



Jean-Claude GAUDIN

Le régisseur titulaire

(signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé », date et lieu)

lu et approuvé
Aix le 23/10/16

Laurent ILLAND

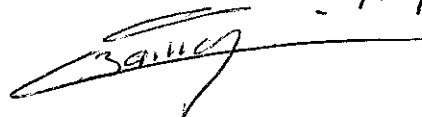


Les mandataires suppléants

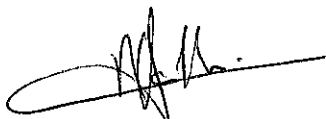
(signature précédée de la mention manuscrite

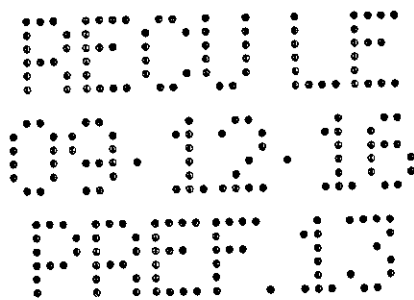
« vu pour acceptation », date et lieu)

Kenny BAILLON

« vu pour acceptation »
à Aix en Pce 2/10/16


Jean Philippe MAILHE

« vu pour acceptation » à Aix en Pce
01/10/16




VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 juin 2016 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter du Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Allauch ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 sollicitant du Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Allauch.

CONSIDÉRANT

- La nécessité d'adapter le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Allauch afin de permettre l'inscription de nouvelles servitudes de mixité sociale en zones U et AU, d'ouvrir certaines zones à l'urbanisation afin d'accueillir des programmes de logements en favorisant la mixité sociale, de modifier quelques points du règlement, certains emplacements réservés, de corriger des erreurs matérielles et d'adapter les documents graphiques à ces modifications.
- Que ce projet nécessite une modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Allauch.

ARRETE

Article 1 :

Est engagée la 2^e procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Allauch.

RECUE
09.12.16
17h10

Article 2 :

Le projet de modification sera notifié aux personnes publiques associées et soumis à enquête publique selon les dispositions légales et réglementaires.

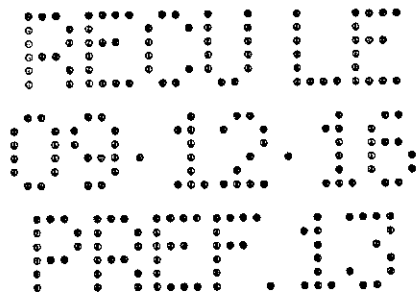
Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 07 DEC. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté de consignation 14/721/CC du 14 octobre 2014 ;
- Le récépissé n° 2529831804 de la Caisse des Dépôts et Consignations du 4 novembre 2014 ;
- L'acte notarié des 9 et 12 septembre 2016 aux minutes de Maîtres Jacques CRIQUET ;
- L'attestation de Maître Ludovic PRETI-JANIN du 25 octobre 2016.

CONSIDÉRANT

- Que l'acte authentique réitérant l'acquisition par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a été signé les 9 et 12 septembre 2016 ;
- Que par attestation en date du 25 octobre 2016, Maître PRETI-JANIN s'engage à prendre à sa charge les sommes, qui après paiement du prix du vendeur, seraient dues suite à l'inscription au fichier immobilier ;
- Qu'en conséquence plus rien ne s'oppose au paiement du prix du bien ci-dessous désigné.

ARRETE

Article 1 :

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 16/520/CM du 8 novembre 2016.

Article 2:

La somme de 58 200 euros représentant le montant total de la vente du bien cadastré AP 142 au Rove, consignée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sera déconsignée au profit de :

RECUE

NOTES

- Madame Jeannine Maryse TOCHE épouse RENAUDO demeurant les Lubéronnes – 359 rue des Magnolias – 84120 Pertuis,
- Madame Georgette Françoise Julie ONTENIENTE veuve TOCHE, demeurant 237 groupe Pierre Renard – Bâtiment 16 – 83 boulevard Mireille Lauze – 13010 Marseille,
- Monsieur Daniel Jean-Pierre TOCHE – 23 cité du Tiret – rue des Chaumes – 01500 Amberieu-en-Bugey.

Entre les mains de :

Maîtres CRIQUET – PRETI-JANIN
Notaires associés
10 cours Pierre Puget
13006 Marseille

Article 3 :

Les intérêts correspondant à la somme de 58 200 euros seront versés au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à partir du 4 novembre 2014, au 12 septembre 2016 et aux consorts TOCHE à compter du 13 septembre 2016.

Ces intérêts seront également versés en l'étude des notaires ci-dessus cités.

Article 4 :

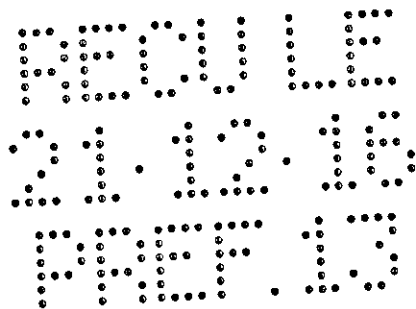
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

07 DEC. 2016

Fait à Marseille, le



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- La délibération POR 003-617/14/CC du 19 décembre 2014 relative à l'approbation du Règlement Particulier de Police des 24 ports de plaisance.
- L'arrêté de la ville de Marseille n° 06-001-DNP du 30 mai 2006 autorisant la pratique de l'aviron dans le Vieux-Port de Marseille ;
- Le Règlement Particulier de Police des 24 ports de plaisance du territoire métropolitain Marseille-Provence, approuvé par délibération POR 003-617/14/CC du 19 décembre 2014.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence assure la mission de gestion des Ports de Plaisance ;
- Que l'arrêté de la ville de Marseille n° 06-001-DNP est dépourvu d'effet ;
- Que l'article 31 du Règlement de Police des Ports de Marseille Provence Métropole prévoit qu'il est interdit de pratiquer sur les plans d'eaux et les chenaux des Ports de plaisance communautaires, tout sport nautique notamment la natation, le ski nautique, la plongée sous marine, le plongeon depuis les ouvrages ou les bateaux, la voile, l'aviron, le kayak et les Véhicules non motorisés (VNM) dont le transit est autorisé au sein des zones délimitées à cet effet ;
- Que l'article 32 du Règlement de Police des Ports prévoit, pour la pratique d'activités sportives, que des dérogations à l'article 31 peuvent être accordées sous condition, et sous la pleine et entière responsabilité de leurs Présidents;
- Que le présent arrêté, en application de l'article 32 susvisé, a pour objet de définir les conditions de la dérogation accordée à la pratique de l'aviron au sein du port de plaisance du Vieux-Port de Marseille, compte tenu de son antériorité dans le port, au Rowing Club de Marseille (RCM).

REULÉ

21. ARRETE

PORT 13

Article 1 :

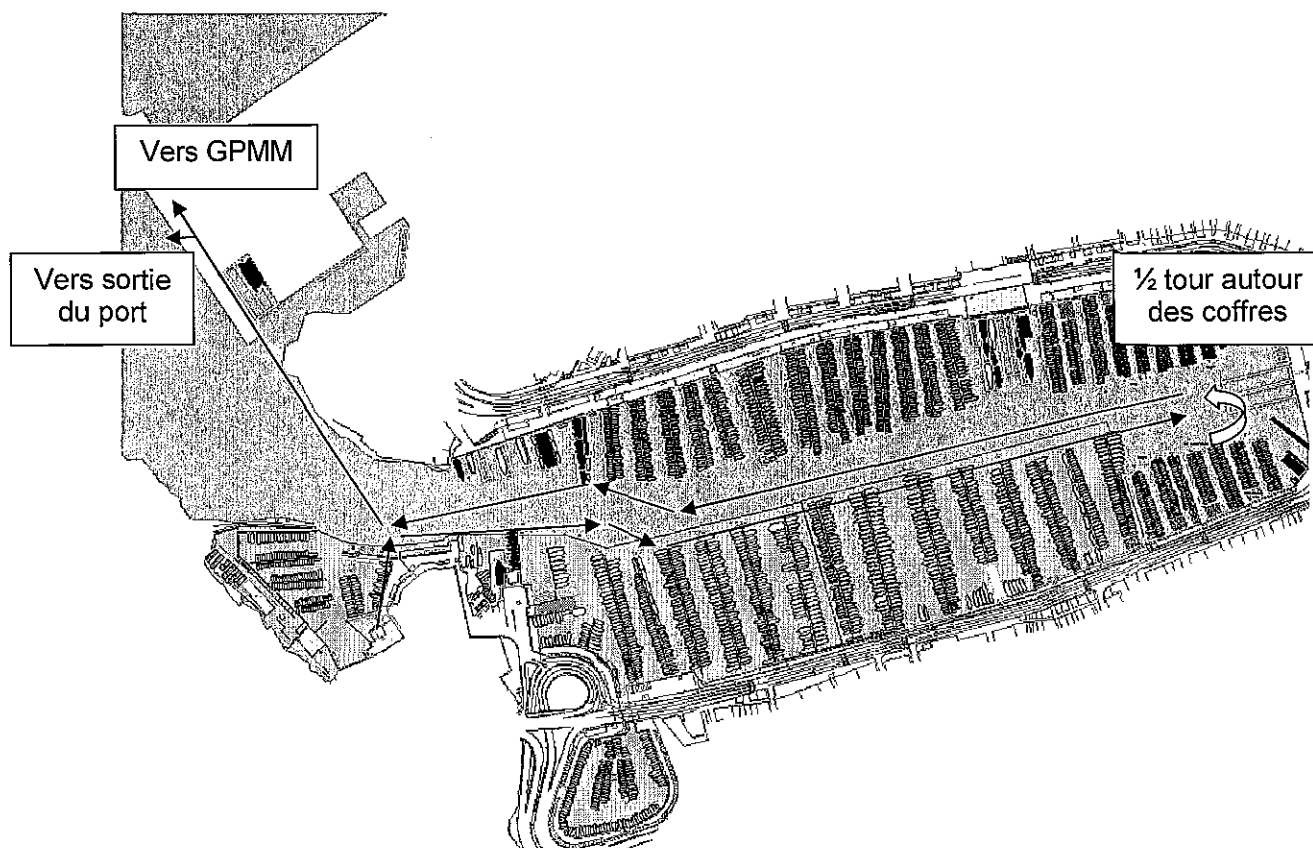
Aux termes de l'article 32 du Règlement de police des ports, il est accordé au Rowing Club de Marseille, détenteur d'un titre d'occupation du domaine public maritime au sein du Vieux-Port, une dérogation pour la pratique de ses activités sportives d'aviron, au sein du Vieux-Port de Marseille. Dans le cadre de ses activités, le Rowing Club peut faire évoluer, de jour comme de nuit, les embarcations appartenant au club ou à ses membres dans le chenal délimité ci-après (art 2).

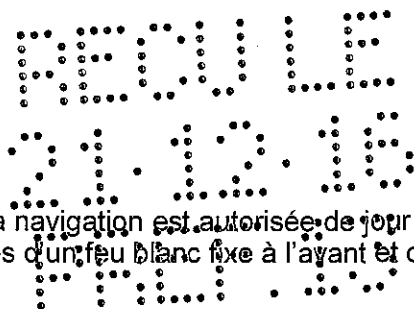
Le Rowing Club de Marseille s'engage à respecter les consignes communiquées par la capitainerie qui peuvent dans le cas d'événements majeurs, restreindre les modalités de pratique de l'aviron dans l'enceinte du vieux port et à adapter les sorties à la densité du trafic dans le Vieux-Port.

Article 2 :

Est arrêté le chenal autorisé aux embarcations du RCM selon les limites fixées par le plan ci-dessous. Le chenal n'est pas balisé sur le plan d'eau. Dans le port, la navigation se fait uniquement dans le chenal principal du port, dans le sens normal de navigation, avec demi-tour autour des coffres devant le quai de la Fraternité.

Dans l'avant-port, pour rejoindre le GPMM, les bateaux empruntent un chenal le long de la digue du fort Saint Jean et du J4, puis le long de la digue Sainte-Marie pour sortir du port.





Article 3 :

Pour la section compétiteurs, la navigation est autorisée de jour et de nuit ; pour cette dernière, les bateaux doivent être équipés d'un feu blanc fixe à l'avant et d'un feu blanc à flash sur la tête du rameur.

Pour la section loisirs, la navigation est autorisée uniquement de jour; la pratique de l'aviron est autorisée pour les bateaux du rowing Club composé de licenciés dont au moins le chef de bord a le statut « autonome », tel que défini dans le règlement intérieur du Rowing Club de Marseille ». Ils doivent être repérables par la mise en place d'une signalisation adéquate pour être visible des usagers du port.

Pour les scolaires, la navigation est autorisée de jour uniquement, avec un maximum de 6 bateaux avec barreur, encadrés par des navires assistance en nombre suffisant (un bateau d'assistance pour 5 bateaux de scolaires).

Le RCM communiquera en début de saison (Septembre) les horaires de pratique des différentes sections.

Article 4 :

En application de l'article 32 du Règlement de police des ports, l'évolution des rameurs licenciés est autorisée sous la pleine responsabilité du club représenté par son président, qui doit veiller à faire respecter par son personnel, ses utilisateurs, ses membres, ses adhérents ou clients le cas échéant, le règlement particulier de Police des Ports et le présent arrêté.

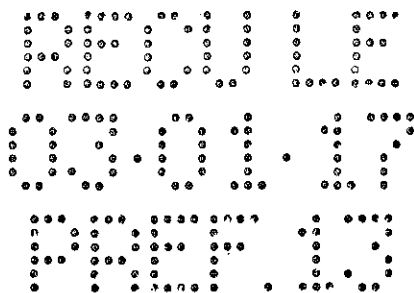
Cette autorisation implique de la part des membres, le strict respect, sur les plans d'eau et chenaux, des règlements pour prévenir les abordages en mer. Les navires assistance devront être équipés de VHF en veille sur le canal 9 (capitainerie du port de plaisance), canal 12 (capitainerie du GPMM) et canal 68 (navettes du Frioul).

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 DEC. 2016

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Marchés Publics ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de concours restreint de Maîtrise d'œuvre pour la conception et le suivi de réalisation d'une œuvre monumentale au centre du Rond Point du Prado (avis 2015/134) ;
- Le procès verbal de la réunion du jury de concours en date du 17 novembre 2016 ;

ARRETE

Article 1 :

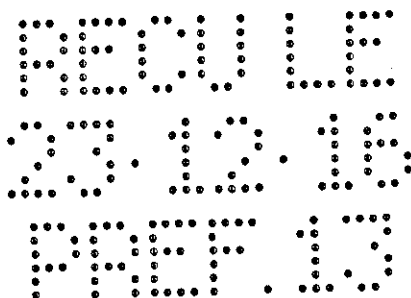
Sont admis à concourir, les groupements ci-après désignés :

- TOPOTEK/JML CONSULTANTS / TPF INGENIERIE/LES ECLAIRAGISTES ASSOCIES.
- PAUL ANDREU ARCHITECTE / EGIS BATIMENTS MEDITERRANEE/STUDIO BASTILLE / ALEP PAYSAGE / L'ACTE LUMIERE.
- PHILIPPE PROST-AAPP / PIERRE DI SCIULLO / DAVID BESSON-GIRARD / WONDERFULIGHT / C&E INGENIERIE
- XAVEER DE GEYTER ARCHITECTES / STUDIO LIEVEN DE BOECK / MICHEL DESVIGNES PAYSAGISTES/BOLLINGER+GROHMANN INGENIERIE / ATELIER ROLAND JEOL
- CHRISTOPHEFAYEL / LAMOUREUX&RICCIOTTI / XAVIER VEILHAN / BET D'ENCO / EURL MARC RICHIER

Fait à Marseille, le 29 DEC. 2016


Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- Le Règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté municipal n° 2005-01-SE du 12 janvier 2005 qui régleme les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 05 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- Le Règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement de voirie du territoire composé des communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

CONSIDÉRANT

La demande de transfert d'Autorisation d'Occupation Temporaire, déposée le 7 juin 2016 par la SARL « VICTORIA », domiciliée 21, avenue de Montredon 13008 Marseille, représentée par Monsieur Frédéric MARTINEZ en tant que Gérant,
Né le 21 mai 1974 à Marseille (13)

En vue d'exploiter un kiosque alimentaire sur le domaine public à l'adresse suivante :
66 Boulevard Michelet 13008 Marseille
RCS Marseille n° 522 462 019

BOULE 23 ARRETE 18

Article 1 :

La SARL « VICTORIA » représentée par Monsieur Frédéric MARTINEZ, en tant que gérant, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de (12 m²) douze mètres carrés sur le domaine public, sis 66 Boulevard Michelet 13008 Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. La Métropole d'Aix Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige. Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

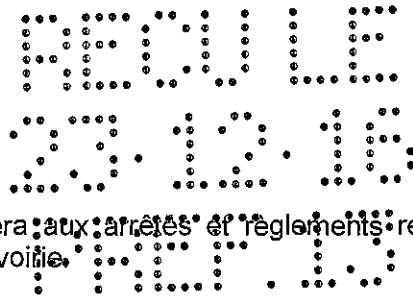
Article 6 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole d'Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.



Article 8 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 14 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

RECEU
23.12.16
17h13

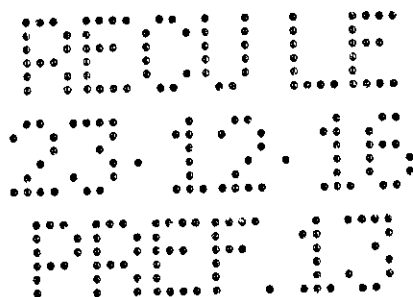
Article 15 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 21 DEC. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et son décret d'application n°2016-360 du 25 mars 2016 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis d'appel public à la concurrence effectué sur le site du BOAMP/JOUE, sur la plateforme de dématérialisation Atexo en date du 29/07/2016 ;

CONSIDÉRANT

Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert relative à la fourniture et maintenance de bacs roulants sur le territoire du Pays Salonais a été lancée le 29/07/2016 (publication au BOAMP/JOUE et mise en ligne sur la plateforme de dématérialisation ATEXO).

La consultation prévoyait une date limite de réception des offres au 26 septembre 2016 -16h00.

Les modalités de procédure et d'exécution de cette consultation sont les suivantes :

Il s'agit d'un marché passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles 25-I.1°, 66 à 68 et 78 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Les prestations sont réparties en 2 lots comme suit :

- Lot 1 : Fourniture de bacs roulants
- Lot 2 : Maintenance de bacs roulants

Concernant le lot 1, il s'agit d'un accord-cadre avec minimum et maximum et un opérateur économique, exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées à l'article 80 du Décret n°2016-360. Le seuil minimum est de 75 000,00 € HT et le seuil maximum est de 300 000,00 € HT pour la durée de l'accord-cadre.

Concernant le lot 2, le marché est à prix forfaitaire.

RECULE

Il est prévu une durée d'exécution de 12 mois à compter de la notification du marché, reconductible expressément trois fois par périodes successives d'un an.

Au stade de l'analyse des offres du lot 2, à l'issue des échanges concernant les demandes de précisions, il est apparu pertinent de compléter le Dossier de Consultation aux Entreprises en y joignant des éléments statistiques supplémentaires relatifs à la maintenance des bacs roulants.

ARRETE

Article 1 :

La procédure d'appel d'offres ouvert n°73160089-2 relative à la maintenance des bacs roulants du Territoire du Pays Salonais est déclarée sans suite conformément à l'article 98 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Article 2 :

Conformément à l'article R 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter sa publication.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le

21 DEC. 2016

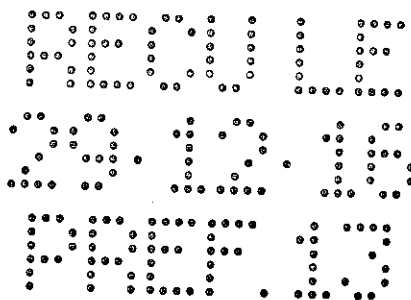


Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat



Arrêté n° 16/550/CM

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 12/132/CC du 30 mai 2012 portant nomination du Conseil Portuaire du port de Sausset-les-Pins.
- L'arrêté n° 16/306/CM du 27 Mai 2016 désignant Monsieur Claude PICCIRILLO en qualité de représentant du Président de la Métropole d'Aix-Marseille, Président des 8 Conseils

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (AMP) assure la gestion des Ports de Plaisance
- Qu'en qualité d'autorité portuaire elle constitue les Conseils Portuaires

ARRETE

Article 1

Le présent arrêté annule et remplace celui du 1^{er} décembre 2016 portant le numéro 16/540/CM.

Article 2

L'article 1 de l'arrêté n° 12/132/CC du 30 mai 2012 est abrogé et est remplacé par l'Article 2 ci-après.

Sont désignés membres du Conseil Portuaire du port de **Sausset-les-Pins** :

Représentant la Métropole Aix-Marseille Provence

Monsieur Claude PICCIRILLO, représentant le Président de la Métropole Aix Marseille Provence, Président.

Membres appartenant au Service du port de Sausset-les-Pins

Titulaire : Monsieur Patrick QUIRICONI, Maître de Port de Sausset-les-Pins

Suppléant : Monsieur Francis CARPENTIER, Coordonnateur des Ports de la Côte Bleue

Représentants des Concessionnaires (les Délégués)...

Sans objet

Représentants des usagers :

Représentants des Navigateurs de Plaisance :

Titulaires : Monsieur Marcel DE JUNGHEMANN, Monsieur Christian GOVAERE, Monsieur Mickaël KUDSZUS,

Suppléants : Monsieur Alain LEVINSPIHL, Monsieur Claude CAUVARD, Monsieur Roland HANSER.

Représentants des Services Nautiques, Construction, Réparation et des Associations Sportives et Touristiques liées à la plaisance

Titulaires : Monsieur Robert DI DOMENICO (Société AMS), Monsieur Claude CHABERT (Association des Plaisanciers), Monsieur Jean-Claude DE BATTISTA (Association des Usagers du port de Sausset).

Suppléants : Monsieur Thierry PERA (Côte Bleue Plongée), Monsieur Laurent DI DOMENICO (Société AMS).

Représentants des Pêcheurs :

Titulaire : Monsieur Richard RAFFINI

Représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence

Titulaire : Monsieur Bruno SCARDIGLI

Suppléant : Monsieur Christian GROS

Représentants de la Commune de Sausset-les-Pins

Titulaire : Monsieur Eric DIARD

Représentants du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône :

Titulaire : Monsieur Eric LE DISSES

Suppléante : Madame Valérie GUARINO

Article 3 :

La durée du mandat des membres du Conseil Portuaire est de cinq ans (5) à compter de la date du 30 Mai 2012, fixant la composition du Conseil Portuaire – Arrêté n° 12/132/CC. L'échéance du mandat interviendra le 29 Mai 2017.

Article 4 :

Un membre du Conseil Portuaire peut se faire représenter soit par un suppléant désigné dans les mêmes conditions et en même temps que les membres titulaires, soit, à défaut, par un autre membre du Conseil appartenant à la même catégorie. Chacun ne peut recevoir qu'un seul mandat.

Article 5 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire décède, démissionne ou perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par un membre désigné par voie d'arrêté.

REUUE

2016

Article 6 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire s'abstient sans motif légitime de se rendre à trois réunions consécutives, il peut être déclaré démissionnaire par le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant. Il est remplacé pour la durée du mandat à courir, par un membre désigné par voie d'arrêté.

Article 7 :

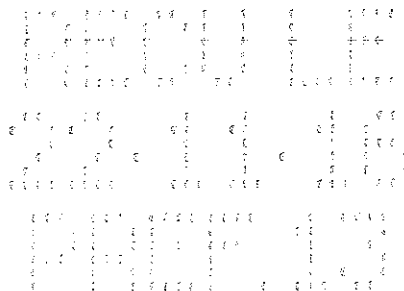
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 29 DEC. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

DÉCISIONS



Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet VEDESI pour défendre les intérêts de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'une requête déposée par Monsieur Marc POGGIALE devant le Tribunal Administratif de Marseille demandant l'annulation de la délibération du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence adoptant son règlement intérieur en ce qu'il contient un article 38 fixant à dix-huit l'effectif minimum pour constituer un groupe

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La décision 161/13 du 19 février 2013 du SAN OUEST PROVENCE approuvant le marché de conseil juridique et représentation en justice (n°12SC1001) conclu avec la SCP d'avocats VEDESI ;
- La requête présentée par Monsieur Marc POGGIALE, déposée devant le Tribunal Administratif de Marseille (1607088-1) demandant l'annulation de la délibération du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence adoptant son règlement intérieur en ce qu'il contient un article 38 fixant à dix-huit l'effectif minimum pour constituer un groupe ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n° 1607088-1 et d'être représenté dans cette affaire par la SCP VEDESI, Cabinet d'avocats, 28 rue d'Enghien 69002 Lyon.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP VEDESI, pour représenter la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

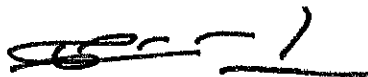
Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

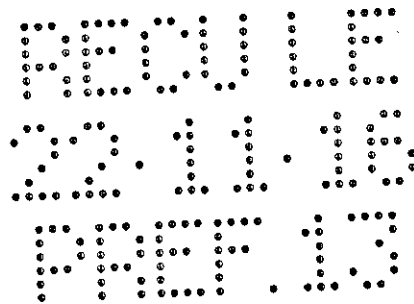
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 NOV. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Formation "permis" de Madame Nicole PATRAC

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que pour répondre au besoin de formation pour 2016 d'un agent de la Métropole en contrat unique d'insertion exerçant ses fonctions au Conseil de Territoire Istres Ouest Provence, une convention de formation professionnelle avec E.C.F (Ecole de Conduite Française) est nécessaire ;
- Que l'objectif de cette action est d'obtenir le permis de conduire (PERMIS B) ;
- Qu'au regard du catalogue 2016 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille Provence et E.C.F (Ecole de conduite Française) relative à l'action de formation intitulée «PERMIS B ».

REDAUX
2011-16
2011-16

Article 2 :

Est approuvée la participation d'un agent à cette action de formation se déroulant au 4^{ème} trimestre 2016 à E.C.F. Fos-sur-mer.

Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant de 1 299,00 euros TTC sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

Article 4 :

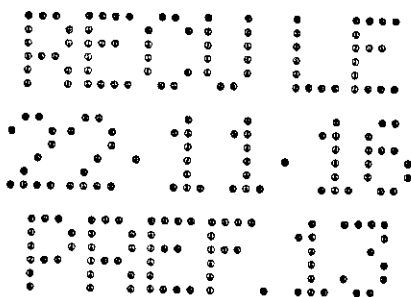
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 NOV. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Mise à la réforme et cession gratuite de matériels informatiques du Conseil de
Territoire Istres Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que l'article L 3212-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques prévoit que les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics sont autorisés à céder gratuitement les matériels informatiques dont ils n'ont plus l'emploi aux mêmes conditions que celles fixées pour l'Etat au 3° de l'article L 3212-2 ;
- Que l'opération de mise à la réforme d'un bien consiste à le sortir de l'actif pour sa valeur nette comptable en cas de démolition, de destruction ou de mise hors service, d'une immobilisation résultant d'un acte volontaire (mise au rebut d'un bien en fin de vie ou devenu obsolète...) ou d'un événement indépendant de la volonté de la collectivité (incendie, vol...), dès lors qu'il n'y a ni prix de vente, ni encaissement d'une indemnité d'assurance, autrement dit, sans contrepartie financière ;
- Que la Direction des Systèmes d'Information, gestionnaire du parc informatique du Conseil de territoire Istres Ouest Provence, a recensé et stocké du matériel hors d'usage ou qui n'a plus d'emploi, dans l'attente de sa mise au rebut ou de sa cession ;

RECUEIL
DES
DECISIONS

- Qu'il convient d'approuver l'opération de cession ou de mise à la réforme de ces matériels et de demander à Monsieur le Receveur des Finances de Marseille de bien vouloir passer les écritures d'ordre non budgétaire au vu des informations transmises dans les annexes et en application des procédures comptables et de l'instruction budgétaire M 57.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée l'opération de cession gratuite des matériels dont la liste est recensée dans l'annexe 1, au profit d'écoles.

Article 2 :

Est approuvée l'opération de mise à la réforme du matériel dont la liste est recensée dans l'annexe 2.

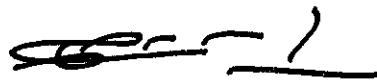
Article 3 :

Est demandé à Monsieur le Receveur des Finances de Marseille de bien vouloir passer les écritures d'ordre non budgétaire correspondantes.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

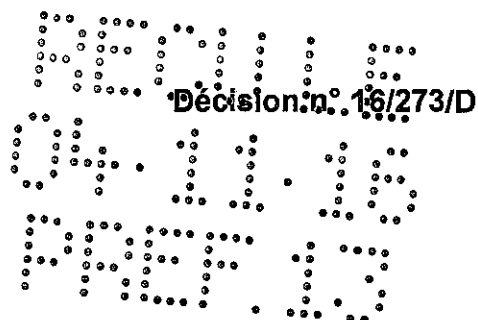
Fait à Marseille, le 21 NOV. 2015



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat



Délégation du droit de préemption urbain à l'Etablissement Public Foncier pour l'acquisition d'un bien situé 62-64 la canebière et 1/3 rue Papère à Marseille 1er arrondissement appartenant à la Société RIVOLI AVENIR PATRIMOINE.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que les articles L 300-1 et L 324-1 modifié par ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 art.5 ;
- et notamment les articles L 5217-1, et suivants ainsi que els articles 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriales de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Procès-verbal n° HN 001-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-17/03/16 CM du 17 mars 2016, portant délégation du Conseil de Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le Droit de Préemption ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° EPPS 004-1703/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant l'instauration et l'exercice du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La déclaration d'intention d'aliéner en date du 12 septembre 2016, enregistrée sous le n° DA 13201 16 0318 portant aliénation d'un immeuble appartenant à la Société RIVOLI AVENIR PATRIMOINE sis 62-64 la Canebière et 1/3 rue Papère, cadastrée 803 A 151 – 152 – 156 d'une superficie cadastrale de 1 827 m² ;
- La lettre du 20 octobre 2016 de Madame Laure-Agnès CARADEC, Adjointe au Maire Déléguée à l'Urbanisme, Projet Métropolitain, Patrimoine Municipal et Foncier et Droits des Soils portant demande de délégation à l'Etablissement Public Foncier du droit de préemption urbain sur le bien ci-après désigné.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien par l'Etablissement Public Foncier s'inscrit dans le cadre de la Convention Grand Centre-Ville.

DECIDE

Article 1 :

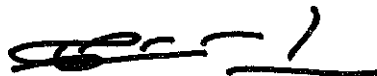
Le Droit de préemption Urbain Renforcé est délégué à l'Etablissement Public Foncier PACA pour l'acquisition du bien situé 62-64 la Canebière et 1/3 rue Papère à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastré 803 A 151 – 152 – 156 d'une superficie cadastrale de 1 827 m² appartenant à la Société Rivoli Avenir Patrimoine au prix de 16 560 000 euros.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

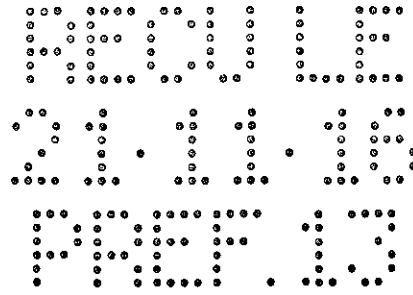
Fait à Marseille, le

03 NOV. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Convention d'amodiation au parking "Mimosas" à Cassis de Monsieur Armand VALETTE demeurant 20, Allée des Tamaris - 13260 Cassis, pour l'emplacement n°29 au niveau -2.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole-Aix-Marseille Provence le 17 mars 2016.
- La délibération du 17 mars 2016 HN 010-012/16/CM donnant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole ;
- Le contrat de délégation de service public (affermage) n°14026 notifié le 24 mars 2014 concernant la gestion des parkings de Cassis, Mimosas, Viguerie, et enclos Daudet, Madie, Bestouan.

PREAMBULE

Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence gère dans le cadre d'un contrat de délégation de service public sous la forme d'affermage confié à la Société Effia stationnement Cassis, le parking « Mimosas » sis rue Isnard à Cassis 13260. Ce contrat de délégation de service public prévoit la location longue durée de places de stationnement, sous la forme d'amodiations au sein de ce parc.

Les principales caractéristiques de l'amodiation sont les suivantes :

- La convention d'amodiation est consentie à un tiers pour une durée de 30 ans à compter de sa notification par la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le prix par emplacement s'élève à 15 000 euros HT et 18 000 TTC ;
- Des charges d'entretien sont dues annuellement par le co-contractant, au délégataire Effia stationnement Cassis ;

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Armand VALETTE, demeurant 20, Allée des Tamaris à Cassis, souhaite souscrire un contrat d'amodiation au sein du parking « Mimosas » pour l'emplacement n°29 situé au niveau -2.

RECUE

DE LA

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence consent à l'intéressé la location longue durée au parking Mimosas sis rue Isnard 13260 Cassis, pour une durée de 30 ans, à compter de la notification du contrat ;
- Que le montant de l'amodiation s'élève à 15 000 euros HT et 18 000 euros TTC. Ce montant est réglé en une seule fois par le co-contractant, à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui est propriétaire du parking « Mimosas ».

DECIDE

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à signer la convention d'amodiation avec Monsieur Armand VALETTE, demeurant 20, Allée des Tamaris - 13260 à Cassis. Celle-ci est conclue pour une durée de 30 ans, à compter de la notification de la convention. Le montant de l'amodiation est fixé à 15 000 euros HT et 18 000 euros TTC. Le règlement s'effectuera par l'amodiataire, à la Métropole d'Aix-Marseille Provence, avant la prise de possession de la place.

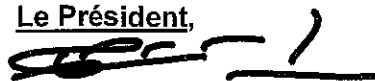
Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

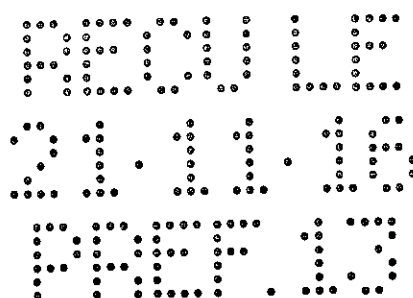
Fait à Marseille, le

17 OCT. 2016

Le Président,



Jean-Claude GAUDIN



Contrat d'amodiation au parking "Mimosas" à Cassis de Monsieur Lionel MASSON, demeurant avenue du Golf 49, 1640 Rhode St Gewese Belgique, pour l'emplacement n°30 niveau -2.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence le 17 mars 2016.
- La délibération du 17 mars 2016 HN 010-012/16/CM donnant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole;
- Le contrat de délégation de service public (affermage) n°14026 notifié le 24 mars 2014 concernant la gestion des parkings de Cassis, Mimosas, Viguerie, et enclos Daudet, Madie, Bestouan.

PREAMBULE

Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence gère dans le cadre d'un contrat de délégation de service public sous la forme d'affermage confié à la Société Effia stationnement Cassis, le parking « Mimosas » sis rue Isnard à Cassis - 13260. Ce contrat de délégation de service public prévoit la location longue durée de places de stationnement, sous la forme d'amodiations au sein de ce parc.

Les principales caractéristiques de l'amodiation sont les suivantes :

- La convention d'amodiation est consentie à un tiers pour une durée de 30 ans à compter de sa notification par la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le prix par emplacement s'élève à 15 000 euros HT et 18 000 TTC ;
- Des charges d'entretien sont dues annuellement par le co-contractant, au délégataire EFFIA STATIONNEMENT Cassis ;

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Lionel MASSON, demeurant Avenue du Golf 49, 1640 Rhode St Gewese Belgique, souhaite souscrire un contrat d'amodiation au sein du parking « Mimosas » pour l'emplacement n° 30 situé au niveau -2.

REQUETE

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence consent à l'intéressé la location longue durée au parking « Mimosas » sis rue Isnard -13250 Cassis, pour une durée de 30 ans, à compter de la notification du contrat ;
- Que le montant de l'amodiation s'élève à 15 000 euros HT et 18 000 euros TTC. Ce montant est réglé en une seule fois par le cocontractant, à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui est propriétaire du parking « Mimosas ».

DECIDE

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence est autorisé à signer la convention d'amodiation avec Monsieur Lionel MASSON, demeurant Avenue du Golf 49, 1640 Rhode St Gewese Belgique. Celle-ci est conclue pour une durée de 30 ans, à compter de la notification de la convention. Le montant de l'amodiation est fixé à 15 000 euros HT et 18 000 euros TTC. Le règlement s'effectuera par l'amodiataire, à la Métropole Aix-Marseille Provence, avant la prise de possession de la place.

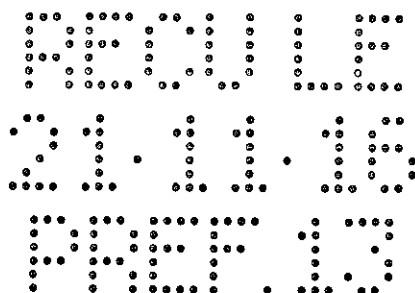
Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Le Président,



Jean-Claude GAUDIN



Convention d'amodiation au parking "Mimosas" à Cassis, de Madame Sophie DENDEWICZ représentant la Société "Confidential Real Estate" dont le siège social se situe 19, rue Abbé Paul Mouton 13260 Cassis, pour l'emplacement situé au niveau -2 n° 26.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence le 17 mars 2016.
- La délibération du 17 mars 2016 HN 010-012/16/CM donnant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole;
- Le contrat de délégation de service public (affermage) n°14026 notifié le 24 mars 2014 concernant la gestion des parkings de Cassis, Mimosas, Viguerie, et enclos Daudet, Madie, Bestouan.

PREAMBULE

Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence gère dans le cadre d'un contrat de délégation de service public sous la forme d'affermage confié à la Société Effia stationnement Cassis, le parking « Mimosas » sis rue Isnard à Cassis 13260. Ce contrat de délégation de service public prévoit la location longue durée de places de stationnement, sous la forme d'amodiations au sein de ce parc.

Les principales caractéristiques de l'amodiation sont les suivantes :

- La convention d'amodiation est consentie à un tiers pour une durée de 30 ans à compter de sa notification par la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le prix par emplacement s'élève à 15 000 euros HT et 18 000 TTC ;
- Des charges d'entretien sont dues annuellement par le co-contractant, au délégataire Effia stationnement Cassis ;

REQUETE

CONSIDERANT

- Que Sophie DENDEWICZ, représentant la Société « Confidential Real Estate », dont le siège social se situe 19, rue Abbé Paul Mouton 13260 Cassis, souhaite souscrire un contrat d'amodiation au sein du parking « Mimosas » pour l'emplacement n° 26 situé au niveau -2.
- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence consent à l'intéressé la location longue durée au parking Mimosas sis rue Isnard 13260 Cassis, pour une durée de 30 ans, à compter de la notification du contrat ;
- Que le montant de l'amodiation s'élève à 15 000 euros HT et 18 000 euros TTC. Ce montant est réglé en une seule fois par le co-contractant, à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui est propriétaire du parking « Mimosas ».

DECIDE

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à signer la convention d'amodiation avec Madame Sophie DENDEWICZ, représentant la Société « Confidential Real Estate », dont le siège social se situe 19, rue Abbé Paul Mouton 13260 Cassis. Celle-ci est conclue pour une durée de 30 ans, à compter de la notification de la convention. Le montant de l'amodiation est fixé à 15 000 euros HT et 18 000 euros TTC. Le règlement s'effectuera par l'amodiataire, à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, avant la prise de possession de la place.

Article 2 :

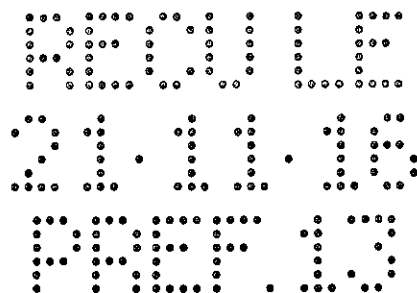
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 OCT. 2016

Le Président,



Jean-Claude GAUDIN



Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Convention d'amodiation parking "Mimosas" à Cassis, de Madame TALAGRAND Katia demeurant 2, avenue du professeur Lenich 13260 à Cassis pour l'emplacement situé au niveau -2 n° 23.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence le 17 mars 2016 ;
- La délibération du 17 mars 2016 HN 010-012/16/CM donnant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole.
- Le contrat de délégation de service public (affermage) n°14026 notifié le 24 mars 2014 concernant la gestion des parkings de Cassis, Mimosas, Viguerie, et enclos Daudet, Madie, Bestouan.

PREAMBULE

Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence gère dans le cadre d'un contrat de délégation de service public sous la forme d'affermage confié à la Société EFFIA STATIONNEMENT Cassis, le parking « Mimosas » sis rue Isnard à Cassis 13260. Ce contrat de délégation de service public prévoit la location longue durée de places de stationnement, sous la forme d'amodiations au sein de ce parc.

Les principales caractéristiques de l'amodiation sont les suivantes :

- La convention d'amodiation est consentie à un tiers pour une durée de 30 ans à compter de sa notification par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le prix par emplacement s'élève à 15 000 euros HT et 18 000 TTC ;
- Des charges d'entretien sont dues annuellement par le co-contractant, au délégataire Effia Stationnement Cassis ;

CONSIDÉRANT

- Que Madame Katia TALANGRAND, demeurant 2, avenue du professeur Lenich 13260 Cassis, souhaite souscrire un contrat d'amodiation au sein du parking « Mimosas » pour l'emplacement n° 23 situé au niveau -2.

RECULE

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence consent à l'intéressée la location longue durée au parking « Mimosas » sis rue Isnard 13260 Cassis, pour une durée de 30 ans, à compter de la notification de la convention.
- Que le montant de l'amodiation s'élève à 15 000 euros HT et 18 000 euros TTC. Ce montant est réglé en une seule fois par le co-contractant, à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui est propriétaire du parking « Mimosas ».

DECIDE

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à signer la convention d'amodiation avec Madame TALAGRAND Katia, demeurant 2, avenue du professeur Lenich 13260 Cassis. Celle-ci est conclue pour une durée de 30 ans, à compter de la notification de la convention. Le montant de l'amodiation est fixé à 15 000 euros HT et 18 000 euros TTC. Le règlement s'effectuera par l'amodiataire, à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, avant la prise de possession de la place.

Article 2 :

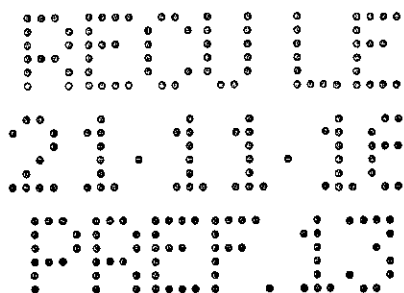
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 OCT. 2016

Le Président,



Jean-Claude GAUDIN



Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Mission Elus Métropolitains : Madame Laure-Agnès CARADEC et Monsieur Gérard CHENOZ. déplacement PARIS.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDERANT

Que au sein du Conseil du Territoire de Marseille-Provence Madame Laure-Agnès CARADEC, est déléguée à l'urbanisme et au plan local d'urbanisme intercommunal et Monsieur Gérard CHENOZ, délégué au Développement économique.

DECIDE

Article 1 :

Madame Laure-Agnès CARADEC et Monsieur Gérard CHENOZ se rendront le 15 novembre 2016 pour assister au Forum des Projets Urbains prévus au Palais des Congrès à Paris.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 OCT. 2016

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

RECUE
21.11.16
PRÉF. 13

Décision n° 16/295/D

Mission Elus Métropolitains : Madame Laure-Agnès CARADEC et Monsieur Gérard CHENOZ.
déplacement Berlin

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDERANT

Qu'au sein du Conseil de Territoire de Marseille-Provence Madame Laure-Agnès CARADEC, est déléguée à l'urbanisme et au plan local d'urbanisme intercommunal et Monsieur Gérard CHENOZ, délégué au Développement économique.

DECIDE

Article 1 :

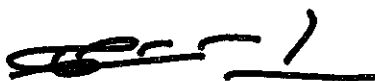
Madame Laure-Agnès CARADEC et Monsieur Gérard CHENOZ se rendront à Berlin le 16 novembre 2016 pour un voyage d'études sur les problématiques d'aménagement urbain et développement économique.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

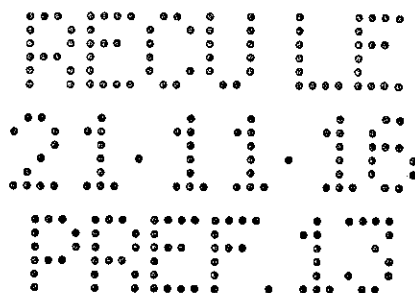
Fait le,

17 OCT. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Mission Elu métropolitain : Monsieur Richard MALLIE

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Richard MALLIE est Vice-Président délégué aux Relations Internationales et Européennes

DECIDE

Article 1 :

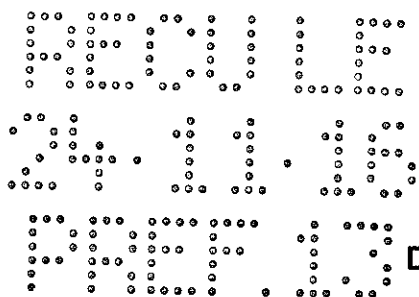
Monsieur Richard MALLIE se rendra à Bruxelles du 21 au 24 novembre 2016 pour assister aux premières rencontres exploratoires avec les représentants des institutions européennes à Bruxelles sur des thématiques métropolitaines.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 OCT. 2016

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Décision de création d'une régie de recettes prolongée pour le Crématorium

VU

- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- L'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 mars 2016,
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix- Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables,
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 14 juin 2016,

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes prolongée pour le Crématorium en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la Direction Générale des Services de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (CUMPM) anciennement dénommé régie de recette prolongée du Crématorium. Les recettes de la régie de Recette prolongée du Crématorium s'impacteront sur le budget Annexe Crématorium du territoire Marseille Provence en fonction de nature de la Recette.

Article 2 :

Cette régie est installée dans les locaux du Crématorium :
380, rue Saint Pierre
13005 Marseille

Article 3 :

La régie encaisse les produits suivants :

- Des crémations,
- Des ventes de fournitures : urnes, objets cinéraires...
- Des prestations inhérentes à la crémation : dispersion des cendres, dépôts d'urnes...

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- par chèque bancaire
- par virement sur le compte de dépôt de fonds au Trésor.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'usager d'une facture, d'un reçu ou d'un avis de règlement manuels ou informatisés.

Article 5 :

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 3, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à un mois.

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : fr7610071130000000202021443 BIC : TRPUFRP1 ouvert au nom de la régie de recette prolongée du Crématorium auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 7 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 8 :

Un fonds de caisse d'un montant de 1 000 € (mille euros) est mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 9 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 60 000 € (soixante mille euros).

Article 10 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 9.

Article 11 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 12 :

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 14 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 15 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 NOV. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

RECUEIL 16/298/D

Décision n°

Le Président

Ancien Ministre
Maire de Marseille

Vice-Président du Sénat

Mise en demeure d'acquérir. Acquisition des parcelles BZ n° 202, n° 201 et 1 724 m² à détacher de la parcelle BZ n° 199 sises chemin du Pareyrou à La Ciotat.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 230-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale République (NOTRE) ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 001-003/16 portant élection du président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-12/03/16 CM du 17 mars 2016, portant délégation du Conseil de Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16 CM du 30 juin 2016 portant les délégations des missions foncières du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau ;
- La mise en demeure d'acquérir du 6 novembre 2015 ;
- L'avis de France Domaine en date du 24 octobre 2016.

CONSIDÉRANT

- Que par courrier en date du 6 novembre 2015 l'Hoirie Caillol a mis en demeure la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole d'acquérir les parcelles BZ n° 202, 201 et 1 724 m² environ à détacher de la parcelle BZ n° 199 sises chemin du Pareyrou ;
- Que l'acquisition de ce bien permettra de réaliser le parking à la gare de La Ciotat.

DÉCIDE

Article 1 :

Décide d'acquérir les parcelles BZ 202, 201 et 1 724 m² à détacher de la parcelle BZ n° 199 pour un montant de 933 432 euros dont 85 767 euros d'indemnité de remploi sises chemin du Pareyrou à La Ciotat suite à la mise en demeure d'acquérir adressée par l'Hoirie Caillol.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence autorise la constitution d'une servitude sur les parcelles cédées au profit de la parcelle restant propriété de l'Hoirie Caillol.

Article 2 :

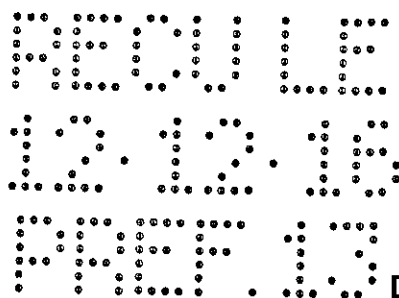
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 NOV. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Formation entretien des locaux avec "El Groupe Institut ISTECH".

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 010-012/12/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que pour répondre au besoin de formation pour 2016 des agents de la Métropole en contrat unique d'insertion exerçant leurs fonctions au Conseil de Territoire Istres Ouest Provence, une convention de formation professionnelle avec El Groupe institut ISTECH est nécessaire ;
- Que l'objectif de cette action est d'obtenir des compétences en Techniques manuelles et mécanisées de nettoyage ;
- Qu'au regard du catalogue 2016 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et El Groupe Institut ISTECH relative à l'action de formation intitulée « Techniques manuelles et mécanisées d'entretien des sols - Monobrosse ».

Article 2 :

Est approuvée la participation de 13 agents, bénéficiaires d'un contrat CUI-CAE, à cette action de formation d'une durée de 4 jours, se déroulant au 4ème trimestre 2016 au Pôle Intercommunal pour l'Emploi - Fos-sur-Mer.

RECULE

Article 3 :

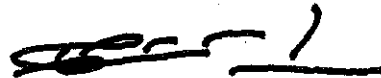
Les crédits nécessaires d'un montant de 2 992 euros TTC sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

PREP 13

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 DEC. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

09.11.16

16:30:07

DECISION D'ANNULATION D'UNE SUBVENTION

Numéro d'opération :
2010130550068

N° SIREN du maître d'ouvrage
059800383

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. PHOCEENNE HABITATION

2 pl de la prefecture

13006 Marseille

Décisionnaire
CU Marseille Provence Métropole

N° de décision
20161305500053
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13055 Marseille

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone B

Exercice
2016

A - DECISION FAVORABLE		B - OPERATION INITIALE	
Date de la décision favorable 20/12/2010		PLUS - HILARION BOEUF - EF	
N° de la décision favorable 20101305500108			
Exercice 2010		Bd Hilarion Boeuf	
		13010 MARSEILLE	

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Clotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



09.11.16

16/30/17/8.13

DECISION D'ANNULATION D'UNE DECISION DE FINANCEMENT

Numéro d'opération :

2010130550068

N° SIREN du maître d'ouvrage

059800383

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. PHOCEENNE HABITATION

2 pl de la prefecture

13006 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500052

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13055 Marseille

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2016

A - DECISION FAVORABLE	B - OPERATION INITIALE
<p>Date de la décision favorable 20/12/2010</p> <p>N° de la décision favorable 20101305500107</p> <p>Exercice 2010</p>	<p>PLUS - HILARION BOEUF - EF</p> <p>Bd Hilarion Boeuf</p> <p>13010 MARSEILLE</p>

09.11.15

DECISION D'ANNULATION D'UNE SUBVENTION

16/30270

Numéro d'opération :
2010130550025

N° SIREN du maître d'ouvrage
314046004

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. D'HLM LOGIS MEDITERRANEE

176 av jules cantini

13008 Marseille

Décisionnaire

JU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20151305500141

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

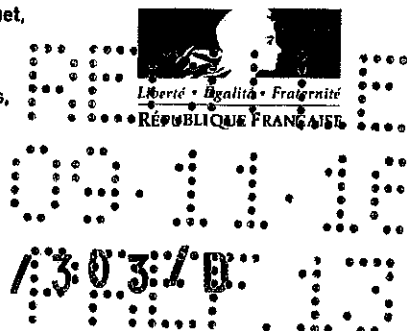
Exercice

2015

A - DECISION FAVORABLE		B - OPERATION INITIALE	
Date de la décision favorable		PLUS-PLAI VILLA ARIA	
N° de la décision favorable 20101305500029		23/07/2010 ZAC des Hauts de Sainte Marthe	
Exercice		2010 Chemin de Four de Buze	
		13014 Marseille 14e	

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



DECISION D'ANNULATION D'UNE DECISION DE FINANCEMENT

Numéro d'opération :
2010130550025

N° SIREN du maître d'ouvrage
314046004

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. D'HLM LOGIS MEDITERRANEE

176 av jules cantini

13008 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20151305500140

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2015

A - DECISION FAVORABLE		B - OPERATION INITIALE	
Date de la décision favorable		PLUS-PLAI VILLA ARIA	
N° de la décision favorable 20101305500027		ZAC des Hauts de Sainte Marthe	
Exercice		2010 Chemin de Four de Buze	
		13014 Marseille 14e	

09.11.16
16/304/D

DECISION D'ANNULATION D'UNE DECISION DE FINANCEMENT

Numéro d'opération :

2008130550069

N° SIREN du maître d'ouvrage

058811670

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500047

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13215 Marseille - 15e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

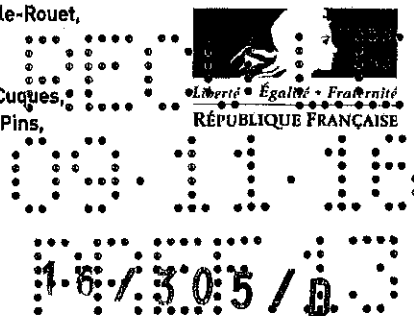
Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2016

A - DECISION FAVORABLE	B - OPERATION INITIALE
Date de la décision favorable	23/12/2008
N° de la décision favorable	20081305500112
Exercice	2008
	43 avenue de la Viste
	13015 Marseille 15e



DECISION D'ANNULATION D'UNE DECISION DE FINANCEMENT

Numéro d'opération :
2008130550068

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire
CU Marseille Provence Métropole

N° de décision
20161305500043
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13215 Marseille - 15e arrondissement

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone B

Exercice
2016

A - DECISION FAVORABLE		B - OPERATION INITIALE	
Date de la décision favorable		PLUS - LES COLLINES DE LA MER - PARC BREGANTE HAUT	
N° de la décision favorable		23/12/2008	
Exercice		200843 avenue de la Viste	
		13015 Marseille 15e	

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



09.11.16
16/306/E

DECISION D'ANNULATION D'UNE SUBVENTION

Numéro d'opération :
2008130550068

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire

MU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500046

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13215 Marseille - 15e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

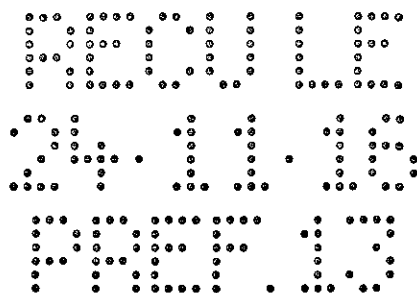
Exercice

2016

A - DECISION FAVORABLE		B - OPERATION INITIALE	
Date de la décision favorable	23/12/2008	PLUS - LES COLLINES DE LA MER - PARC BREGANTE HAUT	
N° de la décision favorable 20081305500110			
Exercice	2008	43 avenue de la Viste	
		13015 Marseille 15e	

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat



Décision n° 16/309/D

Mission : Monsieur Henri PONS - Assemblée Générale de la Fédération Nationale des SCOT -
15 novembre 2016.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Henri PONS est Vice-Président, délégué à la Stratégie et Aménagement du Territoire, SCOT et Schémas d'Urbanisme de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Henri PONS se rendra à Paris le 15 novembre 2016 pour assister à l'assemblée générale de la Fédération nationale des SCOT prévue au Sénat de 10 h 00 à 17 h 00.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

23 NOV 2016

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

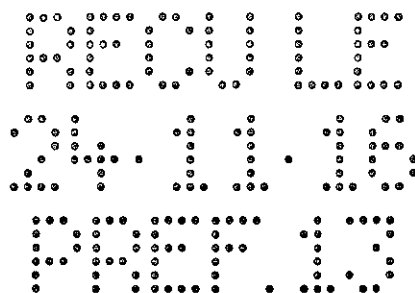
MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Le Président

Ancien Ministre

Maire de Marseille

Vice-Président du Sénat



Décision n° 16/310/D

Mission : Jean MONTAGNAC - Réunion des Présidents de Métropole du 16 novembre 2016 - Pacte Etat-Métropoles.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Jean MONTAGNAC a été nommé Vice-Président, délégué au Budget de la métropole d'Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Jean MONTAGNAC me représentera à la réunion spéciale de suivi concernant le Pacte « Etat-Métropoles » qui se tiendra le 16 novembre 2016 de 9 h 30 à 11 h 00 dans les locaux de France Urbaine à Paris. Elle sera suivie par l'Assemblée Générale et le Conseil d'Administration de France Urbaine.

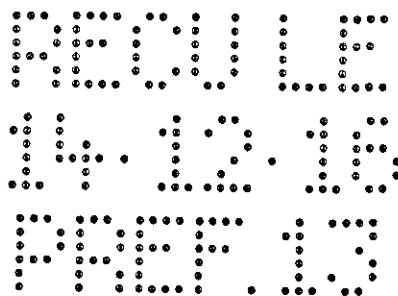
Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 NOV. 2016

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et notamment pour ester en justice
- La requête de Monsieur ZAFRA en date du 4 mai 2015 sous le numéro 1503376-7 tendant à annuler l'arrêté de détachement de fonction sur un emploi fonctionnel et l'arrêté portant mise à disposition de l'agent auprès de la SEM FACONEO ainsi qu'à obtenir indemnisation des préjudices subis.

CONSIDÉRANT

- Que l'ex-Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile avait, dès réception de cette requête saisi le cabinet SINDRES afin de défendre ses intérêts dans le cadre de cette affaire;
- Que l'ex-Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est subrogée dans les droits et obligations de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016 ;
- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sera ainsi défendue par le cabinet SINDRES dans le cadre de cette affaire afin d'assurer la poursuite de la défense.

RECUE
DECIDE
13 DEC 2016
PROV

Article 1 :

Est désigné Maître Gilbert SINDRES dans le cadre de cette affaire.

Article 2 :

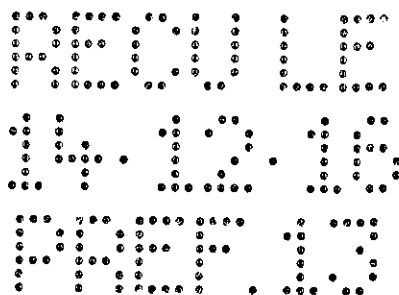
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

13 DEC. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est propriétaire du bâti, anciennement la cave coopérative, situé au 1 chemin de Raphaël à Cuges-les-Pins ;
- Le besoin de stockage de la commune de Cuges-les-Pins.

DÉCIDE

Article 1 :

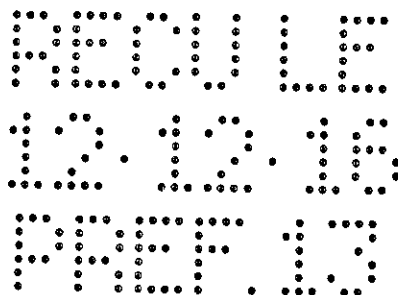
Est conclue une convention de mise à disposition du local d'environ 1200 m2 de surface, situé au 1 chemin de Raphaël à Cuges-les-Pins avec la Commune de Cuges-les-Pins.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le **13 DEC. 2016**

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



LOCATION DU PALAIS DES SPORTS

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;

CONSIDÉRANT

- Qu'il est nécessaire de prévoir un lieu de réception dédié à la cérémonie des vœux aux agents de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- Qu' il est envisagé de louer à cet effet le Palais des Sports, les conditions financières sont les suivantes :

Durée : 12 janvier 2017

Coût de la location : 11 142,00 HT soit 13 370,40 TTC

DECIDE

Article 1 :

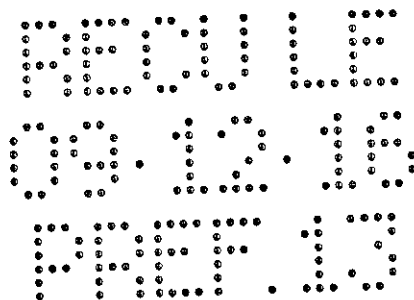
Est contracté avec le Palais des Sports dans le cadre de la mise à disposition du lieu à titre onéreux dans les conditions exposées ci-dessus.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 DEC. 2016

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



—
Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Convention avec l'organisme "DAWAN IT-Consulting" pour l'action de formation intitulée "Autocad 2D Initiation" d'un montant de 1080 € TTC.

Le Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que pour répondre au besoin de formation pour le dernier trimestre 2016 d'un agent de la Métropole exerçant ses fonctions au Conseil de Territoire Istres Ouest Provence, une convention de formation professionnelle avec «DAWAN IT-Consulting» est nécessaire ;
- Que l'objectif de cette action est d'apprendre à l'agent les rudiments du dessin assisté par ordinateur ;
- Qu'au regard du catalogue 2016 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

REAU LE
09.12.16
DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille Provence et «DAWAN IT-Consulting» relative à la formation intitulée «Autocad 2D Initiation».

Article 2 :

Est approuvée la participation d'un agent à cette formation pour le dernier trimestre 2016 se déroulant à Marseille.

Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant de 1 080 € TTC sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

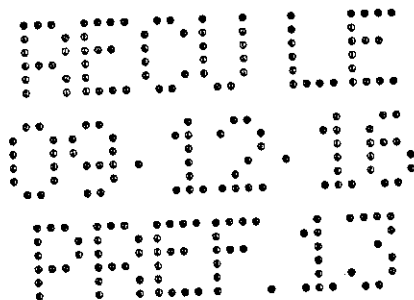
Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 DEC. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



**Convention avec l'organisme "GRETA Ouest 13" pour l'action de formation
intitulée "Autocad Niveau 1" d'un montant de 3920 € TTC.**

Le Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que pour répondre au besoin de formation pour l'année 2017 d'un groupe d'agents de la Métropole exerçant leurs fonctions au Conseil de Territoire Istres Ouest Provence, une convention de formation professionnelle avec le «GRETA OUEST 13» est nécessaire ;
- Que l'objectif de cette action est d'apprendre à ce groupe d'agents les rudiments du dessin assisté par ordinateur ;
- Qu'au regard du catalogue 2017 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

RECUE
09. DEC. 16
09. DEC. 16

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et «GRETA OUEST 13» relative à la formation intitulée «Autocad Niveau 1».

Article 2 :

Est approuvée la participation d'un groupe de 15 agents maximum à cette formation pour le premier trimestre 2017 se déroulant au Lycée Lurçat à Martigues.

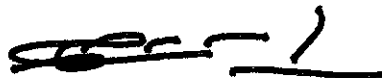
Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant de 3 920 euros TTC sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, chapitre 11, nature 6184.

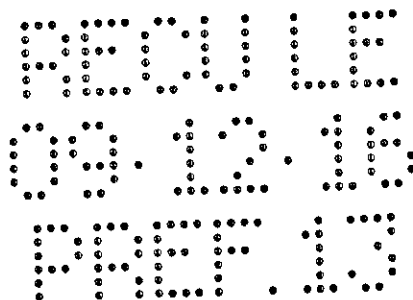
Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 DEC. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Convention avec Aix-Marseille Université pour l'action de formation continue intitulée "Diplôme universitaire de Santé au travail" d'un montant de 3 055,10 € TTC.

Le Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales.
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que pour répondre au besoin de formation pour la période 2016-2017 d'un agent de la Métropole exerçant ses fonctions au Conseil de Territoire Istres Ouest Provence, une convention de formation professionnelle avec «Aix-Marseille Université» est nécessaire ;
- Que l'objectif de cette action est de permettre à l'agent d'obtenir son Diplôme Universitaire de Santé au travail conformément à la circulaire DGT/n°13 du 19 novembre 2012 qui stipule que si l'agent en poste dans un service de Santé au travail n'a pas suivi de formation en santé au travail, l'employeur doit l'y inscrire dans les douze mois qui suivent son recrutement ;
- Qu'au regard du catalogue 2016 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

REOUVERTURE DE LA DECISION

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et «Aix-Marseille Université» relative à la formation intitulée «Diplôme Universitaire de Santé au travail».

Article 2 :

Est approuvée la participation d'un agent à cette formation pour l'année scolaire 2016-2017 se déroulant à Marseille.

Article 3 :

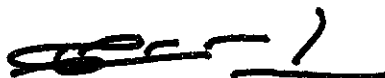
Les crédits nécessaires d'un montant de 3 055,10 Euros TTC sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, chapitre 11, nature 6184.

Article 4 :

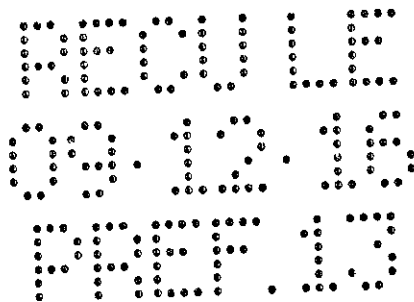
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

07 DEC. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Conclusion d'une convention avec l'organisme GRETA OUEST 13 pour l'action de formation intitulée "Bilan de Compétences", d'un montant de 1 350,00 € nets TTC

Le Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- Le Code du Travail ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que pour répondre aux besoins de formation pour 2016 d'un agent de la Métropole, exerçant ses fonctions au sein du Territoire Istres-Ouest Provence, une convention de formation professionnelle avec l'organisme de formation «GRETA OUEST 13» est nécessaire ;
- Que l'objectif de cette action est de faire un diagnostic sur les compétences de l'agent ;
- Qu'au regard du catalogue 2016 proposé par l'organisme de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

REQULE
DECIDE
09.12.16

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et «GRETA OUEST 13» relative à l'action de formation intitulée «Bilan de compétences».

Article 2 :

Est approuvée la participation d'un agent, à cette action de formation, d'une durée de 24 heures sur l'année 2016 et 2017 se déroulant à Istres.

Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant de 1 350 € TTC sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille Provence, chapitre 011, nature 6184.

Article 4 :

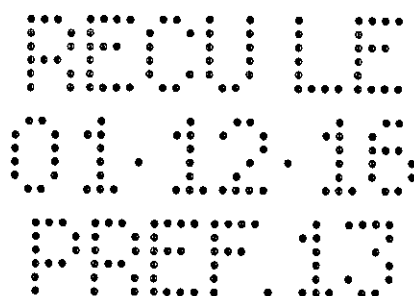
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 DEC. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Sextant - Avenant 3 au bail n°15/1184 pour la location d'une place de stationnement supplémentaire

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avenant n°2 du 3 mai 2016, actant le changement de dénomination du Preneur suite à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence le 1^{er} janvier 2016.
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

PREAMBULE

Dans le cadre de la réorganisation de ses services, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a pris à bail des locaux situés Immeuble Le Sextant - 44, Bd de Dunkerque – 13002 Marseille. Par avenant n°1, le bailleur a donné en location au Preneur une place de stationnement dans l'Immeuble, en date du 1^{er} juillet 2015.

Il y a lieu d'adapter au bail n°15/1184 un avenant 3 pour une place de stationnement supplémentaire, désignée comme suit :

Emplacement de stationnement situé au parking 1^{er} sous-sol, lot n°109 emplacement n°8.

- Prise d'effet : à compter du **1^{er} septembre 2016** de façon rétroactive
- Indexation annuelle : le nouveau loyer applicable à compter du 1^{er} août 2016 subira pour la première fois les effets de l'indexation à compter du **16 mars 2017**, c'est-à-dire à la date anniversaire de la date d'effet du bail fixée au 16 mars 2015
- Loyer : le loyer annuel hors taxes est de mille cent euros (1.100 € HT) soit un loyer TTC de mille trois cent vingt euros (**1.320 € TTC**).

Le présent bail est consenti et accepté moyennant un loyer annuel de CENT QUARANTE ET UN MILLE NEUF CENT SOIXANTE DOUZE Euros ET QUATRE-VINGT DOUZE Centimes (141.972,92 €) hors taxes,

RECULE

A ce loyer s'appliquera le montant de la TVA à 20%, soit 28.394,58 €, à la date de prise d'effet des présentes.

En conséquence, le présent bail est consenti et accepté moyennant un loyer annuel TTC de CENT SOIXANTE DIX MILLE CENT TROIS Euros ET CINQUANTE DEUX Centimes (170.367,50 €) à la date de prise d'effet des présentes. »

- Dépôt de garantie : à compter de la signature de l'avenant, ce dépôt sera dûment réajusté, proportionnellement au nouveau loyer défini aux termes et conditions du présent Avenant de telle sorte que le montant du dépôt de garantie s'élève à TRENTE CINQ MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT TREIZE Euros et VINGT-TROIS Centimes (35.493,23 €) pour correspondre à trois mois de loyer hors taxes. Le nouveau montant ainsi garanti sera automatiquement indexé dans les conditions de l'article « Indexation du loyer » du Bail afin de toujours correspondre à trois (3) mois de loyer hors taxes.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de l'organisation de la Direction de la Commande Publique, il est nécessaire de louer une place de parking supplémentaire ;
- Qu'à cette fin un avenant numéro 3 au bail doit être conclu.

DECIDE

Article 1 :

Est signé un avenant n°3 au bail n° 15/1184, aux conditions financières ci-avant exposées, pour la location d'une place de stationnement à compter du 1^{er} septembre 2016 auprès de la société EP1 Marseille gérée par la Société BNP Paribas.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal du Conseil de Territoire Marseille-Provence, sous-politique A 130, natures 6132, 614, 275.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 NOV. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

RECU LE
01.12.16
PAR 13

Décision n° 16/319/D

**Mission Elu : Jean-Pierre SERRUS : Assemblée générale du GART
(Groupement des Autorités Responsables de transport)**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 mars 2016 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Jean-Pierre Serrus est Vice-président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour la mobilité, les déplacements et les transports
- Que le GART est devenu un acteur incontournable de la Mobilité et un porte-parole efficace et reconnu des autorités organisatrices de transport.

DECIDE

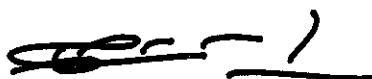
Article 1 :

Monsieur Jean-Pierre SERRUS me représentera à l'Assemblée Générale Ordinaire du GART prévue le 29 novembre 2016 à Paris.

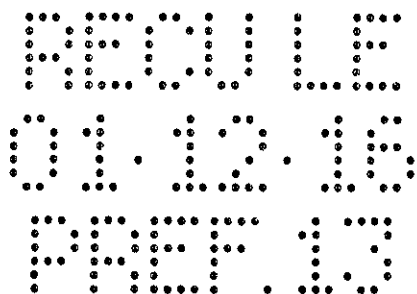
Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 NOV. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Convention d'amodiation parking "Mimosas" à Cassis, de Madame SIVADE -FREBOUT Francine, demeurant 20, Jules Steeg 33800 à Bordeaux, pour l'emplacement situé niveau - 2 n° 28;

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération du 17 mars 2016 HN 010-012/16/CM donnant délégations du Conseil de la Métropole, au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de délégation de service public (affermage) n°14026 notifié le 24 mars 2014 concernant la gestion des parkings de Cassis, Mimosas, Viguerie, et enclos Daudet, Madie, Bestouan.

PREAMBULE

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence gère dans le cadre d'un contrat de délégation de service public sous la forme d'affermage confié à la Société EFFIA STATIONNEMENT Cassis, le parking « Mimosas » sis rue Isnard à Cassis 13260. Ce contrat de délégation de service public prévoit la location longue durée de places de stationnement, sous la forme d'amodiations au sein de ce parc.

Les principales caractéristiques de l'amodiation sont les suivantes :

- Le contrat d'amodiation est consenti à un tiers pour une durée de 30 ans à compter de sa notification par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le prix par emplacement s'élève à 15 000 euros HT et 18 000 TTC ;
- Des charges d'entretien sont dues annuellement par le co-contractant, au délégataire EFFIA STATIONNEMENT Cassis ;

CONSIDÉRANT

- Que Francine SIVADE-FREBOUT souhaite souscrire un contrat d'amodiation au sein du parking « Mimosas » pour l'emplacement n° 28 situé au niveau -2.
- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence consent à l'intéressée la location longue durée au parking Mimosas sis rue Isnard 13260 Cassis, pour une durée de 30 ans, à compter de la notification du contrat ;

RECULE

- Que le montant de l'amodiation s'élève à 15 000 euros HT et 18 000 euros TTC. Ce montant est réglé en une seule fois par le co-contratant, à la Métropole d'Aix-Marseille Provence, qui est propriétaire du parking « Mimosas ».

PRESENTE DECIDE


Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à signer la convention d'amodiation avec Madame Francine SIVADE-FREBOUT demeurant 20, Jules Steeg 33800 à Bordeaux. Celle-ci est conclue pour une durée de 30 ans, à compter de la notification de la convention. Le montant de l'amodiation est fixé à 15 000 euros HT et 18 000 euros TTC. Le règlement s'effectuera par l'amodiataire, à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, avant la prise de possession de la place.

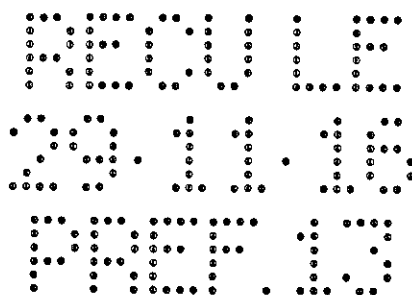
Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 NOV. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Régie de recettes de la piscine « Claude Jouve » à Berre l'Etang

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables,
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 16 novembre 2016,

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes pour la piscine « Claude Jouve » à Berre l'Etang en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la piscine « Claude Jouve » anciennement dénommée Régie de recettes de la piscine « Claude Jouve » à Berre l'Etang de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence ». Les recettes de la régie de la piscine « Claude Jouve » à Berre l'Etang s'impacteront sur l'Etat Spécial du Conseil de Territoire du Pays Salonais en fonction de la nature de la recette.

Article 2 :

Cette régie est installée à la piscine intercommunale « Claude Jouve » Avenue de l'hydravion – 13130 Berre L'Etang.

RECUEIL 2011-12 2012-13

Article 3 :

La régie encaisse les produits suivants :

- droits d'entrée du public dans l'enceinte de l'établissement nautique,
- redevances demandées pour la participation à des animations organisées par l'équipe de la gestion de la piscine,
- droits de mise à disposition d'espaces d'évolution de la natation (lignes d'eau, bassins, établissement).

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraire,
- chèques,
- cartes bancaires.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'une quittance.

Article 5 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR76 1007 1130 0000 0020 0587 783 BIC : TRPUFRP1 ouvert au nom de la régie de recettes de la piscine « Claude Jouve » à Berre l'Etang auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 6 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 7 :

Un fonds de caisse d'un montant de 150€ (cent cinquante euros) est mis à la disposition du régisseur.

Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 12 000€ (douze mille euros).

Article 9 :

Le régisseur est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 8.

Article 10 :

Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations de recettes perçues au minimum une fois par mois.

RECU LE
29.11.16
15h13

Article 11 :

Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

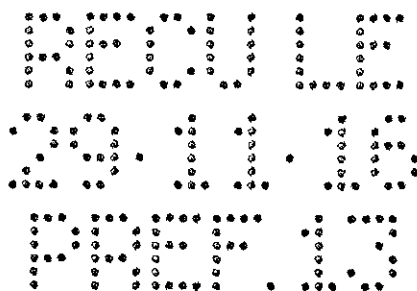
Article 14 :

Monsieur le président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 NOV. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Régie de recettes Autobus CPS

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix Marseille Provence,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables,
- La décision communautaire n°140/13 du 26 juin 2013 relative à l'appel d'offres ouvert pour un marché de services de transports urbains avec la société CarPostal,
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 16 novembre 2016,

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes pour les transports Autobus CPS en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la société CarPostal anciennement dénommée Régie de recettes Autobus CPS de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance dite « Agglopoie Provence ». Les recettes de la régie Autobus CPS s'impacteront sur le budget CT1 Transports, Activité CT3 en fonction de la nature de la recette.

REGIE

201116

PROVINCE

Article 2 :

Cette régie est installée au 839 rue du Ventadoiroi, ZI du Quintin, 13300 Salon de Provence.

Article 3 :

La régie encaisse les produits dûs par les usagers du service de transport urbain (titres de transports au tarif en vigueur, coût de duplicata, étuis et supports, frais de dossier).

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraire,
- chèques,
- virement,
- carte bancaire,
- prélèvement,
- mandat administratif.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'usager d'un ticket de vente.

Article 5 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR76 1007 1130 0000 0020 2038 515 BIC : TRPUFRP1 ouvert au nom de la régie de recettes Autobus CPS auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 6 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 7 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 25 000€ (vingt-cinq mille euros).

Article 8 :

Le régisseur est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 7.

Article 9 :

Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 10 :

Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

BOULE
201115
201115

Article 11 :

Le régisseur titulaire ne percevra pas d'indemnité de responsabilité, selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Le mandataire suppléant ne percevra pas d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 NOV. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

RECUEIL
2011-2015
PREF 10

Décision n° 16/323/D

Régie de recettes des transports scolaires – Saint-Chamas

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix Marseille Provence,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
 - La délibération n° HN 010-012/12/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 16 novembre 2016,

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes pour les transports scolaires à Saint-Chamas en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès du service des transports anciennement dénommée Régie de recettes des transports scolaires – Saint-Chamas de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence ». Les recettes de la régie des Transports scolaires – Saint-Chamas s'impacteront sur le budget CT1 Transports, Activité CT3 en fonction de la nature de la recette.



Article 2 :

Cette régie est installée à l'annexe de la Mairie, Place de l'Hôtel de Ville, 13250 Saint-Chamas.

Article 3 :

La régie encaisse les produits suivants :

- les titres de transports en vigueur (titre scolaire communautaire et titres occasionnels)
- coût de duplicata des supports en cas de perte ou de détérioration

Conformément aux dispositions du règlement intérieur des transports scolaires en cours de validité.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraire,
- chèques,
- mandat administratif.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'usager d'un ticket de vente.

Article 5 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 6 :

Un fonds de caisse d'un montant de quarante-cinq euros (45€) est mis à la disposition du régisseur.

Article 7 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à mille euros (1000€).

Article 8 :

Le régisseur est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 7.

Article 9 :

Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations de recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 10 :

Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

RECUE
29.11.16
13h30

Article 11 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

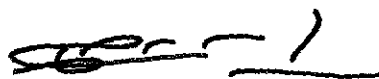
Article 12 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 NOV. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

RECUE
29.11.16
PRÉF. 10

Décision n°16/324/D

Régie de recettes des transports scolaires à l'antenne de Mallemort

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix Marseille Provence,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 16 novembre 2016,

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes pour les transports scolaires à l'antenne de Mallemort en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès du service des transports scolaires anciennement dénommée Régie de recettes des transports scolaires à l'antenne de Mallemort de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence ». Les recettes de la régie des transports scolaires à l'antenne de Mallemort s'impacteront sur le budget CT1 Transports, Activité CT3 en fonction de nature de la recette.

REGIE
2011
2013

Article 2 :

Cette régie est installée à l'antenne administrative située à Mallemort 13 370 – Pont de la Tour – BP 46.

Article 3 :

La régie encaisse les produits suivants :

- Les titres de transports en vigueur (titre scolaire communautaire et titres occasionnels),
 - Coût de duplicata des supports en cas de perte ou de détérioration,
- Conformément aux dispositions du règlement intérieur des transports scolaires en cours de validité.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraire,
- chèques,
- virement sur compte dépôt de fonds (mandat administratif),
- cartes bancaires.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'usager d'un ticket de vente.

Article 5 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR76 1007 1130 0000 0020 1243 794 BIC : TRPUFRP1 ouvert au nom de la régie de recettes des transports scolaires à l'antenne de Mallemort auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 6 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 7 :

Un fonds de caisse d'un montant de 100€ (cent euros) est mis à la disposition du régisseur.

Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 4 000€ (quatre mille euros).

Article 9 :

Le régisseur est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 8.

RECUE
20.11.16
M. GAUDIN

Article 10 :

Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations de recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 11 :

Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

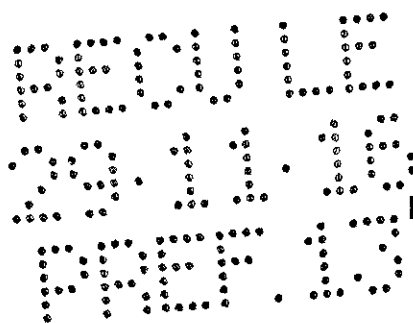
Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 NOV. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Régie de recettes transports scolaires – Lamanon

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix Marseille Provence,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM en date du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 16 novembre 2016,

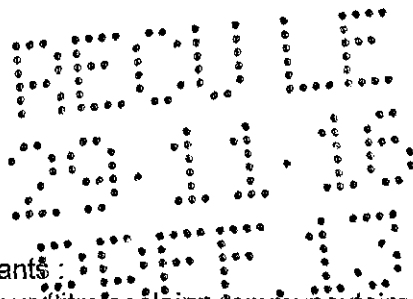
DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes pour les transports scolaires de Lamanon en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès du Service des transports scolaires anciennement dénommée Régie de recettes transports scolaires – Lamanon de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre Durance dite « Agglopoie-Provence ». Les recettes de la Régie transports scolaires – Lamanon s'impacteront sur le budget CT1 Transports, Activité CT3 en fonction de la nature de la recette.

Article 2 :

Cette régie est installée à l'Hôtel de Ville, 13113 Lamanon.



Article 3 :

La régie encaisse les produits suivants :

- les titres de transports en vigueur (titre scolaire communautaire et titres occasionnels)
- coût de duplicata des supports en cas de perte ou de détérioration

Conformément aux dispositions du règlement intérieur des transports scolaires en cours de validité.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraire,
- chèques,
- mandat administratif.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'usager d'un ticket de vente.

Article 5 :

L'intervention de mandataires suppléants a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 6 :

Un fonds de caisse d'un montant de 100€ (cent euros) est mis à la disposition du régisseur.

Article 7 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 2 000€ (deux mille euros).

Article 8 :

Le régisseur est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 7.

Article 9 :

Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations de recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 10 :

Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

RECUEIL
2011-2016
N° 13


Article 12 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 NOV. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

16 / 326 / 01

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDÉS

Numéro d'opération :
2016130550062

N° SIREN du maître d'ouvrage
662620079

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire
CU Marseille Provence Métropole

N° de décision
20161305500084

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13043 Gignac-la-Nerthe

Exercice
2016

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : GIGNAC - Figuerolles- la clé des champs
Avenue François Mitterrand
13180 Gignac-la-Nerthe

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	11 960,00	0,16%
Subvention Département	300 000,00	4,05%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	153 000,00	2,07%
Sous-total Subventions	464 960,00	6,28%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	3 697 356,00	49,97%
Prêt CDC foncier	2 447 942,00	33,08%
Sous-total Prêts	6 145 298,00	83,05%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	788 816,00	10,66%
Sous-total Fonds Propres	788 816,00	10,66%
Total du Financement (I + II + III)	7 399 074,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	209 800,00	8,51%
Subvention Département	0,00	0,00%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	60 000,00	2,43%
Sous-total Subventions	269 800,00	10,94%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 207 345,00	48,97%
Prêt CDC foncier	747 499,00	30,32%
Sous-total Prêts	1 954 844,00	79,29%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	240 872,00	9,77%
Sous-total Fonds Propres	240 872,00	9,77%
Total du Financement (I + II + III)	2 465 516,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	300 000,00	3,04%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	213 000,00	2,16%
Subvention Etat	221 760,00	2,25%
Sous-total Subventions	734 760,00	7,45%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	4 904 701,00	49,72%
Prêt CDC foncier	3 195 441,00	32,39%
Sous-total Prêts	8 100 142,00	82,11%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 029 688,00	10,44%

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

RECUE
2013-13
PROJ. 13

16 / 327 / 0

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550028

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500083

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13213 Marseille - 13e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : Résidence le Grand Verger

1 PLAI AA

Résidence Le Grand Verger

79 rue de la Maurelle

13013 Marseille

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	13 200,00	10,74%
Subvention Département	12 291,00	10,00%
Conseil Régional	25 500,00	20,75%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	3 000,00	2,44%
Ville de Marseille	5 000,00	4,07%
Subvention Autres	12 291,00	10,00%
Sous-total Subventions	71 282,00	58,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	25 557,00	20,79%
Prêt CDC foncier	18 069,00	14,70%
Sous-total Prêts	43 626,00	35,49%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	8 000,00	6,51%
Sous-total Fonds Propres	8 000,00	6,51%
Total du Financement (I + II + III)	122 908,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	122 908,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 110 905,30 €

Aide : PLA-I

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	1	64,90 m²
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	64,90 m²
Assiette *	:	110 905,30 €
Taux de subvention	:	11,90 %
SUBVENTION	:	13 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	64,90 m²
Assiette : 110 905,30 €	SUBVENTION :	13 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	11,90 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 13 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.

18 272,74 €

Décision No : 20161305500083

Page : 3/4

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16 / 328 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Numéro d'opération :

2016130550065

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500079

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

Exercice

2016

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : Résidence Saint Yves - Logement n°81 - 1PLAI
10 Traverse de l'Huilerie Nouvelle
13014 Marseille

ARTICLE 7.

Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

18 NOV. 2016

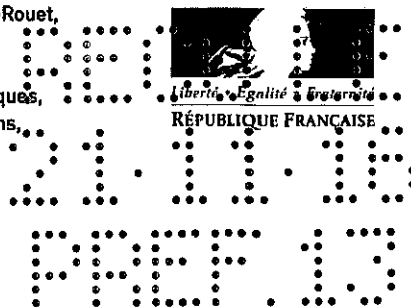


Prix de revient H.T.	109 806,96 €
Montant de la TVA	1.360,04 €
Prix de revient TTC	111 167,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	1 721,12 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



16 / 329 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550027

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500080

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : Residence Saint Yves - Logt 12 - 1PLAI

1 PLAI AA

Résidence Saint Yves

10 Traverse de l'Huilerie Nouvelle

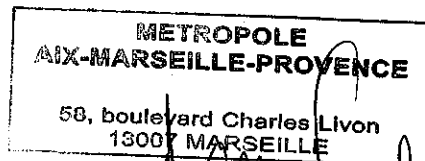
13014 Marseille

RECUE
21.11.16
17.15

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 NOV. 2016



[Handwritten signature]

[Handwritten flourish]

Prestations intellectuelles et frais

10 356,00 €

Prix de revient H.T.

107 921,87 €

Montant de la TVA

1 934,13 €

Prix de revient TTC

109 856,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

763,90 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

16 / 330 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDÉS

Numéro d'opération :
2015130550165

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500078

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13215 Marseille - 15e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : COEUR FABRETTES
402 AVENUE DE SAINT ANTOINE
13015 MARSEILLE

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	68 600,00	6,57%
Ville de Marseille	42 000,00	4,02%
Sous-total Subventions	110 600,00	10,58%
II - Partie Prêts		
1%.	0,00	0,00%
Prêt CDC logement	433 203,00	41,46%
Prêt CDC foncier	344 170,00	32,94%
Sous-total Prêts	777 373,00	74,40%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	156 918,00	15,02%
Sous-total Fonds Propres	156 918,00	15,02%
Total du Financement (I + II + III)	1 044 891,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Ville de Marseille	102 000,00	3,98%
Sous-total Subventions	102 000,00	3,98%
II - Partie Prêts		
1%.	240 000,00	9,36%
Prêt CDC logement	1 063 204,00	41,46%
Prêt CDC foncier	844 692,00	32,94%
Sous-total Prêts	2 147 896,00	83,76%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	314 563,00	12,27%
Sous-total Fonds Propres	314 563,00	12,27%
Total du Financement (I + II + III)	2 564 459,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Ville de Marseille	144 000,00	3,99%
Subvention Etat	68 600,00	1,90%
Sous-total Subventions	212 600,00	5,89%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 496 407,00	41,46%
Prêt CDC foncier	1 188 862,00	32,94%
1%.	240 000,00	6,65%
Sous-total Prêts	2 925 269,00	81,05%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	471 481,00	13,06%

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

POULE
21.11.16
PREF 13

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

16 / 331 / D

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carpien-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Marignas, ...
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Maignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550061

N° SIREN du maître d'ouvrage

058811670

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500077

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13213 Marseille - 13e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : Le Clos Louisa II - 27 PLUS / 12 PLAI
18 av fournaclé
13013 Marseille

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	9 200,00	0,24%
Ville	162 000,00	4,20%
Sous-total Subventions	171 200,00	4,44%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 260 331,00	32,69%
Prêt CDC logement	1 479 115,00	38,37%
1%.	455 000,00	11,80%
Sous-total Prêts	3 194 446,00	82,87%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	489 280,00	12,69%
Sous-total Fonds Propres	489 280,00	12,69%
Total du Financement (I + II + III)	3 854 926,00	

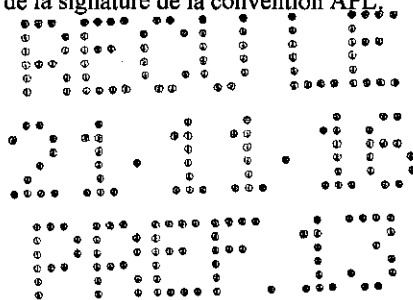
Aide : PLAII

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	121 280,00	7,21%
Ville	72 000,00	4,28%
Sous-total Subventions	193 280,00	11,48%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	550 346,00	32,70%
Prêt CDC logement	570 571,00	33,90%
1%.	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	1 120 917,00	66,61%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	368 720,00	21,91%
Sous-total Fonds Propres	368 720,00	21,91%
Total du Financement (I + II + III)	1 682 917,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Ville	234 000,00	4,23%
Subvention Etat	130 480,00	2,36%
Sous-total Subventions	364 480,00	6,58%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 049 686,00	37,01%
Prêt CDC foncier	1 810 677,00	32,70%
1%.	455 000,00	8,22%
Sous-total Prêts	4 315 363,00	77,92%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	858 000,00	15,49%

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignat-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Maignane, Marseille, Plan-de-Côques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victor, Saussat-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16 / 332 / D

DÉCISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550017

N° SIREN du maître d'ouvrage

060804770

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. LOGIREM

111 bd national

BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500081

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13002 Allauch

Exercice

2016

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : IMPASSE DE LA CALADE COEUR RESTANQUES 18 LLS
13 PLUS / 5 PLAI
Quartier le Grand Puits
Impasse de la Calade
13190 ALLAUCH

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	1 840,00	0,10%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	27 000,00	1,40%
Sous-total Subventions	28 840,00	1,49%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	622 273,00	32,22%
Prêt CDC foncier	673 409,00	34,86%
1%.	240 000,00	12,43%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	105 000,00	5,44%
Sous-total Prêts	1 640 682,00	84,94%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	262 000,00	13,56%
Sous-total Fonds Propres	262 000,00	13,56%
Total du Financement (I + II + III)	1 931 522,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	51 760,00	7,53%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	27 000,00	3,93%
Sous-total Subventions	78 760,00	11,46%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	140 808,00	20,50%
Prêt CDC foncier	205 405,00	29,90%
1%.	0,00	0,00%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	346 213,00	50,40%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	262 000,00	38,14%
Sous-total Fonds Propres	262 000,00	38,14%
Total du Financement (I + II + III)	686 973,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	54 000,00	2,06%
Subvention Etat	53 600,00	2,05%
Sous-total Subventions	107 600,00	4,11%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	763 081,00	29,14%
Prêt CDC foncier	878 814,00	33,56%
1%.	240 000,00	9,17%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	105 000,00	4,01%

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

LE
EILLE
NCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16 / 333 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550004

N° SIREN du maître d'ouvrage

775690944

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

Immeuble Anthémis

118 bd marius vivier merle

69003 Lyon

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500082

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13208 Marseille - 8e arrondissement

Exercice

2016

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : 106 PLS - MARSEILLE BONNEVEINE - 8EME

97-105 rue Zenatti

13008 MARSEILLE

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
PEEC SNCF	254 681,00	1,53%	
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	8 473 268,00	51,00%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	4 563 451,00	27,47%	1,86%
Sous-total Prêts	13 291 400,00	80,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	3 322 850,00	20,00%	
Sous-total Fonds Propres	3 322 850,00	20,00%	
Total du Financement (I + II + III)	16 614 250,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	16 614 250,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

106

7 369,00 m²

Logements « Individuel »

Taux pour le financement des logements « PLS »

106

7 369,00 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 106

Surface utile :

7 369,00 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	14 746 000,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 590 000,00 €
Prestations intellectuelles et frais	159 000,00 €
Prix de revient H.T.	16 495 000,00 €
Montant de la TVA	119 250,00 €
Prix de revient TTC	16 614 250,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 254,61 €

RECUE
29.11.16
PRÉF. 13

Décision n° 16/334/D

Mission Elu métropolitain : Roland MOUREN - Salon Pollutec - Lyon

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Roland MOUREN est Vice-président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour la Propreté et les Déchets
- Le salon Pollutec facilite la rencontre des professionnels autour des solutions innovantes et des nouvelles thématique environnementales.

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Roland MOUREN se rendra à Lyon le 1er décembre 2016 pour la visite du salon international Pollutec.

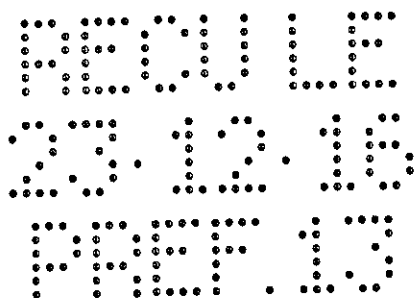
Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 NOV. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Mandat spécial à Monsieur François BERNARDINI, Vice-Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Président du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence, pour se rendre à Paris dans le cadre du dossier "Projet métropolitain" et rencontre avec la Société QUECHEN

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite mettre en place une politique innovante de développement économique et favoriser l'implantation de projets pourvoyeurs d'emplois ;
- Que dans le cadre de son mandat de Vice-président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence entend missionner Monsieur François BERNARDINI afin qu'il puisse se rendre à PARIS dans le cadre du dossier «Projet métropolitain» et rencontre avec la Société QUECHEN le 17 novembre 2016.

DECIDE

Article 1 :

Est donné mandat spécial à Monsieur François BERNARDINI, Vice-président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Président du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence, afin qu'il puisse se rendre à PARIS dans le cadre du dossier «Projet métropolitain» et rencontre avec la Société QUECHEN le 17 novembre 2016.

Article 2 :

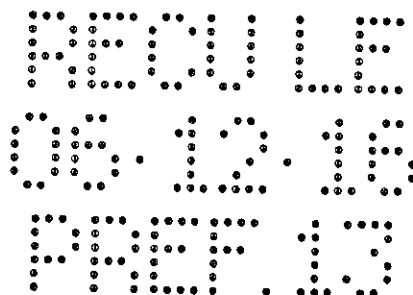
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le **22 DEC. 2016**

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN





Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet VEDESI pour défendre les intérêts de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'une requête présentée par la Société des Eaux de Marseille demandant une indemnisation suite à l'expiration anticipée de la convention de délégation de service public de distribution d'eau potable dont elle était le délégataire sur le territoire de la commune de Berre l'Etang.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La décision 161/13 du 19 février 2013 du SAN OUEST PROVENCE approuvant le marché de conseil juridique et représentation en justice (n°12SC1001) conclu avec la SCP d'avocats VEDESI
- La requête présentée par la société des Eaux de Marseille, déposée devant le Tribunal Administratif de Marseille (1607739-3) demandant une indemnisation suite à l'expiration anticipée de la convention de délégation de service public de distribution d'eau potable dont elle était le délégataire sur le territoire de la commune de Berre l'Etang.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n° 1607739-3 et d'être représenté dans cette affaire par la SCP VEDESI, Cabinet d'avocats, 28 rue d'Enghien 69002 Lyon.

RECUE
05.12.16

Article 2 :

La prise en charge des honoraires dus à la SCP VEDESI, pour représenter la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier.


Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

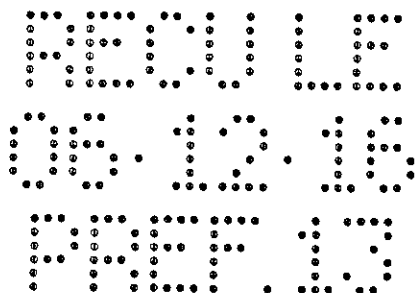
Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 DEC. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet BISMUTH pour défendre les intérêts de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'une requête présentée par Madame Isabelle GABANOU demandant l'annulation de la décision du 11 juillet 2016 relative au changement d'affectation de l'agent au sein de la Direction de l'Innovation Numérique et des Systèmes d'Information.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 159/13 en date du 19 février 2013 approuvant le marché de conseil juridique et représentation en justice (n° 12SC1003) conclu avec le Cabinet BISMUTH ;
- La requête présentée par Madame Isabelle GABANOU, déposée devant le Tribunal Administratif de Marseille (1608582-7) demandant l'annulation de la décision du 11 juillet 2016 relative au changement d'affectation de l'agent au sein de la Direction de l'Innovation Numérique et des Systèmes d'Information.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n° 16008582-7 et d'être représenté dans cette affaire par le Cabinet BISMUTH, 13 Rue Roux de Brignoles, 13006 Marseille.

RECEVU

05.12.16

Article 2 :

La prise en charge des honoraires dus au Cabinet BLOMUTH, pour représenter la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier.

Article 3 :

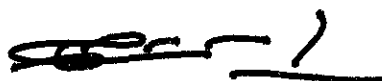
Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

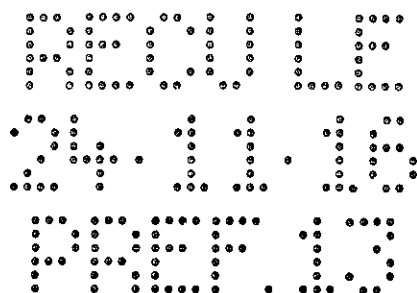
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

02 DEC. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



**Décision du Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence de contracter
un emprunt de 41,5M€ auprès de l'Agence France Locale**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 relative à la mise en œuvre de l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et portant délégation de compétences
- La délibération n°HN013-146/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation d'attribution au Président de la Métropole d'Aix Marseille Provence en matière d'emprunt ;
- La délibération n°HN027-160/16/CM du 28 avril 2016 approuvant le budget primitif 2016 de la métropole;

CONSIDÉRANT

Que la Métropole a pris connaissance de tous les termes de l'offre de financement en date du 7 novembre 2016 établie par l'Agence France Locale, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2016,

DECIDE

Article 1 :

Est signé le contrat de prêt avec l'Agence France Locale dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissements 2016
Montant	41 500 000 €
Durée	15 ans et 1 mois

REUVE

Taux d'intérêt	Euribor 3 Mois + 0,75 %
Mode d'amortissement	Trimestriel, linéaire
Base de calcul	Exact/360
Indemnités de remboursements anticipés	Si le taux d'intérêt contractuel de la Tranche ou du Crédit concerné est un index variable assorti de la Marge Totale, l'indemnité de remboursement anticipé à acquitter par l'Emprunteur, le cas échéant, est égale à la différence, si celle-ci est positive, entre la valeur actuelle de la Marge Totale appliquée à l'échéancier résiduel sur la période contractuelle restant à couvrir, et la valeur actuelle de la Marge de Réemploi à la date du remboursement, appliqué à l'échéancier résiduel sur la même période. L'actualisation est effectuée sur la base de la courbe des swaps telle que décrite ci-après.
Commissions et frais	Néant

Article 2:

Sont dédiés entièrement les fonds provenant de ce prêt soit 41 500 000 €, au financement des investissements 2016 du budget principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 3:

Est signé l'ensemble de la documentation financière afférent à l'emprunt.

Article 4:

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt.

Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les frais liés à l'emprunt seront imputés au compte 627.

Article 5:

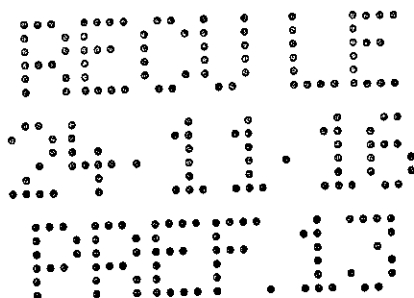
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

24 NOV. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision du Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence de contracter un emprunt de 18,5M€ auprès de l'Agence France Locale

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n°HN013-146/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation d'attribution au Président de la Métropole d'Aix Marseille Provence en matière d'emprunt ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN027-160/16/CM du 28 avril 2016 approuvant le budget primitif 2016 de la métropole ;

CONSIDÉRANT

Que la Métropole a pris connaissance de tous les termes de l'offre de financement en date du 7 novembre 2016 établie par l'Agence France Locale, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2016,

DECIDE

Article 1 :

Est signé le contrat de prêt avec l'Agence France Locale dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissements 2016
Montant	18 500 000 €
Durée	10 ans et 1 mois.
Taux d'intérêt	Euribor 3 Mois + 0,63 %

ANNEXE

Mode d'amortissement	Trimestriel, linéaire
Base de calcul	Exact/360
Indemnités de remboursements anticipés	Si le taux d'intérêt contractuel de la Tranche ou du Crédit concerné est un index variable assorti de la Marge Totale, l'indemnité de remboursement anticipé à acquitter par l'Emprunteur, le cas échéant, est égale à la différence, si celle-ci est positive, entre la valeur actuelle de la Marge Totale appliquée à l'échéancier résiduel sur la période contractuelle restant à couvrir, et la valeur actuelle de la Marge de Réemploi à la date du remboursement, appliqué à l'échéancier résiduel sur la même période. L'actualisation est effectuée sur la base de la courbe des swaps telle que décrite ci-après.
Commissions et frais	Néant

Article 2 :

Sont dédié entièrement les fonds provenant de ce prêt soit 18 500 000 €, au financement des investissements 2016 du budget principal de la Métropole d'Aix-Marseille Provence.

Article 3 :

Est signé l'ensemble de la documentation financière afférent à l'emprunt.

Article 4 :

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les frais liés à l'emprunt seront imputés au compte 627.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

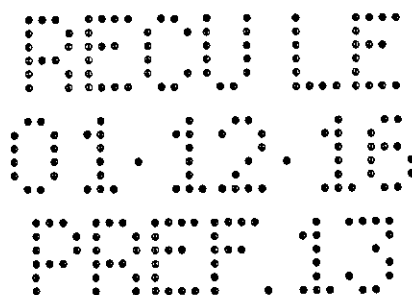
Fait à Marseille, le

24 NOV. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Décision de délégation du Droit de Prémption Urbain au profit de la SOLEAM d'un bien situé 22 rue Tapis Vert 13001 Marseille dans le cadre de l'opération d'aménagement Grand Centre Ville.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L 300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement « Grand Centre Ville » n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° RNOV 002-771/12/CC du 14 décembre 2012 approuvant le plan local de l'Habitat de Marseille Provence Métropole 2012-1018
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le Droit de Prémption ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FCT 008-1029/02/CC du 19 février 2009 approuvant le projet Centre Ville – orientations générales sur la Commune de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° EPPS 004-1703/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant l'instauration et l'exercice du Droit de Prémption Urbain et du droit de Prémption Urbain Renforcé sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- La délibération n° URB 023-638/16/CM du 30 juin 2016 approuvant les conditions d'exercice du droit de prémption urbain et du droit de prémption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La déclaration d'intention d'aliéner DA 13201 16 0355 reçue le 18 octobre 2016.

REOUVERTURE DE LA MÉTROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE CONSIDÉRANT :

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire au renouvellement urbain d'îlots obsolètes et à la requalification du tissu dégradé par restructuration d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés ainsi que 20 000 m² de locaux d'activité et d'équipements ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'afin de mener à bien ces engagements, la Ville de Marseille avait concédé à la SOLEAM, l'opération d'aménagement dite « Grand Centre Ville » transférée au 21 décembre 2015 à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence afin de permettre le traitement de réhabilitation – restructuration d'îlots urbains complets.

DECIDE

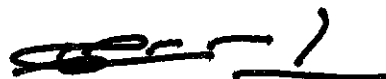
Article 1 :

Le Droit de Préemption Urbain est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition du lot n° 18 dépendant de l'immeuble situé au 22 rue Tapis Vert 13001 Marseille, cadastré 801 D 290 d'une superficie de 32,57 m² appartenant au Groupement de Marchands de Biens Provençaux (GMBP), relevant du champ de compétence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

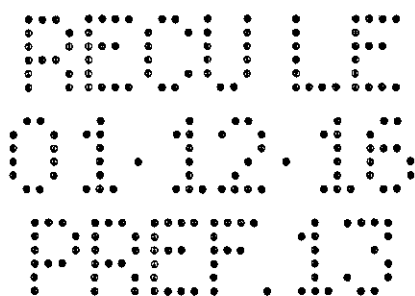
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 NOV. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Décision de délégation du Droit de Préemption Urbain Renforcé au profit de la SOLEAM d'un bien situé 24 rue des Petites Maries 13001 Marseille dans le cadre de l'opération d'aménagement Grand Centre Ville.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L 300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement « Grand Centre Ville » n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° RNOV 002-771/12/CC du 14 décembre 2012 approuvant le plan local de l'Habitat de Marseille Provence Métropole 2012-1018 ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le Droit de Préemption ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FCT 008-1029/02/CC du 19 février 2009 approuvant le projet Centre Ville – orientations générales sur la Commune de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° EPPS 004-1703/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant l'instauration et l'exercice du Droit de Préemption Urbain et du droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- La délibération n° URB 023-638/16/CM du 30 juin 2016 approuvant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

RECUE

DE LA

• La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

DE LA

• La déclaration d'intention d'aliéner DA 13201 16 0361 reçue le 21 octobre 2016.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire au renouvellement urbain d'îlots obsolètes et à la requalification du tissu dégradé par restructuration d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés ainsi que 20 000 m² de locaux d'activité et d'équipements ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'afin de mener à bien ces engagements, la Ville de Marseille avait concédé à la SOLEAM, l'opération d'aménagement dite « Grand Centre Ville » transférée au 21 décembre 2015 à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence afin de permettre le traitement de réhabilitation – restructuration d'îlots urbains complets.

DECIDE

Article 1 :

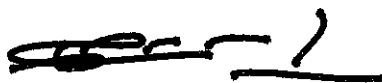
Le Droit de Préemption Urbain est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de l'immeuble situé au 24 rue des Petites Maries 13001 Marseille, cadastré 801 B 106 d'une superficie de 182 m² appartenant à Madame BONIFAY, relevant du champ de compétence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

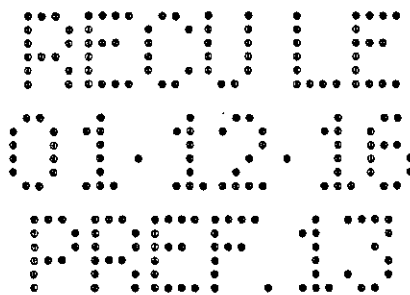
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

30 NOV. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Décision de délégation du Droit de Préemption Urbain Renforcé au profit de la SOLEAM d'un bien situé 32 rue des Dominicaines 13001 Marseille dans le cadre de l'opération d'aménagement Grand Centre Ville.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L 300-1 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner DA 13201 16 0360 reçue le 20 octobre 2016.
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement « Grand Centre Ville » n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° RNOV 002-771/12/CC du 14 décembre 2012 approuvant le plan local de l'Habitat de Marseille Provence Métropole 2012-1018 ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le Droit de Préemption ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FCT 008-1029/02/CC du 19 février 2009 approuvant le projet Centre Ville – orientations générales sur la Commune de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° EPPS 004-1703/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant l'instauration et l'exercice du Droit de Préemption Urbain et du droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- La délibération n° URB 023-638/16/CM du 30 juin 2016 approuvant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;

DECIDE

- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016, relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-17/03/16 CM du 17 mars 2016, portant délégation du Conseil de Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire au renouvellement urbain d'îlots obsolètes et à la requalification du tissu dégradé par restructuration d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés ainsi que 20 000 m² de locaux d'activité et d'équipements ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'afin de mener à bien ces engagements, la Ville de Marseille avait concédé à la SOLEAM, l'opération d'aménagement dite « Grand Centre Ville » transférée au 21 décembre 2015 à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence afin de permettre le traitement de réhabilitation – restructuration d'îlots urbains complets.

DECIDE

Article 1 :

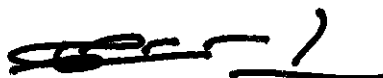
Le Droit de Préemption Urbain est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de l'immeuble situé au 32 rue des Dominicaines Marseille 1^{er}, cadastré 801 C 41 d'une superficie de 146 m² appartenant à Monsieur BAALI Zekri, relevant du champ de compétence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

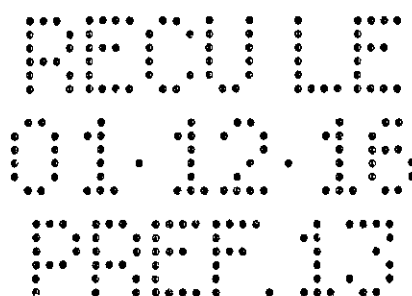
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

30 NOV. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



**Décision de délégation du Droit de Préemption Urbain Renforcé au profit de la
SOLEAM d'un bien situé 70 rue Longue des Capucins 13001 Marseille dans le
cadre de l'opération d'aménagement Grand Centre Ville.**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L 300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement « Grand Centre Ville » n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner DA 13201 16 0364 reçue le 25 octobre 2016
- La délibération du Conseil de Communauté n° RNOV 002-771/12/CC du 14 décembre 2012 approuvant le plan local de l'Habitat de Marseille Provence Métropole 2012-1018 ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le Droit de Préemption ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FCT 008-1029/02/CC du 19 février 2009 approuvant le projet Centre Ville – orientations générales sur la Commune de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° EPPS 004-1703/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant l'instauration et l'exercice du Droit de Préemption Urbain et du droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- La délibération n° URB 023-638/16/CM du 30 juin 2016 approuvant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;

RECU

- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire au renouvellement urbain d'îlots obsolètes et à la requalification du tissu dégradé par restructuration d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés ainsi que 20 000 m² de locaux d'activité et d'équipements ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'afin de mener à bien ces engagements, la Ville de Marseille avait concédé à la SOLEAM, l'opération d'aménagement dite « Grand Centre Ville » transférée au 21 décembre 2015 à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence afin de permettre le traitement de réhabilitation – restructuration d'îlots urbains complets.

DECIDE

Article 1 :

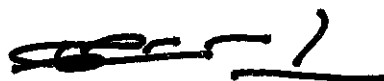
Le Droit de Préemption Urbain est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de l'immeuble situé au 70 rue Longue des Capucins 13001 Marseille, cadastré 801 B 112 d'une superficie de 187 m² appartenant aux Consorts GENTA – SCIRE, relevant du champ de compétence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

30 NOV. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

RECUE
01.10.16
PRÉF 13

Décision n° 16/344/D

**Décision du Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence de contracter
un emprunt de 13,7M€ auprès de La Banque Postale**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN013-146/16/CM conseil métropolitain du 28 avril 2016 portant délégation d'attribution au Président de la Métropole d'Aix Marseille Provence en matière d'emprunt ;
- La délibération n°HN027-160/16/CM conseil métropolitain du 28 avril 2016 approuvant le budget primitif pour l'année 2016 ;
- L'arrêté n°16/119/CM du 8 avril 2016 donnant délégation de fonction à Monsieur Roland Blum, Vice-Président aux Finances de la Métropole d'Aix Marseille Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a pris connaissance de tous les termes de l'offre de financement en date du 18 novembre 2016 établie par La Banque Postale, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2016

DECIDE

Article 1 :

Est signé le contrat de prêt avec La Banque Postale dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissements 2016
Score Gissler	1A
Montant du prêt	13 700 000 €

REOUVERTE

Durée	20 ans et 1 mois
Versement des fonds	23/12/2016
Taux d'intérêt maximum	1,25%
Périodicité	Trimestrielle
Mode d'amortissement	Constant.
Base de calcul	Mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours.
Remboursement anticipé	Possible à une date d'échéance d'intérêts moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle. Préavis : 50 jours calendaires
Commissions d'engagement	0,10% du montant du contrat de prêt.

Article 2:

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 13 700 000 € pour:

- 3 400 000 € au financement des investissements du Budget Annexe Eau du territoire d'Istres-Ouest Provence ;
- 6 600 000 € au financement des investissements du Budget Annexe Assainissement du territoire d'Istres-Ouest Provence ;
- 3 700 000€ au financement des investissements du Budget Principal.

Article 3:

Est donné à Monsieur Roland Blum, Vice-Président aux Finances, délégation pour toper les conditions définitives du tirage à « Taux fixe » visés à l'article 1 de la présente décision ainsi que de signer les confirmations correspondantes.

Le contrat sera lui signé par le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Monsieur Jean-Claude Gaudin.

Article 4:

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt.

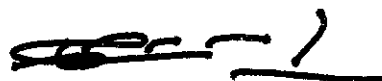
Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les frais liés à l'emprunt seront imputés au compte 627.

Article 5:

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

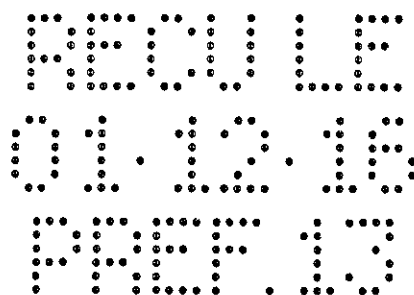
Fait à Marseille, le

30 NOV. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



**Décision du Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence de contracter
un emprunt de 16,3M€ auprès de La Banque Postale**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN013-146/16/CM conseil métropolitain du 28 avril 2016 portant délégation d'attribution au Président de la Métropole d'Aix Marseille Provence en matière d'emprunt ;
- La délibération n°HN027-160/16/CM conseil métropolitain du 28 avril 2016 approuvant le budget primitif pour l'année 2016 ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°16/119/CM du 8 avril 2016 donnant délégation de fonction à Monsieur Roland Blum, Vice-Président aux Finances de la Métropole d'Aix-Marseille Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a pris connaissance de tous les termes de l'offre de financement en date du 18 novembre 2016 établie par La Banque Postale, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2016,

DECIDE

Article 1 :

Est signé le contrat de prêt avec La Banque Postale dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissements 2016
-------	---

PRÊT

Score Gissler	1A
Montant du prêt	16 300 000 €
Durée	15 ans et 11 mois
Versement des fonds	23/12/2016
Taux d'intérêt maximum	1,02 %
Périodicité	Trimestrielle
Mode d'amortissement	Constant
Base de calcul	Mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours.
Remboursement anticipé	Possible à une date d'échéance d'intérêts moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle. Préavis : 50 jours calendaires
Commissions d'engagement	0,10% du montant du contrat de prêt.

Article 2:

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 16 300 000 € pour :

- 11 000 000 € au financement des investissements du Budget Annexe Collecte du territoire de Marseille-Provence ;
- 5 000 000 € au financement des investissements du Budget Annexe Port du territoire de Marseille-Provence ;
- 300 000 € au financement des investissements du Budget Annexe Entreprises du territoire d'Istres-Ouest Provence.

Article 3:

Est donné à Monsieur Roland Blum, Vice-Président aux Finances, la délégation pour toper les conditions définitives du tirage à « Taux fixe » visés à l'article 1 de la présente décision ainsi que de signer les confirmations correspondantes.

Le contrat sera lui signé par le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence, Monsieur Jean-Claude Gaudin.

Article 4:

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt.

Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les frais liés à l'emprunt seront imputés au compte 627.

RECUE

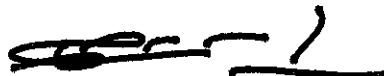
Article 5:

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

RECUE

Fait à Marseille, le

30 NOV. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu, Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu les articles R1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération du Conseil de Métropole du 17 mars 2016 n° HN 010-012/16/CM autorisant le Président à signer le transfert des régies préexistantes avant la fusion des EPCI au 1^{er} janvier 2016,

Vu l'article 6 de l'arrêté constitutif de la régie créant des sous-régies de recettes auprès du service des déplacements transports, et infrastructures du territoire du Pays d'Aix,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 30 mai 2016 ;

ARTICLE 5 – Le montant maximum de l'encaisse que les mandataires sont autorisés à conserver est estimé à 10 000 €.

ARTICLE 6 – Les mandataires sont tenus de verser le montant de l'encaisse au régisseur dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 5 et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 7 – Les mandataires versent auprès du régisseur la totalité des justificatifs des opérations de recettes et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 8 – Le Président de la Métropole d'Aix Marseille Provence et le comptable assignataire de la Recette des finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

23 NOV. 2016



Le Président de la Métropole d'Aix Marseille Provence,

16 / 3 4 7 / 0

11.16

DÉCISION DE CRÉATION D'UNE RÉGIE DE RECETTES N°

13

Le Président de la Métropole d'Aix Marseille Provence,

Ancien Ministre,

Vice-Président du Sénat,

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu, Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu les articles R1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération du Conseil de Métropole du 17 mars 2016 n° HN 010-012/16/CM autorisant le Président à signer le transfert des régies préexistantes avant la fusion des EPCI au 1^{er} janvier 2016,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 30 mai 2016 ;

ARTICLE 11 - Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 - Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 - Le Président de la Métropole d'Aix Marseille Provence et le comptable assignataire de la Recette des finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

23 NOV. 2016



Le Président de la Métropole d'Aix Marseille Provence,

DÉCISION DE CRÉATION D'UNE RÉGIE DE RECETTES N° 167348/D

**Le Président de la Métropole d'Aix Marseille Provence,
Ancien Ministre,
Vice-Président du Sénat,**

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu, Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu les articles R1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération du Conseil de Métropole du 17 mars 2016 n° HN 010-012/16/CM autorisant le Président à créer des régies comptables,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 31 mai 2016 ;

ARTICLE 8 – Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 150 000 € dont 15 000 € de numéraires.

RECETTE

ARTICLE 9 - Le régisseur est tenu de verser au Trésor Public de la recette des finances de Marseille le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 8 et au minimum une fois par mois.

DEPENSES

ARTICLE 10 - Le régisseur verse auprès du Trésor Public de la recette des finances de Marseille la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois.


ARTICLE 11 - Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 – Le régisseur ne percevra pas d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 - Le mandataire suppléant ne percevra pas d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 – Le Président de la Métropole d'Aix Marseille Provence et le comptable assignataire de la Recette des finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 NOV. 2016



Le Président de la Métropole d'Aix Marseille Provence,

Aix-en-Provence le
24.11.16
Préf. 13

DÉCISION DE CRÉATION DE SOUS REGIES DE RECETTES N° 16 / 349 / D

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu, Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu les articles R1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération du Conseil de Métropole du 17 mars 2016 n° HN 010-012/16/CM autorisant le Président à créer des régies comptables,

Vu l'article 6 de l'arrêté constitutif de la régie créant des sous-régies de recettes auprès du service des déplacements, transports et infrastructures du territoire du Pays d'Aix,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 31 mai 2016 ;

ARTICLE 4 - Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- 1° Chèque bancaire
- 2° Numéraire
- 3° Virement
- 4° Mandat cash
- 5° Carte bancaire
- 6° Carte bancaire sans contact
- 7° Smart-phone

RECETTE
24.11.16
MAY 13

Elles sont perçues contre remise à l'usage de titres de transport valables sur le réseau de transports publics du Territoire du Pays d'Aix.

ARTICLE 5 – Le montant maximum de l'encaisse que les mandataires sont autorisés à conserver est estimé à 4 000 €.

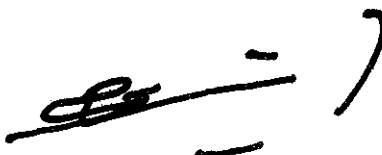
ARTICLE 6 – Les mandataires sont tenus de verser le montant de l'encaisse au régisseur dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 5 et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 7 - Les mandataires versent auprès du régisseur la totalité des justificatifs des opérations de recettes et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 8 – Le Président de la Métropole d'Aix Marseille Provence et le comptable assignataire de la Recette des finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

23 NOV. 2016



Le Président de la Métropole d'Aix Marseille Provence,

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, ...
Ensuès-la-Rédonne, Gemenos, Gignac-la-Nerthe, ...
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16 / 350 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2015130550121

N° SIREN du maître d'ouvrage

314046004

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. D'HLM LOGIS MEDITERRANEE

176 av jules cantini

13008 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500093

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13203 Marseille - 3e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : Logis med - Îlot Hoche Caire - 20 PLS

10-16 rue Hoche

rue Caire

13003 MARSEILLE

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	1 693 598,94	59,47%	1,86%
CDC foncier PLS	834 158,77	29,29%	1,86%
1%.	200 000,00	7,02%	
Sous-total Prêts	2 727 757,71	95,79%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	120 000,00	4,21%	
Sous-total Fonds Propres	120 000,00	4,21%	
Total du Financement (I + II + III)	2 847 757,71	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	2 847 757,71		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

20

1 240,99 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

20

1 240,99 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 20

Surface utile :

1 240,99 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	790 671,82 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 809 852,98 €
Prestations intellectuelles et frais	98 771,61 €
Prix de revient H.T.	2 699 296,41 €
Montant de la TVA	148 461,30 €
Prix de revient TTC	2 847 757,71 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 294,75 €

16135170
DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550047

N° SIREN du maître d'ouvrage

305918732

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

NEOLIA

NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches

CS 75267

25200 MONTBELIARD

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500088

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13202 Marseille - 2e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : N-MARSEILLE-12 Rue du Chevalier Roze-32 PLS
12 Rue du Chevalier Roze
13002 MARSEILLE

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quantités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	1 792 719,00	100,00%	1,86%
Sous-total Prêts	1 792 719,00	100,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Sous-total Fonds Propres			
Total du Financement (I + II + III)	1 792 719,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 792 719,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

32

1 947,55 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

32

1 947,55 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 32

Surface utile :

1 947,55 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.

1 677 513,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

90 000,00 €

Prestations intellectuelles et frais

19 431,00 €

Prix de revient H.T.

1 786 944,00 €

Montant de la TVA

5 775,00 €

Prix de revient TTC

1 792 719,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

920,50 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

16 / 352 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550048

N° SIREN du maître d'ouvrage

415750868

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM

137 av du prado

13008 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500096

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13054 Marignane

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : 13-MARIGNANE FERRAGE
RUE MARIN LA MESLEE
13700 MARIGNANE

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	41 080,00	5,53%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	10 723,00	1,44%
Sous-total Subventions	51 763,00	6,97%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	251 218,00	33,83%
Prêt CDC foncier	146 982,00	19,80%
1%.	62 548,00	8,42%
Sous-total Prêts	460 748,00	62,05%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	230 000,00	30,98%
Sous-total Fonds Propres	230 000,00	30,98%
Total du Financement (I + II + III)	742 511,00	

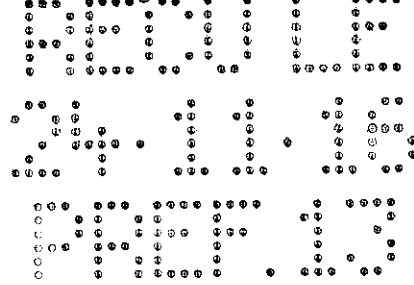
Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	920,00	0,07%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	31 277,00	2,48%
Sous-total Subventions	32 197,00	2,55%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	617 143,00	48,96%
Prêt CDC foncier	428 744,00	34,01%
1%.	182 452,00	14,47%
Sous-total Prêts	1 228 339,00	97,45%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 260 536,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	42 000,00	2,10%
Subvention Etat	41 960,00	2,09%
Sous-total Subventions	83 960,00	4,19%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	868 361,00	43,35%
Prêt CDC foncier	575 726,00	28,74%
1%.	245 000,00	12,23%
Sous-total Prêts	1 689 087,00	84,33%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	230 000,00	11,48%

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Maritimes,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16 / 353 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2015130550099

N° SIREN du maître d'ouvrage

782855696

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

13 HABITAT

80 r albe

BP 31

13004 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500097

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13210 Marseille - 10e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : Marseille / Coeur St LOUP / 16 PLUS (logement)
Coeur Saint Loup
13010 Marseille

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	5 520,00	0,24%
Subvention EPCI	48 000,00	2,07%
Subvention Département	348 098,00	15,00%
Sous-total Subventions	401 618,00	17,31%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	671 663,00	28,94%
Prêt CDC logement	1 125 656,00	48,51%
Sous-total Prêts	1 797 319,00	77,45%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	121 719,00	5,25%
Sous-total Fonds Propres	121 719,00	5,25%
Total du Financement (I + II + III)	2 320 656,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 320 656,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 710 788,85 €

Aide : PLUS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

16

958,77 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

16

958,77 m²

Assiette * : 1 710 788,85 €

Taux de subvention : 0,32 %

SUBVENTION : 5 520,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 16 Surface utile : 958,77 m²

Assiette : 1 710 788,85 € SUBVENTION : 5 520,00 €

Taux moyen de subvention : 0,32 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 5 520,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T. 769 885,88 €

Coût du bâtiment ou des travaux 1 209 820,66 €

Prestations intellectuelles et frais 219 967,39 €

Prix de revient H.T. 2 199 673,93 €

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16 / 354 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550101

N° SIREN du maître d'ouvrage

782855696

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

13 HABITAT

80 r albe

BP 31

13004 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500098

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13210 Marseille - 10e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : Marseille / Coeur St LOUP / 8 PLS (logement)
Coeur Saint Loup
13010 Marseille

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	752 263,00	65,00%	1,86%
CDC foncier PLS	405 065,00	35,00%	1,86%
Sous-total Prêts	1 157 328,00	100,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	0,11	0,00%	
Sous-total Fonds Propres	0,11	0,00%	
Total du Financement (I + II + III)	1 157 328,11	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 157 328,11		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	478,84 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	8	478,84 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 8	Surface utile :	478,84 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	383 947,71 €
Coût du bâtiment ou des travaux	603 346,41 €
Prestations intellectuelles et frais	109 699,35 €
Prix de revient H.T.	1 096 993,47 €
Montant de la TVA	60 334,64 €
Prix de revient TTC	1 157 328,11 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 416,94 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Marignas,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Salses-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16 / 355 / D - DÉCISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2015130550008

N° SIREN du maître d'ouvrage

782855696

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

13 HABITAT

80 r albe

BP 31

13004 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500099

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13210 Marseille - 10e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Jeunes

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : VEFA - Marseille Cœur Saint Loup Résidence 93 PLS

Boulevard de Pont de Vivaux

13010 Marseille

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	2 240 000,00	35,00%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	4 160 000,00	65,00%	1,86%
Sous-total Prêts	6 400 000,00	100,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Sous-total Fonds Propres			
Total du Financement (I + II + III)	6 400 000,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	6 400 000,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

93

2 384,12 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

93

2 384,12 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 93

Surface utile :

2 384,12 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

2 123 222,75 €

Coût du bâtiment ou des travaux

3 336 492,86 €

Prestations intellectuelles et frais

606 635,07 €

Prix de revient H.T.

6 066 350,68 €

Montant de la TVA

333 649,32 €

Prix de revient TTC

6 400 000,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 684,43 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

16 / 356 / D -

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550023

N° SIREN du maître d'ouvrage

782678882

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. FAMILLE ET PROVENCE

Le Decisium B1

1 r mahatma gandhi

CS 60400

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500092

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13104 Sausset-les-Pins

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : Rue des 3 Communes - 25 PLUS/ 15 PLAI

Rue des 3 Communes

13960 Sausset-les-Pins

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	151 600,00	5,03%
Subvention EPCI	45 000,00	1,49%
Subvention Commune	120 000,00	3,98%
Sous-total Subventions	316 600,00	10,51%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	636 435,00	21,12%
Prêt CDC logement	1 144 479,00	37,99%
Sous-total Prêts	1 780 914,00	59,11%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	915 204,00	30,38%
Sous-total Fonds Propres	915 204,00	30,38%
Total du Financement (I + II + III)	3 012 718,00	

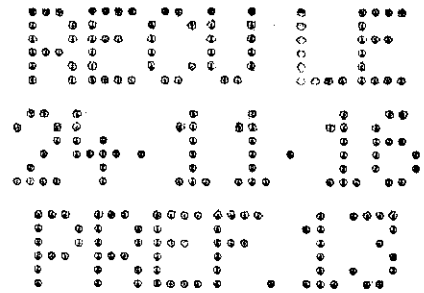
Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	8 280,00	0,27%
Subvention EPCI	75 000,00	2,43%
Subvention Commune	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	83 280,00	2,70%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 074 009,00	34,77%
Prêt CDC logement	1 931 352,00	62,53%
Sous-total Prêts	3 005 361,00	97,30%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	3 088 641,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Commune	120 000,00	1,97%
Subvention Etat	159 880,00	2,62%
Subvention EPCI	120 000,00	1,97%
Sous-total Subventions	399 880,00	6,55%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	3 075 831,00	50,41%
Prêt CDC foncier	1 710 444,00	28,03%
Sous-total Prêts	4 786 275,00	78,45%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	915 204,00	15,00%

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16 / 357 / D
DECISION DE FINANCEMENT

2016
PREP 13

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2016130550069

N° SIREN du maître d'ouvrage
060804770

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
S.A. LOGIREM

111 bd national
BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire
CU Marseille Provence Métropole

N° de décision
20161305500087

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13214 Marseille - 14e arrondissement

Exercice
2016

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : Les Hauts de Massalia_18 PLS
Aquisition de lots de copropriété
3 chemin des bessons
13014 Marseille

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quantités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
Prêt CDC foncier	969 719,00	33,04%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	1 640 886,00	55,92%	1,86%
Sous-total Prêts	2 610 605,00	88,96%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	323 999,00	11,04%	
Sous-total Fonds Propres	323 999,00	11,04%	
Total du Financement (I + II + III)	2 934 604,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	2 934 604,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

18

1 313,60 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

18

1 313,60 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 18

Surface utile :

1 313,60 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	2 863 473,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	51 695,00 €
Prestations intellectuelles et frais	19 436,00 €
Prix de revient H.T.	2 934 604,00 €
Montant de la TVA	
Prix de revient TTC	2 934 604,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 234,02 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

Décision No : 20161305500087

Page : 3/4

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

16 / 358 / D

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gemenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



24.11.16

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550005

N° SIREN du maître d'ouvrage

330881814

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENCAL

Les Loges du Stade

22, Allée Ray Grassi

CS 90030

13272 Marseille cedex 08

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500090

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13043 Gignac-la-Nerthe

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération :
rue de la Fonse
rue de la Fonse
13180 Gignac-la-Nerthe

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	60 640,00	5,32%
Subvention autres collectivités	18 000,00	1,58%
Sous-total Subventions	78 640,00	6,90%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	436 733,00	38,32%
Prêt CDC foncier	307 725,00	27,00%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	0,00	0,00%
1%.	40 000,00	3,51%
Sous-total Prêts	784 458,00	68,83%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	276 688,00	24,28%
Sous-total Fonds Propres	276 688,00	24,28%
Total du Financement (I + II + III)	1 139 786,00	

Aide : PLUS

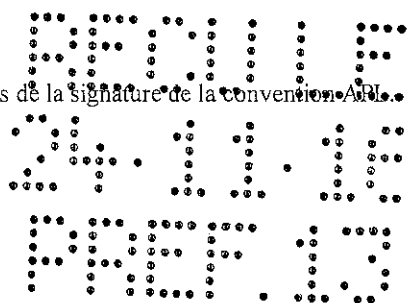
Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	920,00	0,05%
Subvention autres collectivités	39 000,00	2,08%
Sous-total Subventions	39 920,00	2,13%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	908 742,00	48,57%
Prêt CDC foncier	712 456,00	38,08%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	210 000,00	11,22%
1%.	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	1 831 198,00	97,87%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 871 118,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention autres collectivités	57 000,00	1,89%
Subvention Etat	61 560,00	2,04%
Sous-total Subventions	118 560,00	3,94%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 345 475,00	44,69%
Prêt CDC foncier	1 020 181,00	33,88%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	210 000,00	6,97%
1%.	40 000,00	1,33%

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, ...
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Saussès-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16 / 359 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDÉS

Numéro d'opération :

2016130550092

N° SIREN du maître d'ouvrage

330881814

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENCAL

Les Loges du Stade

22, Allée Ray Grassi

CS 90030

13272 Marseille cedex 08

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500085

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13043 Gignac-la-Nerthe

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération :

Rue de la Fonse 5 PLS

rue de la Fonse

13180 Gignac-la-Nerthe

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quantités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	241 949,00	35,73%	1,86%
CC1 foncier PLS	229 314,00	33,87%	1,86%
1%.	40 000,00	5,91%	
Sous-total Prêts	511 263,00	75,50%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	165 877,00	24,50%	
Sous-total Fonds Propres	165 877,00	24,50%	
Total du Financement (I + II + III)	677 140,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	677 140,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

5

315,65 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

5

315,65 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 5

Surface utile :

315,65 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	222 373,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	398 561,00 €
Prestations intellectuelles et frais	19 090,00 €
Prix de revient H.T.	640 024,00 €
Montant de la TVA	37 116,00 €
Prix de revient TTC	677 140,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 145,22 €

16/360/D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550087

N° SIREN du maître d'ouvrage

791574387

Famille d'organisme

Entreprises commerciales

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SCI VALLON DES TROIS CONFRONTS

42 AVENUE GEORGE V

75008 PARIS 8

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500103

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13209 Marseille - 9e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Etudiants

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération :

Vallon des Trois Confronts

Domaine Municipal de Luminy

Vallon des Trois Confronts

13009 Marseille

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
Caisse d'épargne - PLS (ou PLI ou PSLA)	10 581 052,00	90,00%	1,86%
Sous-total Prêts	10 581 052,00	90,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	1 175 672,84	10,00%	
Sous-total Fonds Propres	1 175 672,84	10,00%	
Total du Financement (I + II + III)	11 756 724,84	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	11 756 724,84		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	163	3 371,90 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	163	3 371,90 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 163	Surface utile :	3 371,90 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 448 091,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	9 247 661,00 €
Prestations intellectuelles et frais	448 063,00 €
Prix de revient H.T.	11 143 815,00 €
Montant de la TVA	612 909,84 €
Prix de revient TTC	11 756 724,84 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	3 486,68 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

16 / 361 / D

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carpiat, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons



DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550064

N° SIREN du maître d'ouvrage

475680815

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. VILOGIA

74 rue Jean Jaurès

BP 10430

59664 VILLENEUVE D'ASCQ

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500107

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13026 Châteauneuf-les-Martigues

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération :

Tourrel 29 PLUS / 4 PLAI

rue Auguste Tourrel

13220 Châteauneuf-les-Martigues

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	42 880,00	8,55%
Subvention Département	12 000,00	2,39%
Subvention EPCI	12 000,00	2,39%
Sous-total Subventions	66 880,00	13,33%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	143 113,00	28,53%
Prêt CDC foncier	143 596,00	28,63%
Prêt complémentaire CDC	105 000,00	20,94%
Sous-total Prêts	391 709,00	78,10%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	42 953,00	8,56%
Sous-total Fonds Propres	42 953,00	8,56%
Total du Financement (I + II + III)	501 542,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	13 800,00	0,34%
Subvention Département	87 000,00	2,17%
Subvention EPCI	87 000,00	2,17%
Sous-total Subventions	187 800,00	4,68%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 014 246,00	50,23%
Prêt CDC foncier	1 364 622,00	34,03%
Prêt complémentaire CDC	35 000,00	0,87%
Sous-total Prêts	3 413 868,00	85,14%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	408 187,00	10,18%
Sous-total Fonds Propres	408 187,00	10,18%
Total du Financement (I + II + III)	4 009 855,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	99 000,00	2,19%
Subvention Etat	56 680,00	1,26%
Subvention EPCI	99 000,00	2,19%
Sous-total Subventions	254 680,00	5,65%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 157 359,00	47,82%
Prêt CDC foncier	1 508 218,00	33,43%
Prêt complémentaire CDC	140 000,00	3,10%

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gemenos, Gignac-le-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cèques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16 / 362 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550066

N° SIREN du maître d'ouvrage

475680815

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. VILOGIA

74 rue Jean Jaurès

BP 10430

59664 VILLENEUVE D'ASCQ

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500106

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13026 Châteauneuf-les-Martigues

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération :

Tourrel 9 PLS

rue Auguste Tourrel

13220 Châteauneuf-les-Martigues

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
Banque Postale - PLS (PLI ou PSLA)	1 348 206,00	90,00%	1,86%
Sous-total Prêts	1 348 206,00	90,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	149 801,00	10,00%	
Sous-total Fonds Propres	149 801,00	10,00%	
Total du Financement (I + II + III)	1 498 007,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 498 007,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

9

617,92 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

9

617,92 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 9

Surface utile :

617,92 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	435 537,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	928 213,00 €
Prestations intellectuelles et frais	57 666,00 €
Prix de revient H.T.	1 421 416,00 €
Montant de la TVA	76 591,00 €
Prix de revient TTC	1 498 007,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 424,27 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

16 / 363 / D

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gemenos, Gignat-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550099

N° SIREN du maître d'ouvrage

181300088

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

CROUS AIX MARSEILLE

31 av jules ferry

13100 Aix-en-Provence

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500105

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13205 Marseille - 5e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Etudiants

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération :

Cité Universitaire Lucien Cornil

168 rue Saint Pierre

13005 13005

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention Autres	1 000 000,00	9,09%	
Conseil Régional	1 000 000,00	9,09%	
Ville de Marseille	500 000,00	4,55%	
Sous-total Subventions	2 500 000,00	22,73%	
II - Partie Prêts			
Prêt CDC logement	6 000 000,00	54,56%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	2 000 000,00	18,19%	1,86%
Sous-total Prêts	8 000 000,00	72,75%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	496 537,00	4,52%	
Sous-total Fonds Propres	496 537,00	4,52%	
Total du Financement (I + II + III)	10 996 537,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	10 996 537,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

200

3 390,60 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

200

3 390,60 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 200

Surface utile :

3 390,60 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

Coût du bâtiment ou des travaux

8 658 000,00 €

Prestations intellectuelles et frais

1 460 879,00 €

Prix de revient H.T.

10 118 879,00 €

Montant de la TVA

877 658,00 €

Prix de revient TTC

10 996 537,00 €

Décision No : 20161305500105

Page : 3/4

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16 / 364 / D

DECISION D'ANNULATION D'UNE DECISION DE FINANCEMENT

Numéro d'opération :

2015130550118

N° SIREN du maître d'ouvrage

181300088

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

CROUS AIX MARSEILLE

31 av jules ferry

13100 Aix-en-Provence

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500101

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13205 Marseille - 5e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Etudiants

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

A - DECISION FAVORABLE		B - OPERATION INITIALE	
Date de la décision favorable	04/01/2016	200 PLS/Résidence Lucien Cornil/13005/ CROUS	
N° de la décision favorable 20151305500236			
Exercice	2015	168 rue Saint Pierre	
		13005 MARSEILLE	

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rous, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons



16 / 365 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2014130550110

N° SIREN du maître d'ouvrage

305119950

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. NOUVELLE DE MARSEILLE

11 r armeny

13006 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500091

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13215 Marseille - 15e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération :

ILOT ALLAR

RUE ANDRE ALLAR

13015 MARSEILLE

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	11 960,00	0,30%
Conseil Général	0,00	0,00%
Subvention Commune	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	11 960,00	0,30%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 980 708,00	49,65%
Prêt CDC logement	1 997 053,00	50,05%
1%.	0,00	0,00%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	3 977 761,00	99,70%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	3 989 721,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	182 840,00	4,06%
Conseil Général	194 800,00	4,32%
Subvention Commune	300 000,00	6,66%
Sous-total Subventions	677 640,00	15,04%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	750 909,00	16,67%
Prêt CDC logement	757 106,00	16,81%
1%.	480 000,00	10,66%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	140 000,00	3,11%
Sous-total Prêts	2 128 015,00	47,24%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 698 844,00	37,71%
Sous-total Fonds Propres	1 698 844,00	37,71%
Total du Financement (I + II + III)	4 504 499,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Conseil Général	194 800,00	2,29%
Subvention Commune	300 000,00	3,53%
Subvention Etat	194 800,00	2,29%
Sous-total Subventions	689 600,00	8,12%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 754 159,00	32,42%

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 217,81 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

16/366/D

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2015130550152

N° SIREN du maître d'ouvrage

495286098

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

Résidences Sociales de France

Immeuble Paryseine

3 all de la seine

94200 Ivry-sur-Seine

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500095

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13204 Marseille - 4e arrondissement

Nature des logements

Résidence sociale

Type de bénéficiaire

Jeunes

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : Rés Jeunes Actifs La Calanque 65 PLAI
Rue Sainte-Adelaïde
13004 MARSEILLE

RECUE
24.11.16
PAGE 13

Prix de revient H.T.

3 538 606,20 €

Montant de la TVA

194 623,80 €

Prix de revient TTC

3 733 230,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 414,30 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

RECUE
09.12.16
PAR 13

Décision n° 16/367/D

Mission Elus Métropolitains : Visite de l'établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) nommé Grand Paris Aménagement - vendredi 09 décembre 2016.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des élus métropolitains – Remboursement des frais de déplacement des membres du Bureau.

DECIDE

Article 1 :

Une délégation d'élus se rendra à Paris le 9 décembre 2016 pour une visite et assister à la réunion de présentation des opérations de la Société Grand Paris Aménagement. Elle sera composée ainsi qu'il suit :

- Madame Laure-Agnès CARADEC, Vice-Présidente, déléguée à l'urbanisme et au plan local d'urbanisme intercommunal ;
- Monsieur Roland BLUM ; Vice-Président, délégué aux Finances ;
- Monsieur Henri PONS, Vice-Président, délégué à la stratégie et aménagement du territoire ;
- Monsieur Jean-Pierre SERRUS, Vice-Président délégué à la mobilité, déplacements et transports.

RECUE
09.12.16
PRES 13

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 DEC. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

RECUE
01.12.16
PRÉF. 13

Décision n°16/368/D

Mission Elu Métropolitain : Strasbourg - 29 novembre 2016

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des élus métropolitains – Remboursement des frais de déplacement des membres du Bureau.

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Alexandre GALLESE est Conseiller délégué à la stratégie environnementale, plan climat et préventions des risques de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Alexandre GALLESE est autorisé à se rendre sur le site d'ALSTOM, à Strasbourg le 29 novembre, dans le cadre de sa délégation.

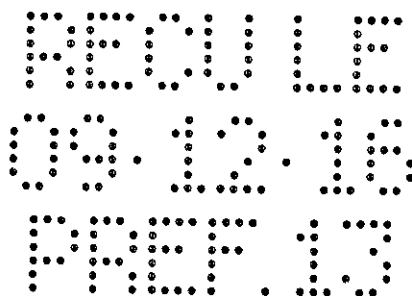
Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 NOV. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Décision du Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence de contracter un emprunt de 10M€ auprès du Crédit Agricole.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence;
- La délibération n°HN 013-146/16/CM du conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation d'attribution au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en matière d'emprunt ;
- La délibération n°HN 027-160/16/CM du conseil de la Métropole du 28 avril 2016 approuvant le budget primitif de l'année 2016 ;
- L'arrêté n°16/119/CM du 8 avril 2016 donnant délégation de fonction à M. Roland Blum, 14ème Vice-Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a pris connaissance de tous les termes de l'offre de financement en date du 17 novembre 2016 établie par le Crédit Agricole Alpes Provence, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2016,

DECIDE

Article 1 :

Est signé le contrat de prêt avec le Crédit Agricole Alpes Provence dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

PROULE

Objet	Financement du programme d'investissements 2016
Montant du prêt	10 000 000 €
Durée	15 ans
Taux d'intérêt	1,10%
Périodicité	Trimestrielle
Mode d'amortissement	Linéaire
Base de calcul	Mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours.
Remboursement anticipé	Possible moyennant le paiement : - d'une indemnité de gestion égale à 3 mois d'intérêts sur le capital remboursé par anticipation, - et d'une indemnité actuarielle. Préavis : 5 jours ouvrés.
Frais de dossier	0,025% du montant du contrat de prêt.

Article 2:

Sont dédiés entièrement les fonds provenant de ce prêt soit 10 000 000 €, au financement des investissements 2016 du Budget Aménagement du Territoire Marseille Provence.

Article 3:

Est donnée à Monsieur Roland Blum, Vice-président aux Finances, délégation pour toper les conditions définitives du tirage à « Taux fixe de marché » visés à l'article 1 de la présente décision ainsi que de signer les confirmations correspondantes.

Le contrat sera lui signé par le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Monsieur Jean-Claude Gaudin.

Article 4:

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt.

Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les frais liés à l'emprunt seront imputés au compte 608.

Article 5:

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

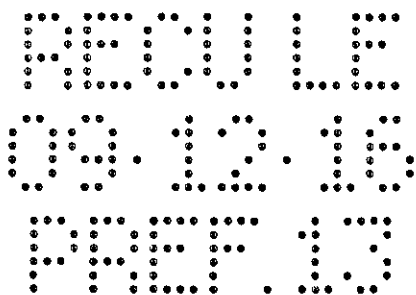
Fait à Marseille, le

07 DEC. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Décision du Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence de contracter un emprunt de 25M€ auprès de la Société Générale.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN013-146/16/CM du conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation d'attribution au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en matière d'emprunt ;
- La délibération n°HN027-160/16/CM du conseil de la métropole du 28 avril 2016 approuvant le budget primitif pour l'année 2016 ;
- L'arrêté n°16/119/CM du 8 avril 2016 donnant délégation de fonction à M. Roland Blum, 14ème Vice-Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a pris connaissance de tous les termes de l'offre de financement en date du 15 novembre 2016 établie par la Société Générale, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2016,

DECIDE

Article 1 :

Est signé le contrat de prêt avec la Société Générale dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissements 2016.
Montant du prêt	25.000.000 €.
Durée	20 ans
Taux d'intérêt maximum	1,32%
Périodicité	Trimestrielle
Mode d'amortissement	Linéaire.
Base de calcul	Exact/360
Commissions d'engagement	néant

Article 2:

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 25 000 000 euros au financement des investissements du Budget Principal.

Article 3:

Est donnée à Monsieur Roland Blum, Vice-président aux Finances, délégation pour toper les conditions définitives du tirage à « Taux fixe de marché » visés à l'article 1 de la présente décision ainsi que de signer les confirmations correspondantes.

Le contrat sera lui signé par le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence, Monsieur Jean-Claude Gaudin.

Article 4:

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt.

Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les frais liés à l'emprunt seront imputés au compte 627.

Article 5:

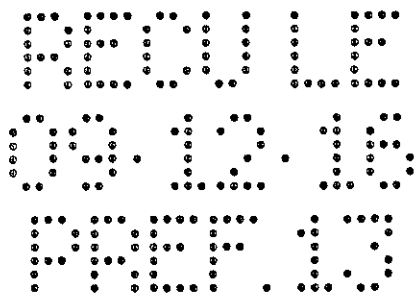
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

07 DEC. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Mission Elus Métropolitains : Salon nautique de Paris

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des élus métropolitains – Remboursement des frais de déplacement des membres du Bureau.

CONSIDÉRANT

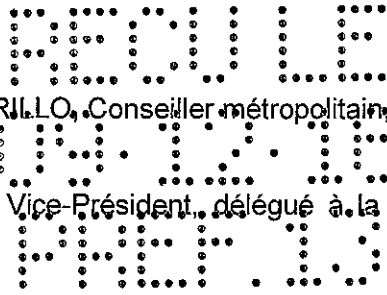
- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence tient un stand au Salon nautique du 3 au 11 décembre à la Porte de Versailles.

DECIDE

Article 1 :

Une délégation d'élus sera présente les 5 et 6 décembre 2016. Elle sera composée ainsi qu'il suit :

- Madame Monique DAUBET-GRUNDLER Monique, Conseillère métropolitaine ;
- Monsieur Martial ALVAREZ ; membre du bureau, délégué à l'emploi, insertion et économie collaborative ;
- Monsieur Patrick BORE, Vice-Président, délégué aux Ports, infrastructures portuaires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;



- Monsieur Claude PICCIRILLO, Conseiller métropolitain, délégué aux Ports et nautisme de Marseille Provence ;
- Monsieur Henri PONS, Vice-Président, délégué à la stratégie et aménagement du territoire.

Article 2 :

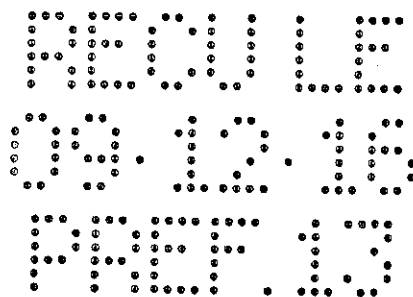
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

07 DEC. 2016

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Approbation de la convention de mise à disposition, à titre gracieux, de la Halle polyvalente d'Istres

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du SAN Ouest Provence n°479/07 du 9 novembre 2007 relative à la création d'une régie compétente pour la gestion des prestations d'action sociale au profit des agents, des retraités et des ayants droit ;
- Les délibérations du SAN Ouest Provence n° 476/04 du 24 septembre 2004, n° 725/04 du 17 décembre 2004, n° 395/05 du 1er juillet 2005, n° 262/07 du 11 mai 2007, n° 479/07 du 9 novembre 2007, n° 427/09 du 25 septembre 2009, n° 492/10 du 7 octobre 2010, n° 670/10 du 16 décembre 2010, n° 253/11 du 18 juillet 2011 et n° 231/14 du 27 mai 2014, fixant la liste des prestations d'action sociale ;

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de l'organisation de l'arbre de Noël 2016 des agents de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence / Conseil de territoire Istres Ouest Provence, devant se dérouler à la Halle Polyvalente d'Istres, équipement appartenant à la commune d'Istres, il est nécessaire de conclure une convention avec cette dernière pour la mise à disposition, à titre gratuit, de la Halle polyvalente d'Istres, du lundi 5 décembre 2016 à 8h00 au mercredi 7 décembre 2016 à 22h00 ;

REQUETE
DECIDE
00.12.16

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la commune d'Istres et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à la mise à disposition, à titre gratuit, de la Halle Polyvalente d'Istres, du lundi 5 décembre 2016 à 8h00 au mercredi 7 décembre 2016 à 22h00, dans le cadre de l'organisation de l'arbre de Noël des agents de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence / Conseil de territoire Istres Ouest Provence.

Article 2 :

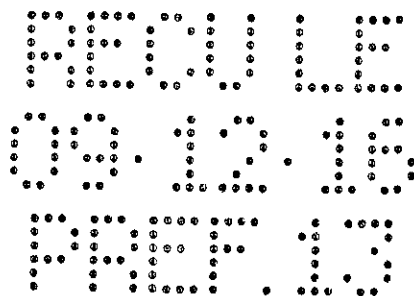
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

07 DEC. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Approbation de la convention de mise à disposition, à titre gracieux, du Magic Mirrors d'Istres

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du SAN Ouest Provence n° 479/07 du 9 novembre 2007 relative à la création d'une régie compétente pour la gestion des prestations d'action sociale au profit des agents, des retraités et des ayants droit ;
- Les délibérations du SAN Ouest Provence n° 476/04 du 24 septembre 2004, n° 725/04 du 17 décembre 2004, n° 395/05 du 1er juillet 2005, n° 262/07 du 11 mai 2007, n° 479/07 du 9 novembre 2007, n° 427/09 du 25 septembre 2009, n° 492/10 du 7 octobre 2010, n° 670/10 du 16 décembre 2010, n° 253/11 du 18 juillet 2011 et n° 231/14 du 27 mai 2014, fixant la liste des prestations d'action sociale ;

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de l'organisation de l'arbre de Noël 2016 des agents de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence / Conseil de territoire Istres Ouest Provence, une animation pour les jeunes de 10 à 16 ans devant se dérouler au Magic Mirrors, équipement appartenant à la commune d'Istres, il est nécessaire de conclure une convention avec cette dernière pour la mise à disposition, à titre gratuit, du Magic Mirrors, le mercredi 7 décembre 2016 ;

RECUE
09.12.16
DECIDE
PAR 13

Article 1 :


Est approuvée la convention entre la commune d'Istres et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à la mise à disposition, à titre gratuit, du Magic Mirrors, du mardi 6 décembre à 9h jusqu'au mercredi 7 décembre 2016, dans le cadre de l'organisation de l'arbre de Noël des agents de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence / Conseil de territoire Istres Ouest Provence, pour une animation destinée aux jeunes de 10 à 16 ans.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

07 DEC. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignat-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Saussat-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16 / 374 / D

02.12.16
10H00

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDÉS

Numéro d'opération :

2016130550024

N° SIREN du maître d'ouvrage

059800383

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. PHOCEENNE HABITATION

2 pl de la prefecture

13006 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500110

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13028 La Ciotat

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération :

LA CIOTAT - MAJIS USUFRUIT

ACQ° DE 13 LLS EN USUFRUIT DS UN PRGME DE 154 LGTS

CHEMIN DE ROUMAGOUA

13600 LA CIOTAT

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 13 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 13 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 13 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. PHOCEENNE HABITATION (n° SIREN : 059800383).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

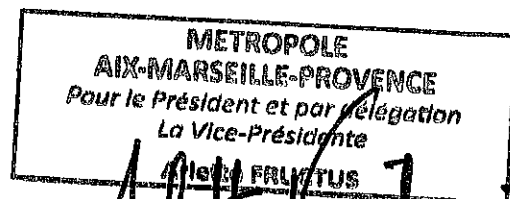
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 30 NOV. 2016



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	352 843,00	60,00%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	135 229,00	23,00%	1,86%
1%.	100 000,00	17,00%	
Sous-total Prêts	588 072,00	100,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Sous-total Fonds Propres			
Total du Financement (I + II + III)	588 072,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	588 072,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

13

744,18 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

13

744,18 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 13

Surface utile :

744,18 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	205 728,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	293 898,00 €
Prestations intellectuelles et frais	88 169,00 €
Prix de revient H.T.	587 795,00 €
Montant de la TVA	277,00 €
Prix de revient TTC	588 072,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	790,23 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

Décision No : 20161305500110

Page : 3/4

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16 / 375 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDÉS

Numéro d'opération :

2016130550025

N° SIREN du maître d'ouvrage

059800383

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. PHOCEENNE HABITATION

2 pl de la prefecture

13006 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500102

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13028 La Ciotat

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : LA CIOTAT - MAJIS PLEINE PROPRIETE 12 PLUS/7PLAI
ACQ° DE 19 LLS EN PP DS UN PRGME DE 154 LGTS
CHEMIN DE ROUMAGOUA
13600 LA CIOTAT

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 19 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 19 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 12 logements PLUS
- 7 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. PHOCEENNE HABITATION (n° SIREN : 059800383).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 78 720,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.

La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 30 NOV. 2016

MÉTROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
Vice-Présidente
Arlette KUCIUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	6 440,00	0,46%
Conseil Général	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	6 440,00	0,46%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	479 932,00	34,12%
Prêt CDC foncier	525 292,00	37,34%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	40 000,00	2,84%
1%.	110 000,00	7,82%
Sous-total Prêts	1 155 224,00	82,12%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	245 048,50	17,42%
Sous-total Fonds Propres	245 048,50	17,42%
Total du Financement (I + II + III)	1 406 712,50	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	72 280,00	6,92%
Conseil Général	70 000,00	6,71%
Sous-total Subventions	142 280,00	13,63%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	256 119,00	24,54%
Prêt CDC foncier	280 326,00	26,86%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	30 000,00	2,87%
1%.	90 000,00	8,62%
Sous-total Prêts	656 445,00	62,89%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	245 048,50	23,48%
Sous-total Fonds Propres	245 048,50	23,48%
Total du Financement (I + II + III)	1 043 773,50	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Conseil Général	70 000,00	2,86%
Subvention Etat	78 720,00	3,21%
Sous-total Subventions	148 720,00	6,07%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	736 051,00	30,04%
Prêt CDC foncier	805 618,00	32,88%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	70 000,00	2,86%
1%.	200 000,00	8,16%

Sous-total Prêts	1 811 669,00	73,93%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	490 097,00	20,00%
Sous-total Fonds Propres	490 097,00	20,00%
Total du Financement (I + II + III)	2 450 486,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 450 486,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 698 075,27 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	12	715,14 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	12	715,14 m²
Assiette *	:	1 107 206,14 €
Taux de subvention	:	0,58 %
SUBVENTION	:	6 440,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	381,64 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	7	381,64 m²
Assiette *	:	590 869,13 €
Taux de subvention	:	12,23 %
SUBVENTION	:	72 280,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 19	Surface utile :	1 096,78 m²
Assiette : 1 698 075,27 €	SUBVENTION :	78 720,00 €
	Taux moyen de subvention :	4,64 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 78 720,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

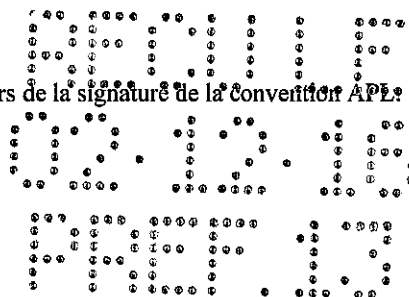
Charge foncière H.T.	857 457,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 224 939,00 €
Prestations intellectuelles et frais	367 482,00 €
Prix de revient H.T.	2 449 878,00 €
Montant de la TVA	608,00 €
Prix de revient TTC	2 450 486,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 234,25 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

Décision No : 20161305500102

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



311039
21.02.50
0.3094

16 / 376 / D

DECISION DE RESERVATION D'ACREMENT

POUR L'OBTENTION D'UN PRET LOCATION-ACCESSION

Numéro d'opération :
2015130550053

N° SIREN du maître d'ouvrage
690802053

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. PROMOLOGIS S.A M.A.I HLM

2 r du docteur sanieres

31000 Toulouse

Décisionnaire
CU Marseille Provence Métropole

N° de décision
20161305500001

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13204 Marseille - 4e arrondissement

Exercice
2016

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : LA CALANQUE SAINT JUST - 37 PSLA
ST JUST
13004 MARSEILLE

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article R.331-76-5-1,

Vu le Code Général des Impôts et notamment ses articles 257 et 278 sexies,

Vu la loi n° 84-595 du 12 juillet 1984 définissant la location-accession à la propriété immobilière,

Vu la demande d'agrément présentée par le bénéficiaire en date du 24/08/2016 et notamment le plan prévisionnel de financement,

Vu la convention passée entre l'Etat et le bénéficiaire en date du 31/12/2016,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 6 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2015 en date du 25 février 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2015 en date du 25 février 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération HPV 002-606/14/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2014,

DECIDE :

ARTICLE 1. Il est accordé une réservation d'agrément pour l'opération précitée, portant sur la réalisation de 37 logement(s) en location-accession dont 0 individuel(s) et 37 collectif(s), au bénéficiaire désigné : S.A. PROMOLOGIS S.A M.A.I HLM (n° SIREN : 690802053).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PSLA auprès de :
Autre_pretEUR_PSLA

ARTICLE 2. L'agrément réservé deviendra définitif à la présentation par le vendeur des documents mentionnés au II de l'article R.331-76-5-1 du code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 3. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 4. Le Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 30 NOV. 2016

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
A. LEFRUCTUS
A. Le Fructus

ANNEXE A LA DECISION D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PSLA

Financements	Montants	Quotités	Taux	CDC
I - Partie Subventions				
Subvention Etat	0,00	0,00%		
Sous-total Subventions	0,00	0,00%		
II - Partie Prêts				
divers banque - PSLA refinancement fond propre	4 600 000,00	91,62%		
Sous-total Prêts	4 600 000,00	91,62%		
III - Partie Fonds Propres				
Fonds propres	420 831,00	8,38%		
Sous-total Fonds Propres	420 831,00	8,38%		
Total du Financement (I + II + III)	5 020 831,00	100,00%		
Coût de l'opération / dépassement	5 020 831,00			

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

Aide : PSLA

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

37

2 514,75 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PSLA »

37

2 514,75 m²

Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)

2 106,36 €

Charge foncière prévisionnelle

1 853 942,01 €

Coût des travaux

3 395 765,43 €

Loyer principal maximum de la convention PSLA

10,14 €/m²

Loyer principal pratiqué de la convention PSLA

Loyer accessoire maximum des garages

0,00 €

31 1039
at 01 50
01 7344

16 / 377 / 03

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550057

N° SIREN du maître d'ouvrage

060804770

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. LOGIREM

111 bd national

BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500113

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13202 Marseille - 2e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : LOGIREM_Malaval - Fauchier_9PLS

rue Malaval

13002 MARSEILLE

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 9 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 9 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 9 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. LOGIREM (n° SIREN : 060804770).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CFF - CNCE

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

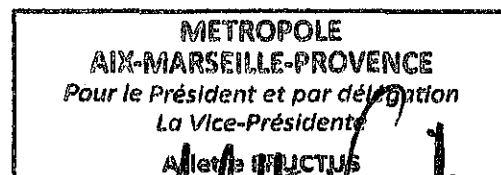
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 30 NOV. 2016



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotés	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
1%.	120 000,00	10,19%	
CE1 foncier PLS	268 417,00	22,79%	1,86%
Caisse d'épargne - PLS (ou PLI ou PSLA)	663 512,00	56,33%	1,86%
Sous-total Prêts	1 051 929,00	89,30%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	126 000,00	10,70%	
Sous-total Fonds Propres	126 000,00	10,70%	
Total du Financement (I + II + III)	1 177 929,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 177 929,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

9

565,55 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

9

565,55 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 9

Surface utile :

565,55 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

339 050,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

782 788,00 €

Prestations intellectuelles et frais

Prix de revient H.T.

1 121 838,00 €

Montant de la TVA

56 091,00 €

Prix de revient TTC

1 177 929,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 082,80 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Maritimes,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16 / 378 / D -

DECISION D'ANNULATION

D'UNE DECISION DE FINANCEMENT

Numéro d'opération :

2013130550010

N° SIREN du maître d'ouvrage

060804770

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. LOGIREM

111 bd national

BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500112

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13202 Marseille - 2e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2016

A - DECISION FAVORABLE		B - OPERATION INITIALE	
Date de la décision favorable		PLS MALAVAL - FAUCHIER	
N° de la décision favorable			
20131305500124			
Exercice		2013 Rue Fauchier Rue Malaval Place Marceau	
		13002 MARSEILLE	

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu les décisions référencées ci-dessus,

Vu le code de la construction, et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 R.381-1 à R.381-6 ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

Vu les retards pris suite aux différents recours sur le permis de construire, déposés par deux requérants différents au Tribunal Administratif, en Cour d'Appel et au Conseil d'Etat,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** Est annulée la décision favorable ci-dessus accordée au bénéficiaire : S.A. LOGIREM (n°SIREN : 060804770).
pour un prêt d'un montant maximum de : 1 052 206,00 €
dont 1 052 206,00 pour l'aide PLS
nécessaire à la construction ou à l'amélioration de : 9 logement(s) locatif(s)
à réaliser à : Marseille - 2e arrondissement.
- ARTICLE 2.** La totalité des acomptes déjà payés au bénéficiaire de la subvention devront être reversés par celui-ci au comptable assignataire de la Métropole Aix-Marseille Provence.
- ARTICLE 3.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

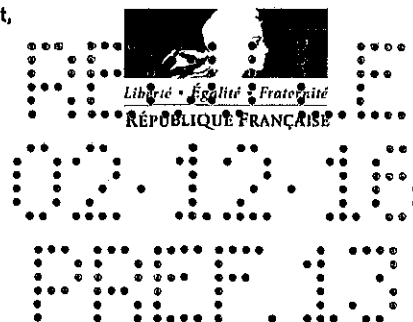
Fait à MARSEILLE

le : 30 NOV. 2016

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
ARLETTE FRUCTUS
Arlette Fructus

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16/379/D

DECISION DE FINANCEMENT POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550071

N° SIREN du maître d'ouvrage

060804770

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. LOGIREM

111 bd national

BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500114

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13202 Marseille - 2e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : Faubourg des Fiacres -Bon Pasteur 12 PLS

3-5 et 15-17 rue du bon pasteur

16

13002 Marseille 2e Arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

•••••

• Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que
• les textes réglementaires pris pour leur application,

• Vu le Code Général des Impôts (C.G.I.) et notamment ses articles 257 - 7° bis b et 278 sexies IV,

• Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

• Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

• Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoire et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 12 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 12 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 12 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. LOGIREM (n° SIREN : 060804770).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CFF - CNCE

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) de l'article 257-7° bis du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

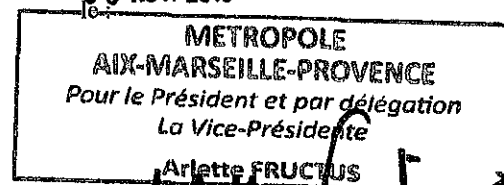
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

30 NOV. 2016



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
Caisse d'épargne - PLS (ou PLI ou PSLA)	1 035 305,00	55,37%	1,86%
CEI foncier PLS	654 395,00	35,00%	1,86%
Sous-total Prêts	1 689 700,00	90,37%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	180 000,00	9,63%	
Sous-total Fonds Propres	180 000,00	9,63%	
Total du Financement (I + II + III)	1 869 700,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 869 700,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

12

757,30 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

12

757,30 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 12

Surface utile :

757,30 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	252 540,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 120 516,67 €
Prestations intellectuelles et frais	185 026,67 €
Prix de revient H.T.	1 558 083,34 €
Montant de la TVA	311 616,66 €
Prix de revient TTC	1 869 700,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 468,90 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

Décision No : 20161305500114

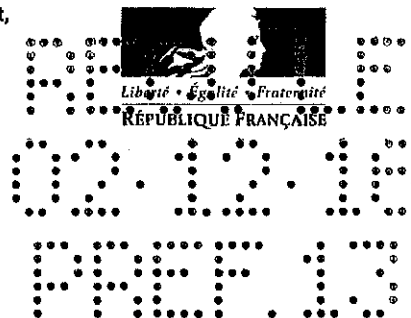
Page : 3/4

•• Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16 / 380 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550058

N° SIREN du maître d'ouvrage

060804770

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. LOGIREM

111 bd national

BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500115

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13202 Marseille - 2e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : Fiacres - 17 PLS

rue des fiacres

13002 marseille

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

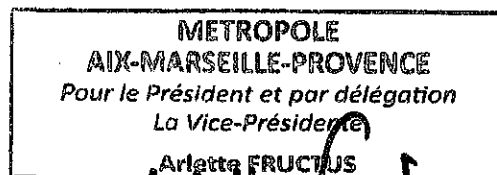
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,
Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,
Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,
Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,
Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 17 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 17 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 17 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : S.A. LOGIREM (n° SIREN : 060804770).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 30 NOV. 2016



Arlette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	2 158 750,00	80,24%	1,86%
CDC foncier PLS	276 640,00	10,28%	1,86%
Sous-total Prêts	2 435 390,00	90,52%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	255 000,00	9,48%	
Sous-total Fonds Propres	255 000,00	9,48%	
Total du Financement (I + II + III)	2 690 390,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	2 690 390,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

17

1 124,50 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

17

1 124,50 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 17

Surface utile :

1 124,50 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

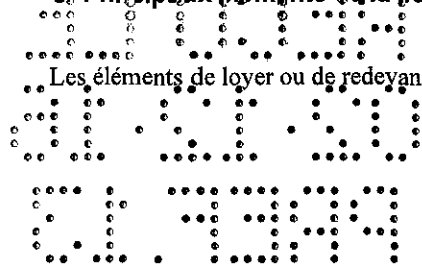
Charge foncière H.T.	296 522,50 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 698 198,33 €
Prestations intellectuelles et frais	247 270,83 €
Prix de revient H.T.	2 241 991,66 €
Montant de la TVA	448 398,34 €
Prix de revient TTC	2 690 390,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 392,52 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

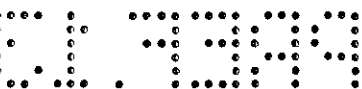
Décision No : 20161305500115

Page : 3/4

•• C Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

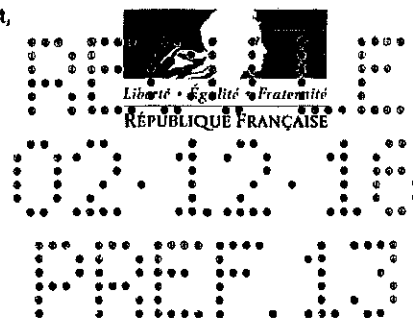


Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16 / 381 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550059

N° SIREN du maître d'ouvrage

060804770

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. LOGIREM

111 bd national

BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500116

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13202 Marseille - 2e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : Faubourg des Fiacres - rue de la Joliette- 16 PLS
24 et 26 rue de la joliette
13002 marseille

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,
Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,
Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,
Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,
Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 16 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 16 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 16 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : S.A. LOGIREM (n° SIREN : 060804770).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CFF - CNCE
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
- La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 30 NOV. 2016

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Anette FRUCTUS
Anette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
Caisse d'épargne - PLS (ou PLI ou PSLA)	2 270 043,00	76,96%	1,86%
CE1 foncier PLS	439 768,00	14,91%	1,86%
Sous-total Prêts	2 709 811,00	91,86%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	240 000,00	8,14%	
Sous-total Fonds Propres	240 000,00	8,14%	
Total du Financement (I + II + III)	2 949 811,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	2 949 811,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

16

1 077,40 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

16

1 077,40 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 16

Surface utile :

1 077,40 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	366 473,33 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 867 155,00 €
Prestations intellectuelles et frais	224 547,50 €
Prix de revient H.T.	2 458 175,83 €
Montant de la TVA	491 635,17 €
Prix de revient TTC	2 949 811,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 737,90 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

Décision No : 20161305500116

Page : 3/4

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

16 / 382 / D

DÉCISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMÉLIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550096

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500118

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : Traverse des Cyprés (logement n°253-233)

16 traverse des Cyprés

13014 Marseille

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° bis b et 278 sexies IV,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoire et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 1 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 1 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 1 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE (n° SIREN : 751956624).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 13 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) de l'article 257-7° bis du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.

La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

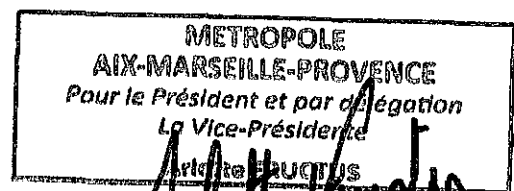
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 30 NOV. 2016



RECU
02.12.18
PROF. 13

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLA-I

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	13 200,00	11,95%
Conseil Régional	24 600,00	22,28%
Subvention Département	11 042,00	10,00%
Subvention EPCI	3 000,00	2,72%
Ville de Marseille	5 000,00	4,53%
Autres	11 042,00	10,00%
Sous-total Subventions	67 884,00	61,48%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	27 647,00	25,04%
Prêt CDC foncier	14 886,00	13,48%
Sous-total Prêts	42 533,00	38,52%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	110 417,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	110 417,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 98 569,28 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	60,45 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	60,45 m²
Assiette *	:	98 569,28 €
Taux de subvention	:	13,39 %
SUBVENTION	:	13 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	60,45 m²
Assiette : 98 569,28 €	SUBVENTION :	13 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	13,39 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 13 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	89 500,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	10 636,38 €
Décision No : 20161305500118	Page : 4/5

Prestations intellectuelles et frais

Prix de revient H.T.

Montant de la TVA

Prix de revient TTC

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

PR	217,00 €
HT	109 353,38 €
TVA	1 063,62 €
TTC	110 417,00 €
PR/SU	1 820,58 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

311034
44.44.44
44.44.44



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

16 / 383 / D

DÉCISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2015130550167

N° SIREN du maître d'ouvrage

058811670

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500117

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13054 Marignane

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération :

LE TRISKELL

RUE ROBERT SCHUMANN

13700 MARIGNANE

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 18 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 18 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 13 logements PLUS

- 5 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 59 120,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.

La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 30 NOV. 2016

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Annette FRUCTUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	51 760,00	8,95%
Subvention EPCI	15 000,00	2,59%
Sous-total Subventions	66 760,00	11,54%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	192 097,00	33,21%
Prêt CDC logement	208 284,00	36,01%
1%.	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	400 381,00	69,23%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	111 224,00	19,23%
Sous-total Fonds Propres	111 224,00	19,23%
Total du Financement (I + II + III)	578 365,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	7 360,00	0,45%
Subvention EPCI	39 000,00	2,38%
Sous-total Subventions	46 360,00	2,83%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	544 110,00	33,21%
Prêt CDC logement	589 958,00	36,01%
1%.	245 000,00	14,96%
Sous-total Prêts	1 379 068,00	84,18%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	212 775,00	12,99%
Sous-total Fonds Propres	212 775,00	12,99%
Total du Financement (I + II + III)	1 638 203,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	59 120,00	2,67%
Subvention EPCI	54 000,00	2,44%
Sous-total Subventions	113 120,00	5,10%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	798 242,00	36,01%
Prêt CDC foncier	736 207,00	33,21%
1%.	245 000,00	11,05%
Sous-total Prêts	1 779 449,00	80,28%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	323 999,00	14,62%

Sous-total Fonds Propres *	323 999,00	14,62%
Total du Financement (I + II + III)	2 216 568,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 216 568,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention: 1 626 276,98 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	13	700,98 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	13	700,98 m²
Assiette *	:	1 201 935,39 €
Taux de subvention	:	0,61 %
SUBVENTION	:	7 360,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	247,48 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	5	247,48 m²
Assiette *	:	424 341,59 €
Taux de subvention	:	12,20 %
SUBVENTION	:	51 760,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 18	Surface utile :	948,46 m²
Assiette : 1 626 276,98 €	SUBVENTION :	59 120,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,64 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 59 120,00 €

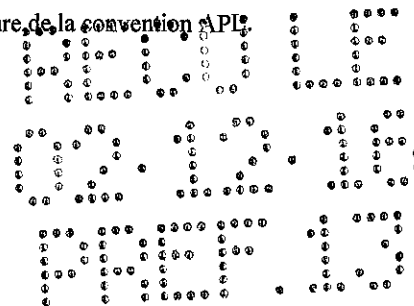
II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	2 017 872,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	34 017,00 €
Prestations intellectuelles et frais	50 810,00 €
Prix de revient H.T.	2 102 699,00 €
Montant de la TVA	113 869,00 €
Prix de revient TTC	2 216 568,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 337,02 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention API.



16 / 384 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550039

N° SIREN du maître d'ouvrage

305918732

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

NEOLIA

NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches

CS 75267

25200 MONTBELIARD

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500120

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : N-MARSEILLE-162 Av Corot-32logts-22PLUS 10 PLAI
162 Avenue Corot
13014 MARSEILLE

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 32 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 32 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 22 logements PLUS
- 10 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : NEOLIA (n° SIREN : 305918732).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 107 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 30 NOV. 2016

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette RUCTUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	102 600,00	7,60%
Sous-total Subventions	102 600,00	7,60%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	696 623,00	51,59%
Prêt CDC foncier	375 104,00	27,78%
Prêt CIL	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	1 071 727,00	79,37%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	176 043,13	13,04%
Sous-total Fonds Propres	176 043,13	13,04%
Total du Financement (I + II + III)	1 350 370,13	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	4 600,00	0,14%
Sous-total Subventions	4 600,00	0,14%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 090 492,00	32,47%
Prêt CDC foncier	1 235 809,00	36,80%
Prêt CIL	640 000,00	19,06%
Sous-total Prêts	2 966 301,00	88,33%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	387 294,87	11,53%
Sous-total Fonds Propres	387 294,87	11,53%
Total du Financement (I + II + III)	3 358 195,87	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	107 200,00	2,28%
Sous-total Subventions	107 200,00	2,28%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 787 115,00	37,95%
Prêt CDC foncier	1 610 913,00	34,21%
Prêt CIL	640 000,00	13,59%
Sous-total Prêts	4 038 028,00	85,76%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	563 338,00	11,96%
Sous-total Fonds Propres	563 338,00	11,96%
Total du Financement (I + II + III)	4 708 566,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	4 708 566,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 3 199 678,78 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	22	1 545,42 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	22	1 545,42 m²
Assiette *	:	2 403 222,98 €
Taux de subvention	:	0,19 %
SUBVENTION	:	4 600,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	512,17 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	10	512,17 m²
Assiette *	:	796 455,80 €
Taux de subvention	:	12,88 %
SUBVENTION	:	102 600,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 32	Surface utile :	2 057,59 m²
Assiette : 3 199 678,78 €	SUBVENTION :	107 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,35 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	107 200,00 €
--------------	--------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 530 264,40 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 841 919,60 €
Prestations intellectuelles et frais	99 244,00 €
Prix de revient H.T.	4 471 428,00 €
Montant de la TVA	237 138,00 €
Prix de revient TTC	4 708 566,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 288,39 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

16 / 385 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550040

N° SIREN du maître d'ouvrage

305918732

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

NEOLIA

NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches

CS 75267

25200 MONTBELIARD

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500121

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : N-MARSEILLE-162 Avenue Corot-5 PLS
162 Avenue Corot
13014 MARSEILLE - 14e arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

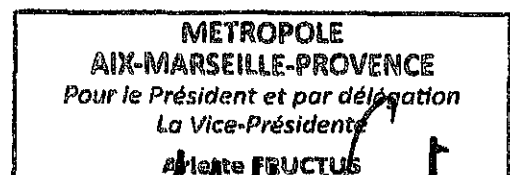
Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 5 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 5 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 5 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : NEOLIA (n° SIREN : 305918732).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
- La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 30 NOV. 2016



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
Prêt CIL	80 000,00	10,88%	
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	30 187,00	4,10%	1,86%
CDC foncier PLS	257 021,00	34,94%	1,86%
Sous-total Prêts	367 208,00	49,92%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	368 381,00	50,08%	
Sous-total Fonds Propres	368 381,00	50,08%	
Total du Financement (I + II + III)	735 589,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	735 589,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

5

321,31 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

5

321,31 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 5

Surface utile :

321,31 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

239 063,30 €

Coût du bâtiment ou des travaux

443 974,70 €

Prestations intellectuelles et frais

15 504,00 €

Prix de revient H.T.

698 542,00 €

Montant de la TVA

37 047,00 €

Prix de revient TTC

735 589,00 €

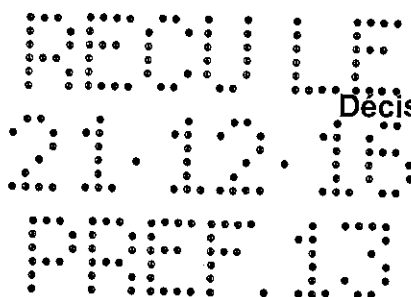
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 289,34 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



Décision n° 16/386/D

Convention d'occupation précaire 75 Boulevard Bara – 13013 Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

PREAMBULE

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est propriétaire du terrain sis 75 Boulevard Bara – 13055 Marseille, situé dans le 13^{ème} arrondissement, cadastré 213 879 C 0203 d'une surface totale de 2 449 m². Dans le cadre du Plan d'Aménagement d'Ensemble (PAE) la Claire, Les Parangues, la Société en Nom Collectif (SNC) COGEDIM Provence et la SNC Parangue Sud débutent une opération immobilière à compter du 01/12/16, sur les parcelles mitoyennes.

Pour le bon déroulement du projet, l'occupant a sollicité la Métropole pour utiliser ce terrain destiné à être la future voie d'accès du projet.

L'occupation portera sur une partie du terrain sur 5,5 m de largeur et 200 m de longueur environ et sera consentie à titre gratuit.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre d'un Plan d'Aménagement d'Ensemble la SNC COGEDIM Provence et la SNC Parangue Sud souhaitent occuper une partie du terrain sur 5,5 m de largeur et 200 m de longueur, situé 75 Boulevard Bara situé dans le 13^{ème} arrondissement de Marseille, pour l'accès à leur chantier.
- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence autorise cette occupation pour une durée de 48 mois à compter du 1^{er} décembre 2016, soit jusqu'au 1^{er} décembre 2020.

REQU
DECIDE
21.12.16

Article 1 :

Est signée une convention d'occupation précaire avec la SNC CQCEDIM Provence et la SNC Paraque Sud afin que ces sociétés ou leurs prestataires puissent occuper la parcelle cadastrée 213 879 C 0203, sise 75 Boulevard Bara dans le 13^{ème} arrondissement pour réaliser une voie d'accès provisoire à compter du 1^{er} décembre 2016, pour une durée de 48 mois.

Article 2 :

Cette convention est conclue à titre gratuit.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 DEC. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

RECUEIL
21.12.16
PRÉF 13

Décision n° 16/387/D

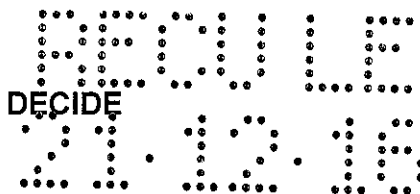
**Décision de création de la sous régie de recettes de l'eau et de l'assainissement
du Pays de Martigues**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 9 novembre 2016.

CONSIDÉRANT

La nécessité de créer auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une sous-régie de recettes située à Port-de-Bouc à la régie des eaux et d'assainissement de Martigues



Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix- Marseille- Provence, une sous-régie de recettes située à Port-de-Bouc à la régie des eaux et d'assainissement de Martigues en lieu et place de la sous-régie qui a été ouverte auprès de la direction des régies anciennement dénommé régie des eaux et régie d'assainissement de la communauté d'agglomération du Pays de Martigues avant 2016. Les recettes de la régie des eaux et la régie d'assainissement du Pays de Martigues s'impacteront sur les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement en fonction de la nature de la Recette.

Article 2 :

Cette sous régie est installée :
Galerie la Respélido
avenue de la Mer
13110 Port-de-Bouc

Article 3 :

La régie encaisse les produits suivants :

- redevances eau à percevoir auprès des usagers,
- redevances assainissement à percevoir auprès des usagers du service d'assainissement collectif,
- redevances assainissement à percevoir auprès des usagers du service d'assainissement non collectif,
- prestations de services diverses
- participations dues pour l'extension des réseaux publics de distribution,
- vente de compteurs et matériels de branchement.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

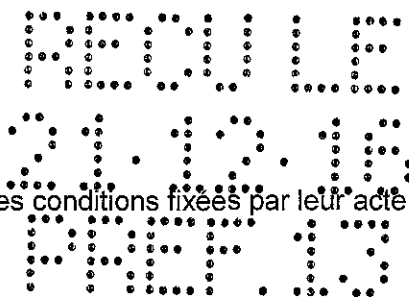
- espèces, contre délivrance de quittances extraites de journaux à souches,
- chèques bancaires,
- virements bancaires sur le compte de dépôts de fonds au Trésor,
- prélèvements automatiques à échéances, deux fois par an, sur le compte bancaire du titulaire de l'abonnement,
- prélèvements automatiques mensuels sur le compte bancaire du titulaire de l'abonnement,

Article 5 :

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 3, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à 180 jours à compter de la date de facturation initiale.

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR76 1007 1130 0000 0020 1904 461 BIC : TRPUFRP1 ouvert au nom de la régie des eaux et de la régie d'assainissement du Pays de Martigues auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.



Article 7 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 8 :

Un fonds de caisse d'un montant 100 € (cent euros) est mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 9 :

Le montant maximum de l'encaisse (numéraire et compte de dépôts de fonds au Trésor) que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 800 000 € (huit cent mille euros).

Article 10 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser le montant de l'encaisse, au régisseur titulaire de la régie ou sur le compte de dépôt de fonds de la régies au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 9.

Article 11 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 12 :

Le régisseur titulaire est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 14 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 15 :

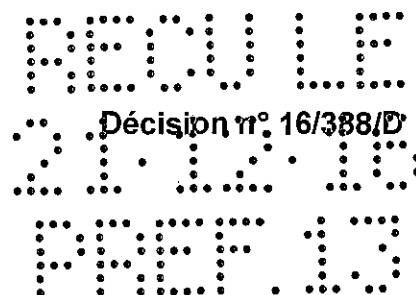
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole d'Aix-Marseille-Provence sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

19 DEC. 2016

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



**Décision de fermeture de la régie de recettes prolongée carburant du Port de
Plaisance de la Ciotat**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles R.1617-1 à R.1617-18 du relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 11 octobre 2016

CONSIDÉRANT

La nécessité de clôturer la régie de recettes prolongée « carburant du port de plaisance de la Ciotat » instituée auprès de la Direction des Ports de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 30 septembre 2015.

DECIDE

RECU
21.12.16
PRÉF. 13

Article 1 :

La décision n°14/270/D du 18 décembre 2014 est abrogée.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole d'Aix-Marseille-Provence sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

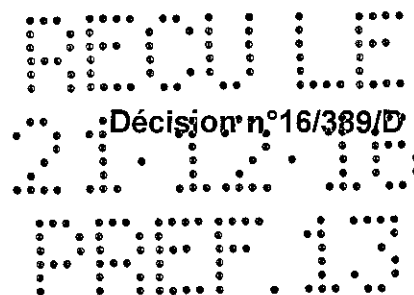
Fait à Marseille, le

19 DEC. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Décision de création d'une régie de recette prolongée pour la régie de l'eau et de l'assainissement du "Pays de Martigues"

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 du relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 22 novembre 2016

CONSIDERANT

La nécessité de créer auprès de la Direction Générale des Service de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes prolongée pour la régie des eaux et d'assainissement du Pays de Martigues,

DECIDE

RECUE
21.12.16
0957 13

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes prolongée pour la régie des eaux et d'assainissement du Pays de Martigues située à Martigues en lieu et place des régies qui étaient ouvertes auprès de la direction des régies anciennement dénommé régie des eaux et régie d'assainissement de la communauté d'agglomération du Pays de Martigues avant 2016. Les recettes de la régie des eaux et d'assainissement du Pays de Martigues s'impacteront sur les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement en fonction de la nature de la Recette.

Article 2 :

Cette régie est installée :

Avenue Urdy Milou
BP 90007
13691 Martigues cedex.

Article 3 :

La régie encaisse les produits suivants :

- redevances eau à percevoir auprès des usagers,
- redevances assainissement à percevoir auprès des usagers du service d'assainissement collectif,
- redevances assainissement à percevoir auprès des usagers du service d'assainissement non collectif,
- prestations de services diverses
- participations dues pour l'extension des réseaux publics de distribution,
- vente de compteurs et matériels de branchement.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- espèces, contre délivrance de quittances extraites de journaux à souches,
- chèques bancaires,
- virements bancaires sur le compte de dépôts de fonds au Trésor,
- prélèvements automatiques à échéances, deux fois par an, sur le compte bancaire du titulaire de l'abonnement,
- prélèvements automatiques mensuels sur le compte bancaire du titulaire de l'abonnement,
- Carte bancaires

Article 5 :

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 3, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à 180 jours à compter de la date de facturation initiale.

RECUE
21.12.16

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR76 1007 1130 0000 0020 1904 461 BIC : TRPUFRP1 ouvert au nom de la régie des eaux et de la régie d'assainissement du Pays de Martigues auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 7 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 8 :

Un fonds de caisse d'un montant de 200 € (deux cent euros) est mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 9 :

Le montant maximum de l'encaisse (numéraire et compte de dépôts de fonds au Trésor) que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 800 000 € (huit cent mille euros).

Article 10 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 9.

Article 11 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 12 :

Le régisseur titulaire est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 14 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

RECUE
21.12.16

Article 15 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole d'Aix-Marseille-Provence sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

19 DEC. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

RECUE
21.12.16
Préf. 13
Décision n° 16/390/D

**Décision de création d'une régie d'avances protocolaire auprès du cabinet du
Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 28 novembre 2016

CONSIDÉRANT

La nécessité de créer une régie d'avance « Protocolaire » ouverte auprès du cabinet du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès du Cabinet du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie d'avance pour le paiement des dépenses suivantes :

- Frais de réception et de représentation,
- Achat de denrées périssables,
- Achat de petites fournitures protocolaires,
- Achat de petites fournitures administratives.

Les dépenses s'impacteront sur le budget Principal Métropole Centralisé en fonction de la nature des dépenses.

Article 2 :

Cette régie est installée dans les locaux de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

Immeuble le Balthazar
2 quai d'Arenc
13002 Marseille

Article 3 :

Les dépenses désignées à l'article 1 seront réglées par carte bancaire ou numéraires.

Article 4 :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur titulaire est fixé à 2 000 € (deux mille euros).

Article 5 :

Le régisseur titulaire est autorisé à effectuer des paiements à la commande. Il est également autorisé à payer à distance à la commande par carte bancaire dans le respect de l'instruction n°05-003-MO du 24 janvier 2005 afférente aux paiements à la commande par les collectivités locales et leurs établissements publics.

Article 6 :

Un compte de dépôt de fonds au Trésor est ouvert au nom du régisseur es qualité auprès du comptable public assignataire.

Article 7 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des dépenses payées au moins une fois par mois.

Article 8 :

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

RECULE

Article 9 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, selon la réglementation en vigueur.

PROF 13

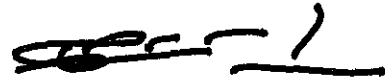
Article 10 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, pour la période durant laquelle ils auront assuré effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Municipale et Métropole d'Aix-Marseille-Provence sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le **19 DEC 2016**



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

RECUEIL
21.12.16
Préf. 13
Décision n° 16/391/D

**DECISION DE CREATION DE LA REGIE DE RECETTES POUR
L'ENCAISSEMENT DES FACTURES EMISES SUR LA COMMUNE DE GEMENOS
AU TITRE DES SERVICES DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT.**

VU

- Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 du relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 17 octobre 2016,

CONSIDERANT

La nécessité de créer auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie de recette pour l'encaissement des factures émises sur la commune de Gémenos au titre des Services de l'Eau et de l'Assainissement et des frais de branchement neufs,

RECETTE DECIDE 21.12.15

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix- Marseille-Provence, une régie de recettes pour l'encaissement des factures émises sur la commune de Gémenos au titre des Services de l'Eau et de l'Assainissement et des frais de branchement neufs en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole anciennement dénommé régie de recettes « MPM » Gémenos. Les recettes de « la Régie de Gémenos » s'impacteront sur le budget Annexe de l'Eau du Territoire Marseille Provence en fonction de nature de la Recette.

Article 2 :

Cette régie est installée dans les locaux des services techniques de Gémenos :
100 avenue du Pic de Bertagne
Parc d'activité
13420 Gémenos

Article 3 :

La régie encaisse les produits suivants :

Les Factures émises au titre des services de l'Eau et de l'Assainissement
Les Frais de branchements neufs

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon le mode de recouvrement suivant :

- Par Chèques

Elles sont perçues contre la délivrance à l'usager d'une facture acquittée ou d'un reçu.

Article 5 :

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 3, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à un mois.

Article 6 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 7 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 150 000 € (cent cinquante mille euros).

Article 8 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 8.

Article 9 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 10 :

Le régisseur titulaire est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole d'Aix-Marseille-Provence sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 DEC. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

REÇU
21.12.16
PRÉF. 13
Décision n° 16/392/D

Approbation d'une convention avec l'organisme GRETA Ouest 13 pour l'action de formation intitulée "EXCEL : bases de données", d'un montant de 686 euros net

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Travail ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que pour répondre aux besoins de formation pour 2016 des agents de la Métropole, exerçant leurs fonctions au sein du Territoire Istres-Ouest Provence, une convention de formation professionnelle avec l'organisme de formation «GRETA Ouest 13» est nécessaire ;
- Que l'objectif de cette action est de renforcer les compétences professionnelles des agents en bureautique en fonction des exigences liées à leurs postes de travail ;
- Qu'au regard du catalogue 2016 proposé par l'organisme de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et «GRETA Ouest 13» relative à l'action de formation intitulée «EXCEL : Base de données».

Article 2 :

Est approuvée la participation de 12 agents, à cette action de formation, d'une durée de 1 jour sur l'année 2016 se déroulant à Istres.

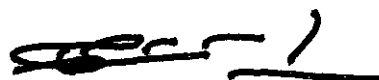
Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant de 686,00 € net sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 DEC. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision de création de la régie de l'Europole de l'Arbois

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 du relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 5 décembre 2016.

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes prolongée pour l'encaissement des Recettes Locatives de la ZAC du Petit Abois (Technopole de l'Arbois) en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la Direction Administrative et Financière, anciennement dénommée REGIE GESTION LOCATIVE ARBOIS du Syndicat Mixte d'Etude, d'Aménagement et d'Equipement et de Gestion de l'Europole Méditerranéen de l'Arbois avant .

Les recettes de la REGIE GESTION LOCATIVE ARBOIS s'impacteront sur le budget général de la Métropole en fonction de la nature de la Recette.

Article 2 :

Cette régie est installée chez la société ACCORD au 11 Cours Mirabeau 13100 Aix-en-Provence

Article 3 :

La régie encaisse les produits suivants :

- 1/ Les loyers et la TVA correspondante, ainsi que les cautions ou les dépôts de garantie réglés par les structures locataires de la ZAC du Petit Arbois
- 2/ Les charges d'immeuble comprenant l'ensemble des abonnements, consommation de fluide et travaux effectués dans chaque immeuble pouvant être répercutées dans les charges locatives.
- 3/ Les charges liées à l'entretien de la ZAC du Petit Arbois et concernant l'ensemble des usagers, telles que la sécurité, l'entretien des espaces verts, la protection contre les incendies pouvant être répercutées dans les charges locatives.
- 4/ Les charges liées à l'enlèvement des déchets de la ZAC.
- 5/ La récupération des charges concernant la taxe foncière au prorata des surfaces occupées pour chaque bâtiment imposable.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- 1/ Chèque bancaire
- 2/ Virement

Elles sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'une facture.

Article 5 :

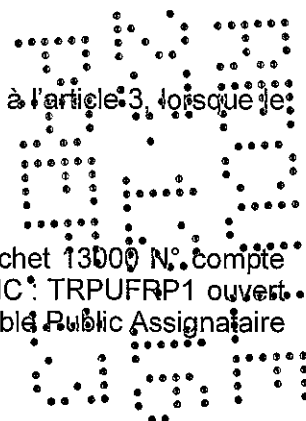
La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 3, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à 45 jours.

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds numéro Code banque 10071 Code guichet 13000 N° compte 00002020226 Clé 07 IBAN : FR76 1007 1130 0000 0020 2022 607 BIC : TRPUFRP1 ouvert au nom de REGIE GESTION LOCATIVE ARBOIS auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 7 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.



Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 80 000 euros (quatre vingt milles euros).

Article 9 :

Le régisseur fera diligence pour recouvrer les loyers et les charges dans les meilleurs délais. La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 4 est fixée à 40 jours.

Dès le 20^{ième} jour de retard dans l'encaissement d'un loyer, il adressera à la structure retardataire une relance écrite.

En cas d'absence de règlement dans le délai de 15 jours après l'envoi de la lettre de relance, le régisseur en avisera l'ordonnateur, et lui transmettra un relevé des sommes impayées afin qu'il soit procédé à l'émission d'un titre de recettes dans les plus brefs délais.

Le régisseur se tiendra informé de la situation des structures locataires et assurera une veille juridique sur les procédures collectives éventuellement engagées.

Dès que le régisseur aura connaissance d'une procédure collective d'apurement du passif concernant une structure locataire, il en informera le comptable public et lui transmettra un relevé des sommes dues afin que celui-ci produise la créance devant le représentant des créanciers. Le régisseur en informera l'ordonnateur qui émettra un titre de recettes dans les plus brefs délais.

Article 10 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins deux fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 8.

Article 11 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 12 :

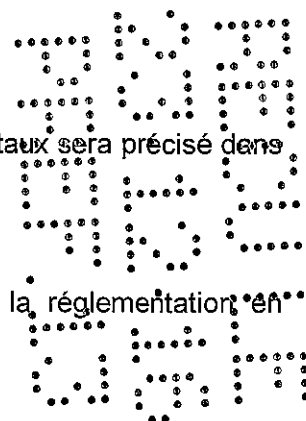
Le régisseur titulaire est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 14 :

Le régisseur ne percevra pas d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

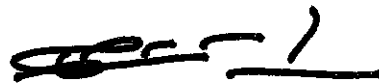


Article 15 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

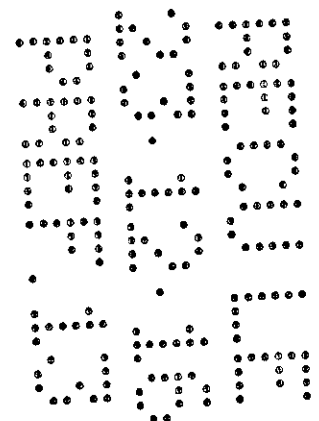
Fait à Marseille, le

21 DEC. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Régie de recettes des transports scolaires - Velaux

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 du relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix Marseille Provence,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 5 décembre 2016,

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes pour les transports scolaires de Velaux en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès du service des transports scolaires anciennement dénommée Régie de recettes des transports scolaires - Velaux de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglo pôle Provence ». Les recettes de la régie des transports scolaires – Velaux s'impacteront sur le budget CT1 Transports, Activité CT3 en fonction de la nature de la recette.

Article 2 :

Cette régie est installée dans les locaux de la Mairie, 997 Avenue Jean Moulin, 13880 Velaux.

Article 3 :

La régie encaisse les produits suivants :

- les titres de transports en vigueur (titre scolaire communautaire et titres occasionnels)
- le coût de duplicata des supports en cas de perte ou de détérioration conformément aux dispositions du règlement intérieur des transports scolaires en cours de validité.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraire,
- chèques,
- mandat administratif.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'usager d'un ticket de vente.

Article 5 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 6 :

Un fonds de caisse d'un montant de 45€ (quarante-cinq euros) est mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 7 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1500€ (mille cinq cent).

Article 8 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 7.

Article 9 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 10 :

Le régisseur titulaire n'est pas assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

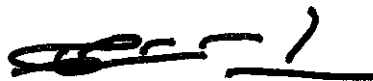
Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

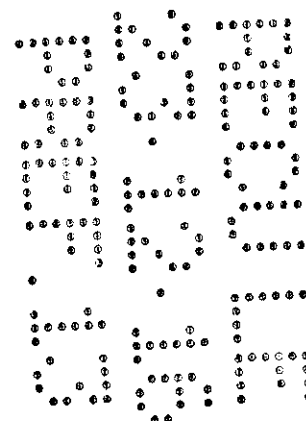
Fait à Marseille, le

21 DEC. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Régie de recettes des transports scolaires - Eyguières

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 du relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 5 décembre 2016,

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes pour les transports scolaires - Eyguières en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès du service des transports scolaires anciennement dénommée Régie de recettes des transports scolaires - Eyguières de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance

dite « Agglo pôle Provence ». Les recettes de la régie des transports scolaires - Eyguières s'impacteront sur le budget CT1 Transports, Activité CT3 en fonction de la nature de la recette.

Article 2 :

Cette régie est installée à la Mairie d'Eyguières, Rue du Couvent, 13430 Eyguières.

Article 3 :

La régie encaisse les produits suivants :

- les titres de transports en vigueur (titre scolaire communautaire et titres occasionnels)
- coût de duplicata des supports en cas de perte ou de détérioration

Conformément aux dispositions du règlement intérieur des transports scolaires en cours de validité.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraire,
- chèques,
- mandat administratif.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'un ticket de vente.

Article 5 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 6 :

Un fonds de caisse d'un montant de 45€ (quarante-cinq euros) est mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 7 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 2 300€ (deux mille trois cent euros).

Article 8 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 7.

Article 9 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 10 :

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille,

21 DEC. 2016


Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Régie de recettes des transports scolaires – La Fare les Oliviers

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 du relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gautlin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 5 décembre 2016,

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes pour les transports scolaires – La Fare les Oliviers en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès du service des transports scolaires anciennement dénommée Régie de recettes des transports scolaires – La Fare les Oliviers de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglo pôle Provence ». Les recettes de la régie des transports scolaires – La Fare les Oliviers s'impacteront sur le budget CT1 Transports, Activité CT3 en fonction de la nature de la recette.

Article 2 :

Cette régie est installée à l'Hôtel de Ville, Place Camille Pelletan, 13580 La Fare les Oliviers.

Article 3 :

La régie encaisse les produits suivants :

- les titres de transports en vigueur (titre scolaire communautaire et titres occasionnels)
- coût de duplicata des supports en cas de perte ou de détérioration

Conformément aux dispositions du règlement intérieur des transports scolaires en cours de validité.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraire,
- chèques,
- mandat administratif.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'usager d'un ticket de vente.

Article 5 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 6 :

Un fonds de caisse d'un montant de 45€ (quarante-cinq euros) est mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 7 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 2 000€ (deux mille euros).

Article 8 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 7.

Article 9 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 10 :

Le régisseur titulaire n'est pas assujéti à un cautionnement, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

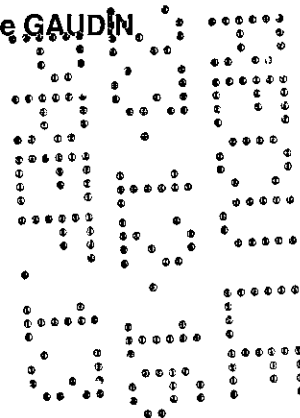
Fait à Marseille, le

21 DEC. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Régie de recettes des transports scolaires – Lançon-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 du relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix Marseille Provence,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 5 décembre 2016,

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes pour les transports scolaires – Lançon-Provence en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès du service des transports scolaires anciennement dénommée Régie de recettes des transports scolaires – Lançon-Provence de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglo pôle-Provence ». Les recettes de la régie des transports scolaires – Lançon-Provence s'impacteront sur le budget CT1 Transports, Activité CT3 en fonction de la nature de la recette.

Article 2 :

Cette régie est installée à l'Hôtel de Ville, Place du Champ de Mars, 13 680 Lançon-Provence.

Article 3 :

La régie encaisse les produits suivants :

- les titres de transports en vigueur (titre scolaire communautaire et titres occasionnels)
 - le coût de duplicata des supports en cas de perte ou de détérioration ;
- conformément aux dispositions du règlement intérieur des transports scolaires en cours de validité.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraire,
- chèques,
- mandat administratif.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'usager d'un ticket de vente.

Article 5 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 6 :

Un fonds de caisse d'un montant de 45€ (quarante-cinq euros) est mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 7 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1 000€ (mille euros).

Article 8 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 7.

Article 9 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations de recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 10 :

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

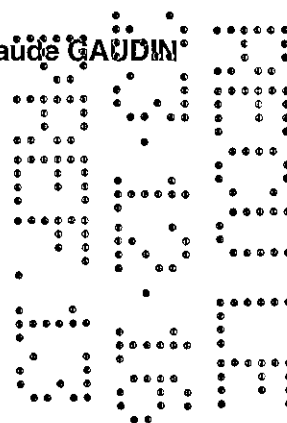
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 DEC. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Régie de recettes des transports scolaires – Rognac

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 du relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix Marseille Provence,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Sautin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 5 décembre 2016,

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes pour les transports scolaires de Rognac en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès du service des transports scolaires anciennement dénommée Régie de recettes des transports scolaires – Rognac de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglo pôle Provence ». Les recettes de la régie des transports scolaires - Rognac s'impacteront sur le budget CT1 Transports, Activité CT3 en fonction de la nature de la recette.

Article 2 :

Cette régie est installée à l'Hôtel de Ville, 21 avenue Général de Gaulle, 13340 Rognac.

Article 3 :

La régie encaisse les produits suivants :

- les titres de transports en vigueur (titre scolaire communautaire et titres occasionnels)
- le coût de duplicata des supports en cas de perte ou de détérioration conformément aux dispositions du règlement intérieur des transports scolaires en cours de validité.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraire,
- chèques,
- mandat administratif.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'un ticket de vente.

Article 5 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 6 :

Un fonds de caisse d'un montant de 45€ (quarante-cinq euros) est mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 7 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver, est fixé à 2 000€ (deux mille euros).

Article 8 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 7.

Article 9 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations de recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 10 :

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

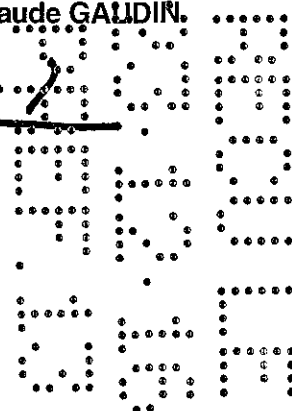

Article 13 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 DEC. 2016

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN.



Régie de recettes des transports scolaires – Salon de Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 du relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix Marseille Provence,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 5 décembre 2016 ;

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes pour les transports scolaires de Salon de Provence en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès du service des transports scolaires anciennement dénommée Régie de recettes des transports scolaires – Salon de Provence de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglo pôle Provence ». Les recettes de la régie des transports scolaires – Salon de Provence s'impacteront sur le budget CT1 Transports, Activité CT3 en fonction de nature de la recette.

Article 2 :

Cette régie est installée auprès du service de l'enseignement de la ville de Salon de Provence, Ecole du boulevard David, rue des Alliés, 13300 Salon de Provence.

Article 3 :

La régie encaisse les produits suivants :

- les titres de transports en vigueur (titre scolaire communautaire et titres occasionnels)
 - coût de duplicata des supports en cas de perte ou de détérioration
- conformément aux dispositions du règlement intérieur des transports scolaires en cours de validité.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraire,
- chèques,
- mandat administratif.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'usager d'un ticket de vente.

Article 5 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 6 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 300€ (trois cents euros).

Article 7 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 6.

Article 8 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations de recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 9 :

Le régisseur titulaire n'est pas assujéti à un cautionnement, selon la réglementation en vigueur.

Article 10 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

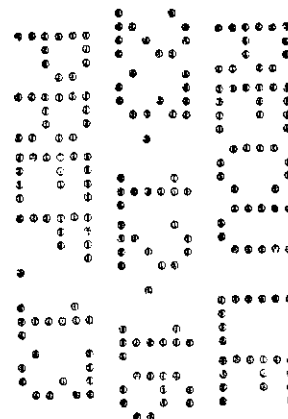
Article 12 :

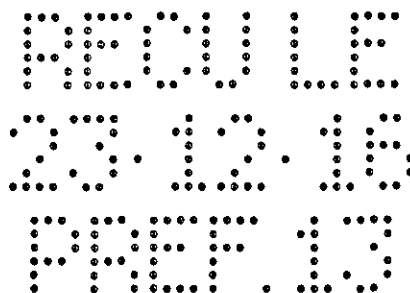
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 DEC. 2016

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN





Régie de recettes des transports scolaires - Sénas

VU

- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 du relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 5 décembre 2016,

DÉCIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes pour les transports scolaires – Sénas en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès du service des transports scolaires anciennement dénommée Régie de recettes des transports scolaires - Sénas de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance

REGIE

dite « Agglo-pôle Provence ». Les recettes de la régie des transports scolaires – Sénas s'impacteront sur le budget CT1 Transports, Activité CT3 en fonction de la nature de la recette.

Article 2 :

Cette régie est installée à l'Hôtel de Ville, Place Victor Hugo, 13560 Sénas.

Article 3 :

La régie encaisse les produits suivants :

- les titres de transports en vigueur (titre scolaire communautaire et titres occasionnels)
 - coût de duplicata des supports en cas de perte ou de détérioration
- conformément aux dispositions du règlement intérieur des transports scolaires en cours de validité.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraire,
- chèques,
- mandat administratif.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'un ticket de vente.

Article 5 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 6 :

Un fonds de caisse d'un montant de 150€ (cent cinquante euros) est mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 7 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1000€ (mille euros).

Article 8 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 7.

Article 9 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations de recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 10 :

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

RECUE
23.12.16
14.15

Article 11 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

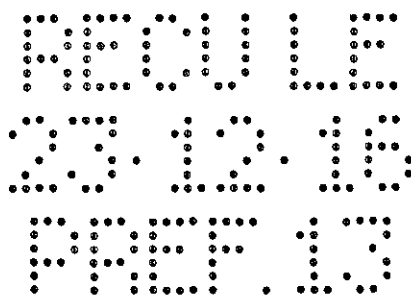
Fait à Marseille, le

21 DEC. 2016

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN





Régie de recettes des transports scolaires – Berre l'Etang

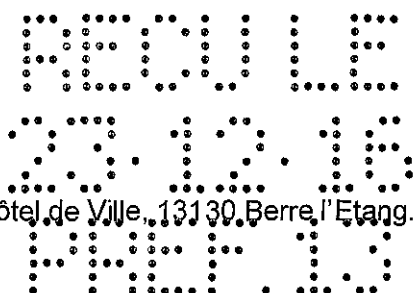
VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 du relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix Marseille Provence,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 5 décembre 2016,

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes pour les transports scolaires – Berre l'Etang en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès du service des transports scolaires anciennement dénommée Régie de recettes des transports scolaires – Berre l'Etang de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolle Provence ». Les recettes de la régie des transports scolaires – Berre l'Etang s'impacteront sur le budget CT1 Transports, Activité CT3 en fonction de la nature de la recette.



Article 2 :

Cette régie est installée à l'Hôtel de Ville, 13130 Berre-l'Étang.

Article 3 :

La régie encaisse les produits suivants :

- les titres de transports en vigueur (titre scolaire communautaire et titres occasionnels)
 - le coût de duplicata des supports en cas de perte ou de détérioration
- conformément aux dispositions du règlement intérieur des transports scolaires en cours de validité.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraire,
- chèques,
- mandat administratif.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'usager d'un ticket de vente.

Article 5 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 6 :

Un fonds de caisse d'un montant de 80€ (quatre-vingt euros) est mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 7 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 2 300€ (deux mille trois cent euros).

Article 8 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 7.

Article 9 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 10 :

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

REDAUX

2016

Article 11 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

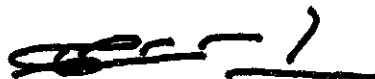
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

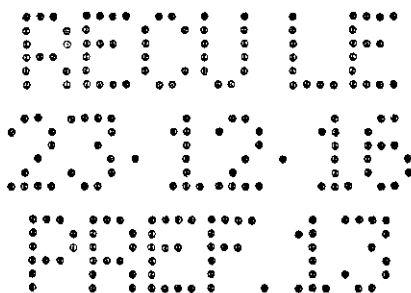
Fait à Marseille, le

21 DEC. 2016

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN





Régie de recettes des transports scolaires - Pélissanne

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 du relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix Marseille Provence,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 5 décembre 2016,

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes pour les transports scolaires à Pélissanne en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès du service des transports scolaires anciennement dénommée Régie de recettes des transports scolaires –

RECULE

Pélissanne de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglo pôle Provence ». Les recettes de la régie des transports scolaires - Pélissanne s'impacteront sur le budget C.T.1 Transports. Activité C.T.3 en fonction de la nature de la recette.

PRÉF 13

Article 2 :

Cette régie est installée à l'Hôtel de Ville, Parc Roux de Brignoles, 13330 Pélissanne.

Article 3 :

La régie encaisse les produits suivants :

- les titres de transports en vigueur (titre scolaire communautaire et titres occasionnels)
- le coût de duplicata des supports en cas de perte ou de détérioration conformément aux disposition du règlement intérieur des transports scolaires en cours de validité.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraire,
- chèques,
- mandat administratif.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'un ticket de vente.

Article 5 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 6 :

Un fonds de caisse d'un montant de 15€ (quinze euros) est mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 7 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 300€ (trois cents euros).

Article 8 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 7.

Article 9 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations de recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 10 :

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

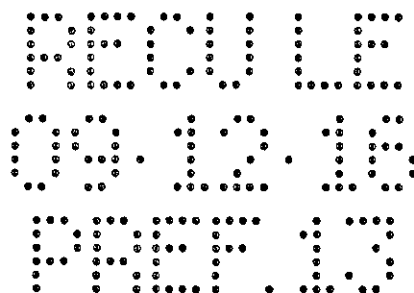
Article 13 :

Monsieur le Président de la Métropole de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 DEC. 2016

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN





Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence de refinancer en 2016 l'emprunt structuré à risque n°MPH507050EUR contracté par le SAN Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°16/119/CM du 8 avril 2016 donnant délégation de fonction à Monsieur Roland Blum, 14^{ème} Vice-Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La convention signée le 15 novembre 2016 entre le Président de la Métropole et le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur dans le cadre du fonds de soutien aux collectivités territoriales et aux établissements publics ayant souscrits des contrats de prêts à risque ;
- Les conditions générales version CG-CAFFIL-2016-06 envoyées par la SFIL le 30 novembre 2016 ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence accepte la proposition de refinancement de la SFIL du 30 novembre 2016 ;
- Le risque encouru par la collectivité au regard de l'évolution du CMS GBP 10 ans du contrat n°MPH507050EUR (référence interne fiche 940) ;
- La demande déposée par le SAN Ouest Provence auprès du Fonds de soutien dont l'application du barème au prêt mentionné conduit à un taux d'aide d'environ 28,61%, assorti d'un montant plafond d'aide maximum de 5 733 443,80 € ;

REJULÉ

09.10.16

DECIDE

2016

13

Article 1 :

Est annulée la décision n°16/068/D du 30 juin 2016.

Article 2 :

Est refinancé, après négociation entre le prêteur « la CAFFIL » et « la SFIL » et l'emprunteur « la Métropole d'Aix-Marseille-Provence », l'emprunt n°MPH507050EUR001 ayant les caractéristiques suivantes :

Numéro du contrat de prêt refinancé	Numéro de prêt	Score Gissler	Capital refinancé	Intérêts courus non échus
MPH507050EUR	001	4E	16 677 185,35 EUR	190 119,91EUR
total			16 677 185,35 EUR	190 119,91 EUR

Par dérogation aux dispositions du contrat de prêt n°MPH507050EUR001, les intérêts courus non échus dû sont calculés d'un commun accord entre le prêteur et l'emprunteur au taux annuel de 2,85%. Le contrat de prêt de refinancement est autonome du contrat de prêt refinancé et est exclusivement régi par ses stipulations.

Les trois prêts permettant le refinancement ont les montants maxima et caractéristiques indicatives décrits ci-dessous:

Prêt n°1 au titre du capital restant dû au 23 décembre 2016 :

Montant du capital restant dû refinancer : 16 677 185,35 €
 Versement des fonds : 23 décembre 2016
 Première échéance : 1er août 2017
 Maturité : 1er août 2032
 Durée : 15 ans et 8 mois
 Amortissement : Constant
 Taux d'intérêt annuel maximum: Taux fixe de 2,85%
 Echéances d'amortissement et d'intérêts : Périodicité annuelle
 Base de calcul : exact/360

Remboursement anticipé :

En fonction de la date d'échéance d'intérêts de la tranche	Remboursement anticipé
jusqu'au 01/08/2030	autorisé pour le montant total du capital restant dû moyennant le paiement ou la réception d'une indemnité sur cotation de marché
au-delà du 01/08/2030 jusqu'au 01/08/2032	autorisé pour le montant total du capital restant dû sans indemnité

Budget impacté : Emprunt versé à 100% au Budget Principal ;

RECULE
09.12.16

**Prêt n°2 au titre du paiement de l'Indemnité de Remboursement Anticipé (IRA)
intégrée dans le contrat refinancé, réputé versé le 23 décembre 2016 :**

Montant du capital maximum emprunté pour l'IRA : 13 900 000,00 €
 Versement des fonds : 23 décembre 2016
 Première échéance : 1er août 2017
 Maturité : 1er août 2028
 Amortissement : Constant
 Échéances d'amortissement et d'intérêts : Périodicité annuelle
 Durée : 11 ans et 8 mois
 Taux d'intérêt annuel maximum : Taux fixe de 2,85 %
 Base de calcul : exact/360

Remboursement anticipé :

En fonction de la date d'échéance d'intérêts de la tranche	Remboursement anticipé
jusqu'au 01/08/2026	autorisé pour le montant total du capital restant dû moyennant le paiement ou la réception d'une indemnité sur cotation de marché
au-delà du 01/08/2026 jusqu'au 01/08/2028	autorisé pour le montant total du capital restant dû sans indemnité

Budget impacté : Emprunt versé à 100% au budget Principal.

Prêt n°3 au titre du financement des investissements inscrits au budget 2016 :

Montant du nouvel emprunt : 40 000 000,00 €
 Versement des fonds : 23 décembre 2016
 Première échéance : 1er décembre 2017
 Maturité : 1er décembre 2031
 Amortissement : Constant
 Échéances d'amortissement et d'intérêts : Périodicité annuelle
 Durée : 15 ans
 Taux d'intérêt annuel maximum : Taux fixe de 1,50 %
 Base de calcul : exact/360

Remboursement anticipé :

En fonction de la date d'échéance d'intérêts de la tranche	Remboursement anticipé
jusqu'au 01/12/2029	autorisé pour le montant total du capital restant dû moyennant le paiement ou la réception d'une indemnité sur cotation de marché
au-delà du 01/12/2029 jusqu'au 01/12/2031	autorisé pour le montant total du capital restant dû sans indemnité

Budget impacté : Emprunt versé à 100% au budget Principal

RECUE
09.12.16
09.12.16

Article 3:

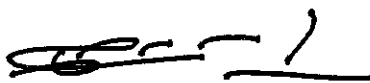
Est donné à Monsieur Roland Blum, Vice-Président aux Finances, délégation pour conclure les conditions définitives des refinancements des contrats et des emprunts visés à l'article 2. Cette délégation permettra également de signer la documentation contractuelle correspondante, et à intervenir entre la Métropole, la CAFFIL et la SFIL. Le représentant légal de l'emprunteur est habilité à procéder, ultérieurement, et à son initiative, aux diverses opérations prévues dans le contrat de prêt et à tout pouvoir à cet effet.

Article 4:

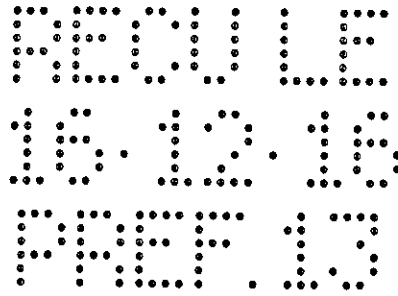
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

07 DEC. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Location du palais du pharo le 12 et le 15 décembre 2016

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Qu'il est nécessaire de prévoir un lieu de réception dédiée à la préparation du Conseil Métropolitain le 12 décembre 2016 ainsi que la tenue d'une conférence sur le thème des transports le 15 décembre 2016

DECIDE

Article 1 :

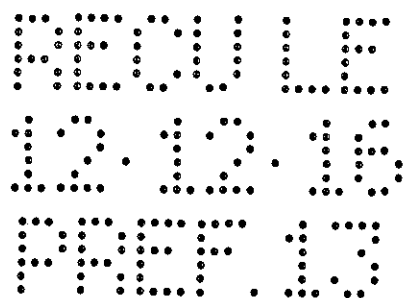
Est approuvée une convention de mise à disposition avec la ville de Marseille du palais du pharo le 12 et 15 décembre pour un montant de 3945.60 € TTC

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 DEC. 2016

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Acquisition dans le cadre du droit de préemption urbain d'un ensemble foncier cadastré aux sections A n° 2860 et AI n° 106, situé au lieudit du Ventillon à Fos-sur-Mer.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme notamment les articles L.210-1 et suivants, R.211-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2013-60 du 27 mars 2013 par laquelle la commune de Fos-sur-Mer a institué le droit de préemption urbain sur son territoire et en a délimité le périmètre ;
- La délibération n° 2013-93 du 28 mai 2013 par laquelle la commune de Fos-sur-Mer a délégué le droit de préemption urbain au SAN Ouest Provence ;
- Le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Fos-sur-Mer ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
-

CONSIDÉRANT

- Que le 20 octobre 2016 a été déposée en Mairie de Fos -sur- Mer, une Déclaration d'Intention d' Aliéner référencée DA 13039 16 0153, relative à la vente d'un immeuble comprenant deux parcelles de terrain nu, propriété de la société ARCELORMITTAL France, cadastrées aux sections A n° 2860 et AI n° 106, d'une contenance totale de

30 ha 48 a 92 ca, situées lieudit Coussoul du Ventillon à Fos-sur-Mer et classées en zone NAE1 et NAE2 du POS de la commune, pour un prix net de cent vingt mille Euros (120 000,00 €) ;

- Qu'un projet d'aménagement d'un champ captant d'eau potable est envisagé dans le périmètre du secteur du Coussoul du Ventillon dans lequel sont inclus les terrains objet de ladite Déclaration d'Intention d'Aliéner ;
- Qu'il apparaît opportun pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, conformément aux articles L.210-1 et suivants et notamment l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme, d'exercer son Droit de Prémption Urbain dans le cadre de l'aménagement de l'ouvrage d'eau potable susvisé ;
- L'avis de France Domaine en date du 9 décembre 2016, estimant la valeur vénale du bien à cent vingt mille euros hors taxes (120 000,00 € H.T) ;

DECIDE

Article 1 :

D'exercer le Droit de Prémption Urbain sur l'immeuble comprenant deux parcelles de terrain nu, propriété de la société ARCELORMITTAL France, cadastrées aux sections A n° 2860 et AI n° 106, d'une contenance totale de 30 ha 48 a 92 ca, situées lieudit Coussoul du Ventillon à Fos-sur-Mer et classées en zone NAE1 et NAE2 du POS de la commune, pour un prix net de cent vingt mille Euros (120 000,00 €).

Article 2 :

De prévoir la somme de trois mille quatre cents euros (3 400,00 €) relative aux frais de notaire.

Article 3 :

De désigner Maître Sabrina DRIS, Notaire à Istres, pour la rédaction de l'acte authentique.


Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget eau potable, chapitre 217502700, nature 2111.

Article 5 :

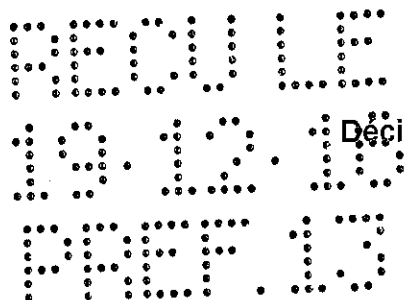
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision de délégation du Droit de Prémption Urbain au profit de la SOLEAM de biens et droits immobiliers dépendant d'un immeuble situé 43 rue de la Palud 13001 Marseille dans le cadre de l'opération d'aménagement Grand Centre Ville.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L 300-1 ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le Droit de Prémption ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FCT 008-1029/02/CC du 19 février 2009 approuvant le projet Centre Ville – orientations générales sur la commune de Marseille ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement « Grand Centre Ville » n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° RNOV 002-771/12/CC du 14 décembre 2012 approuvant le Plan Local de l'Habitat de Marseille Provence Métropole 2012-2018 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° EPPS 004-1703/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant l'instauration et l'exercice du Droit de Prémption Urbain et du droit de Prémption Urbain Renforcé sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de la Communauté n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- La délibération n° HN 010-17/03/16 CM du 17 mars 2016, portant délégation du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

REUUE

- La délibération n° URB 023-638/16/CM du 30 juin 2016 approuvant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La déclaration d'intention d'aliéner DA 13201.16 0375 reçue le 4 novembre 2016.

REUUE

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire au renouvellement urbain d'îlots obsolètes et à la requalification du tissu dégradé par restructuration d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés ainsi que 20 000 m² de locaux d'activité et d'équipements ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'afin de mener à bien ces engagements, la Ville de Marseille avait concédé à la SOLEAM, l'opération d'aménagement dite « Grand Centre Ville » transféré au 21 décembre 2015 à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence afin de permettre le traitement de réhabilitation – restructuration d'îlots urbains complets.

DECIDE

Article 1 :


Le droit de Préemption Urbain est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition des lots n°s 21-22-23-24 dépendant de l'immeuble situé au 43 rue de la Palud 13001 Marseille, cadastré 803 B 266 d'une superficie de 74,37 m², appartenant à la SCI DOMOS, relevant du champ de compétence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

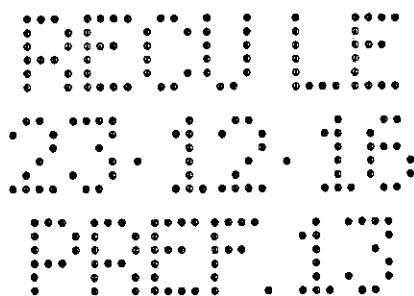
Fait à Marseille, le

16 DEC. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Décision d'ester en justice. Désignation du cabinet VEDESI pour défendre les intérêts de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'une requête déposée par Monsieur Jean-Louis ASTIER à l'encontre d'une lettre de relance du 13 mai 2016 prise sur le fondement des titres exécutoires émis le 2 septembre 2015 relatifs au financement d'un assainissement collectif

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 161/13 du 19 février 2013 du SAN OUEST PROVENCE approuvant le marché de conseil juridique et représentation en justice (n° 12SC1001) conclu avec la SCP d'avocats VEDESI ;
- La requête présentée par Monsieur Jean-Louis ASTIER, déposée devant le Tribunal Administratif de Marseille (1605656-2) demandant l'annulation de la lettre de relance du 13 mai 2016 prise sur le fondement des titres exécutoires émis le 2 septembre 2015 ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n° 1605656-2 et d'être représenté dans cette affaire par la SCP VEDESI, Cabinet d'avocats, 28 Rue d'Enghien 69002 Lyon.

RECUE

Article 2 :

La prise en charge des honoraires dus à la SCP VEDÈS, pour représenter la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier.

2016
DEC 10

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

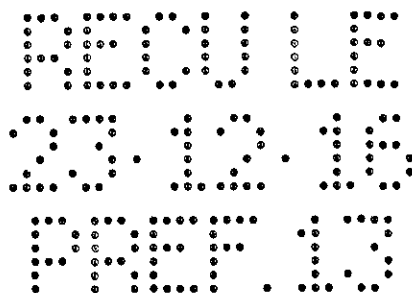
Fait à Marseille, le

21 DEC. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Maîtrise d'ouvrage déléguée à l'EPAD. Avenant n° 1 au marché de contrôle technique pour la construction d'ateliers-relais sur la zone d'activité de Malebarger II à Port-Saint-Louis-du-Rhône - Autorisation donnée au Directeur de l'EPAD de signer l'avenant n° 1

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 558/11 de Ouest Provence du 11/07/11 approuvant la convention de mandat entre Ouest Provence et l'Epad pour l'opération de construction d'un bâtiment de type industriel regroupant 6 modules «ateliers relais» destinés à la location à des entreprises artisanales sur les lots 14 et 15 de la ZA de Malebarger 2 à Port-saint-louis-du-Rhône ;
- La décision n° 16/042/D de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en date du 21 juin 2016 approuvant l'avenant à la convention de mandat portant le montant de l'enveloppe prévisionnelle de l'opération de 1 052 000 euros TTC à 1 292 045 euros TTC soit une augmentation de 276 045 euros TTC ;
- La décision n° 1241/15 du 26 novembre 2015, par laquelle le Président de Ouest Provence a attribué le marché de contrôle technique relatif à la construction d'ateliers relais sur la zone d'activité de Malebarger II à Port-Saint-Louis-du-Rhône, pour un montant de 4 970,00 € H.T. soit 5 964,00,00 € T.T.C. à la Société BTP CONSULTANT sise à Aix-en-Provence, 13592 ;

RECUE

2016

CONSIDÉRANT

- Que l'EPAD est titulaire d'une convention de mandat pour l'opération de construction d'un bâtiment de type industriel regroupant 6 modules «ateliers relais» destinés à la location à des entreprises artisanales sur les lots 14 et 15 de la ZA de Malebarger 2 à Port-saint-louis-du-Rhône ;
- Qu'il est donc nécessaire d'autoriser le Directeur de l'EPAD à signer l'avenant n° 1 au marché de contrôle technique attribué à la Société BTP CONSULTANT sis Aix-en-Provence, 13592 ayant pour objet une mission complémentaire pour la délivrance de l'attestation thermique avec le rapport final de contrôle technique ;

DECIDE

Article 1 :

Monsieur le Directeur de l'EPAD est autorisé à signer l'avenant n° 1 précité.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Entreprises, chapitre 2017502400, nature 238.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de Marseille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

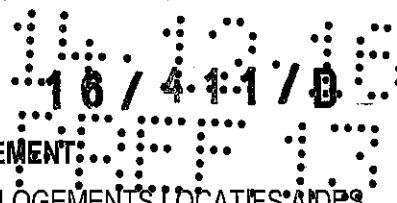
Fait à Marseille, le

21 DEC. 2016



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550109

N° SIREN du maître d'ouvrage

058811670

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500128

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13215 Marseille - 15e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : BASTIDE PELOUQUE_AA_4PLUS 2PLAI
81 CHEMIN DE BERNEX
13015 MARSEILLE 15EME

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application;

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° bis b et 278 sexies IV,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoire et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

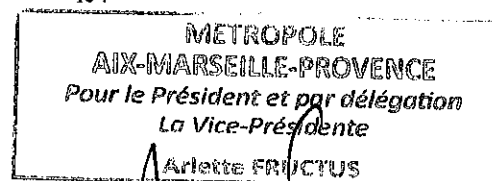
Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 6 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 4 logements PLUS
 - 2 logements PLA-I
- au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 41 840,00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
 - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) de l'article 257-7° bis du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 13 DEC. 2016



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	14 520,00	2,66%
Subvention EPCI	48 000,00	8,78%
Subvention Département	20 000,00	3,66%
Sous-total Subventions	82 520,00	15,10%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	164 517,00	30,10%
Prêt CDC logement	223 915,00	40,97%
Sous-total Prêts	388 432,00	71,07%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	75 600,00	13,83%
Sous-total Fonds Propres	75 600,00	13,83%
Total du Financement (I + II + III)	546 552,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	27 320,00	10,91%
Subvention EPCI	24 000,00	9,58%
Subvention Département	10 000,00	3,99%
Sous-total Subventions	61 320,00	24,49%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	64 070,00	25,59%
Prêt CDC logement	87 202,00	34,83%
Sous-total Prêts	151 272,00	60,41%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	37 800,00	15,10%
Sous-total Fonds Propres	37 800,00	15,10%
Total du Financement (I + II + III)	250 392,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	30 000,00	3,76%
Subvention Etat	41 840,00	5,25%
Subvention EPCI	72 000,00	9,03%
Sous-total Subventions	143 840,00	18,05%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	311 117,00	39,04%
Prêt CDC foncier	228 587,00	28,68%
Sous-total Prêts	539 704,00	67,72%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	113 400,00	14,23%

Sous-total Fonds Propres	113 400,00	14,23%
Total du Financement (I.+ II.+ III)	796 944,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	796 944,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 517 259,53 €

Aide : PLUS

Logements « Collectif »

Logements « Individuel »

Nombre de logements

4

Surface utile

257,65 m²

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

4

257,65 m²

Assiette *

:

372 278,33 €

Taux de subvention

:

3,90 %

SUBVENTION

:

14 520,00 €

Aide : PLA-I

Logements « Collectif »

Logements « Individuel »

Nombre de logements

2

Surface utile

100,34 m²

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

2

100,34 m²

Assiette *

:

144 981,20 €

Taux de subvention

:

18,84 %

SUBVENTION

:

27 320,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6

Surface utile :

357,99 m²

Assiette : 517 259,53 €

SUBVENTION :

41 840,00 €

Taux moyen de subvention :

8,09 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

41 840,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.

291 559,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

387 542,00 €

Prestations intellectuelles et frais

76 158,00 €

Prix de revient H.T.

755 259,00 €

Montant de la TVA

41 685,00 €

Prix de revient TTC

796 944,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 226,16 €

Type d'opération :

Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

APL
14.12.16
19.12.16

31039
00.00.00
00.00.00

16 / 4 12 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550021

N° SIREN du maître d'ouvrage

054803770

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

6, place du 4 septembre

13007 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500130

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13028 La Ciotat

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération :

COMISSARIAT

Avenue de Verdun

13028 LA CIOTAT

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° bis b et 278 sexies IV,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoire et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

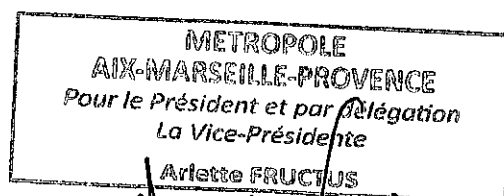
Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 8 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 8 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 4 logements PLUS
 - 4 logements PLA-I
- au bénéficiaire désigné : STE GESTION IMMO DE MARSEILLE (n° SIREN : 054803770).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 72 840,00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
 - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) de l'article 257-7° bis du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 13 DEC. 2016



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	55 560,00	14,89%
Subvention EPCI	72 000,00	19,30%
Sous-total Subventions	127 560,00	34,19%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	158 753,00	42,55%
Prêt CDC foncier	86 772,00	23,26%
Sous-total Prêts	245 525,00	65,81%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	373 085,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	17 280,00	6,32%
Subvention EPCI	72 000,00	26,35%
Sous-total Subventions	89 280,00	32,67%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	120 428,00	44,07%
Prêt CDC foncier	63 556,00	23,26%
Sous-total Prêts	183 984,00	67,33%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	273 264,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	72 840,00	11,27%
Subvention EPCI	144 000,00	22,28%
Sous-total Subventions	216 840,00	33,55%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	279 181,00	43,19%
Prêt CDC foncier	150 328,00	23,26%
Sous-total Prêts	429 509,00	66,45%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	646 349,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	646 349,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 625 231,80 €

Aide : PLUS			
Logements « Collectif »	Nombre de logements		Surface utile
Logements « Individuel »	4		148,10 m²
<hr/>			
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	4		148,10 m²
	Assiette *	:	264 335,80 €
	Taux de subvention	:	6,54 %
	SUBVENTION	:	17 280,00 €

Aide : PLA-I			
Logements « Collectif »	Nombre de logements		Surface utile
Logements « Individuel »	4		202,20 m²
<hr/>			
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	4		202,20 m²
	Assiette *	:	360 896,00 €
	Taux de subvention	:	15,40 %
	SUBVENTION	:	55 560,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 8	Surface utile :	350,30 m²
Assiette : 625 231,80 €	SUBVENTION :	72 840,00 €
	Taux moyen de subvention :	11,65 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	72 840,00 €
--------------	-------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	77 243,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	443 997,00 €
Prestations intellectuelles et frais	93 920,00 €
Prix de revient H.T.	615 160,00 €
Montant de la TVA	31 189,00 €
Prix de revient TTC	646 349,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	1 845,13 €

Type d'opération : Transformation de locaux en LLS

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

16 / 4 13 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2015130550152

N° SIREN du maître d'ouvrage

495286098

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

Résidences Sociales de France

Immeuble Paryseine

3 all de la seine

94200 Ivry-sur-Seine

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500143

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13204 Marseille - 4e arrondissement

Nature des logements

Résidence sociale

Type de bénéficiaire

Jeunes

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : Rés Jeunes Actifs La Calanque 65 PLAI

Rue Sainte-Adelaïde

13004 MARSEILLE

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

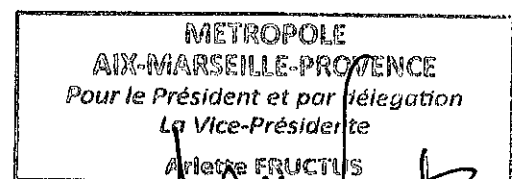
Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 65 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 65 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 65 logements PLA-I
- au bénéficiaire désigné : Résidences Sociales de France (n° SIREN : 495286098).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 637 000,00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
 - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : **13 DEC. 2016**



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	637 000,00	17,06%
Subvention EPCI	195 000,00	5,22%
Subvention Région	298 658,00	8,00%
Sous-total Subventions	1 130 658,00	30,29%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	910 900,00	24,40%
Prêt CDC logement	350 010,00	9,38%
1%.	1 155 000,00	30,94%
Sous-total Prêts	2 415 910,00	64,71%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	186 662,00	5,00%
Sous-total Fonds Propres	186 662,00	5,00%
Total du Financement (I + II + III)	3 733 230,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	3 733 230,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 4 562 448,23 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

65

1 546,30 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

65

1 546,30 m²

Assiette *

:

4 562 448,23 €

Taux de subvention

:

13,96 %

SUBVENTION

:

637 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 65

Surface utile :

1 546,30 m²

Assiette : 4 562 448,23 €

SUBVENTION :

637 000,00 €

Taux moyen de subvention :

13,96 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

637 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

3 300 000,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

195 706,20 €

Prestations intellectuelles et frais

42 900,00 €

Décision No : 20161305500143

Page : 3/4

Prix de revient H.T.	3 538 606,20 €
Montant de la TVA	194 623,80 €
Prix de revient TTC	3 733 230,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 414,30 €
Type d'opération :	Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille-Plan-de-Cuques, Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons



16 / 4 14 / D

DECISION D'ANNULATION D'UNE DECISION DE FINANCEMENT

Numéro d'opération :

2015130550152

N° SIREN du maître d'ouvrage

495286098

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

Résidences Sociales de France

Immeuble Paryseine

3 all de la seine

94200 Ivry-sur-Seine

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500141

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13204 Marseille - 4e arrondissement

Nature des logements

Résidence sociale

Type de bénéficiaire

Jeunes

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

A - DECISION FAVORABLE	B - OPERATION INITIALE
Date de la décision favorable 22/11/2016	Rés Jeunes Actifs La Calanque 65 PLAI
N° de la décision favorable 20161305500095	
Exercice 2016	Rue Sainte-Adelaïde
	13004 MARSEILLE

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu les décisions référencées ci-dessus,

Vu le code de la construction, et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 R.381-1 à R.381-6 ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

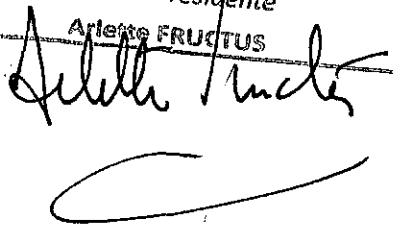
DECIDE :

- ARTICLE 1.** Est annulée la décision favorable ci-dessus accordée au bénéficiaire : Résidences Sociales de France (n°SIREN : 495286098).
- | | |
|---|---------------------------|
| pour un prêt d'un montant maximum de : | 2 415 910,00 € |
| pour une subvention d'un montant maximum de : | 637 000,00 € |
| nécessaire à la construction ou à l'amélioration de : | 65 logement(s) locatif(s) |
| à réaliser à : Marseille - 4e arrondissement. | |
- ARTICLE 2.** La totalité des acomptes déjà payés au bénéficiaire de la subvention devront être reversés par celui-ci au comptable assignataire de la Métropole Aix-Marseille Provence.
- ARTICLE 3.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 13 DEC. 2016

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Ariette FRUCTUS



MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Guques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16 / 4 15 / 2016
DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDÉS

Numéro d'opération :

2014130550114

N° SIREN du maître d'ouvrage

059800383

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. PHOCEENNE HABITATION

2 pl de la prefecture

13006 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500108

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13119 Carnoux-en-Provence

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : CARNOUX SAINT AUGUSTIN 36PLUS 6PLAI
AVENUE DE LATTRE DE TASSIGNY
13470 CARNOUX

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

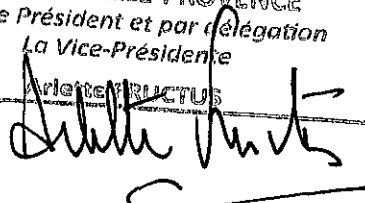
DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 42 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 42 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 36 logements PLUS
 - 6 logements PLA-I
- au bénéficiaire désigné : S.A. PHOCEENNE HABITATION (n° SIREN : 059800383).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 73 520,00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
 - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : **13 DEC. 2016**

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	12 830,00	0,25%
Conseil Régional	6 992,00	0,14%
Conseil Général	90 000,00	1,77%
Subvention EPCI	108 000,00	2,12%
Sous-total Subventions	217 872,00	4,28%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 176 496,00	23,09%
Prêt CDC logement	2 242 941,00	44,01%
1%.	400 000,00	7,85%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	3 819 437,00	74,95%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 059 008,00	20,78%
Sous-total Fonds Propres	1 059 008,00	20,78%
Total du Financement (I + II + III)	5 096 317,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	60 640,00	5,61%
Conseil Régional	41 950,00	3,88%
Conseil Général	30 000,00	2,77%
Subvention EPCI	18 000,00	1,66%
Sous-total Subventions	150 590,00	13,93%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	211 301,00	19,54%
Prêt CDC logement	402 837,00	37,26%
1%.	0,00	0,00%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	140 000,00	12,95%
Sous-total Prêts	754 138,00	69,75%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	176 501,00	16,32%
Sous-total Fonds Propres	176 501,00	16,32%
Total du Financement (I + II + III)	1 081 229,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Conseil Général	120 000,00	1,94%
Conseil Régional	48 942,00	0,79%
Subvention Etat	73 520,00	1,19%
Subvention EPCI	126 000,00	2,04%

Sous-total Subventions	368 462,00	5,96%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 645 778,00	42,83%
Prêt CDC foncier	1 387 797,00	22,47%
1%.	400 000,00	6,48%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	140 000,00	2,27%
Sous-total Prêts	4 573 575,00	74,04%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 235 509,00	20,00%
Sous-total Fonds Propres	1 235 509,00	20,00%
Total du Financement (I + II + III)	6 177 546,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	6 177 546,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 4 806 087,66 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	36	2 428,80 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	36	2 428,80 m²
Assiette *	:	4 074 326,08 €
Taux de subvention	:	0,32 %
SUBVENTION	:	12 880,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	436,22 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	6	436,22 m²
Assiette *	:	731 761,58 €
Taux de subvention	:	8,29 %
SUBVENTION	:	60 640,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 42	Surface utile :	2 865,02 m²
Assiette : 4 806 087,66 €	SUBVENTION :	73 520,00 €
	Taux moyen de subvention :	1,53 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	73 520,00 €
---------------------	--------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 399 298,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	3 876 462,00 €
Prestations intellectuelles et frais	586 219,00 €
Décision No : 20161305500108	Page : 4/5

Prix de revient H.T.

Montant de la TVA

Prix de revient TTC

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

Type d'opération : Hors opération spécifique

5 861 979,00 €

315 567,00 €

6 177 546,00 €

2 156,20 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

3110394
60.21.41
21.794

16 / 4 16 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2015130550168

N° SIREN du maître d'ouvrage
059800383

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
S.A. PHOCEENNE HABITATION

2 pl de la prefecture

13006 Marseille

Décisionnaire
CU Marseille Provence Métropole

N° de décision
20161305500142
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13119 Carnoux-en-Provence

Exercice
2016

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone A

Opération : CARNOUX_SAINTE AUGUSTIN_18PLS
AVENUE DE LATTRE DE TASSIGNY
13470 CARNOUX

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

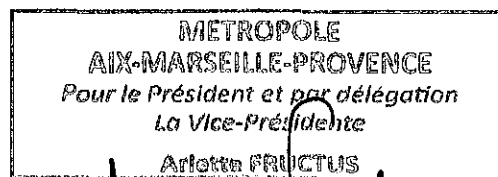
Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 18 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 18 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 18 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : S.A. PHOCEENNE HABITATION (n° SIREN : 059800383).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
- La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : **13 DEC. 2016**



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Conseil Régional	23 058,00	0,86%	
Sous-total Subventions	23 058,00	0,86%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	950 978,00	35,52%	1,86%
CDC foncier PLS	655 467,00	24,48%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	392 424,00	14,66%	1,86%
1%.	120 000,00	4,48%	
Sous-total Prêts	2 118 869,00	79,14%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	535 481,00	20,00%	
Sous-total Fonds Propres	535 481,00	20,00%	
Total du Financement (I + II + III)	2 677 408,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	2 677 408,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

18

1 185,10 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

18

1 185,10 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 18

Surface utile :

1 185,10 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

626 870,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

1 648 716,00 €

Prestations intellectuelles et frais

265 725,00 €

Prix de revient H.T.

2 541 311,00 €

Montant de la TVA

136 097,00 €

Prix de revient TTC

2 677 408,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 259,23 €

Type d'opération :

Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention devant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Quatre,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16 / 4 17 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550012

N° SIREN du maître d'ouvrage

775690944

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

immeuble Anthémis

118 bd marius vivier merle

69003 Lyon

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500123

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13206 Marseille - 6e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : Cours Lieutaud / 6 PLUS_3 PLAI

174 Cours Lieutaud

13006 MARSEILLE

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° bis b et 278 sexies IV,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoire et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 9 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 9 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLUS
- 3 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE (n° SIREN : 775690944).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 60 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) de l'article 257-7° bis du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

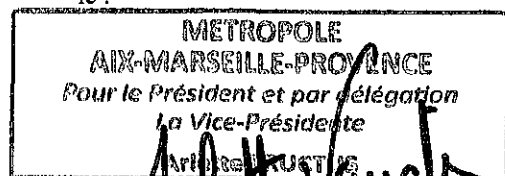
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 13 DEC. 2016



RECEIVED
24.10.16
PAGE 13

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAJ**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	39 600,00	10,19%
Conseil Régional	110 000,00	28,30%
Ville de Marseille	15 000,00	3,86%
Subvention EPCI	9 000,00	2,32%
Autres	30 000,00	7,72%
Sous-total Subventions	203 600,00	52,38%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	113 349,00	29,16%
Sous-total Prêts	113 349,00	29,16%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	71 738,00	18,46%
Sous-total Fonds Propres	71 738,00	18,46%
Total du Financement (I + II + III)	388 687,00	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	20 400,00	2,85%
Conseil Régional	110 000,00	15,38%
Ville de Marseille	30 000,00	4,19%
Subvention EPCI	18 000,00	2,52%
Autres	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	178 400,00	24,94%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	387 750,00	54,22%
Sous-total Prêts	387 750,00	54,22%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	149 038,00	20,84%
Sous-total Fonds Propres	149 038,00	20,84%
Total du Financement (I + II + III)	715 188,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Autres	30 000,00	2,72%
Conseil Régional	220 000,00	19,93%
Ville de Marseille	45 000,00	4,08%
Subvention Etat	60 000,00	5,44%
Subvention EPCI	27 000,00	2,45%
Sous-total Subventions	382 000,00	34,61%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	501 099,00	45,39%

Sous-total Prêts	501 099,00	45,39%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	220 776,00	20,00%
Sous-total Fonds Propres	220 776,00	20,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 103 875,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 103 875,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 964 239,04 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	409,97 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	6	409,97 m²
Assiette *	:	651 261,27 €
Taux de subvention	:	3,13 %
SUBVENTION	:	20 400,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	197,02 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	3	197,02 m²
Assiette *	:	312 977,77 €
Taux de subvention	:	12,65 %
SUBVENTION	:	39 600,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 9	Surface utile :	606,99 m²
Assiette : 964 239,04 €	SUBVENTION :	60 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	6,22 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 60 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	882 072,99 €
Coût du bâtiment ou des travaux	140 313,74 €
Prestations intellectuelles et frais	23 940,28 €
Prix de revient H.T.	1 046 327,01 €
Montant de la TVA	57 547,99 €
Prix de revient TTC	1 103 875,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	1 818,60 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

Décision No : 20161305500123

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gemenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16 / 4 1870

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550097

N° SIREN du maître d'ouvrage

775690944

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

immeuble Anthémis

118 bd marius vivier merle

69003 Lyon

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500122

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13206 Marseille - 6e arrondissement

Exercice

2016

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : Cours Lieutaud / 3 PLS
174 Cours Lieutaud
13006 MARSEILLE

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° bis b et 278 sexies IV,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoire et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DÉCIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 3 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 3 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 3 logements PLS

au bénéficiaire désigné : I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE (n° SIREN : 775690944).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) de l'article 257-7° bis du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

13 DEC. 2016

le :

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Annette RUCCIOSI

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	249 772,00	80,00%	1,86%
Sous-total Prêts	249 772,00	80,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	62 443,00	20,00%	
Sous-total Fonds Propres	62 443,00	20,00%	
Total du Financement (I + II + III)	312 215,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	312 215,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	168,31 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	3	168,31 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 3	Surface utile :	168,31 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	249 481,52 €
Coût du bâtiment ou des travaux	39 686,26 €
Prestations intellectuelles et frais	6 770,62 €
Prix de revient H.T.	295 938,40 €
Montant de la TVA	16 276,60 €
Prix de revient TTC	312 215,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	1 855,00 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

16 / 4 1970 DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2016130550086

N° SIREN du maître d'ouvrage
752976662

Famille d'organisme
Entreprises commerciales

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SCCV LE CLOS BOLMON

1401 AVENUE DU MONDIAL 98

34000 MONTPELLIER

Décisionnaire
CU Marseille Provence Métropole

N° de décision
20161305500129

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13026 Châteauneuf-les-Martigues

Exercice
2016

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : Le Clos Bolmon
quartier de Jaume RN 568
13220 châteauneuf-les-Martigues

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 2 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 2 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 2 logements PLS

au bénéficiaire désigné : SCCV LE CLOS BOLMON (n° SIREN : 752976662).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : Crédit Mutuel - CIC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 13 DEC. 2016

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette Kuchel

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
Crédit Mutuel - PLS (ou PLI ou PSLA)	115 146,05	51,00%	2,11%
Autres	100 630,52	44,57%	
Sous-total Prêts	215 776,57	95,57%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	10 000,00	4,43%	
Sous-total Fonds Propres	10 000,00	4,43%	
Total du Financement (I + II + III)	225 776,57	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	225 776,57		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

2

112,24 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

2

112,24 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 2

Surface utile :

112,24 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	69 042,64 €
Coût du bâtiment ou des travaux	125 410,26 €
Prestations intellectuelles et frais	19 553,33 €
Prix de revient H.T.	214 006,23 €
Montant de la TVA	11 770,34 €
Prix de revient TTC	225 776,57 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 011,55 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

Décision No : 20161305500129

Page : 3/4

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gemenos, Gignat-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16742070
DECISION D'ANNULATION
D'UNE DECISION DE FINANCEMENT

Numéro d'opération :
2014130550035

N° SIREN du maître d'ouvrage
352588727

Famille d'organisme
Entreprises commerciales

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

URBAT

47 qu du verdanson

34090 Montpellier

Décisionnaire
CU Marseille Provence Métropole

N° de décision
20161305500127

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13026 Châteauneuf-les-Martigues

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice :
2016

A - DECISION FAVORABLE		B - OPERATION INITIALE	
Date de la décision favorable 23/12/2014		PLS CLOS BOLMON SCI_UPTON_PARK	
N° de la décision favorable 20141305500202			
Exercice 2014		Quartier de Jaumé	
		13220 CHATEAUNEUF_LES_MARTIGUES	

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu les décisions référencées ci-dessus,

Vu le code de la construction, et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 R.381-1 à R.381-6 ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

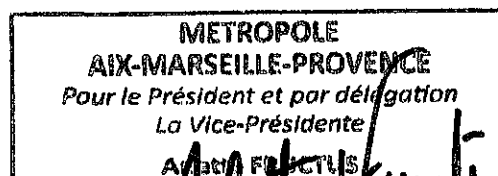
Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** Est annulée la décision favorable ci-dessus accordée au bénéficiaire : URBAT (n°SIREN : 352588727).
pour un prêt d'un montant maximum de : 112 834,00 €
dont 112 834,00 pour l'aide PLS
nécessaire à la construction ou à l'amélioration de : 1 logement(s) locatif(s)
à réaliser à : Châteauneuf-les-Martigues.
- ARTICLE 2.** La totalité des acomptes déjà payés au bénéficiaire de la subvention devront être reversés par celui-ci au comptable assignataire de la Métropole Aix-Marseille Provence.
- ARTICLE 3.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 13 DEC. 2016



Annette F. P. C. L. S.

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marseilles, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16/421/D

DECISION D'ANNULATION D'UNE DECISION DE FINANCEMENT

Numéro d'opération :

2014130550101

N° SIREN du maître d'ouvrage

352588727

Famille d'organisme

Entreprises commerciales

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

URBAT

47 qu du verdanson

34090 Montpellier

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500126

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13026 Châteauneuf-les-Martigues

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2016

A - DECISION FAVORABLE		B - OPERATION INITIALE	
Date de la décision favorable		PLS CLOS BOLMON STEPHAN_POUJOL	
N° de la décision favorable			
20141305500204			
Exercice		Quartier de Jaumé	
		13220 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES	

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu les décisions référencées ci-dessus,

Vu le code de la construction, et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 R.381-1 à R.381-6 ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

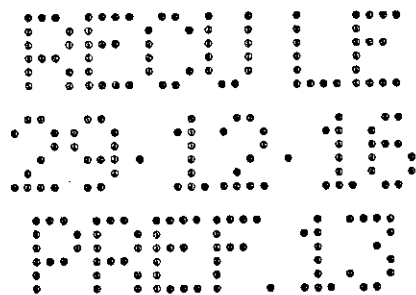
DECIDE :

- ARTICLE 1.** Est annulée la décision favorable ci-dessus accordée au bénéficiaire : URBAT (n°SIREN : 352588727).
pour un prêt d'un montant maximum de : 112 942,00 €
dont 112 942,00 pour l'aide PLS
nécessaire à la construction ou à l'amélioration de : 1 logement(s) locatif(s)
à réaliser à : Châteauneuf-les-Martigues.
- ARTICLE 2.** La totalité des acomptes déjà payés au bénéficiaire de la subvention devront être reversés par celui-ci au comptable assignataire de la Métropole Aix-Marseille Provence.
- ARTICLE 3.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 13 DEC. 2016

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUOT US
Arlette Fruot



Délégation du droit de préemption urbain à l'Etablissement Public Foncier pour l'acquisition d'un bien situé 9 chemin des Tuileries à Marseille 15ème arrondissement appartenant à la Société AG Distribution.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5217-1, et suivants ainsi que les articles 5218-1;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que les articles L 300-1 et L 324-1 modifié par ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 art. 5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le Droit de Préemption Urbain ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° EPPS 006-485 /13/CC du 28 juin 2013 approuvant les conditions de délégation à l'Etablissement Public Foncier du Droit de Préemption Urbain sur le territoire communautaire ;
- La délibération du Conseil de Métropole n° URB 023-638/16/CM du 30 juin 2016 approuvant les conditions d'exercice du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La déclaration d'intention d'aliéner du 4 novembre 2016 enregistrée sous le n° DA 13215 16 0237 portant aliénation d'une parcelle appartenant à la Société AG Distribution sise 9 chemin des Tuileries, cadastrée 904M0105 d'une superficie cadastrale de 4 279 m².

REQULE

2016

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien par l'Etablissement Public Foncier s'inscrit dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière Marseille Nord.

DECIDE

Article 1 :

Le Droit de préemption Urbain est délégué à l'Etablissement Public Foncier PACA pour l'acquisition d'un bien situé 9 chemin des Tuileries à Marseille 15^{ème} arrondissement, cadastré 904M0105 d'une superficie cadastrale de 4 279 m² appartenant à la Société AG Distribution.

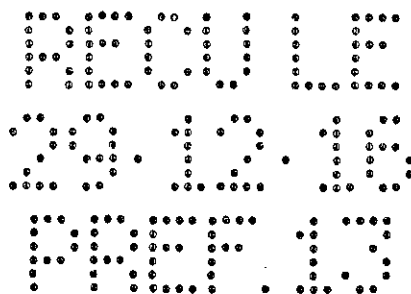
Article 2 :

Monsieur le président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 DEC. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Bail locatif pour un ensemble immobilier édifié sur un terrain de 5611 m² destiné à l'exploitation d'une activité de dépôt de bus pour la Régie du Réseau Transport Ulysse de la Métropole d'Aix-Marseille Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Qu'il est nécessaire de disposer d'un espace adapté aux besoins de la Régie du Réseau Transport Ulysse de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence situé sur la commune de Martigues pour l'exercice de ses missions,
- Que la Société d'Economie Mixte Immobilière de la Ville de Martigues, SEMIVIM, dont le siège social est à Martigues (13500), Hôtel de Ville – BP 30228, immatriculée au Registre du commerce et des Sociétés d'Aix en Provence sous le n°611620873, représentée par Monsieur François LEROY agissant en qualité de Directeur, est propriétaire des locaux lesquels correspondent aux besoins de la Régie du Réseau Transport Ulysse de la Métropole d'Aix Marseille-Provence,
- Que la SEMIVIM et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence se sont entendus sur la conclusion d'un bail commercial dont ils ont approuvé les modalités,

DECIDE

ARTICLE 1

Le bail commercial est conclu entre la SEMIVIM et la Métropole Aix-Marseille-Provence

MARSEILLE
29.12.16
16H15

ARTICLE 2

La durée du présent bail commercial est fixée à 9 ans à compter du 1^{er} décembre 2016.

ARTICLE 3

Le bail commercial est consenti moyennant le paiement d'un loyer trimestriel d'un montant de 12500 euros (douze mille cinq cent euros) hors charges et hors taxe.

ARTICLE 4

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de la Régie du Réseau Transport Ulysse de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en section de fonctionnement, chapitre 011, nature 6132.

ARTICLE 5

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Trésorier principal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, 29 DEC. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

16 / 424 / D

DECISION DE SUBVENTION POUR LA CREATION DE RESIDENCE HOTELIERE A VOCATION SOCIALE

Numéro d'opération :

2016130550113

N° SIREN du maître d'ouvrage

495286098

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

Résidences Sociales de France

Immeuble Paryseine

3 all de la seine

94200 Ivry-sur-Seine

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500001

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13204 Marseille - 4e arrondissement

Exercice

2016

Nature des logements

RHVS

Type de bénéficiaire

Autres publics spécifiques

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : RHVS La Calanque 134 logts
rue Sainte-Adelaïde
13004 Marseille

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH), construction, et notamment ses articles R.331-85 à R.331-95 ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le code Général des Impôts (CGI) et notamment ces articles 257- 7°-1-c et 278 sexies 1-2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 6 mai 2009 et l'avenant de prorogation en date du 25 février 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches du Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2015 en date du 25 février 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération HPV 002-606/14/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2014,

DECIDE :

ARTICLE 1. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 392 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

-Subvention versée aux personnes de droit privé

au bénéficiaire désigné : Résidences Sociales de France (n° SIREN : 495286098).

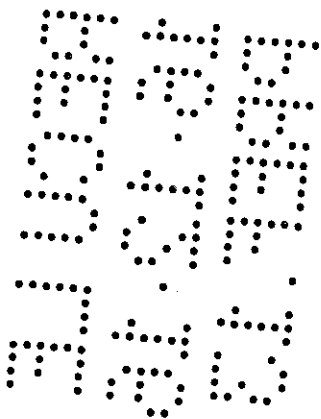
ARTICLE 2. Cette subvention est destinée à financer la création d'une résidence hôtelière à vocation sociale d'une capacité de 134 places dont 40 places réservées.

ARTICLE 3. Le Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 16 DEC. 2016

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTIS
Arlette Fructis

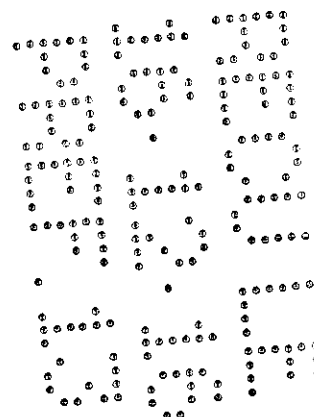


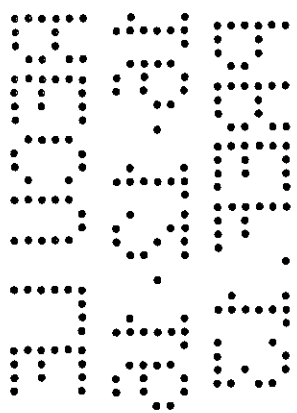
**ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION
POUR LA CREATION D'UNE RESIDENCE HOTELIERE
A VOCATION SOCIALE**

. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION

Aide : RHVS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	392 000,00	5,23%
Sous-total Subventions	392 000,00	5,23%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	2 131 584,00	28,43%
Prêt CDC logement	850 192,00	11,34%
Prêts Autres	3 748 639,00	50,00%
Sous-total Prêts	6 730 415,00	89,77%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	374 864,00	5,00%
Sous-total Fonds Propres	374 864,00	5,00%
Total du Financement (I + II + III)	7 497 279,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	7 497 279,00	





16 / 4 2 5 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550045

N° SIREN du maître d'ouvrage

054803770

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

6, place du 4 septembre

13007 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500131

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13208 Marseille - 8e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

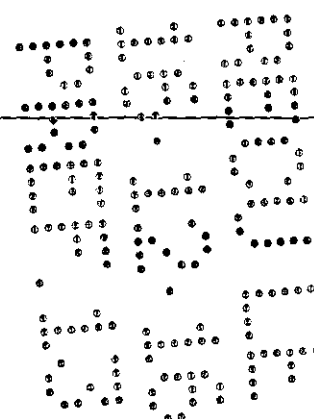
2016

Opération :

RABATAU 4

2-4-6-8 rue Raymond Teisseire

13008 MARSEILLE



Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° bis b et 278 sexies IV,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoire et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 96 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 96 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 96 logements PLS

au bénéficiaire désigné : STE GESTION IMMO DE MARSEILLE (n° SIREN : 054803770).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) de l'article 257-7° bis du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

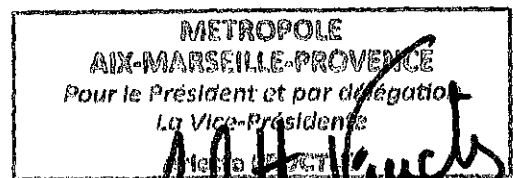
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 16 DEC. 2016



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	4 218 812,00	43,46%	1,86%
CDC foncier PLS	3 397 789,00	35,00%	1,86%
1%.	360 000,00	3,71%	
Sous-total Prêts	7 976 601,00	82,17%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	1 731 368,00	17,83%	
Sous-total Fonds Propres	1 731 368,00	17,83%	
Total du Financement (I + II + III)	9 707 969,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	9 707 969,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	96	4 114,38 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLS »	96	4 114,38 m²
--	----	-------------

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 96

Surface utile : 4 114,38 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION : 0,00 €

Taux moyen de subvention : 0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

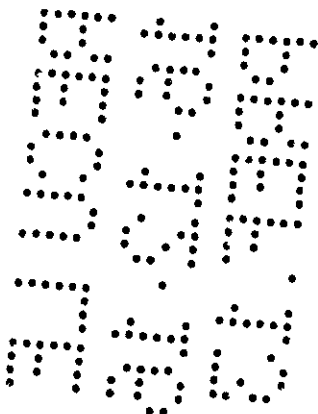
II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	6 097 291,94 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 521 010,43 €
Prestations intellectuelles et frais	583 563,98 €
Prix de revient H.T.	9 201 866,35 €
Montant de la TVA	506 102,65 €
Prix de revient TTC	9 707 969,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 359,52 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



16 / 426 / D

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2016130550100

N° SIREN du maître d'ouvrage
054803770

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

6, place du 4 septembre

13007 Marseille

Décisionnaire
CU Marseille Provence Métropole

N° de décision
20161305500134

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13028 La Ciotat

Exercice
2016

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

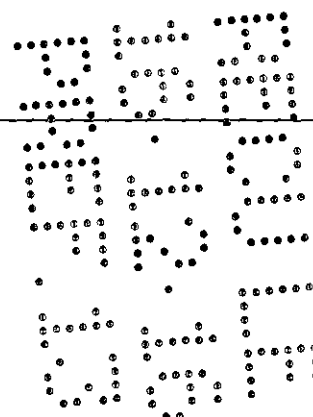
Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
Puits de Brunet- 18 PLS
Avenue Jules Ferry
13708 LA CIOTAT



Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 18 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 18 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 18 logements PLS

au bénéficiaire désigné : STE GESTION IMMO DE MARSEILLE (n° SIREN : 054803770).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

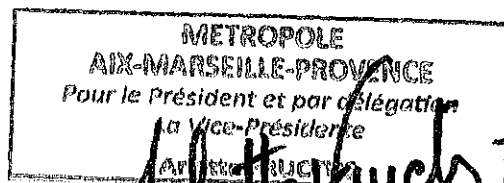
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 16 DEC. 2016



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	1 453 541,00	59,89%	1,86%
CDC foncier PLS	409 285,00	16,86%	1,86%
1%.	200 000,00	8,24%	
Sous-total Prêts	2 062 826,00	85,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	364 028,00	15,00%	
Sous-total Fonds Propres	364 028,00	15,00%	
Total du Financement (I + II + III)	2 426 854,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	2 426 854,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	18	1 070,09 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLS »	18	1 070,09 m²
--	----	-------------

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 18

Assiette : 0,00 €

Surface utile : 1 070,09 m²

SUBVENTION : 0,00 €

Taux moyen de subvention : 0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

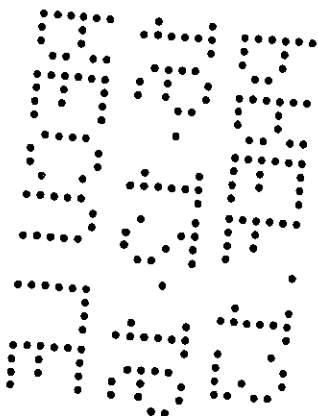
II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	371 414,22 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 708 131,75 €
Prestations intellectuelles et frais	220 789,57 €
Prix de revient H.T.	2 300 335,54 €
Montant de la TVA	126 518,46 €
Prix de revient TTC	2 426 854,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 267,90 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



16 / 4 27 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2016130550020

N° SIREN du maître d'ouvrage
054803770

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

6, place du 4 septembre

13007 Marseille

Décisionnaire
CU Marseille Provence Métropole

N° de décision
20161305500133

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13028 La Ciotat

Exercice
2016

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

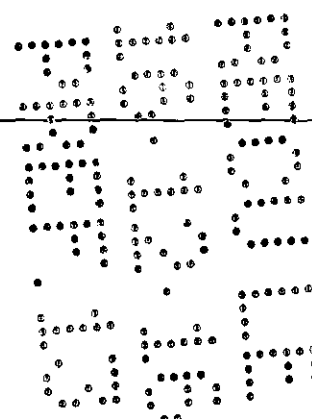
Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : Puits de Brunet - 11 PLUS 5 PLAI
Avenue Jules Ferry
13708 LA CIOTAT



Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 16 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 16 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 11 logements PLUS

- 5 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : STE GESTION IMMO DE MARSEILLE (n° SIREN : 054803770).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 54 520,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.

La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 16 DEC. 2016

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette Pouchès

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

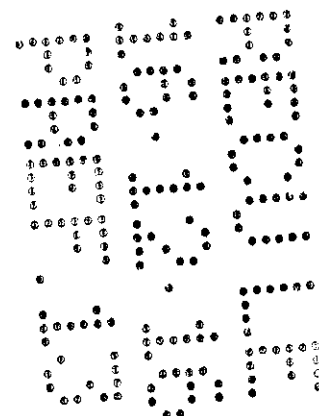
Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	50 840,00	7,01%
Sous-total Subventions	50 840,00	7,01%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	393 773,00	54,27%
Prêt CDC foncier	122 948,00	16,94%
1%.	62 500,00	8,61%
Sous-total Prêts	579 221,00	79,83%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	95 545,93	13,17%
Sous-total Fonds Propres	95 545,93	13,17%
Total du Financement (I + II + III)	725 606,93	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	3 680,00	0,28%
Sous-total Subventions	3 680,00	0,28%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	686 041,00	52,26%
Prêt CDC foncier	275 275,00	20,97%
1%.	137 500,00	10,47%
Sous-total Prêts	1 098 816,00	83,71%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	210 201,07	16,01%
Sous-total Fonds Propres	210 201,07	16,01%
Total du Financement (I + II + III)	1 312 697,07	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	54 520,00	2,67%
Sous-total Subventions	54 520,00	2,67%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 079 814,00	52,98%
Prêt CDC foncier	398 223,00	19,54%
1%.	200 000,00	9,81%
Sous-total Prêts	1 678 037,00	82,33%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	305 747,00	15,00%
Sous-total Fonds Propres	305 747,00	15,00%
Total du Financement (I + II + III)	2 038 304,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 038 304,00	



B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 808 911,08 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	11	719,71 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	11	719,71 m²
Assiette *	:	1 250 423,94 €
Taux de subvention	:	0,29 %
SUBVENTION	:	3 680,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	321,45 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	5	321,45 m²
Assiette *	:	558 487,14 €
Taux de subvention	:	9,10 %
SUBVENTION	:	50 840,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 16	Surface utile :	1 041,16 m²
Assiette : 1 808 911,08 €	SUBVENTION :	54 520,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,01 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	54 520,00 €
--------------	-------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	355 145,02 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 394 418,96 €
Prestations intellectuelles et frais	182 477,73 €
Prix de revient H.T.	1 932 041,71 €
Montant de la TVA	106 262,29 €
Prix de revient TTC	2 038 304,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	1 957,72 €
Type d'opération :	Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

16 / 4 2 8 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550037

N° SIREN du maître d'ouvrage

058811670

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500071

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13209 Marseille - 9e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

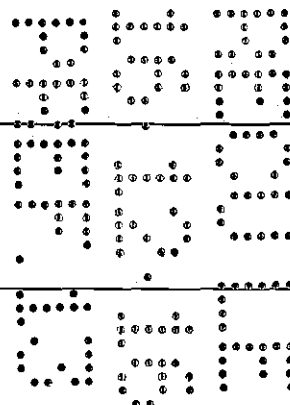
Opération :

Bd Cauvière 7 PLUS / 7 PLAI

dont 6 PLUS individuels

boulevard Cauvière

13009 Marseille



Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 14 logement(s) locatif(s) sociaux dont 6 individuel(s) et 8 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 7 logements PLUS
- 7 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 69 520,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.

La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Ariette FRUCTUS



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

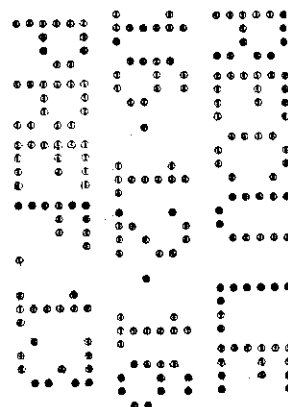
Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	69 520,00	6,88%
Ville de Marseille	21 000,00	2,08%
1%.	0,00	0,00%
Subvention EPCI	21 000,00	2,08%
Sous-total Subventions	111 520,00	11,04%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	469 217,00	46,45%
Prêt CDC foncier	210 051,00	20,79%
Sous-total Prêts	679 268,00	67,24%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	219 409,00	21,72%
Sous-total Fonds Propres	219 409,00	21,72%
Total du Financement (I + II + III)	1 010 197,00	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Ville de Marseille	21 000,00	1,98%
1%.	175 000,00	16,49%
Subvention EPCI	21 000,00	1,98%
Sous-total Subventions	217 000,00	20,45%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	492 837,00	46,45%
Prêt CDC foncier	220 625,00	20,79%
Sous-total Prêts	713 462,00	67,24%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	130 590,00	12,31%
Sous-total Fonds Propres	130 590,00	12,31%
Total du Financement (I + II + III)	1 061 052,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Ville de Marseille	42 000,00	2,03%
1%.	175 000,00	8,45%
Subvention Etat	69 520,00	3,36%
Subvention EPCI	42 000,00	2,03%
Sous-total Subventions	328 520,00	15,86%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	962 054,00	46,45%
Prêt CDC foncier	430 676,00	20,79%



Sous-total Prêts	1 392 730,00	67,24%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	349 999,00	16,90%
Sous-total Fonds Propres	349 999,00	16,90%
Total du Financement (I + II + III)	2 071 249,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 071 249,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 664 740,54 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	63,15 m²
Logements « Individuel »	6	444,49 m²
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	7	507,64 m²
Assiette *	:	852 806,79 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	483,31 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	7	483,31 m²
Assiette *	:	811 933,75 €
Taux de subvention	:	8,56 %
SUBVENTION	:	69 520,00 €

TOTAL DE LA DECISION	Nombre de logements : 14	Surface utile :	990,95 m²
	Assiette : 1 664 740,54 €	SUBVENTION :	69 520,00 €
		Taux moyen de subvention :	4,18 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION	SUBVENTION :	69 520,00 €
-------------------------------------	---------------------	--------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	440 903,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 314 105,00 €
Prestations intellectuelles et frais	208 262,00 €
Prix de revient H.T.	1 963 270,00 €
Montant de la TVA	107 979,00 €
Prix de revient TTC	2 071 249,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 090,16 €

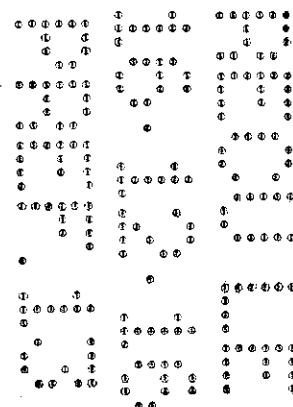
Type d'opération : Hors opération spécifique

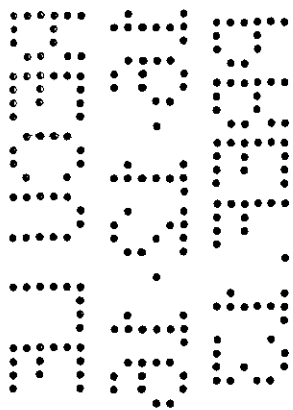
Décision No : 20161305500071

Page : 4/5

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.





16 / 4 29 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2015130550063

N° SIREN du maître d'ouvrage
060804770

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. LOGIREM

111 bd national
BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500132

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13210 Marseille - 10e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

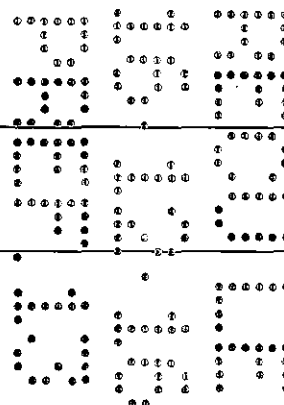
Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : Marseille_10 -EAST PARK -38 LLS
137 bd Pont de Vivaux
13010 MARSEILLE



Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 39 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 39 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 39 logements PLUS

au bénéficiaire désigné : S.A. LOGIREM (n° SIREN : 060804770).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 16 560,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.

La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

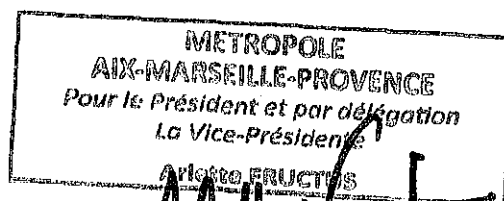
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 16 DEC. 2016



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	16 560,00	0,30%
Ville de Marseille	117 000,00	2,12%
Subvention EPCI	117 000,00	2,12%
Sous-total Subventions	250 560,00	4,54%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 715 726,00	31,11%
Prêt CDC foncier	1 842 468,00	33,41%
1%.	400 000,00	7,25%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	175 000,00	3,17%
Sous-total Prêts	4 133 194,00	74,95%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 131 000,00	20,51%
Sous-total Fonds Propres	1 131 000,00	20,51%
Total du Financement (I + II + III)	5 514 754,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	5 514 754,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 4 038 171,79 €

Aide : PLUS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	39	2 363,77 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	39	2 363,77 m²
Assiette *		4 038 171,79 €
Taux de subvention		0,41 %
SUBVENTION		16 560,00 €
TOTAL DE LA DECISION		
Nombre de logements : 39	Surface utile	2 363,77 m²
Assiette : 4 038 171,79 €	SUBVENTION :	16 560,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,41 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 16 560,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

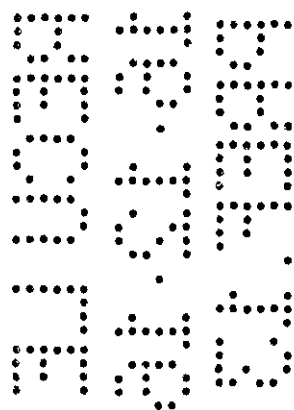
Charge foncière H.T.	4 833 654,21 €
Coût du bâtiment ou des travaux	31 664,11 €
Décision No : 20161305500132	Page : 3/4

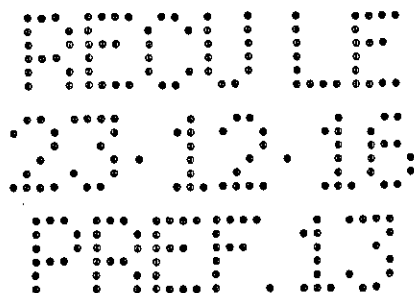
Prestations intellectuelles et frais	346 124,21 €
Prix de revient H.T.	5 211 442,53 €
Montant de la TVA	303 311,47 €
Prix de revient TTC	5 514 754,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 333,03 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.





Bail commercial locaux situés l'Immeuble le Balthazar, sis 2 quai d'Arenc - 13002 Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

PREAMBULE

Dans le cadre de la mise en place des services de la Métropole et notamment pour rationaliser le fonctionnement du service courrier, il est proposé de louer un local commercial d'une surface de 220,56 m² en rez-de-chaussée de l'Immeuble le Balthazar, sis 2 quai d'Arenc dans le 2^{ème} arrondissement de Marseille.

Par conséquent, il convient de signer un bail commercial avec la SCI Balthazar, représentée par son gérant « La Mondiale » elle-même représentée par Monsieur Xavier PELTON en sa qualité de responsable du département investissement du groupe AG2R la Mondiale pour une location à compter du 1^{er} janvier 2017, aux conditions ci-après définies :

Local : local commercial de 220,56 m² livré à l'état brut, situé au rez-de-chaussée sud de l'immeuble le Balthazar.

Durée : 10 ans dont 6 ans fermes. A compter de la 7^{ème} année, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence aura la faculté de résilier le contrat de bail à chaque date anniversaire moyennant un préavis de 9 mois.

RECULE

Loyer : Le bail est consenti moyennant un loyer annuel de 59 551,20 € HT, TVA en sus au taux en vigueur.

Franchise : la Métropole d'Aix-Marseille-Provence bénéficie à compter du 1^{er} janvier 2017, d'une franchise de 7 semaines des loyers, charges et accessoires afférents aux locaux loués, puis à l'expiration des 7 semaines, de 16 mois de loyer en principal. Au cours de cette dernière période, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sera dispensée du règlement du loyer. Il restera à sa charge le règlement des charges et accessoires dus en application des stipulations du présent bail et des dispositions légales.

Dépôt de garantie : la Métropole d'Aix-Marseille-Provence versera un dépôt de garantie d'un montant de 14 887,80 € HT, représentant 3 mois de loyer HT. Cette somme non productive d'intérêts sera indexée annuellement comme le loyer, de telle sorte que le bailleur détienne toujours un dépôt de garantie égal à trois mois de loyer.

Indexation du loyer : le loyer sera indexé de plein droit en fonction de la variation de l'indice des loyers commerciaux (ILC) publié trimestriellement par l'INSEE, tous les ans à la prise d'effet du bail.

Charges : la Métropole d'Aix-Marseille-Provence remboursera les primes d'assurances, taxes et imposition ainsi que sa quote part des charges afférentes à l'immeuble ou aux locaux. Les charges comprendront notamment, le cas échéant, les charges de fonctionnement des ASL, AFUL. La Métropole d'Aix-Marseille-Provence versera au bailleur une provision payable trimestriellement en sus du loyer. Le montant de la provision pourra être modifié chaque année en fonction de l'expérience résultant de l'exploitation lors des exercices précédents.

Honoraires : les honoraires de gestion technique et/ou administrative seront refacturés à la Métropole AMP dans la limite d'un plafond défini de la façon suivante : base = 10 € HT/m² de surface exploitée / an.

CONSIDÉRANT

- Que pour les besoins des services de la Métropole, il y a lieu de signer un bail commercial avec la SCI Balthazar, représentée par son gérant « La Mondiale » elle-même représentée par Monsieur Xavier PELTON en sa qualité de responsable du département investissement du groupe AG2R la Mondiale, pour la location d'un local à compter du 1^{er} janvier 2017.

DECIDE

Article 1 :

De conclure avec la SCI Balthazar, représentée par son gérant « La Mondiale » elle-même représentée par Monsieur Xavier PELTON en sa qualité de responsable du département investissement du groupe AG2R la Mondiale un bail commercial pour une location d'un local de 220, 56 m² livré à l'état brut à compter du 1^{er} janvier 2017 pour une durée de 10 ans dont six fermes, aux conditions ci-dessus énoncées.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole, sous politique A 130, nature 6132, 614, 6226, 63512, 63513, sous politique A 160, nature 6168 et 275 fonction 812.

RECUE

23.12.16

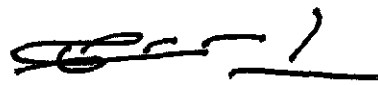
RECUE

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à signer le bail correspondant et chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

21 DEC. 2016

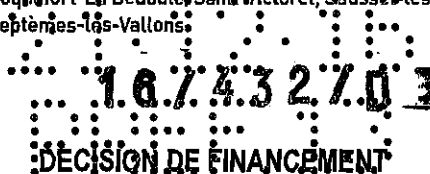


Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensaes-la-Redonne, Gélignas, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausse-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons.



POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550091

N° SIREN du maître d'ouvrage

054803770

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

6, place du 4 septembre

13007 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500165

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13023 Ceyreste

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : CEYRESTE - GARLABAN-20PLUS-10PLAI

10 A che du garlaban

13600 Ceyreste

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 30 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 30 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 20 logements PLUS
- 10 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : STE GESTION IMMO DE MARSEILLE (n° SIREN : 054803770).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 110 880,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

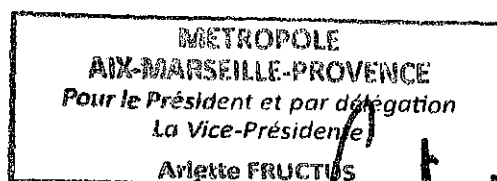
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2016



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	103 520,00	6,92%
Subvention EPCI	30 000,00	2,00%
Sous-total Subventions	133 520,00	8,92%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	305 839,00	20,44%
Prêt CDC logement	653 078,00	43,64%
Autres	200 000,00	13,36%
Sous-total Prêts	1 158 917,00	77,44%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	204 156,00	13,64%
Sous-total Fonds Propres	204 156,00	13,64%
Total du Financement (I + II + III)	1 496 593,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	7 360,00	0,28%
Subvention EPCI	60 000,00	2,32%
Sous-total Subventions	67 360,00	2,60%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	670 922,00	25,94%
Prêt CDC logement	1 039 930,00	40,21%
Autres	400 000,00	15,46%
Sous-total Prêts	2 110 852,00	81,61%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	408 313,00	15,79%
Sous-total Fonds Propres	408 313,00	15,79%
Total du Financement (I + II + III)	2 586 525,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	110 880,00	2,72%
Subvention EPCI	90 000,00	2,20%
Sous-total Subventions	200 880,00	4,92%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 693 008,00	41,46%
Prêt CDC foncier	976 761,00	23,92%
Autres	600 000,00	14,69%
Sous-total Prêts	3 269 769,00	80,08%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	612 469,00	15,00%

Sous-total Fonds Propres	612 469,00	15,00%
Total du Financement (I + II + III)	4 083 118,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	4 083 118,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 3 086 930,63 €

Aide : PLUS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	20	1 263,40 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	20	1 263,40 m²
Assiette *	:	2 170 661,86 €
Taux de subvention	:	0,34 %
SUBVENTION	:	7 360,00 €

Aide : PLA-I

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	533,30 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	10	533,30 m²
Assiette *	:	916 268,77 €
Taux de subvention	:	11,30 %
SUBVENTION	:	103 520,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 30	Surface utile :	1 796,70 m²
Assiette : 3 086 930,63 €	SUBVENTION :	110 880,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,59 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	110 880,00 €
--------------	--------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	669 761,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 867 332,00 €
Prestations intellectuelles et frais	301 947,00 €
Prix de revient H.T.	2 839 040,00 €
Montant de la TVA	1 244 078,00 €
Prix de revient TTC	4 083 118,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 272,57 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

2016
21 02 16
Paris 13

31034
20.01.12
01.01.12

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Roux, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16 / 4 33 / D.1
DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550121

N° SIREN du maître d'ouvrage

054803770

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

6, place du 4 septembre

13007 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500166

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13023 Ceyreste

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : GARLABAN 20PLS

10 A che du garlaban

13600 Ceyreste

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 20 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 20 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 20 logements PLS

au bénéficiaire désigné : STE GESTION IMMO DE MARSEILLE (n° SIREN : 054803770).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - 1 - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

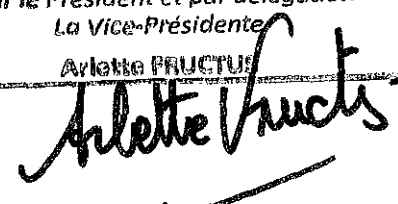
ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2016

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Ariette FRUCTUS



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	683 563,00	23,11%	1,61%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	1 430 478,00	48,36%	1,61%
Autres	400 000,00	13,52%	1,61%
Sous-total Prêts	2 514 041,00	85,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	443 655,00	15,00%	
Sous-total Fonds Propres	443 655,00	15,00%	
Total du Financement (I + II + III)	2 957 696,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	2 957 696,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

20

1 210,90 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

20

1 210,90 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 20

Surface utile :

1 210,90 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	732 088,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 784 547,00 €
Prestations intellectuelles et frais	286 868,00 €
Prix de revient H.T.	2 803 503,00 €
Montant de la TVA	154 193,00 €
Prix de revient TTC	2 957 696,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 442,56 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL :

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

1.6 / 4.34 / 0.3

DÉCISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550022

N° SIREN du maître d'ouvrage

054803770

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

6, place du 4 septembre

13007 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500154

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13022 Cassis

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : CASSIS LES CARRIERS II 8PLUS/3PLAI

Avenue Les Carriers

13022 CASSIS

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 11 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 11 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 8 logements PLUS
- 3 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : STE GESTION IMMO DE MARSEILLE (n° SIREN : 054803770).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 36 760,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

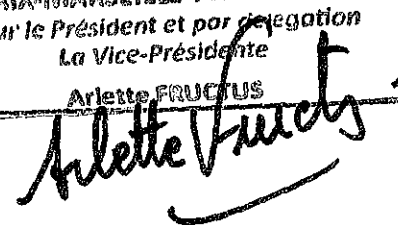
ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2016

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	31 240,00	9,96%
Ville	55 000,00	17,54%
Subvention EPCI	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	86 240,00	27,50%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	54 178,00	17,28%
Prêt CDC logement	173 178,00	55,22%
Sous-total Prêts	227 356,00	72,50%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	313 596,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	5 520,00	0,56%
Ville	55 000,00	5,59%
Subvention EPCI	33 000,00	3,35%
Sous-total Subventions	93 520,00	9,50%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	146 916,00	14,92%
Prêt CDC logement	549 335,00	55,80%
Sous-total Prêts	696 251,00	70,72%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	194 712,00	19,78%
Sous-total Fonds Propres	194 712,00	19,78%
Total du Financement (I + II + III)	984 483,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Ville	110 000,00	8,47%
Subvention Etat	36 760,00	2,83%
Subvention EPCI	33 000,00	2,54%
Sous-total Subventions	179 760,00	13,85%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	722 513,00	55,66%
Prêt CDC foncier	201 094,00	15,49%
Sous-total Prêts	923 607,00	71,15%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	194 712,00	15,00%

Sous-total Fonds Propres	194 712,00	15,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 298 079,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 298 079,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 947 804,22 €

Aide : PLUS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	440,22 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

8

440,22 m²

Assiette * : 692 449,50 €

Taux de subvention : 0,80 %

SUBVENTION : 5 520,00 €

Aide : PLA-I

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	162,34 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

3

162,34 m²

Assiette * : 255 354,72 €

Taux de subvention : 12,23 %

SUBVENTION : 31 240,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 11 Surface utile : 602,56 m²

Assiette : 947 804,22 € SUBVENTION : 36 760,00 €

Taux moyen de subvention : 3,88 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 36 760,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	216 850,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	872 016,00 €
Prestations intellectuelles et frais	141 541,00 €
Prix de revient H.T.	1 230 407,00 €
Montant de la TVA	67 672,00 €
Prix de revient TTC	1 298 079,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 154,27 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

RECEVU
2010-10
PAR 10

31.03.2019
01.01.19
01.01.19

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Rédonne, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Roux, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Saussès-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16743570
DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550118

N° SIREN du maître d'ouvrage

054803770

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

6, place du 4 septembre

13007 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500155

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13022 Cassis

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : CASSIS LES CARRIERS II 8 PLS

Avenue Les Carriers

13022 CASSIS

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 8 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 8 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 8 logements PLS

au bénéficiaire désigné : STE GESTION IMMO DE MARSEILLE (n° SIREN : 054803770).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

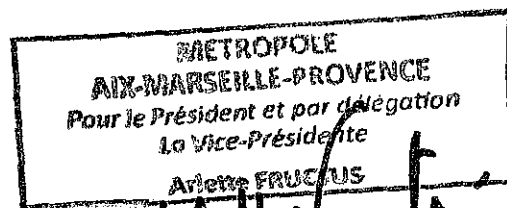
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2016



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Ville	88 000,00	8,21%	
Sous-total Subventions	88 000,00	8,21%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	166 652,00	15,56%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	655 932,00	61,23%	1,86%
Sous-total Prêts	822 584,00	76,79%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	160 691,00	15,00%	
Sous-total Fonds Propres	160 691,00	15,00%	
Total du Financement (I + II + III)	1 071 275,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 071 275,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

8

499,14 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

8

499,14 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 8

Surface utile :

499,14 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	176 057,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	720 681,00 €
Prestations intellectuelles et frais	118 689,00 €
Prix de revient H.T.	1 015 427,00 €
Montant de la TVA	55 848,00 €
Prix de revient TTC	1 071 275,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 146,24 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL :

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

167436701

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550103

N° SIREN du maître d'ouvrage

475680815

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. VILOGIA

74 rue Jean Jaurès

BP 10430

59664 VILLENEUVE D'ASCQ

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500147

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13106 Septèmes-les-Vallons

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération :

Val Fleuri VEFA

chemin de la Bédoule

13240 Septèmes-les-Vallons

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1° - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 16 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 48 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 48 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 34 logements PLUS

- 14 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. VILOGIA (n° SIREN : 475680815).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 157 440,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1° - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.

La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2016

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Ariette FRUCTUS
Ariette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	20 240,00	0,44%
Subvention Département	102 000,00	2,21%
Subvention EPCI	102 000,00	2,21%
Sous-total Subventions	224 240,00	4,85%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 470 380,00	53,46%
Prêt CDC foncier	1 596 930,00	34,56%
Sous-total Prêts	4 067 310,00	88,02%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	329 226,00	7,12%
Sous-total Fonds Propres	329 226,00	7,12%
Total du Financement (I + II + III)	4 620 776,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	137 200,00	6,99%
Subvention Département	42 000,00	2,14%
Subvention EPCI	42 000,00	2,14%
Sous-total Subventions	221 200,00	11,26%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	802 206,00	40,85%
Prêt CDC foncier	611 098,00	31,12%
Sous-total Prêts	1 413 304,00	71,97%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	329 225,00	16,77%
Sous-total Fonds Propres	329 225,00	16,77%
Total du Financement (I + II + III)	1 963 729,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	144 000,00	2,19%
Subvention Etat	157 440,00	2,39%
Subvention EPCI	144 000,00	2,19%
Sous-total Subventions	445 440,00	6,76%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	3 272 586,00	49,70%
Prêt CDC foncier	2 208 028,00	33,53%
Sous-total Prêts	5 480 614,00	83,24%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	658 451,00	10,00%

Sous-total Fonds Propres	658 451,00	10,00%
Total du Financement (I + II + III)	6 584 505,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	6 584 505,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 5 354 127,73 €

Aide : PLUS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	34	2 048,50 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	34	2 048,50 m²
Assiette *	:	3 872 309,93 €
Taux de subvention	:	0,52 %
SUBVENTION	:	20 240,00 €

Aide : PLA-I

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	14	783,90 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	14	783,90 m²
Assiette *	:	1 481 817,80 €
Taux de subvention	:	9,26 %
SUBVENTION	:	137 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 48	Surface utile :	2 832,40 m²
Assiette : 5 354 127,73 €	SUBVENTION :	157 440,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,94 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	157 440,00 €
--------------	--------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 913 626,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	3 611 523,00 €
Prestations intellectuelles et frais	722 784,00 €
Prix de revient H.T.	6 247 933,00 €
Montant de la TVA	336 572,00 €
Prix de revient TTC	6 584 505,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 324,71 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

2000
21.12.15
Paris

31039
at 01.15
01.15

16 / 4 3 7 / 0 3 DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550116

N° SIREN du maître d'ouvrage

475680815

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. VILOGIA

74 rue Jean Jaurès

BP 10430

59664 VILLENEUVE D'ASCQ

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500146

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13106 Septèmes-les-Vallons

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération :

Val Fleuri VEFA PLS

chemin de la Bédoule

13240 Septèmes-les-Vallons

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

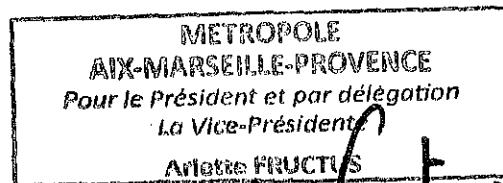
Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 11 logement(s) locatif(s) sociaux dont 11 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 11 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : S.A. VILOGIA (n° SIREN : 475680815).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : Banque Postale
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2016



Ariette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5131 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
Banque Postale - PLS (PLI ou PSLA)	1 326 324,00	57,58%	1,86%
Autres	746 897,00	32,42%	1,86%
Sous-total Prêts	2 073 221,00	90,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	230 358,00	10,00%	
Sous-total Fonds Propres	230 358,00	10,00%	
Total du Financement (I + II + III)	2 303 579,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	2 303 579,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	11	958,10 m²
Totaux pour le financement des logements « PLS »	11	958,10 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 11	Surface utile :	958,10 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	647 312,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 293 949,00 €
Prestations intellectuelles et frais	244 492,00 €
Prix de revient H.T.	2 185 753,00 €
Montant de la TVA	117 826,00 €
Prix de revient TTC	2 303 579,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 404,32 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

Décision No : 20161305500146

Page : 3/4

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gemenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marnhane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16743870
DÉCISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550080

N° SIREN du maître d'ouvrage

339804858

Famille d'organisme

Entreprises commerciales

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

69 che de vassieux

69300 Caluire-et-Cuire

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500152

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13211 Marseille - 11e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération :

Saint Marcel

199 boulevard Saint Marcel

13011 Marseille 13011

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 12 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 12 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 12 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME (n° SIREN : 339804858).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 125 880,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.

La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

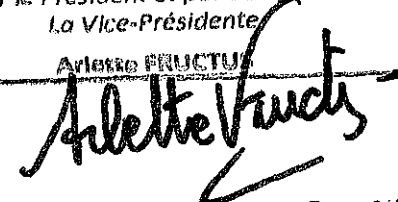
ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2016

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Ariette FRUCTUS



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	125 880,00	8,62%
Subvention Région	101 776,00	6,97%
Ville de Marseille	72 000,00	4,93%
Sous-total Subventions	299 656,00	20,51%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	153 300,00	10,49%
Prêt CDC logement	284 700,00	19,49%
Sous-total Prêts	438 000,00	29,98%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	723 249,00	49,51%
Sous-total Fonds Propres	723 249,00	49,51%
Total du Financement (I + II + III)	1 460 905,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 460 905,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 843 301,64 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

12

511,73 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

12

511,73 m²

Assiette *	:	843 301,64 €
Taux de subvention	:	14,93 %
SUBVENTION	:	125 880,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 12

Surface utile :

511,73 m²

Assiette : 843 301,64 €

SUBVENTION :

125 880,00 €

Taux moyen de subvention :

14,93 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

125 880,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

1 327 972,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

32 024,00 €

Prestations intellectuelles et frais

27 199,00 €

Prix de revient H.T.

1 387 195,00 €

Décision No : 20161305500152

Page : 3/4

Montant de la TVA

73 710,00 €

Prix de revient TTC

1 460 905,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 854,84 €

Type d'opération :

Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

DE FINANCEMENT. 13

Page : 1/4

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° bis b et 278 sexies IV,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoire et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 3 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 3 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 3 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME (n° SIREN : 339804858).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 40 520,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) de l'article 257-7° bis du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.

La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : **20 DEC. 2016**

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS
Arlette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	40 520,00	10,14%
Subvention EPCI	21 000,00	5,26%
Ville	3 000,00	0,75%
Sous-total Subventions	64 520,00	16,15%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	115 000,00	28,78%
Sous-total Prêts	115 000,00	28,78%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	220 031,00	55,07%
Sous-total Fonds Propres	220 031,00	55,07%
Total du Financement (I + II + III)	399 551,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	399 551,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 247 887,32 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

3

142,32 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

3

142,32 m²

Assiette *

247 887,32 €

Taux de subvention

16,35 %

SUBVENTION

40 520,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 3

Surface utile :

142,32 m²

Assiette : 247 887,32 €

SUBVENTION :

40 520,00 €

Taux moyen de subvention :

16,35 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

40 520,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.

275 805,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

79 200,00 €

Prestations intellectuelles et frais

38 027,00 €

Prix de revient H.T.

393 032,00 €

Montant de la TVA

6 519,00 €

Décision No : 20161305500135

Page : 3/4

Prix de revient TTC

399 551,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 807,41 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gemenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marseilles, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Valons



16 / 440 / D
DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMÉLIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2016130550070

N° SIREN du maître d'ouvrage
339804858

Famille d'organisme
Entreprises commerciales

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

69 che de vassieux

69300 Caluire-et-Cuire

Décisionnaire
CU Marseille Provence Métropole

N° de décision
20161305500139

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13205 Marseille - 5e arrondissement

Exercice
2016

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
10 rue François Arago
10 rue François Arago
13005 13005 Marseille

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° bis b et 278 sexies IV,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoire et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 1 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 1 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 1 logements PLA-I
- au bénéficiaire désigné : FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME (n° SIREN : 339804858).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 14 120,00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
 - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) de l'article 257-7° bis du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2016

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Ariette FRUCTUS
Ariette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	14 120,00	13,54%
Conseil Régional	15 000,00	14,38%
Subvention EPCI	3 000,00	2,88%
Ville de Marseille	5 000,00	4,79%
Sous-total Subventions	37 120,00	35,58%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	20 000,00	19,17%
Sous-total Prêts	20 000,00	19,17%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	47 194,00	45,24%
Sous-total Fonds Propres	47 194,00	45,24%
Total du Financement (I + II + III)	104 314,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	104 314,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 68 735,07 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

36,10 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

36,10 m²

Assiette *	:	68 735,07 €
Taux de subvention	:	20,54 %
SUBVENTION	:	14 120,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	36,10 m²
Assiette : 68 735,07 €	SUBVENTION :	14 120,00 €
	Taux moyen de subvention :	20,54 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 14 120,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	79 729,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	16 500,00 €
Prestations intellectuelles et frais	6 736,00 €
Prix de revient H.T.	102 965,00 €

Montant de la TVA

1 349,00 €

Prix de revient TTC

104 314,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 889,58 €

Type d'opération :

Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, ...
Ensues-la-Redonne, Gemenos, Signac-la-Nerthe, ...
La Ciotat, La Roquette, Marseigne, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16744170
DÉCISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550077

N° SIREN du maître d'ouvrage

058811670

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500171

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13202 Marseille - 2e arrondissement

Nature des logements

Résidence sociale

Type de bénéficiaire

Jeunes

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : UNIVERSITÉ RÉGIONALE DES METIERS

RÉSIDENCE SOCIALE ETUDIANT

Euroméditerranée Quartier d'Arenc

Bd de Paris Rue Salengro Rue Urbai

13202 MARSEILLE

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 05 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 151 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 151 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 151 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

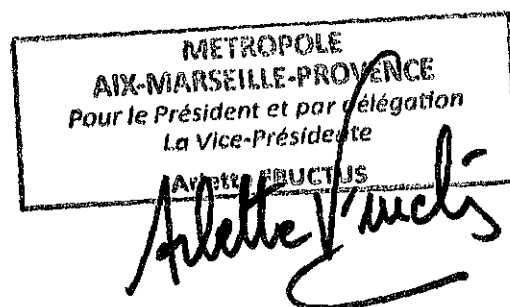
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2016



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
programme d'investissement d'avenir	5 900 000,00	48,04%
Ville de Marseille	900 000,00	7,33%
Conseil Régional	400 000,00	3,26%
Subvention Région	220 000,00	1,79%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	450 000,00	3,66%
Sous-total Subventions	7 870 000,00	64,09%
II - Partie Prêts		
1%.	4 000 000,00	32,57%
Prêt CDC logement	410 200,00	3,34%
Sous-total Prêts	4 410 200,00	35,91%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	12 280 200,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	12 280 200,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 10 819 441,14 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

151

3 215,00 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

151

3 215,00 m²

Assiette *

10 819 441,14 €

Taux de subvention

0,00 %

SUBVENTION

0,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 151

Surface utile :

3 215,00 m²

Assiette : 10 819 441,14 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

2 300 448,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

8 013 862,00 €

Décision No : 20161305500171

Page : 3/4

Prestations intellectuelles et frais

1 325 690,00 €

Prix de revient H.T.

11 640 000,00 €

Montant de la TVA

640 200,00 €

Prix de revient TTC

12 280 200,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

3 819,66 €

Type d'opération :

Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

16 / 4 42 7 D

DECISION DE FINANCEMENT.

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550003

N° SIREN du maître d'ouvrage

058811670

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500156

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13028 La Ciotat

Nature des logements

Pensions de famille (Maisons relais)

Type de bénéficiaire

Publics maison relais ou res. d'accueil

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération :

Fernand Gassion

20 Avenue F.Gassion

13600 LA CIOTAT

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 18 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 18 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 18 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 176 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.

La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

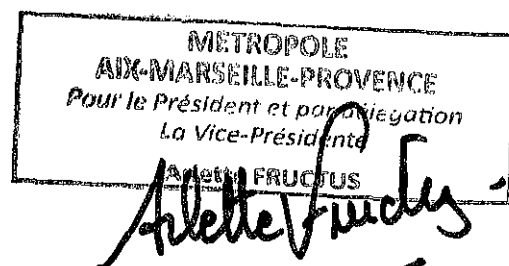
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2016



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	176 400,00	14,10%
Autres	105 251,00	8,41%
Sous-total Subventions	281 651,00	22,51%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	339 290,00	27,12%
Prêt CDC logement	630 109,00	50,37%
Sous-total Prêts	969 399,00	77,49%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 251 050,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 251 050,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 487 654,08 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

18

519,28 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

18

519,28 m²

Assiette *

:

1 487 654,08 €

Taux de subvention

:

11,86 %

SUBVENTION

:

176 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 18

Surface utile :

519,28 m²

Assiette : 1 487 654,08 €

SUBVENTION :

176 400,00 €

Taux moyen de subvention :

11,86 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

176 400,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

353 382,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

813 705,00 €

Prestations intellectuelles et frais

19 773,00 €

Prix de revient H.T.

1 186 860,00 €

Montant de la TVA

64 190,00 €

Prix de revient TTC

1 251 050,00 €

Décision No : 20161305500156

Page : 3/4

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 409,20 €

Type d'opération :

Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-lès-Martignes, ...
Ensuès-la-Redonne, Gemenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marseigne, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16.443.D DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2016130550041

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire
CU Marseille Provence Métropole

N° de décision
20161305500149

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13215 Marseille - 15e arrondissement

Exercice
2016

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : 24 PLS - l'EISSERO - MARSEILLE
Rue de l'Eissero
13015 Marseille

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1° - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 24 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 24 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 24 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CFF - CNCE

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

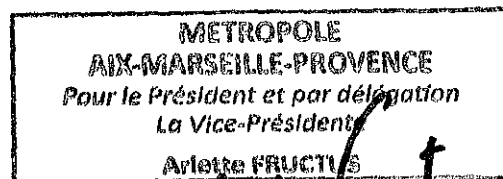
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2016



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
Prêts PEEC	280 000,00	8,91%	
Caisse d'épargne - PLS (ou PLI ou PSLA)	1 333 206,00	42,42%	1,86%
CEI foncier PLS	395 281,00	12,58%	1,86%
Prêts Autres	654 217,00	20,82%	
Sous-total Prêts	2 662 704,00	84,73%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	480 000,00	15,27%	
Sous-total Fonds Propres	480 000,00	15,27%	
Total du Financement (I + II + III)	3 142 704,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	3 142 704,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

24

1 566,00 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

24

1 566,00 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 24

Surface utile :

1 566,00 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

374 674,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

2 253 947,00 €

Prestations intellectuelles et frais

350 245,00 €

Prix de revient H.T.

2 978 866,00 €

Montant de la TVA

163 838,00 €

Prix de revient TTC

3 142 704,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 006,84 €

Décision No : 20161305500149

Page : 3/4

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carpiquet, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marseilles, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victore, Saussat-les-Bains,
Septèmes-les-Vallons



16/444/01
DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2015130550114

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire
CU Marseille Provence Métropole

N° de décision
20161305500167

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13215 Marseille - 15e arrondissement

Exercice
2016

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : Parcelle de l'ancienne école
rue des Frégates
13015 Marseille

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (C.G.I.) et notamment ses articles 237 - 7[°] - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 36 logement(s) locatif(s) sociaux dont 6 individuel(s) et 30 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 36 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CFF - CNCE

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7[°] - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3[°] de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2016

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS
Arlette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CFF1 foncier PLS	967 188,00	16,83%	1,86%
Caisse d'épargne - PLS (ou PLI ou PSLA)	3 700 565,00	64,38%	1,86%
Sous-total Prêts	4 667 753,00	81,21%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	1 080 000,00	18,79%	
Sous-total Fonds Propres	1 080 000,00	18,79%	
Total du Financement (I + II + III)	5 747 753,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	5 747 753,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	30	2 061,90 m²
Logements « Individuel »	6	495,19 m²
Totaux pour le financement des logements « PLS »	36	2 557,09 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 36	Surface utile :	2 557,09 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	916 766,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	4 030 670,00 €
Prestations intellectuelles et frais	500 672,00 €
Prix de revient H.T.	5 448 108,00 €
Montant de la TVA	299 645,00 €
Prix de revient TTC	5 747 753,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 247,77 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

Décision No : 20161305500167

Page : 3/4

C. Principaux éléments de la convention outreant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

16 4 4 5 10

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550063

N° SIREN du maître d'ouvrage

330881814

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENCAL

Les Loges du Stade

22, Allée Ray Grassi

CS 90030

13272 Marseille cedex 08

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500137

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13028 La Ciotat

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération :

Arc-en-ciel 6 PLUS / 5 PLAI

chemin du garoutier

13600 La Ciotat

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 11 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 11 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLUS

- 5 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENCAL (n° SIREN : 330881814).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 51 760,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.

La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : **20 DEC. 2016**

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Annette HUETUS
Annette Huetus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	51 760,00	7,88%
Sous-total Subventions	51 760,00	7,88%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	159 374,00	24,26%
Prêt CDC logement	350 871,00	53,40%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	0,00	0,00%
PEEC 8/9ème	80 000,00	12,18%
Sous-total Prêts	590 245,00	89,84%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	15 000,00	2,28%
Sous-total Fonds Propres	15 000,00	2,28%
Total du Financement (I + II + III)	657 005,00	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	0,00	0,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	205 908,00	21,85%
Prêt CDC logement	434 763,00	46,13%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	140 000,00	14,86%
PEEC 8/9ème	80 000,00	8,49%
Sous-total Prêts	860 671,00	91,33%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	81 736,00	8,67%
Sous-total Fonds Propres	81 736,00	8,67%
Total du Financement (I + II + III)	942 407,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	51 760,00	3,24%
Sous-total Subventions	51 760,00	3,24%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	785 634,00	49,12%
Prêt CDC foncier	365 282,00	22,84%
PEEC 8/9ème	160 000,00	10,00%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	140 000,00	8,75%
Sous-total Prêts	1 450 916,00	90,72%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	96 736,00	6,05%

Sous-total Fonds Propres	96 736,00	6,05%
Total du Financement (I + II + III)	1 599 412,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 599 412,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 118 319,67 €

Aide : PLUS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	433,80 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	6	433,80 m²
Assiette *	:	693 434,92 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	265,80 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	5	265,80 m²
Assiette *	:	424 884,75 €
Taux de subvention	:	12,18 %
SUBVENTION	:	51 760,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 11	Surface utile :	699,60 m²
Assiette : 1 118 319,67 €	SUBVENTION :	51 760,00 €
	Taux moyen de subvention :	4,63 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 51 760,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	357 820,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	898 726,00 €
Prestations intellectuelles et frais	262 476,00 €
Prix de revient H.T.	1 519 022,00 €
Montant de la TVA	80 390,00 €
Prix de revient TTC	1 599 412,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 286,18 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

RECUE
2012-13
MAY 13

311034
01.01.15
01.03.15

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Mantigues,
Ensuès-la-Redonne, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Rén-de-Cuges,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16 / 4467.D
DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550110

N° SIREN du maître d'ouvrage

330881814

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENCAL

Les Loges du Stade

22, Allée Ray Grassi

CS 90030

13272 Marseille cedex 08

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500138

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13028 La Ciotat

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération :

Arc-en-ciel 4 PLS

chemin du garoutier

13600 La Ciotat

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 4 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 4 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 4 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENCAL (n° SIREN : 330881814).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

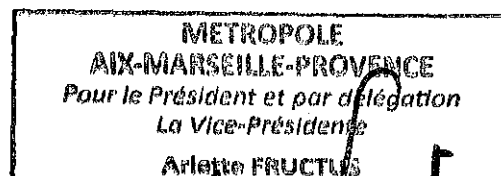
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2016



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)...

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	159 346,00	27,40%	1,86%
CDC foncier PLS	137 272,00	23,60%	1,86%
Prêts PEEC	120 000,00	20,63%	
Sous-total Prêts	416 618,00	71,63%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	164 986,00	28,37%	
Sous-total Fonds Propres	164 986,00	28,37%	
Total du Financement (I + II + III)	581 604,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	581 604,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

4

234,05 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

4

234,05 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 4

Surface utile :

234,05 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	130 116,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	326 810,00 €
Prestations intellectuelles et frais	95 446,00 €
Prix de revient H.T.	552 372,00 €
Montant de la TVA	29 232,00 €
Prix de revient TTC	581 604,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 484,96 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

16.12.447.1.B.

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550083

N° SIREN du maître d'ouvrage

330881814

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENCAL

Les Loges du Stade

22, Allée Ray Grassi

CS 90030

13272 Marseille cedex 08

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500140

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13042 Gémenos

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : GEMENOS_Res intergén_Chemin du Puits_23plus 15plai

Acquisition en VEFA 50 LLLS

693 chemin du puits

13420 Gémenos

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

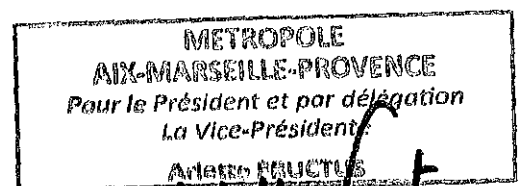
Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 38 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 38 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 23 logements PLUS
 - 15 logements PLA-I
- au bénéficiaire désigné : S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENCAL (n° SIREN : 330881814).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 165 400,00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
 - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2016



Arlette Faucou

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit).

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	155 280,00	5,06%
Subvention EPCI	45 000,00	1,76%
Subvention Autres	64 000,00	2,50%
Sous-total Subventions	264 280,00	10,32%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	693 654,00	27,08%
Prêt CDC logement	841 047,00	32,83%
Prêts Autres	301 350,00	11,76%
Sous-total Prêts	1 836 051,00	71,67%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	461 321,00	18,01%
Sous-total Fonds Propres	461 321,00	18,01%
Total du Financement (I + II + III)	2 561 652,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	10 120,00	0,35%
Subvention EPCI	69 000,00	2,36%
Subvention Autres	88 000,00	3,01%
Sous-total Subventions	167 120,00	5,72%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 063 603,00	36,38%
Prêt CDC logement	930 095,00	31,81%
Prêts Autres	462 070,00	15,80%
Sous-total Prêts	2 455 768,00	83,99%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	300 862,00	10,29%
Sous-total Fonds Propres	300 862,00	10,29%
Total du Financement (I + II + III)	2 923 750,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Autres	152 000,00	2,77%
Subvention Etat	165 400,00	3,02%
Subvention EPCI	114 000,00	2,08%
Sous-total Subventions	431 400,00	7,86%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 771 142,00	32,29%
Prêt CDC foncier	1 757 257,00	32,04%
Prêts Autres	763 420,00	13,92%

Sous-total Prêts	4 291 819,00	78,24%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	762 183,00	13,89%
Sous-total Fonds Propres	762 183,00	13,89%
Total du Financement (I + II + III)	5 485 402,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	5 485 402,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 3 670 788,10 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	23	1 440,00 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	23	1 440,00 m²
Assiette *	:	2 259 429,31 €
Taux de subvention	:	0,45 %
SUBVENTION	:	10 120,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	15	899,50 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	15	899,50 m²
Assiette *	:	1 411 358,79 €
Taux de subvention	:	11,00 %
SUBVENTION	:	155 280,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 38	Surface utile :	2 339,50 m²
Assiette : 3 670 788,10 €	SUBVENTION :	165 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	4,51 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 165 400,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

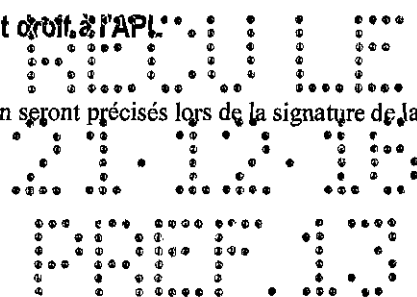
Charge foncière H.T.	1 816 335,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	3 293 854,00 €
Prestations intellectuelles et frais	79 388,00 €
Prix de revient H.T.	5 189 577,00 €
Montant de la TVA	295 825,00 €
Prix de revient TTC	5 485 402,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 344,69 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

Décision No : 20161305500140

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL.

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



31039
20.21.12
0.7599

16 / 448 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550112

N° SIREN du maître d'ouvrage

330881814

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENCAL

Les Loges du Stade

22, Allée Ray Grassi

CS 90030

13272 Marseille cedex 08

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500144

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13042 Gémenos

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : GEMENOS_Res intergén_Chemin du Puits_12pls

693 chemin du puits

13420 Gémenos

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (C.G.I.) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 12 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 12 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 12 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENCAL (n° SIREN : 330881814).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2016

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Ariette FRUCTUS
Ariette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quantités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Ville	180 000,00	10,39%	
Sous-total Subventions	180 000,00	10,39%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	564 190,00	32,57%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	319 597,00	18,45%	1,86%
Sous-total Prêts	883 787,00	51,02%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	668 445,00	38,59%	
Sous-total Fonds Propres	668 445,00	38,59%	
Total du Financement (I + II + III)	1 732 232,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 732 232,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

12

750,00 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

12

750,00 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 12

Surface utile :

750,00 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

573 580,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

1 040 164,00 €

Prestations intellectuelles et frais

25 070,00 €

Prix de revient H.T.

1 638 814,00 €

Montant de la TVA

93 418,00 €

Prix de revient TTC

1 732 232,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 309,64 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

16 / 449 / D.3

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550081

N° SIREN du maître d'ouvrage

342548807

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

FONDATION DES PETITS FRERES DES PAUVRES

64 av parmentier

75011 Paris

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500173

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13201 Marseille - 1er arrondissement

Nature des logements

Pensions de famille (Maisons relais)

Type de bénéficiaire

Publics maison relais ou res. d'accueil

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : Pension de famille_Rue des Héros_10PLAI

26 rue des héros

13001 MARSEILLE

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° bis b et 278 sexies IV,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétences en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoire et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 10 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 10 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 10 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : FONDATION DES PETITS FRERES DES PAUVRES (n° SIREN : 342548807).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 132 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) de l'article 257-7° bis du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

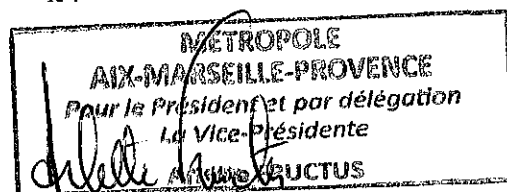
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 21 DEC. 2015



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	132 000,00	10,43%
Subvention EPCI	180 000,00	13,82%
Subvention Région	180 000,00	13,82%
Ville	108 000,00	8,29%
Sous-total Subventions	600 000,00	46,06%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	400 000,00	30,71%
Sous-total Prêts	400 000,00	30,71%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	302 513,00	23,23%
Sous-total Fonds Propres	302 513,00	23,23%
Total du Financement (I + II + III)	1 302 513,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 302 513,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 686 191,97 €

Aide : PLA-I

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	260,00 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	10	260,00 m²
Assiette *	:	686 191,97 €
Taux de subvention	:	19,24 %
SUBVENTION	:	132 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10	Surface utile :	260,00 m²
Assiette : 686 191,97 €	SUBVENTION :	132 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	19,24 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 132 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	354 530,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	829 183,00 €
Prestations intellectuelles et frais	70 029,00 €
Prix de revient H.T.	1 253 742,00 €
Décision No : 20161305500173	Page : 3/4

Montant de la TVA

48 771,00 €

Prix de revient TTC

1 302 513,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

5 009,67 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL :

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

10/450/D.1

DÉCISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMÉLIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550076

N° SIREN du maître d'ouvrage

782886147

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SOLIHA PROVENCE

L'Estello

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500151

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération :

Rue Conio

13 rue Conio

13014 MARSEILLE

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 7° bis, b et 278 sexies IV,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoire et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 4 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 4 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 4 logements PLS

au bénéficiaire désigné : SOLIHA PROVENCE (n° SIREN : 782886147).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) de l'article 257-7° bis du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

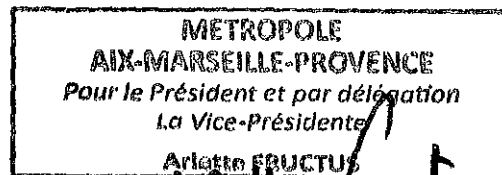
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2016



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotés	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	114 790,00	53,64%	1,86%
CDC foncier PLS	64 196,00	30,00%	1,86%
Sous-total Prêts	178 986,00	83,64%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	35 000,00	16,36%	
Sous-total Fonds Propres	35 000,00	16,36%	
Total du Financement (I + II + III)	213 986,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	213 986,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

4

111,38 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

4

111,38 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 4

Surface utile :

111,38 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.

200 000,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

Prestations intellectuelles et frais

13 986,00 €

Prix de revient H.T.

213 986,00 €

Montant de la TVA

Prix de revient TTC

213 986,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

1 921,22 €

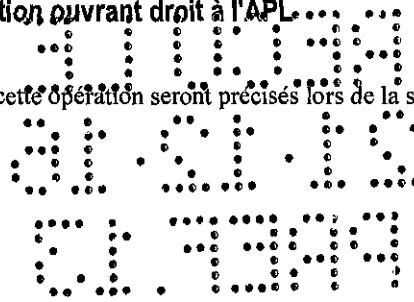
Type d'opération : Hors opération spécifique

Décision No : 20161305500151

Page : 3/4

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



1 6 7 4 5 1 7 0
DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550115

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500157

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13203 Marseille - 3e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : 44 boulevard Guigou IPLS
44 boulevard Guigou
13003 MARSEILLE

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257-7° bis b et 278 sexies IV,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 05 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoire et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

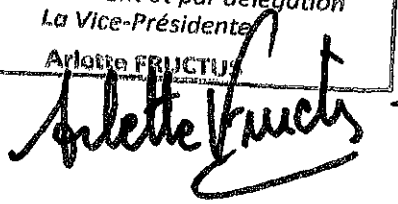
DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 1 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 1 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 1 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE (n° SIREN : 751956624).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) de l'article 257-7° bis du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
- La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2016

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlotte FRUCTUS



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	44 758,00	35,00%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	68 122,00	53,27%	1,86%
Sous-total Prêts	112 880,00	88,27%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	15 000,00	11,73%	
Sous-total Fonds Propres	15 000,00	11,73%	
Total du Financement (I + II + III)	127 880,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	127 880,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

79,00 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

1

79,00 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1

Surface utile :

79,00 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	117 400,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 689,39 €
Prestations intellectuelles et frais	8 580,00 €
Prix de revient H.T.	127 669,39 €
Montant de la TVA	210,61 €
Prix de revient TTC	127 880,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	1 618,73 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

Décision No : 20161305500157

Page : 3/4

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Cergy-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gemenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16 / 452 / 0

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550114

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500148

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : 9 boulevard Claire
9 boulevard Claire
13014 Marseille 14 e

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° bis b et 278 sexies IV,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoire et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

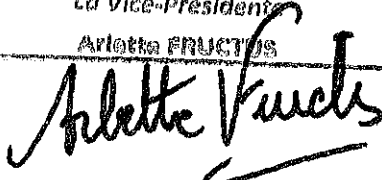
DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 1 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 1 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 1 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE (n° SIREN : 751956624).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) de l'article 257-7° bis du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2016

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Ariette FRUCTUS



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	64 346,00	65,00%	1,86%
CDC foncier PLS	34 648,00	35,00%	1,86%
Sous-total Prêts	98 994,00	100,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Sous-total Fonds Propres			
Total du Financement (I + II + III)	98 994,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	98 994,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

57,50 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

1

57,50 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1

Surface utile :

57,50 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.

83 200,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

6 181,82 €

Prestations intellectuelles et frais

8 994,00 €

Prix de revient H.T.

98 375,82 €

Montant de la TVA

618,18 €

Prix de revient TTC

98 994,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

1 721,63 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL.

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

16 / 453 / D

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550051

N° SIREN du maître d'ouvrage

782855696

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

13 HABITAT

80 r albe

BP 31

13004 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500161

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13043 Gignac-la-Nerthe

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération :

VEFA- La Mousseline

Avenue Fernandel

13180 Gignac la Nerthe

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 35 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 35 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 24 logements PLUS
- 11 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : 13 HABITAT (n° SIREN : 782855696).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 117 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2016
METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FEUCTUS
Arlette Feuctus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	107 800,00	2,57%
Subvention EPCI	105 000,00	2,50%
Subvention Département	821 900,00	19,58%
Sous-total Subventions	1 034 700,00	24,65%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 065 036,00	25,37%
Prêt CDC logement	1 714 784,00	40,85%
Sous-total Prêts	2 779 820,00	66,22%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	383 552,71	9,14%
Sous-total Fonds Propres	383 552,71	9,14%
Total du Financement (I + II + III)	4 198 072,71	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	9 200,00	0,72%
Subvention EPCI	0,00	0,00%
Subvention Département	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	9 200,00	0,72%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	487 366,00	38,04%
Prêt CDC logement	784 694,00	61,24%
Sous-total Prêts	1 272 060,00	99,28%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 281 260,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	821 900,00	15,00%
Subvention Etat	117 000,00	2,14%
Subvention EPCI	105 000,00	1,92%
Sous-total Subventions	1 043 900,00	19,05%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 499 478,00	45,62%
Prêt CDC foncier	1 552 402,00	28,33%
Sous-total Prêts	4 051 880,00	73,95%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	383 552,71	7,00%

Sous-total Fonds Propres	383 552,71	7,00%
Total du Financement (I + II + III)	5 479 332,71	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	5 479 332,71	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 4 147 544,91 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	24	1 682,69 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	24	1 682,69 m²
Assiette *	:	2 845 448,83 €
Taux de subvention	:	0,32 %
SUBVENTION	:	9 200,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	11	770,01 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	11	770,01 m²
Assiette *	:	1 302 096,08 €
Taux de subvention	:	8,28 %
SUBVENTION	:	107 800,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 35	Surface utile :	2 452,70 m²
Assiette : 4 147 544,91 €	SUBVENTION :	117 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,82 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	117 000,00 €
---------------------	---------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 817 788,10 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 856 524,16 €
Prestations intellectuelles et frais	519 368,03 €
Prix de revient H.T.	5 193 680,29 €
Montant de la TVA	285 652,42 €
Prix de revient TTC	5 479 332,71 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 234,00 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

20161305500161

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20161305500161

31034
31034
31034

31034

167455/D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2015130550006

N° SIREN du maître d'ouvrage

782855696

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

13 HABITAT

80 r albe

BP 31

13004 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500153

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13054 Marignane

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération :

AA Ilot E1-PNRQUAD- 10 PLUS

AA Ilot E1

13700 Marignane

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257-7° bis b et 278 sexies IV,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoire et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 10 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 10 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 10 logements PLUS
- au bénéficiaire désigné : 13 HABITAT (n° SIREN : 782855696).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 39 520,00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
 - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) de l'article 257-7° bis du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : **20 DEC. 2016**

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS
Arlette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	39 520,00	3,68%
Conseil Régional	51 870,00	5,76%
Subvention Département	161 252,00	15,00%
Subvention EPCI	120 000,00	11,16%
Sous-total Subventions	382 642,00	35,59%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	242 330,00	22,54%
Prêt CDC logement	396 290,00	36,86%
Sous-total Prêts	638 620,00	59,41%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	53 750,00	5,00%
Sous-total Fonds Propres	53 750,00	5,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 075 012,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 075 012,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 798 558,58 €

Aide : PLUS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

10

535,70 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

10

535,70 m²

Assiette * : 798 558,58 €

Taux de subvention : 4,95 %

SUBVENTION : 39 520,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10

Surface utile : 535,70 m²

Assiette : 798 558,58 €

SUBVENTION : 39 520,00 €

Taux moyen de subvention : 4,95 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 39 520,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.

249 234,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

665 013,00 €

Prestations intellectuelles et frais

115 099,00 €

Décision No : 20161305500153

Page : 3/4

Prix de revient H.T.	1 029 346,00 €
Montant de la TVA	45 666,00 €
Prix de revient TTC	1 075 012,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 006,74 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gemenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Roy, Malignan, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La-Bédoule, Saint-Victoret, Sausser-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons.



16 / 455 / 03

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550035

N° SIREN du maître d'ouvrage

059800383

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. PHOCEENNE HABITATION

2 pl de la prefecture

13006 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500158

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13210 Marseille - 10e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération :

MARSEILLE - BOIS FLEURI

OPERATION DE 21 PLS ET 60 PLI

290 AVENUE PIERRE DOIZE

13010 MARSEILLE

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 05 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 21 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 21 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 21 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. PHOCEENNE HABITATION (n° SIREN : 059800383).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

20 DEC. 2016

le :

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Ariette FRUCTUS
Ariette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CC1 foncier PLS	879 795,00	26,74%	1,86%
Prêt CDC logement	1 094 533,00	33,26%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	378 109,00	11,49%	1,86%
1%	280 000,00	8,51%	1,86%
Sous-total Prêts	2 632 437,00	80,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	658 109,00	20,00%	
Sous-total Fonds Propres	658 109,00	20,00%	
Total du Financement (I + II + III)	3 290 546,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	3 290 546,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

21

1 415,11 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

21

1 415,11 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 21

Surface utile :

1 415,11 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

859 871,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

1 973 334,00 €

Prestations intellectuelles et frais

315 652,00 €

Prix de revient H.T.

3 148 857,00 €

Montant de la TVA

141 689,00 €

Prix de revient TTC

3 290 546,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 325,29 €

Décision No : 20161305500158

Page : 3/4

Type d'opération : Hors opération spécifique.

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, ...
Ensuès-la-Redonne, Gemenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Raye, Maimon, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16.74.567.0
DÉCISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550084

N° SIREN du maître d'ouvrage

059800383

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. PHOCEENNE HABITATION

2 pl de la prefecture

13006 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500160

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13075 Plan-de-Cuques

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : Moulin du Mail-Plan de cuques- 16 PLUS8PLAI

RUE DES CHANTONS

13380 PLAN DE CUQUES

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 24 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 24 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 16 logements PLUS
- 8 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. PHOCEENNE HABITATION (n° SIREN : 059800383).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 87 600,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2016

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Annette FRUCTUS
Annette Fructus

Sous-total Prêts	2 133 702,00	63,28%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	674 352,00	20,00%
Sous-total Fonds Propres	674 352,00	20,00%
Total du Financement (I + II + III)	3 371 762,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	3 371 762,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 739 368,40 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	16	1 057,55 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	16	1 057,55 m²
Assiette *	:	1 824 595,06 €
Taux de subvention	:	0,35 %
SUBVENTION	:	6 440,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	530,21 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	8	530,21 m²
Assiette *	:	914 773,34 €
Taux de subvention	:	8,87 %
SUBVENTION	:	81 160,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 24	Surface utile :	1 587,76 m²
Assiette : 2 739 368,40 €	SUBVENTION :	87 600,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,20 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	87 600,00 €
--------------	-------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	668 260,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 181 267,00 €
Prestations intellectuelles et frais	349 717,00 €
Prix de revient H.T.	3 199 244,00 €
Montant de la TVA	172 518,00 €
Prix de revient TTC	3 371 762,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 123,60 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

Décision No : 20161305500160

Page : 4/5

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	6 440,00	0,29%
Subvention Région	86 072,00	3,92%
Subvention EPCI	48 000,00	2,19%
Subvention Commune	183 333,00	8,35%
Sous-total Subventions	323 845,00	14,76%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	391 044,00	17,82%
Prêt CDC logement	1 030 138,00	46,94%
Sous-total Prêts	1 421 182,00	64,76%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	449 568,00	20,49%
Sous-total Fonds Propres	449 568,00	20,49%
Total du Financement (I + II + III)	2 194 595,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	81 160,00	6,89%
Subvention Région	43 036,00	3,66%
Subvention EPCI	24 000,00	2,04%
Subvention Commune	91 667,00	7,79%
Sous-total Subventions	239 863,00	20,38%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	196 053,00	16,65%
Prêt CDC logement	516 467,00	43,87%
Sous-total Prêts	712 520,00	60,53%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	224 784,00	19,10%
Sous-total Fonds Propres	224 784,00	19,10%
Total du Financement (I + II + III)	1 177 167,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Commune	275 000,00	8,16%
Subvention Etat	87 600,00	2,60%
Subvention EPCI	72 000,00	2,14%
Subvention Région	129 108,00	3,83%
Sous-total Subventions	563 708,00	16,72%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 546 605,00	45,87%
Prêt CDC foncier	587 097,00	17,41%

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

3110094
21.00.15
0.0000

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gemenos, Gignac-la-Verthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

16 / 45 77:00

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550117

N° SIREN du maître d'ouvrage

059800383

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. PHOCEENNE HABITATION

2 pl de la prefecture

13006 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500162

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13075 Plan-de-Cuques

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération :

Moulin du Mail-Plan-de-Cuques-8 PLS

RUE DES CHANTONS

13380 PLAN DE CUQUES

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 8 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 8 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 8 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. PHOCEENNE HABITATION (n° SIREN : 059800383).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : **20 DEC. 2016**

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Ariette FRUCTUS
Ariette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT. (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit).

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Conseil Régional	94 062,00	6,66%	
Subvention Commune	100 000,00	7,08%	
Sous-total Subventions	194 062,00	13,74%	
II - Partie Prêts			
Prêt CDC logement	484 076,00	34,28%	1,61%
Prêt CDC foncier	363 292,00	25,72%	1,61%
Prêt complémentaire CDC	159 008,00	11,26%	1,61%
Sous-total Prêts	1 006 376,00	71,26%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	211 843,00	15,00%	
Sous-total Fonds Propres	211 843,00	15,00%	
Total du Financement (I + II + III)	1 412 281,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 412 281,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	550,23 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLS »	8	550,23 m²
--	---	-----------

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 8	Surface utile :	550,23 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	399 227,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	802 495,00 €
Prestations intellectuelles et frais	138 654,00 €
Prix de revient H.T.	1 340 376,00 €
Montant de la TVA	71 905,00 €
Prix de revient TTC	1 412 281,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 566,71 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Rédonne, Gemenos, Gignac-la-Nestlé,
La Ciotat, Le Rove, Mgrignan, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550111

N° SIREN du maître d'ouvrage

059800383

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. PHOCEENNE HABITATION

2 pl de la prefecture

13006 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500163

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13075 Plan-de-Cuques

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : PLAN DE CUQUES - LES VIDARES

50 LLS COLLECTIFS

AVENUE PASTEUR

13380 PLAN DE CUQUES

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 22 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 22 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 15 logements PLUS
 - 7 logements PLA-I
- au bénéficiaire désigné : S.A. PHOCEENNE HABITATION (n° SIREN : 059800383).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 75 040,00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
 - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : **20 DEC. 2016**

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Ariette FRUCTUS

Ariette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	6 440,00	0,43%
Conseil Régional	0,00	0,00%
Subvention EPCI	0,00	0,00%
Subvention Commune	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	6 440,00	0,43%
II - Partie Prêts		
CDC foncier PLS	376 253,00	24,96%
Prêt CDC logement	1 124 628,00	74,61%
Sous-total Prêts	1 500 881,00	99,57%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 507 321,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	68 600,00	3,73%
Conseil Régional	118 272,00	6,43%
Subvention EPCI	66 000,00	3,59%
Subvention Commune	150 000,00	8,15%
Sous-total Subventions	402 872,00	21,89%
II - Partie Prêts		
CDC foncier PLS	192 459,00	10,46%
Prêt CDC logement	575 265,00	31,26%
Sous-total Prêts	767 724,00	41,72%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	669 481,00	36,38%
Sous-total Fonds Propres	669 481,00	36,38%
Total du Financement (I + II + III)	1 840 077,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Commune	150 000,00	4,48%
Conseil Régional	118 272,00	3,53%
Subvention Etat	75 040,00	2,24%
Subvention EPCI	66 000,00	1,97%
Sous-total Subventions	409 312,00	12,23%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 699 893,00	50,78%
CDC foncier PLS	568 712,00	16,99%

Sous-total Prêts	2 268 605,00	67,77%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	669 481,00	20,00%
Sous-total Fonds Propres	669 481,00	20,00%
Total du Financement (I + II + III)	3 347 398,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	3 347 398,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 459 377,20 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	15	933,50 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	15	933,50 m²
Assiette *	:	1 627 093,28 €
Taux de subvention	:	0,40 %
SUBVENTION	:	6 440,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	477,50 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	7	477,50 m²
Assiette *	:	832 283,92 €
Taux de subvention	:	8,24 %
SUBVENTION	:	68 600,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 22	Surface utile :	1 411,00 m²
Assiette : 2 459 377,20 €	SUBVENTION :	75 040,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,05 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	75 040,00 €
---------------------	-------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	614 214,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 194 796,00 €
Prestations intellectuelles et frais	367 195,00 €
Prix de revient H.T.	3 176 205,00 €
Montant de la TVA	171 193,00 €
Prix de revient TTC	3 347 398,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 372,36 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

Décision No : 20161305500163

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

311039
at 21.12
01.12.1999

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Geyreste, Châteauneuf-les-Martigues, • •
Ensuès-la-Redonne, Gemenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16 / 4.5.9 / D
DÉCISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550120

N° SIREN du maître d'ouvrage

059800383

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. PHOCEENNE HABITATION

2 pl de la prefecture

13006 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500164

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13075 Plan-de-Cuques

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération :

LES VIDARES PLS

AVENUE PASTEUR

13380 PLAN DE CUQUES

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétences en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,


DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 28 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 28 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 28 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : S.A. PHOCEENNE HABITATION (n° SIREN : 059800383).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : Crédit Coopératif
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2016

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Ariette FRUCTUS



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention Commune	200 000,00	4,27%	
Conseil Régional	317 184,00	6,77%	
Sous-total Subventions	517 184,00	11,04%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	1 289 258,00	27,52%	1,86%
CC1 foncier PLS	1 521 923,00	32,48%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	419 877,00	8,96%	1,86%
Sous-total Prêts	3 231 058,00	68,96%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	937 061,00	20,00%	
Sous-total Fonds Propres	937 061,00	20,00%	
Total du Financement (I + II + III)	4 685 303,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	4 685 303,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

28

1 666,00 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

28

1 666,00 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 28

Surface utile :

1 666,00 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

1 373 744,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

2 615 438,00 €

Prestations intellectuelles et frais

456 660,00 €

Prix de revient H.T.

4 445 842,00 €

Montant de la TVA

239 461,00 €

Prix de revient TTC

4 685 303,00 €

Décision No : 20161305500164

Page : 3/4

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 812,31 €

Type d'opération :

Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Rédonne, Gemenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset, Les Pins,
Septèmes-les-Vallons



16 / 46070

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550016

N° SIREN du maître d'ouvrage

060804770

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. LOGIREM

111 bd national

BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500159

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13201 Marseille - 1er arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération :

Train Bleu 28 PLS

imm de 41 lgts dont 28PLS et 13 Plai ds le NPRU

26 bd Charles Nedelec

13001 MARSEILLE

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° bis b et 278 sexies IV,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoire et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

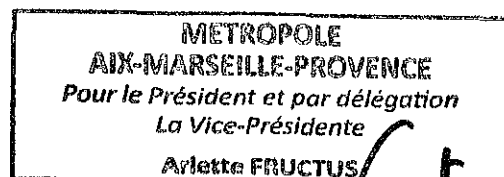
Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 28 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 28 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 28 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : S.A. LOGIREM (n° SIREN : 060804770).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) de l'article 257-7° bis du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2016



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'ACCREMENT (5161 Acquisition).

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	2 896 061,00	61,28%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	1 379 886,00	29,20%	1,86%
Sous-total Prêts	4 275 947,00	90,48%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	450 000,00	9,52%	
Sous-total Fonds Propres	450 000,00	9,52%	
Total du Financement (I + II + III)	4 725 947,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	4 725 947,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

28

2 132,12 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

28

2 132,12 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 28

Surface utile :

2 132,12 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	4 224 877,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	229 384,00 €
Prestations intellectuelles et frais	25 304,00 €
Prix de revient H.T.	4 479 565,00 €
Montant de la TVA	246 382,00 €
Prix de revient TTC	4 725 947,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 216,55 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

Décision No : 20161305500159

Page : 3/4

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gargas, Signac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



16/06/2016

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550131

N° SIREN du maître d'ouvrage

314046004

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. D'HLM LOGIS MEDITERRANEE

176 av jules cantini

13008 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500172

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13203 Marseille - 3e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération :

Plot Turenne-83 PLUS

Avenue du Général Leclerc

13003 13003

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 83 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 83 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 83 logements PLUS

au bénéficiaire désigné : S.A. D'HLM LOGIS MEDITERRANEE (n° SIREN : 314046004).

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

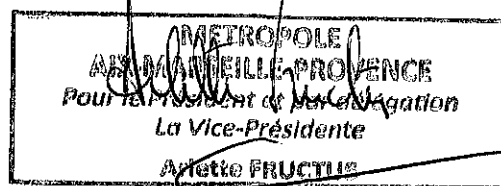
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2016



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
1%.	390 000,00	8,38%
Conseil Régional	200 000,00	4,30%
Ville de Marseille	300 000,00	6,44%
Sous-total Subventions	890 000,00	19,11%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 046 995,00	43,96%
Prêt CDC foncier	963 293,00	20,69%
Sous-total Prêts	3 010 288,00	64,65%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	756 000,00	16,24%
Sous-total Fonds Propres	756 000,00	16,24%
Total du Financement (I + II + III)	4 656 288,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	4 656 288,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 3 977 543,67 €

Aide : PLUS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

83

1 737,43 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

83

1 737,43 m²

Assiette *

:

3 977 543,67 €

Taux de subvention

:

0,00 %

SUBVENTION

:

0,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 83

Surface utile :

1 737,43 m²

Assiette : 3 977 543,67 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

1 330 754,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

3 043 787,00 €

Prestations intellectuelles et frais

39 001,00 €

Décision No : 20161305500172

Page : 3/4

Prix de revient H.T.	4 413 542,00 €
Montant de la TVA	242 746,00 €
Prix de revient TTC	4 656 288,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 679,99 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

16 / 462 / 0 DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550090

N° SIREN du maître d'ouvrage

261300032

Famille d'organisme

Collectivités locales

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

EHPAD LA SOUBEYRANE

10 AVENUE DOCTEUR EMMANUEL AGOSTINI

13260 CASSIS

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500170

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13022 Cassis

Nature des logements

Autres logements foyers

Type de bénéficiaire

Personnes Agées

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : EHPAD La Soubeyranne_extension

10 av docteur emmanuel agostini

13260 Cassis

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

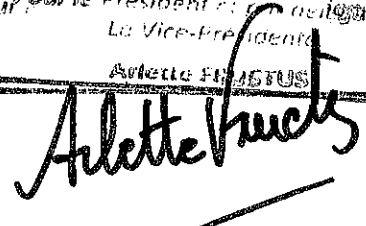
DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 16 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 16 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 16 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : EHPAD LA SOUBEYRANE (n° SIREN : 261300032).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2016

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et le délégué
Le Vice-Président
Arlette FRUSTUS



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Conseil Général	738 361,60	26,38%	
Ville	255 200,00	8,88%	
Autres	407 462,40	14,18%	
Subvention Autres	14 616,00	0,51%	
Sous-total Subventions	1 435 640,00	49,94%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	1 438 840,00	50,06%	1,86%
Sous-total Prêts	1 438 840,00	50,06%	
III - Partie Fonds Propres			
Sous-total Fonds Propres			
Total du Financement (I + II + III)	2 874 480,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	2 874 480,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

16

272,60 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

16

272,60 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 16

Surface utile : 272,60 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION : 0,00 €

Taux moyen de subvention : 0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

Coût du bâtiment ou des travaux

2 724 626,00 €

Prestations intellectuelles et frais

Prix de revient H.T.

2 724 626,00 €

Montant de la TVA

149 854,00 €

Prix de revient TTC

2 874 480,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

10 544,68 €

Décision No : 20161305500170

Page : 3/4

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Aillauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensues-la-Redonne, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Roux, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



10/03/16
DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2015130550155

N° SIREN du maître d'ouvrage

305918732

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

NEOLIA

NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches

CS 75267

25200 MONTBELIARD

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500169

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13023 Ceyreste

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : CEYRESTE-Chemin Ste Catherine-10PLUS 8PLAI
10 PLUS 8 PLAI 6 PLS
Chemin Sainte Catherine
13600 CEYRESTE

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 18 logement(s) locatif(s) sociaux dont 3 individuel(s) et 15 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 10 logements PLUS

- 8 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : NEOLIA (n° SIREN : 305918732).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 89 440,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.

La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

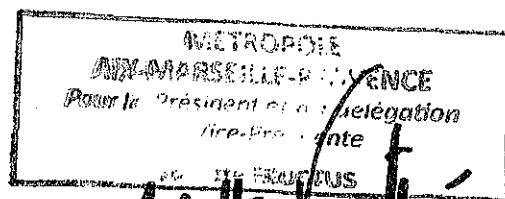
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2016



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	5 520,00	0,40%
Subvention EPCI	27 000,00	1,94%
Subvention Région	97 500,00	7,01%
Sous-total Subventions	130 020,00	9,35%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	338 040,00	24,32%
Prêt CDC logement	882 800,00	63,50%
Sous-total Prêts	1 220 840,00	87,82%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	39 304,00	2,83%
Sous-total Fonds Propres	39 304,00	2,83%
Total du Financement (I + II + III)	1 390 164,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	83 920,00	8,84%
Subvention EPCI	27 000,00	2,84%
Subvention Région	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	110 920,00	11,69%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	219 529,00	23,13%
Prêt CDC logement	618 768,00	65,19%
Sous-total Prêts	838 297,00	88,31%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	949 217,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	89 440,00	3,82%
Subvention EPCI	54 000,00	2,31%
Subvention Région	97 500,00	4,17%
Sous-total Subventions	240 940,00	10,30%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 501 568,00	64,19%
Prêt CDC foncier	557 569,00	23,83%
Sous-total Prêts	2 059 137,00	88,02%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	39 304,00	1,68%

Sous-total Fonds Propres	39 304,00	1,68%
Total du Financement (I + II + III)	2 339 381,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 339 381,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIÈRES DE L'OPÉRATION

I - Assiette de la subvention : 1 722 285,76 €

Aide : PLUS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	422,50 m²
Logements « Individuel »	2	153,55 m²

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	10	576,05 m²
Assiette *	:	1 005 190,18 €
Taux de subvention	:	0,55 %
SUBVENTION	:	5 520,00 €

Aide : PLA-I

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	343,20 m²
Logements « Individuel »	1	67,75 m²

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	8	410,95 m²
Assiette *	:	717 095,58 €
Taux de subvention	:	11,70 %
SUBVENTION	:	83 920,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 18	Surface utile :	987,00 m²
Assiette : 1 722 285,76 €	SUBVENTION :	89 440,00 €
	Taux moyen de subvention :	5,19 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 89 440,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	580 689,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 313 979,00 €
Prestations intellectuelles et frais	328 555,00 €
Prix de revient H.T.	2 223 223,00 €
Montant de la TVA	116 158,00 €
Prix de revient TTC	2 339 381,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 370,19 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

REU
21.02.16
PREF 33

311039
00.00.15
0.000

16 / 464 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2016130550119

N° SIREN du maître d'ouvrage

305918732

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

NEOLIA

NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches

CS 75267

25200 MONTBELIARD

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500168

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13023 Ceyreste

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération : CEYRESTE-Chemin Ste Catherine-6PLS

Chemin Sainte Catherine

13600 CEYRESTE

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies I - 2 et 3,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 06 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 5 individuel(s) et 1 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLS

au bénéficiaire désigné : NEOLIA (n° SIREN : 305918732).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA pour les logements agréés en article 1 en application des articles 257 - 7° - 1 - c et 278 sexies - I - 2 et 3 du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

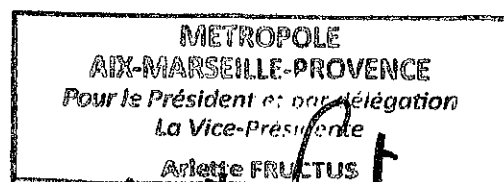
ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

20 DEC. 2016

le :



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quantités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	468 662,00	43,60%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	273 447,00	25,44%	1,86%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	150 000,00	13,96%	
Sous-total Prêts	892 109,00	83,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	182 774,00	17,00%	
Sous-total Fonds Propres	182 774,00	17,00%	
Total du Financement (I + II + III)	1 074 883,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 074 883,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	77,90 m²
Logements « Individuel »	5	375,60 m²
Totaux pour le financement des logements « PLS »	6	453,50 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6	Surface utile :	453,50 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	266 811,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	603 738,00 €
Prestations intellectuelles et frais	150 963,00 €
Prix de revient H.T.	1 021 512,00 €
Montant de la TVA	53 371,00 €
Prix de revient TTC	1 074 883,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 370,19 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carray, Le Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, ...
Ensuès-la-Redonne, Gemenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marnhac, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



10/405/0
DÉCISION DE RÉSERVATION D'AGREMENT

POUR L'OBTENTION D'UN PRET LOCATION-ACCESSION

Numéro d'opération :

2016130550011

N° SIREN du maître d'ouvrage

690802053

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. PROMOLOGIS S.A M.A.I HLM

2 r du docteur sanieres

31000 Toulouse

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20161305500003

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13028 La Ciotat

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2016

Opération :

AV JULES FERY

AVENUE JULES FERY

13600 LA CIOTAT

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article R.331-76-5-1,

Vu le Code Général des Impôts et notamment ses articles 257 et 278 sexies,

Vu la loi n° 84-595 du 12 juillet 1984 définissant la location-accession à la propriété immobilière,

Vu la demande d'agrément présentée par le bénéficiaire en date du 12/08/2016 et notamment le plan prévisionnel de financement,

Vu la convention passée entre l'Etat et le bénéficiaire en date du 31/12/2016,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 6 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2015 en date du 25 février 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2015 en date du 25 février 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération HPV 002-606/14/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2014,

DECIDE :

ARTICLE 1. Il est accordé une réservation d'agrément pour l'opération précitée, portant sur la réalisation de 32 logement(s) en location-accession dont 0 individuel(s) et 32 collectif(s), au bénéficiaire désigné : S.A. PROMOLOGIS S.A M.A.I HLM (n° SIREN : 690802053).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PSLA auprès de :
Autre_preteur_PSLA

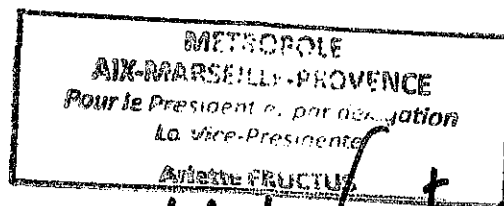
ARTICLE 2. L'agrément réservé deviendra définitif à la présentation par le vendeur des documents mentionnés au II de l'article R.331-76-5-1 du code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 3. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 4. Le Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 20 DEC. 2016



ANNEXE A LA DECISION D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PSLA

Financements	Montants	Quotités	Taux	CDC
I - Partie Subventions				
Subvention Etat	0,00	0,00%		
Sous-total Subventions	0,00	0,00%		
II - Partie Prêts				
divers banque - PSLA refinancement fond propre	4 000 000,00	92,13%		
Sous-total Prêts	4 000 000,00	92,13%		
III - Partie Fonds Propres				
Fonds propres	341 855,00	7,87%		
Sous-total Fonds Propres	341 855,00	7,87%		
Total du Financement (I + II + III)	4 341 855,00	100,00%		
Coût de l'opération / dépassement	4 341 855,00			

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

Aide : PSLA

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

32

2 218,70 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PSLA »

32

2 218,70 m²

Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)

2 064,57 €

Charge foncière prévisionnelle

1 603 773,02 €

Coût des travaux

2 925 151,03 €

Loyer principal maximum de la convention PSLA

10,14 €/m²

Loyer principal pratiqué de la convention PSLA

Loyer accessoire maximum des garages

0,00 €

31 0039
01 01 15
01 7344